



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LI^e Année

Tome II N^o 6 - Décembre 1976

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3. **Evolution structurelle et conjoncturelle du chômage en Belgique.**
- 29 **Resultats des enquêtes de la Banque Nationale de Belgique sur la conjoncture dans l'Industrie.**
- 31 **Communiqué du 8 décembre 1976.**
- 32 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale — Résultats du mois de novembre 1976.**
- 1 **Statistiques.**
- 141 **Législation économique.**
- 149 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

EVOLUTION STRUCTURELLE ET CONJONCTURELLE DU CHOMAGE EN BELGIQUE

I. POSITION ET DELIMITATION DU PROBLEME.

1. Considérations liminaires.

Le chômage a continuellement augmenté depuis le début de 1974, et se situait, en 1975 et en 1976, à un niveau exceptionnellement élevé. Au cours des cycles conjoncturels précédents, les variations du nombre de chômeurs ont été attribuées à l'évolution conjoncturelle; aujourd'hui encore, la détérioration de l'emploi serait, selon certains, en grande partie due à la crise la plus grave que l'économie belge ait connue depuis la seconde guerre mondiale. Cependant, nombreux sont ceux qui s'interrogent, avec de plus en plus d'appréhension, sur la mesure dans laquelle le chômage peut encore s'expliquer par la situation conjoncturelle, et sur l'opportunité d'introduire dans l'analyse d'autres facteurs, à caractère structurel. Dans le même ordre d'idées, s'affirme de plus en plus l'impression qu'une reprise conjoncturelle ne serait pas le remède absolu au chômage, et que des mesures énergiques devraient en attaquer les causes structurelles.

Afin de concevoir une politique appropriée, il importe de se faire au préalable une opinion claire sur la nature et les causes du chômage. Cette tâche est loin d'être aisée, la notion de « chômage » englobant des groupes hétérogènes de personnes, dont chacun devrait être soumis à une étude spécifique. Ce n'est pas l'objet du présent article de procéder à une telle analyse exhaustive, ni de rechercher la nature et toutes les causes possibles du phénomène.

Cette étude vise uniquement à répondre à une question précise relative à une catégorie bien définie de chômeurs : quelles sont, et plus exactement comment évoluent les parts respectives de l'élément conjoncturel et de l'élément structurel du chômage, en ce qui concerne les chômeurs complets indemnisés à aptitude normale. Il s'agit d'une première approche qui n'a d'autre objectif que celui de permettre une meilleure compréhension de l'évolution du chômage, et qui est susceptible d'améliorations.

Il est toujours difficile, dans la réalité, de déterminer la mesure dans laquelle un phénomène économique s'explique par des facteurs structurels ou conjon-

turels. Les deux aspects sont liés et en continuelle évolution : les structures déterminent en partie la conjoncture qui, à son tour, exerce une influence sur les structures. Pour éviter une discussion sans fin, nous n'avons pas tenté de donner des concepts des définitions irréfutables, mais seulement de rechercher un point de départ permettant d'aborder statistiquement le problème.

2. Méthode.

Toute l'analyse part de l'idée de base qu'au cours d'une période de haute conjoncture, l'utilisation des facteurs de production « capital » et « travail » atteint un maximum, ce qui permet de supposer qu'alors le chômage conjoncturel devient égal à zéro, au moment précisément où le chômage total atteint un minimum. Ce minimum indique par conséquent le chômage structurel existant à ce moment. Le chômage structurel aux autres périodes peut être représenté graphiquement par une courbe reliant entre eux les minima du chômage total; en l'occurrence, il apparaît que cette courbe revêt la forme d'une parabole, qui peut être calculée au moyen d'une équation du second degré ⁽¹⁾. Le chômage structurel pendant la période postérieure au dernier minimum observé est évalué en prolongeant la courbe obtenue; ces données ne sont donc que des estimations reposant sur une extrapolation et devenant de plus en plus discutables à mesure qu'elles se rapportent à des époques plus éloignées du dernier minimum. Etant donné la manière dont le chômage structurel a été défini ci-dessus, le chômage conjoncturel est forcément égal à la différence entre le chômage total observé et le chômage structurel calculé.

Quelques remarques s'imposent cependant concernant cette façon d'aborder le problème. En premier lieu, il ne peut être perdu de vue que dans toute économie de marché, il existe à tout moment une part de chômage frictionnel, provenant d'une adaptation imparfaite de l'offre à la demande de main-d'œuvre et survenant chaque fois qu'une personne, contrainte ou non, change d'activité ou de lieu de travail et se trouve ainsi sans emploi pendant une période généralement courte. Il s'ensuit que la notion de « chômage structurel » telle qu'elle est formulée dans cet article, doit être interprétée dans un sens large. En second lieu, il est évident que l'approche retenue ne peut, pour différentes raisons, être considérée comme absolument exacte. D'une part, il n'est pas tenu compte de l'intensité inégale des phases successives de haute conjoncture, lesquelles sont déterminantes pour le niveau des minima qui servent de base au calcul du chômage structurel. L'erreur qui peut en découler ne doit toutefois pas être exagérée. Le *boom* de 1973-1974 n'était certainement pas très inférieur, ou même pas inférieur du tout, aux périodes de haute conjoncture qui l'ont précédé; le chômage structurel qui a été estimé pour cette période ne doit donc pas non plus être considéré comme relativement exagéré. D'autre part, certains phénomènes

⁽¹⁾ La méthode de calcul du taux de chômage structurel, et la portée des résultats sont exposées plus en détail à l'annexe I.

à caractère plus structurel ont subi des accélérations depuis que le dernier minimum a été atteint, ce dont il n'a pu être suffisamment tenu compte dans le calcul du chômage structurel; à ce sujet, il y a lieu de relever principalement l'important accroissement de la main-d'œuvre féminine totale, qui entraîne probablement une certaine sous-estimation du chômage structurel féminin, et, partant, du chômage structurel total.

3. Matériel statistique.

Si la présente étude a été limitée à la catégorie des « chômeurs complets indemnisés à aptitude normale », c'est principalement en raison de facteurs purement statistiques. Il s'agit, en effet, du seul groupe qui se prête à l'approche statistique définie plus haut, à savoir une ventilation du chômage en élément conjoncturel et en élément structurel. Les autres groupes de chômeurs ont, après analyse, été éliminés l'un après l'autre.

La série concernant les chômeurs partiels, c'est-à-dire les personnes qui restent liées par un contrat d'emploi mais dont les prestations sont suspendues temporairement, n'a pas été prise en considération, parce qu'elle accuse d'importantes fluctuations saisonnières, qui n'ont pu être éliminées à cause de leur caractère instable (entre autres en raison des conditions atmosphériques); la série est, en outre, trop influencée par des facteurs fortuits non conjoncturels, tels que les grèves ou les fermetures d'entreprises pour raisons techniques.

Parmi les chômeurs complets indemnisés, ceux à aptitude réduite ou très réduite, c'est-à-dire les personnes dont le contrat d'emploi a pris fin et qui ne possèdent pas l'habileté professionnelle et le rendement normalement exigibles d'un travailleur du même âge dans la même profession, ont aussi été écartés parce que l'on peut douter que ces personnes puissent réellement être intégrées dans un processus de travail « normal » par des mesures de politique économique. En outre, les critères de détermination de l'aptitude réduite ont été modifiés et, dans l'application concrète, leur interprétation a évolué au cours des ans.

Les autres catégories de demandeurs d'emploi (chômeurs occupés par les pouvoirs publics, autres chômeurs inscrits obligatoirement, demandeurs d'emploi inscrits librement) n'ont pas été retenues non plus parce que leur composition s'est trop modifiée à la suite de diverses adaptations de la réglementation, et que les séries ne se prêtaient pas à une répartition par sexe, âge, région, branche d'activité et groupe de professions, différents aspects qui seront traités dans les pages qui suivent.

En fin de compte, il ne restait donc qu'une série qui présentât l'homogénéité et la continuité nécessaires à l'approche statistique choisie et qui, de surcroît, fût suffisamment importante : le nombre de chômeurs complets indemnisés à aptitude normale.

Dans les chapitres qui suivent, il ne sera par conséquent plus question que de ce groupe de chômeurs, d'abord dans son ensemble, ensuite, sous ses différents

aspects. Compte tenu des réserves déjà formulées plus haut, les résultats obtenus peuvent être considérés comme des ordres de grandeur satisfaisants ⁽¹⁾.

Les données ont été converties en taux de chômage, c'est-à-dire que le nombre de chômeurs d'une catégorie déterminée est exprimé en pourcentage du nombre d'assurés contre le chômage dans cette catégorie. Cette technique s'indique pour tenir compte de l'évolution de la population active, qui a peu à peu modifié la portée des chiffres absolus du chômage. Elle permet, en outre, des comparaisons entre groupes d'importance absolue différente.

Sauf indication contraire, toutes les données statistiques utilisées proviennent de l'Office National de l'Emploi. La période étudiée couvre les années 1959-1976. Pour certains aspects partiels, les données ne sont cependant disponibles qu'à partir de 1966 (ventilation par région et branche d'activité) ou de 1969 (ventilation par âge et groupe de professions). Les chiffres employés sont en principe des moyennes trimestrielles, dessaisonnalisées selon la méthode *Census II, variant X II*, ⁽²⁾, sauf en ce qui concerne les ventilations par classe d'activités, branche d'activité, groupe de professions, âge et région, où il s'agit de données à fin de trimestre.

Le chapitre II ci-dessous est consacré à l'analyse du chômage structurel; le chapitre III traite du chômage conjoncturel; le chapitre IV, enfin, présente quelques considérations finales.

II. LE CHOMAGE STRUCTUREL.

Aux périodes de haute conjoncture, où le chômage conjoncturel est supposé nul, le chômage structurel est égal, par définition, à l'ensemble du chômage, qui atteint des niveaux minima. Aux autres périodes, il est calculé au moyen de l'équation d'une courbe — une parabole en l'occurrence — reliant ces minima et représentant son évolution dans le temps. Dans les graphiques qui suivent, relatifs à l'ensemble et à des groupes spécifiques de chômeurs complets à aptitude normale, le chômage structurel ainsi calculé est représenté par la partie hachurée.

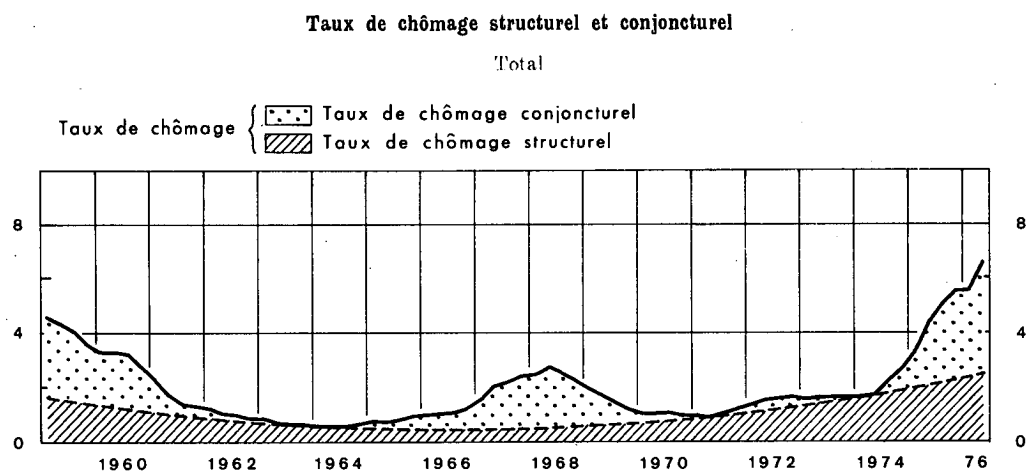
1. Evolution de l'ensemble des chômeurs complets à aptitude normale.

Deux périodes distinctes apparaissent clairement dans l'évolution du taux de chômage structurel de l'ensemble des chômeurs complets indemnisés à aptitude normale entre 1959 et 1976, représentée au graphique 1.

⁽¹⁾ La notion retenue de chômage structurel conduit à un nombre estimé différant peu de celui obtenu lorsque l'on retient comme chômeurs structurels tous les chômeurs à aptitude normale âgés de plus de 45 ou 50 ans selon qu'il s'agit de femmes ou d'hommes, ainsi que les plus jeunes qui sont sans emploi depuis plus d'un an.

⁽²⁾ Cette méthode a, en outre, été appliquée en supposant que le profil saisonnier possède un caractère entièrement multiplicatif. Il ressort cependant de certains calculs qu'en ce qui concerne le chômage, le profil saisonnier est aussi en partie additif. Une méthode de dessaisonnalisation tenant compte de ce double caractère fournirait une meilleure série dessaisonnalisée, mais n'aurait que peu d'influence sur les estimations du chômage structurel.

Graphique 1.



La première, de 1959 à 1966, est caractérisée par une diminution lente du taux de chômage structurel : d'environ 1,6 p.c. au milieu de 1959, celui-ci descend jusqu'à un minimum de 0,4 p.c. en 1966. Depuis 1966, la tendance s'est renversée et l'on constate une progression constante du taux de chômage structurel. Au deuxième trimestre de 1976, ce taux s'élevait à 2,5 p.c., ce qui équivaut à environ 70.000 chômeurs complets, soit près de 40 p.c. du nombre total de chômeurs complets à aptitude normale.

2. Evolution par sexe.

Ainsi que le montrent clairement les données reproduites au graphique 2, le taux de chômage structurel des hommes est resté, tout au long de la période 1959-1976, nettement inférieur à celui des femmes.

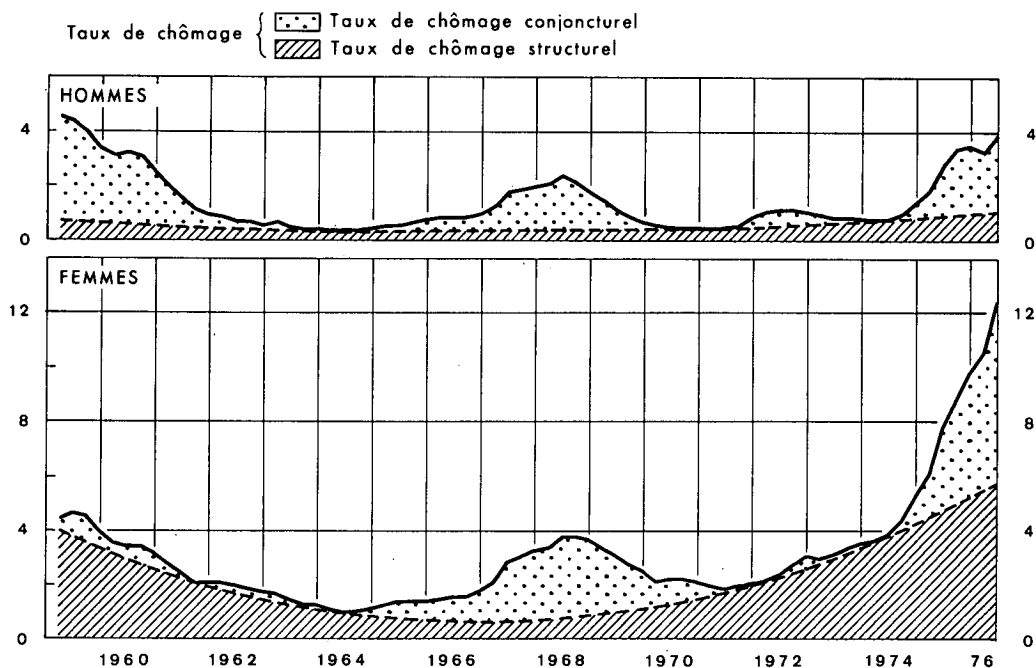
Vers le milieu des années soixante, le chômage structurel des hommes était tombé à un niveau très bas. Depuis, il a augmenté mais dans une faible mesure : il est passé de 0,4 p.c. au quatrième trimestre de 1966 à 0,5 p.c. au quatrième trimestre de 1970 et à 1,1 p.c. au deuxième trimestre de 1976. Par contre, le chômage structurel des femmes a augmenté de manière beaucoup plus spectaculaire : de 0,7 p.c. au dernier trimestre de 1966, il est passé à 1,6 p.c. au quatrième trimestre de 1970 et à 5,8 p.c. au deuxième trimestre de 1976. Ainsi, au deuxième trimestre de 1976, le chômage structurel se composait d'environ 20.000 hommes et 50.000 femmes, soit respectivement quelque 30 et 45 p.c. du nombre correspondant de chômeurs complets.

L'augmentation du chômage structurel, beaucoup plus rapide chez les femmes que chez les hommes, surtout depuis le début de 1970, est indubitablement liée à l'ensemble d'un grand nombre de facteurs, dont nous ne relèverons que les principaux.

Graphique 2.

Taux de chômage structurel et conjoncturel

Répartition par sexe



En premier lieu, la croissance accélérée de la main-d'œuvre totale : au cours des périodes quinquennales comprises entre les années 1960, 1965, 1970 et 1975, la main-d'œuvre totale a progressé respectivement de 112.000, 131.000 et 173.000 unités (cf. tableau I).

La main-d'œuvre féminine, plus particulièrement, a augmenté de manière frappante. Entre juin 1970 et juin 1975, elle a crû de 12,2 p.c., tandis que la main-d'œuvre masculine n'augmentait que de 0,9 p.c. Ce remarquable accroissement n'est pas tant la conséquence du plus grand nombre de femmes âgées de 15 à 60 ans, que de l'élévation du taux d'activité des femmes sous l'influence de modifications psychologiques, sociales et économiques qui se sont produites dans la société. Il est clair par ailleurs que lorsque l'offre d'emploi, dont la croissance a vraisemblablement été freinée ces dernières années par d'importants investissements de rationalisation, n'a plus pu absorber l'augmentation de la demande, une tendance à la progression du chômage structurel s'est dessinée, plus spécialement chez les femmes.

En outre, des modifications dans la réglementation relative aux indemnités de chômage ont pu influencer le chômage féminin. Jusqu'en octobre 1971, l'indemnité de chômage dépendait de la situation familiale, de l'âge et du sexe. Ce système était discriminatoire à l'égard des femmes, qui, à conditions égales, se trouvaient toujours défavorisées par rapport aux hommes. L'arrêté royal

Tableau I.

Evolution de la main-d'œuvre totale en Belgique au cours des années 1960 à 1975*(en milliers d'unités)*

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Hommes		Femmes		Total	
	Situation à fin juin	Différence par rapport à la période précédente	Situation à fin juin	Différence par rapport à la période précédente	Situation à fin juin	Différence par rapport à la période précédente
1960	2.591		1.084		3.675	
1965	2.639	+ 48	1.148	+ 64	3.787	+ 112
1970 (Ancienne série)	2.652	+ 13	1.266	+ 118	3.918	+ 131
1970 (Nouvelle série)	2.604		1.226		3.830	
1975	2.628	+ 24	1.375	+ 149	4.003	+ 173

du 13 octobre 1971 a introduit un nouveau système qui fixe, en principe, à 60 p.c. du salaire brut perdu l'indemnité de chômage allouée pendant la première année, et ceci sans distinction de sexe. Ce régime est particulièrement favorable aux femmes mariées, puisque, jusqu'en 1975, l'indemnité de chômage n'a jamais été incluse dans le revenu global imposable du ménage. Cette situation a peut-être réduit l'empressement mis par les femmes mariées en chômage à chercher un nouvel emploi.

3. Evolution par classe d'activités, branche d'activité et sexe.

Dans chacune des trois grandes classes d'activités, à savoir l'agriculture, l'industrie et les services, se retrouve la tendance générale à l'augmentation du chômage structurel, tant pour l'ensemble des hommes et des femmes que pour chacun de ces deux groupes considérés séparément. L'intensité de l'augmentation varie cependant d'une classe à l'autre.

a) Agriculture.

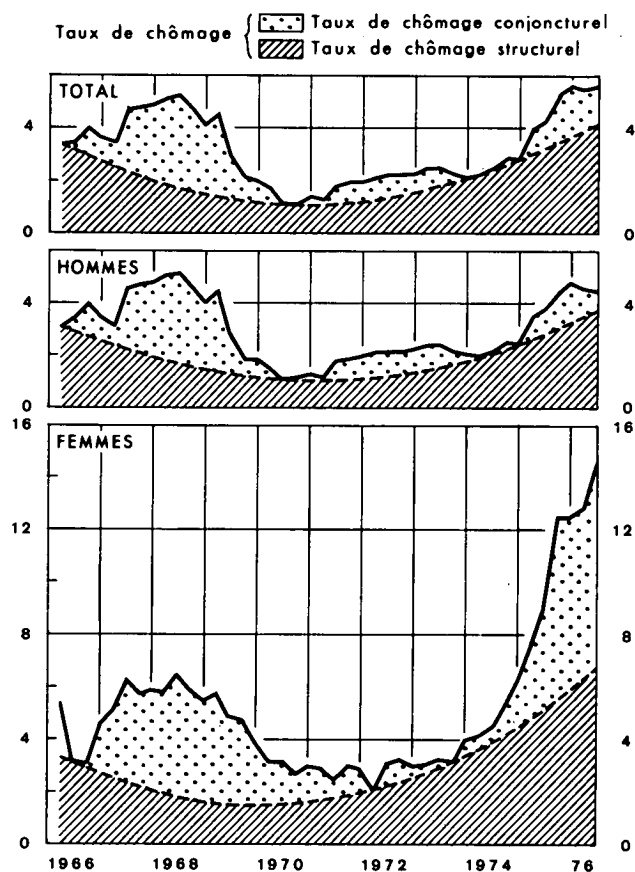
L'évolution du chômage dans cette classe d'activité qui, outre l'agriculture proprement dite, comprend aussi la sylviculture, la chasse et la pêche, est représentée au graphique 3. Celui-ci montre que le taux de chômage global y connaît une évolution plus accidentée et des écarts plus grands que dans les deux autres classes d'activités (cf. infra, graphiques 4 et 5).

Cette divergence est due principalement au fait que l'agriculture peut être considérée comme étant pratiquement constituée d'une seule branche d'activité, d'importance relativement faible (le nombre d'assurés contre le chômage n'y représente que 0,5 p.c. du nombre total d'assurés, et le nombre de personnes occupées y représente moins de 4 p.c. de la main-d'œuvre occupée totale), tandis

Graphique 3.

Taux de chômage structurel et conjoncturel

Répartition par classe d'activités : agriculture



que les autres classes d'activités sont composées d'importantes branches d'activité très différentes, exerçant l'une sur l'autre un effet compensateur. Toutefois, le taux de chômage structurel dans l'agriculture suit, dans les grandes lignes, la tendance générale, tant chez les hommes que chez les femmes.

Au cours de la période considérée, l'agriculture a subi une profonde reconversion. La réduction de la main-d'œuvre résultant de la rationalisation s'y est d'abord réalisée sans trop de problèmes; s'il n'en a plus été de même après 1970, c'est en partie dû à l'accroissement du chômage structurel dans les autres classes d'activités.

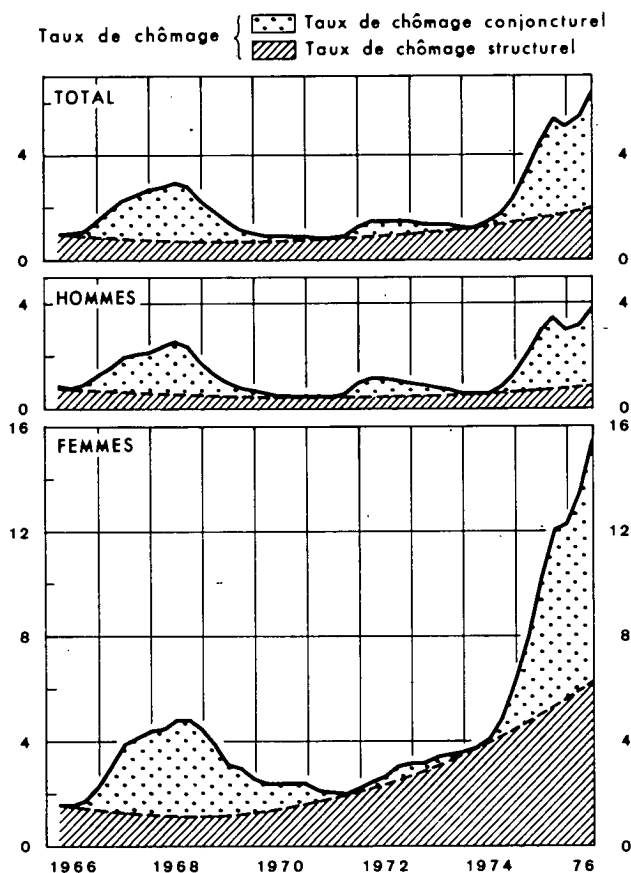
Durant la période 1966-1976, le taux de chômage structurel est toujours resté plus élevé dans l'agriculture que dans les deux autres classes d'activités; au milieu de l'année 1976, il atteignait 4,2 p.c., contre 2 p.c. dans l'industrie et 3 p.c. dans les services. Il ne convient toutefois pas d'y attacher une importance exagérée, étant donné que l'emploi dans l'agriculture est relativement faible et que le chômage structurel, en chiffres absolus, y est réduit : au milieu de 1976, il y avait 600 chômeurs structurels dans l'agriculture, sur environ 70.000 dans l'ensemble de l'économie belge.

b) *Industrie.*

Jusqu'en 1970, le chômage structurel dans l'industrie différait peu de celui dans les services. Depuis, il a toutefois moins augmenté et, au milieu de 1976, il ne s'élevait qu'à 2 p.c. « seulement » (cf. graphiques 4 et 5), ce qui équivalait à environ 30.000 chômeurs, dont à peu près 20.000 femmes.

Graphique 4.

Taux de chômage structurel et conjoncturel
Répartition par classe d'activités : industrie



La raison de cet accroissement relativement limité ne réside nullement dans le développement de l'emploi dans l'industrie. Du tableau II, il ressort, au

Tableau II.

Evolution de la main-d'œuvre civile occupée dans l'industrie
(en milliers d'unités)

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Hommes	Femmes	Total
1960	1.296	316	1.612
1965	1.362	338	1.700
1970 (Ancienne série)	1.328	347	1.675
1970 (Nouvelle série)	1.263	321	1.584
1975	1.188	306	1.494

contraire, que le nombre de travailleurs masculins et féminins occupés dans l'industrie a diminué depuis 1965, et surtout depuis 1970 ⁽¹⁾. Cette baisse est essentiellement due au fait que l'important recul de la main-d'œuvre civile occupée dans les industries extractives n'a plus été compensé par l'augmentation de l'emploi dans les autres branches.

L'explication doit plutôt être cherchée dans le fait que le taux de chômage structurel des hommes, qui, en matière d'emplois, occupent une place prépondérante dans l'industrie, n'a accusé qu'une faible augmentation. Ce phénomène provient de la progression limitée des effectifs masculins dans l'ensemble de l'économie belge et de la préférence que les hommes ont montrée pour les activités du secteur tertiaire. Cette réticence de la main-d'œuvre à l'égard de l'industrie trouve, d'ailleurs, une illustration dans l'incorporation, dans cette classe d'activités, de la majeure partie des travailleurs étrangers. Chez les femmes, en revanche, le taux de chômage structurel a fortement augmenté (de 1,4 p.c. au début de 1970 à 6,3 p.c. au milieu de 1976), sous l'effet, ainsi qu'il a été dit plus haut, de l'offre accrue de main-d'œuvre féminine sur le marché de l'emploi (cf. tableau I), de modifications dans la réglementation ainsi que de facteurs propres à certaines branches d'activité qui emploient un nombre relativement élevé de femmes, telles que les industries textiles et, dans une mesure moindre, les industries alimentaires. Dans ces industries, d'importantes restructurations sont en cours, qui peuvent avoir été accélérées par le nivellement progressif des salaires pour les hommes et pour les femmes, nivellement qui, à conditions égales, entraîne un alourdissement des coûts salariaux. En outre, il n'est pas exclu non plus que, dans l'industrie, un certain nombre de places vacantes soient restées

Tableau III.

Chômage structurel par branche d'activité dans l'industrie ¹

Branche d'activité	Nombre d'assurés contre le chômage au milieu de 1975 (1)	Taux de chômage structurel						Nombre estimé de chômeurs structurels au milieu de 1976 (8)
		Total		au milieu de 1970		au milieu de 1976		
		au milieu de 1970 (2)	au milieu de 1976 (3)	hommes (4)	femmes (5)	hommes (6)	femmes (7)	
Fabrications métalliques	398.163	0,5	1,9	0,3	1,3	1,1	5,1	7.569
Construction	265.555	0,7	1,3	0,7	0,9	1,2	6,2	3.511
Textile et habillement	215.904	0,7	4,0	0,4	1,0	1,1	5,9	8.632
Métallurgie	125.724	0,2	0,6	0,1	0,7	0,5	3,4	772
Bois, papier, livres	123.073	0,6	1,8	0,3	1,4	0,9	5,5	2.229
Alimentation	112.296	1,1	3,6	0,4	2,9	1,4	9,4	4.051
Chimie et caoutchouc	96.461	0,7	2,2	0,2	2,0	1,0	7,7	2.111
Matériaux de construction	78.371	0,8	1,7	0,4	3,1	0,5	9,6	1.298
Mines	32.356	0,3	1,1	0,2	2	1,1	2	362

¹ Les 9 branches d'activité retenues englobent 95 p.c. du nombre d'assurés contre le chômage dans l'ensemble de l'industrie.
² Pour les mines, aucun taux structurel n'a été calculé pour le chômage féminin, car celui-ci, étant donné la très grande réticence des femmes pour ce type d'activité, n'a plus augmenté depuis 1965, mais a, au contraire, diminué.

(¹) La diminution que révèle le tableau II est toutefois surestimée car les chômeurs ne sont pas compris dans les chiffres par classe d'activités et le chômage conjoncturel était en réalité plus élevé en 1975 qu'en 1965 et 1970.

inoccupées, du fait de la moindre adaptation des qualifications féminines aux activités industrielles. Pour ces motifs, et peut-être pour d'autres encore, on constate quelque réticence de certains employeurs à embaucher du personnel féminin.

Comme cela ressort du tableau III et des graphiques de l'annexe II, l'ampleur relativement limitée de l'augmentation du chômage structurel, constatée au niveau de l'ensemble de l'industrie, se retrouve dans toutes les branches d'activité, sauf dans les industries textiles et alimentaires où, pour des raisons déjà relevées, la progression a été forte.

Les données par branche d'activité révèlent aussi qu'en 1970 le chômage structurel des femmes dépassait déjà partout celui des hommes. Dans tous les secteurs industriels, cette différence était devenue plus manifeste encore au milieu de 1976.

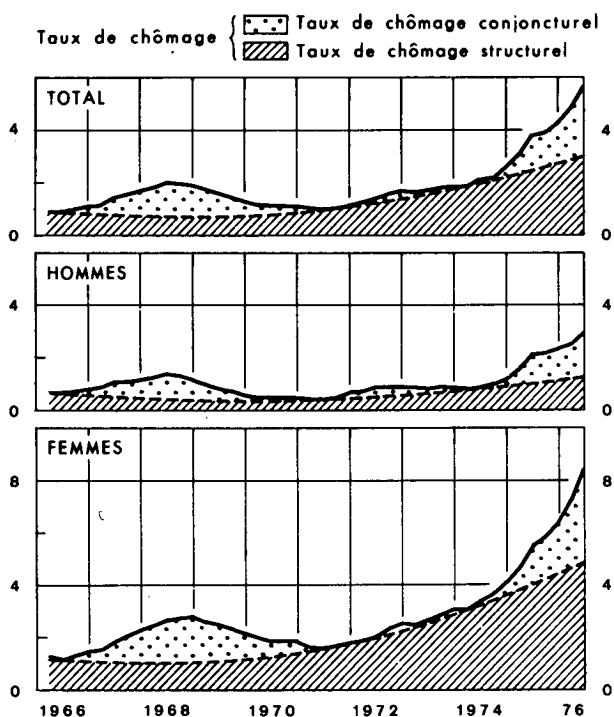
c) Services.

Depuis 1970, l'augmentation du taux de chômage structurel est plus importante dans le secteur des services que dans l'industrie : de 0,8 p.c. à la fin de mars

Graphique 5.

Taux de chômage structurel et conjoncturel

Répartition par classe d'activités : services



1970, ce taux est passé à 3 p.c. à la fin de juin 1976, où on comptait environ 33.000 chômeurs structurels, dont 26.000 femmes (1).

Cet accroissement s'est produit malgré une expansion sensible de l'emploi dans le secteur des services. Il est lié au fait que les activités tertiaires exercent sur la main-d'œuvre, une attraction relativement forte, et au fait qu'un pourcentage élevé de femmes y sont occupées (45 p.c., contre 20 p.c. dans l'industrie), pour qui le taux de chômage structurel augmente, en général, notablement plus que pour les hommes.

Tableau IV.

Evolution de la main-d'œuvre civile occupée dans les services

(en milliers d'unités)

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Hommes	Femmes	Total
1960	878	658	1.536
1965	955	734	1.689
1970 (Ancienne série)	1.044	846	1.890
1970 (Nouvelle série)	1.068	839	1.907
1975	1.163	951	2.114

Si l'on considère les trois grandes branches des services reprises à l'annexe III (commerce, banques et assurances; transport et communications; autres services), on constate que dans chacune d'entre elles, le chômage structurel augmente beaucoup plus vite chez les femmes que chez les hommes, surtout pour les services autres que le commerce, les banques, les assurances, le transport et les communications.

Au milieu de 1976, le taux de chômage structurel était, tant en ce qui concerne les hommes qu'en ce qui concerne les femmes, beaucoup plus élevé dans les « autres services » que dans les deux autres catégories. Faute de données statistiques plus détaillées, il s'est révélé impossible de répartir plus explicitement le chômage structurel entre les différents groupes professionnels fournisseurs de services. A noter seulement que les chômeurs repris sous la rubrique « autres services », sont des personnes qui, sans avoir pu être considérées comme Agents de l'Etat, ont été occupées dans l'enseignement ou les services généraux de l'Etat, ou qui ont travaillé dans des services du secteur privé, tels que l'hôtellerie, la restauration, les soins de santé, etc.

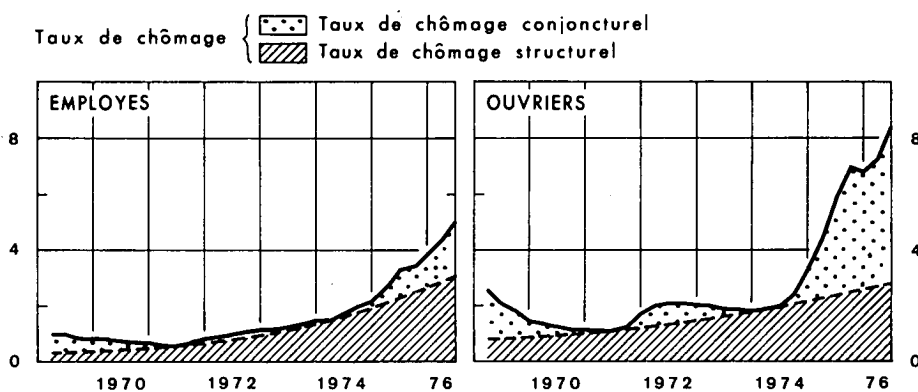
(1) Le total des estimations du nombre de chômeurs structurels relatives à chacune des trois classes d'activités distinguées est inférieur à l'estimation établie sur la base de la série globale, étant donné qu'un certain nombre de chômeurs complets ne peuvent, pour l'une ou l'autre raison, être rangés dans l'une des trois classes d'activités. Une grande partie de ces chômeurs sont constitués par des jeunes diplômés, dont on peut admettre qu'un nombre important cherchent un emploi dans le secteur tertiaire, de sorte que le niveau du chômage structurel y sera en fait plus élevé qu'il n'y paraît à la lecture des graphiques.

4. Evolution par groupe professionnel.

De la ventilation par groupe professionnel (cf. graphique 6), il ressort que l'augmentation du chômage structurel a été plus forte pour les employés que pour les ouvriers (la distinction entre ouvrier et employé repose ici sur la nature du travail à exécuter : le travailleur manuel est classé comme ouvrier, et le travailleur intellectuel comme employé). Au milieu de 1976, le taux de chômage structurel s'élevait à 3,1 p.c. et 2,8 p.c. respectivement.

Graphique 6.

Taux de chômage structurel et conjoncturel
Répartition par groupe professionnel



Ce phénomène résulte peut-être pour une part de la meilleure considération dont jouit toujours le statut d'employé auprès de la plupart des travailleurs, et qui provient en partie du rapprochement qui en est fait avec un haut niveau d'études et certaines capacités intellectuelles. Les chances de promotion sont, en outre, plus grandes pour un employé, dont le statut lui-même est aussi plus attrayant tant par la nature du travail (absence de travail en équipe, moins de bruit et de matières polluantes ou dangereuses, travail propre) que par la stabilité plus grande de l'emploi (préavis plus long, absence de chômage partiel). On s'efforce certes de réduire les disparités financières entre les deux types de professions, mais les avantages indirects n'ont pas disparu.

Le glissement vers le statut d'employé est aussi favorisé par l'élévation du niveau général d'instruction : pour les ouvriers, une habileté technique, est exigée, pour laquelle le niveau général d'instruction n'est pas déterminant; il n'en est pas de même dans le cas des employés.

L'attrait exercé par le statut d'employé est illustré par l'évolution de la réserve nette de main-d'œuvre (égale au solde entre le nombre de chômeurs complets à aptitude normale et le nombre d'offres d'emploi non satisfaites):

Tabelau V.

Réserve nette de main-d'œuvre par groupe professionnel

(nombre au 30 juin de chaque année)

	1971	1972	1973	1974	1975
Réserve nette de main-d'œuvre :					
Ouvriers	+ 894	+15.890	+ 8.633	+ 7.844	+70.057
Employés	+ 3.625	+ 7.738	+11.053	+15.609	+32.523
Valeur chiffrée de la courbe synthétique ¹	96,1	101,0	113,5	110,2	74,1

¹ Calculée par la Banque Nationale, sur la base des résultats des enquêtes mensuelles de conjoncture.

A partir de 1971, un accroissement constant de la réserve nette de main-d'œuvre se dessine pour les employés. Pour les ouvriers, on constate une forte sensibilité du niveau de chômage à la conjoncture, ce qui renforce encore l'attrait du statut d'employé.

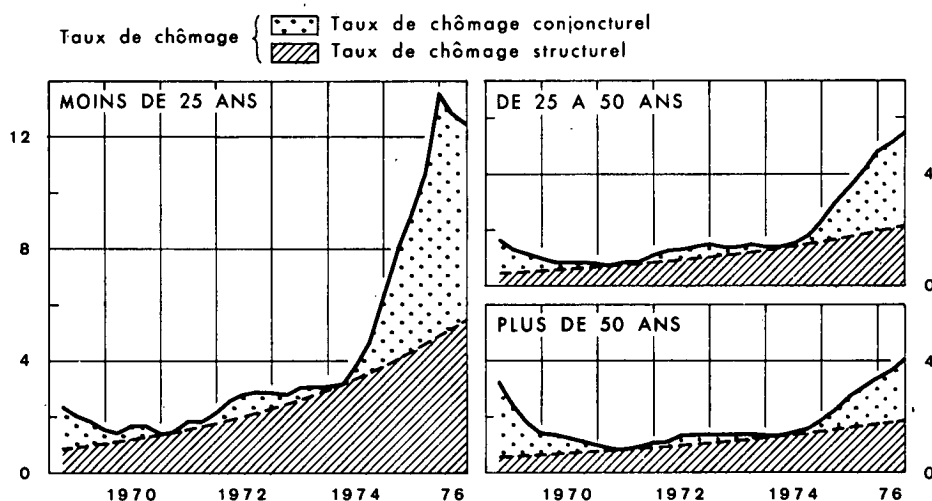
5. Evolution par groupe d'âge.

Le niveau du chômage structurel des jeunes, c'est-à-dire des chômeurs qui n'ont pas atteint l'âge de 25 ans, a, au cours de la période 1969-1976, augmenté plus fortement que celui des autres travailleurs; il est passé de 0,9 p.c. à 5,4 p.c. (cf. graphique 7). La part des chômeurs structurels âgés de moins de 25 ans dans le total des chômeurs structurels est dès lors passée de 35 p.c. au milieu de 1969 à 44 p.c. au milieu de 1976. A cette dernière époque, environ 30.000 jeunes étaient chômeurs structurels.

Graphique 7.

Taux de chômage structurel et conjoncturel

Répartition par groupe d'âge



Le chômage des jeunes est un phénomène qui prend, dans la plupart des pays occidentaux, des proportions sans cesse plus importantes. L'attitude des jeunes à l'égard de leur insertion dans la population active s'est profondément modifiée cette dernière décennie : le chômage est beaucoup moins ressenti comme un déshonneur, la responsabilité en étant reportée sur la communauté tout entière ou sur certaines fractions de celle-ci. Ce changement de mentalité s'est aussi accompagné d'exigences plus grandes à l'égard des emplois offerts. Dans le cas de la Belgique, la modification de la réglementation concernant les conditions à remplir pour obtenir l'indemnité de chômage peut certainement être mentionnée comme cause additionnelle du chômage des jeunes. En vertu d'un arrêté royal du 3 octobre 1968, les jeunes qui ont terminé leurs études tombent, après être restés inscrits comme demandeurs d'emploi pendant 75 jours ⁽¹⁾, dans la catégorie des chômeurs complets, et bénéficient d'une indemnité de chômage; précédemment, une période de 75 jours de travail effectif était le plus souvent exigée. De plus en plus, les jeunes diplômés se font immédiatement inscrire.

Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes se présentent sur le marché de l'emploi. L'allongement de la scolarité a, à cet égard, exercé une influence modératrice, mais a aussi provoqué un relèvement du niveau général de l'instruction. Celui-ci n'implique toutefois pas que les qualifications des jeunes diplômés sont adaptées aux besoins des entreprises. De plus, l'embauche des jeunes est contrariée par leur manque d'expérience surtout lorsque l'offre de main-d'œuvre est relativement excédentaire.

Les taux de chômage structurel des catégories « 25 à 50 ans » et « plus de 50 ans » évoluent à peu près parallèlement, l'augmentation étant cependant un peu plus importante dans la première de ces deux catégories. Il est évident que cette dernière catégorie comprend elle aussi un grand nombre de chômeurs structurels : environ 32.000; le groupe d'âge « plus de 50 ans », lui, en compte moins de 10.000.

6. Evolution par région.

Au cours de la période 1966-76, le chômage structurel s'est constamment maintenu à un niveau nettement plus élevé dans la région wallonne que dans les régions flamande et bruxelloise (cf. graphique 8) : au milieu de 1976, il représentait 4,1 p.c. dans la première, contre 2,4 p.c. et 2,8 p.c. respectivement dans les deux autres.

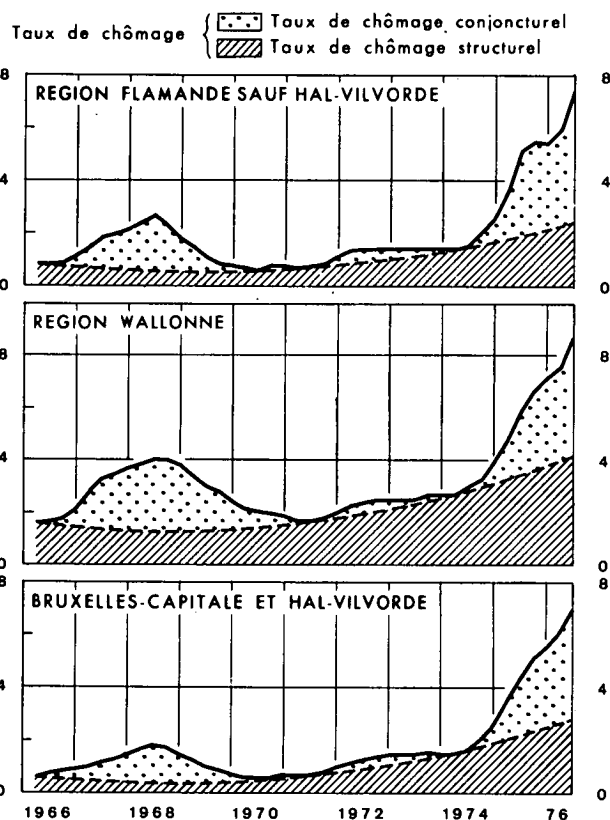
Cette différence dans le niveau du chômage structurel régional peut résulter de caractéristiques structurelles spécifiques de chaque région, comme par exemple le degré d'industrialisation, l'importance relative des diverses branches d'activité, la composition et le comportement de la population active. L'explication est

⁽¹⁾ Au cours de cette période les jeunes demandeurs d'emploi sont enregistrés sous la rubrique « autres chômeurs inscrits obligatoirement ».

Graphique 8.

Taux de chômage structurel et conjoncturel

Répartition par région



complexe, et est sans doute liée au fait qu'en Wallonie d'importants désinvestissements ont eu lieu dans des industries structurellement en recul et que certains secteurs traditionnels, comme la sidérurgie, ont été fortement rationalisés. Ces faits ressortent de diverses données. Ainsi, le rapport entre les investissements d'entreprises nouvelles et les investissements des entreprises existantes s'élevait, pour la période 1959-1973, à 0,5 pour la Wallonie et à 0,7 pour la Flandre. De plus, pendant la même période, il a fallu, par emploi créé, des investissements pour un montant de 1,7 million en Wallonie et pour un montant de 1,1 million en Flandre (1).

7. Synthèse.

Sous tous les aspects envisagés du chômage, une augmentation plus ou moins importante de la composante structurelle a été constatée depuis la fin des années soixante. Certes, l'intensité de cette augmentation diffère de l'un à l'autre des

(1) Données mentionnées dans « Influence des pouvoirs publics sur la localisation des entreprises et le développement régional », 1^{er} Congrès des économistes belges de langue française, commission 2.

groupes distingués, en raison de problèmes spécifiques; ainsi, la tendance à l'augmentation du chômage structurel a été beaucoup plus prononcée chez les femmes que chez les hommes, et chez les jeunes de moins de 25 ans que chez les plus âgés. Les femmes et les jeunes sont, en outre, les deux groupes qui assurent, en ordre principal, l'apport de main-d'œuvre nouvelle; dès lors, la préférence de ces deux groupes pour le statut d'employé et, par conséquent, pour des activités du secteur tertiaire, explique aussi en grande partie l'augmentation plus rapide du chômage structurel dans le secteur des services que dans l'industrie, et sa croissance plus forte pour les employés que pour les ouvriers. Enfin, la différence entre les taux de chômage structurel des régions wallonne et flamande trouve une partie de son explication dans les difficultés structurelles auxquelles certaines branches d'activité, principalement situées en Wallonie, doivent faire face.

III. LE CHOMAGE CONJONCTUREL.

Des deux chapitres qui précèdent, il ressort qu'une estimation du chômage conjoncturel peut être obtenue par solde entre le taux de chômage total et la composante structurelle. Sans vouloir dissenter sur l'évolution du chômage conjoncturel — la présente étude vise surtout à mettre en lumière la composante structurelle —, il paraît cependant utile de présenter brièvement quelques considérations générales à ce sujet.

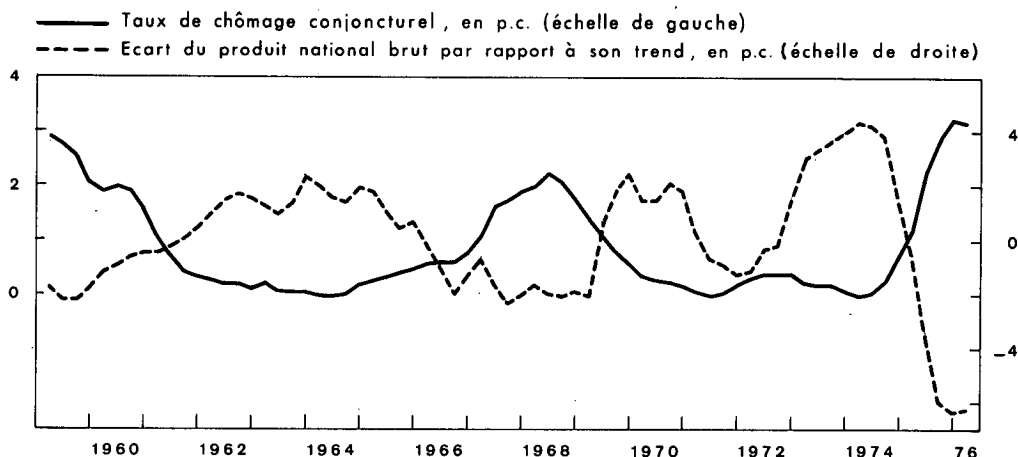
Au graphique 9, le chômage conjoncturel relatif à l'ensemble de l'économie est comparé à un indicateur de l'activité économique, à savoir le produit national brut par trimestre ⁽¹⁾ exprimé en écarts en pour cent par rapport à son *trend* ⁽²⁾. Cette méthode de représentation de la conjoncture repose sur la relativement stable croissance à long terme de l'économie, par rapport à laquelle les phases successives de haute et de basse conjoncture se présentent, au moins jusqu'avant 1975, comme des périodes de croissance plus rapide ou plus lente. Elle présente certains inconvénients, dont le plus important réside peut-être dans le fait que le calcul de la tendance de longue durée est, tout au moins jusqu'à un certain point, arbitraire, et que les écarts par rapport à cette tendance peuvent dès lors être eux-mêmes mis en doute. Dans le cadre de cet article, la préférence a cependant été conservée à cet indicateur, car il couvre toutes les activités, y compris l'ensemble des services, ce qui n'est pas le cas pour tous les indicateurs conjoncturels.

⁽¹⁾ Pour l'année 1964 et les années suivantes, on s'est basé sur les données établies par le « Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles » concernant l'évolution du produit national brut en volume (après dessaisonnalisation et lissage). Pour les années précédentes, on a recouru aux estimations trimestrielles publiées par le Ministère des Affaires économiques.

⁽²⁾ Pour le calcul du *trend*, la période d'observation a été divisée en deux sous-périodes. Pour la première, de 1959 à 1966, un taux de croissance annuel constant de 4,1 p.c. a été retenu; pour la seconde, de 1966 à 1976, le taux de croissance retenu est de 4,3 p.c.

Graphique 9.

Taux de chômage conjoncturel et activité économique



Sur la base du graphique ci-dessus, on peut admettre que la conjoncture a, pendant la période considérée, exercé une nette influence sur l'évolution du chômage conjoncturel. Une évolution parallèle, mais en sens opposé évidemment, des deux grandeurs ressort également de calculs de régression et de corrélation, qui montrent que près de 70 p.c. des fluctuations du chômage conjoncturel peuvent être expliquées par l'évolution de la conjoncture. Ce pourcentage apparaît très significatif, si l'on tient compte d'abord du fait que les deux variables sont utilisées après élimination, respectivement, de la composante structurelle et du *trend*, et ensuite du fait qu'une partie des activités comprises dans le produit national brut n'ont pas ou peu de rapport avec la conjoncture (par exemple, les dépenses pour l'enseignement) ou peuvent même exercer une action anticyclique (certaines autres dépenses des pouvoirs publics).

L'équation de régression obtenue revêt la forme :

$$y_t = 0,96 - 0,34 x_t, \text{ où}$$

y_t = le taux moyen de chômage conjoncturel pendant le trimestre t , et

x_t = l'écart du P.N.B. par rapport au *trend* au trimestre t .

De l'importance des coefficients de régression, il ressort qu'une croissance du produit national brut qui correspond exactement à la croissance de longue durée donne lieu à un taux de chômage conjoncturel de 0,96 p.c., ce qui correspondrait en 1976 à environ 25.000 chômeurs. En outre, il appert que chaque écart de 1 p.c. du P.N.B. par rapport à son *trend* a entraîné dans le passé une variation de 0,34 point du taux de chômage conjoncturel, ce qui correspond à une augmentation ou à une diminution d'environ 8.000 chômeurs conjoncturels en moyenne pour la période considérée. Il va cependant de soi que l'influence

de la situation conjoncturelle sur le chômage s'exerce selon un processus beaucoup plus compliqué qu'il ne ressort de cette simple relation statistique, et que tant l'organisation du marché de l'emploi que la composition de la population active, la structure de la production, les techniques utilisées, la mentalité et les prévisions des employeurs et des travailleurs y jouent un rôle important.

IV. CONCLUSIONS.

Cette étude avait pour seul objectif de donner une idée de l'évolution du chômage structurel dans la catégorie des chômeurs complets indemnisés à aptitude normale. Bien que la formule retenue pour définir la notion de chômage structurel et son calcul puisse, dans une certaine mesure, être discutée, il ne fait aucun doute que ce type de chômage — dont le niveau élevé au cours des années 1958-59 était peut-être dû à une certaine insuffisance d'investissements par rapport à la main-d'œuvre disponible — a sensiblement diminué jusqu'en 1965 et a ensuite commencé à augmenter. La hausse s'est particulièrement marquée après 1970 : ainsi, on peut admettre qu'au milieu de 1976, environ 70.000 personnes, dont 20.000 hommes et 50.000 femmes, étaient en chômage pour des raisons structurelles. Actuellement, il n'y a guère de raisons de penser qu'un mouvement favorable soit en vue : les principales causes du chômage structurel, telles les rationalisations de l'appareil de production, l'offre croissante de main-d'œuvre féminine et l'inadaptation de l'offre à la demande de travail, perdurent ou même se renforcent.

L'augmentation du chômage structurel ne peut être attribuée à la politique de recrutement des pouvoirs publics. En effet, de 1970 à 1974, 45 p.c. environ des emplois nouveaux ont été créés par les pouvoirs publics, dont la moitié pour des femmes. Il ne paraît toutefois pas indiqué de demander aux pouvoirs publics de lutter à l'avenir contre le chômage structurel par une nouvelle augmentation de leurs dépenses; les récents rapports du groupe de travail van Houtte révèlent que, dans les conditions actuelles, une accélération des dépenses publiques, couvertes par des recettes fiscales, pourrait, par ses effets inflationnistes, détruire plus d'emplois qu'elle n'en créerait. D'autre part, une solution macro-économique du problème, sous la forme d'une relance des dépenses publiques, n'agirait pas, ou d'une manière insuffisante, sur les différentes causes fondamentales. Au contraire, dans certaines branches de l'économie, des tensions inflationnistes pourraient apparaître assez rapidement, en raison notamment de l'inadaptation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, tensions qui renforceraient encore les déséquilibres existants.

Dans le présent article, seuls quelques-uns des nombreux éléments dont il faudra tenir compte pour l'élimination du chômage ont été exposés. Il est évident qu'en raison de ses conséquences désastreuses sur les plans micro-économique et macro-économique, le problème nécessite d'urgence une solution. Sans

vouloir anticiper sur d'éventuelles propositions, mais rejoignant une opinion déjà largement répandue, on peut dire que la solution du problème, dans la mesure où celui-ci est d'ordre structurel, imposera, qu'on le veuille ou non, des choix fondamentaux et, partant, des modifications de l'organisation de notre économie.

*
* *

METHODE DE CALCUL DU TAUX DE CHOMAGE STRUCTUREL

1. Considérations liminaires.

Au chapitre I du présent article, le chômage structurel a été défini comme étant le chômage qui persiste lorsque le chômage conjoncturel devient égal à zéro, c'est-à-dire lorsque le taux de chômage total atteint un minimum. Le taux de chômage structurel en pareille période peut être représenté graphiquement par un point; en joignant les points les uns aux autres, on obtient une ligne, qui peut être considérée comme reflétant approximativement le chômage structurel, même pendant les autres périodes.

Pour chacune des séries à analyser, un tracé rapide montre que cette ligne n'est pas une droite, mais plutôt une parabole concave ⁽¹⁾ d'axe vertical, dont les coordonnées du sommet, « t » et « y », sont positives (« t », l'abscisse, représente le temps; « y » l'ordonnée, le taux de chômage). L'équation d'une telle parabole est un polynôme du second degré, de la forme $y = a + bt + ct^2$, où *a* et *c* sont positifs, et *b* négatif.

2. Méthode de calcul.

Une parabole de ce genre peut être calculée de plusieurs manières. La méthode la plus indiquée d'un point de vue statistique, aurait été une régression entre le temps d'une part et le chômage constaté pendant la période envisagée d'autre part, tenant compte ainsi de l'ensemble des informations statistiques contenues dans la série à étudier. Cette façon d'aborder la question présente cependant, dans le cadre du problème étudié ici, un grave inconvénient. En effet, la

⁽¹⁾ La seule exception à la forme concave constatée, concernait la série relative au chômage des femmes dans une seule et relativement peu importante branche d'activité : les mines. Une forme convexe est, du point de vue pratique, inacceptable, étant donné qu'elle implique que le chômage structurel deviendrait négatif. On a donc, dans ce cas, renoncé à calculer le chômage structurel, d'autant plus que l'emploi de personnel féminin dans les mines est négligeable.

courbe obtenue par le calcul de régression reflète l'évolution à long terme du chômage total (structurel et conjoncturel réunis), de sorte que le chômage résultant de la conjoncture moyenne doit encore en être éliminé pour obtenir le chômage structurel. L'application de cette correction posait de nombreux problèmes, étant donné que la conjoncture moyenne pendant toute la période différait parfois sensiblement de la conjoncture moyenne propre à chaque cycle conjoncturel. Ceci impliquait que le chômage structurel ainsi calculé n'aurait plus correspondu au chômage minimum au cours de certaines périodes. En outre, il apparaissait aussi que les résultats de cette méthode étaient fortement influencés par les taux de chômage exceptionnellement élevés au début et à la fin de la période considérée, ce qui donnait à la parabole un profil exagérément creux.

Etant donné ces constatations, ainsi que le fait que pour la période retenue — 1959 à 1976 — trois minima sont observés (vers 1964, 1971 et fin 1973) et le fait que, mathématiquement, une parabole est déterminée par trois points, chacune des courbes a été calculée au moyen du système suivant de trois équations à trois inconnues a , b et c :

$$\begin{cases} y_1 = a + bt_1 + ct^2_1 \\ y_2 = a + bt_2 + ct^2_2 \\ y_3 = a + bt_3 + ct^2_3 \end{cases}$$

Ce système exprime la contrainte que la parabole doit passer par les trois minima, de coordonnées respectives y_1 et t_1 , y_2 et t_2 , et y_3 et t_3 . Sa résolution détermine une seule parabole.

En général, le calcul des paraboles pour la période 1959-1976 n'a pas posé de problème. Néanmoins, lorsque l'information statistique n'était disponible qu'à partir de 1966 ou à partir de 1969 (pour certains aspects partiels), il a fallu procéder autrement, car alors on ne disposait pas de trois minima mais de deux seulement. Dans le premier cas (données disponibles à partir de 1966), on a admis que le minimum observé en 1966 correspondait avec le minimum « réel » qui s'est sans doute produit en 1964 ou en 1965. Dans le second cas (données disponibles à partir de 1969), le chômage structurel a été calculé en se basant sur une croissance exponentielle ($y = a.b^t$).

3. Portée des résultats.



De la description de la méthode de travail, il ressort que les résultats doivent être interprétés avec prudence. En effet, cette méthode dépend fortement du taux de chômage lors de trois périodes seulement; de plus, le taux de chômage pour une des périodes n'est parfois qu'une approximation. En outre, la méthode ne peut pas toujours tenir suffisamment compte des évolutions qui ne se sont dessinées que ces dernières années, telle la forte augmentation de l'offre de main-d'œuvre féminine ou l'incorporation de jeunes diplômés dans les statistiques du chômage complet. Tout ceci signifie que les résultats obtenus pour les taux de

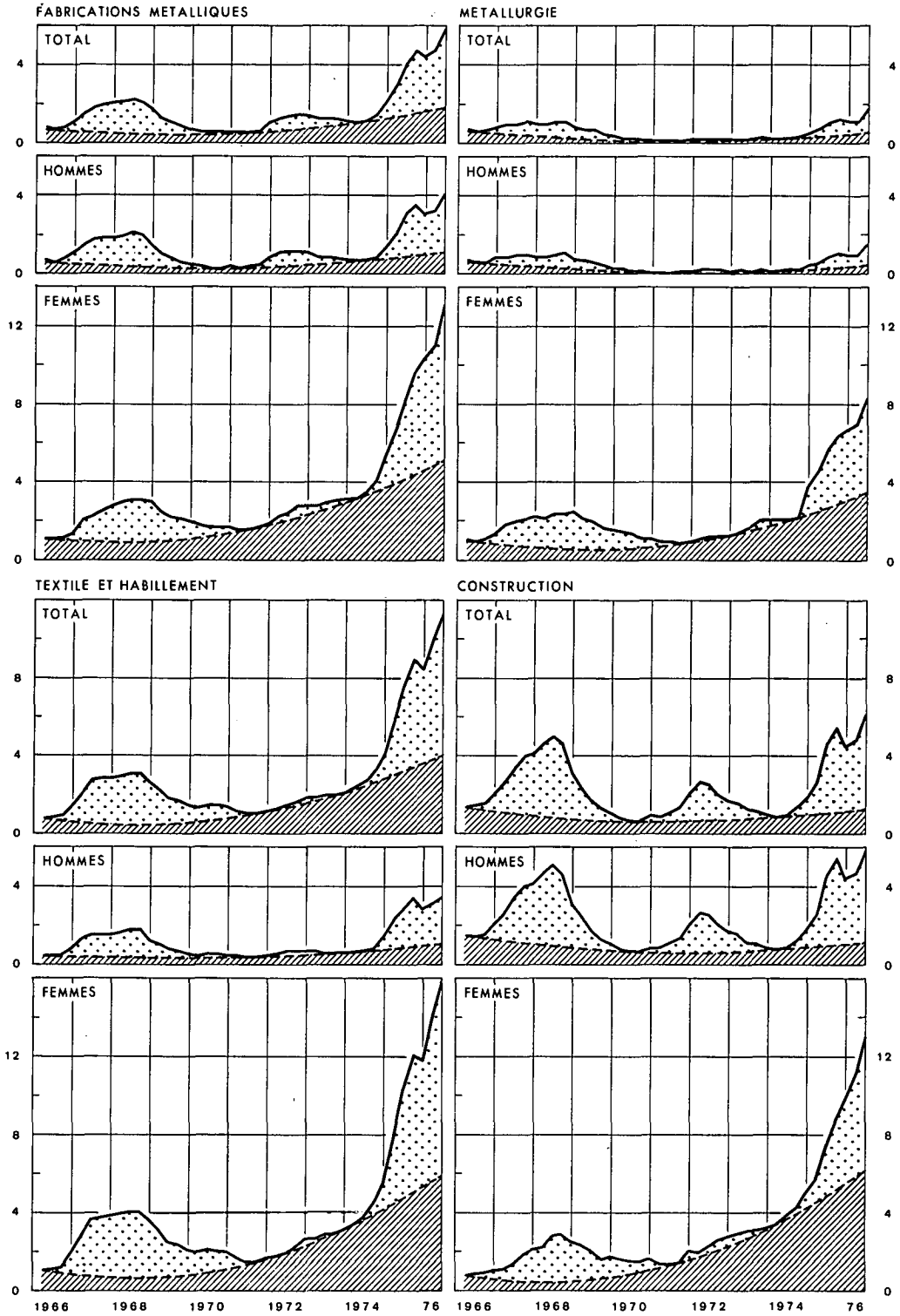
chômage structurel ne peuvent être considérés que comme des ordres de grandeur raisonnables. De surcroît, il convient d'insister sur le fait que la méthode utilisée ne peut en aucun cas tenir compte d'une inflexion future du chômage structurel. On peut en conclure que la méthode d'analyse employée est valable pour la période 1959-1976, mais de moins en moins à mesure que l'on s'en écarte dans le temps. Ainsi, le prolongement pur et simple de la tendance impliquerait un taux de chômage structurel dépassant 100, ce qui n'a aucun sens.

*
**

Taux de chômage structurel et conjoncturel

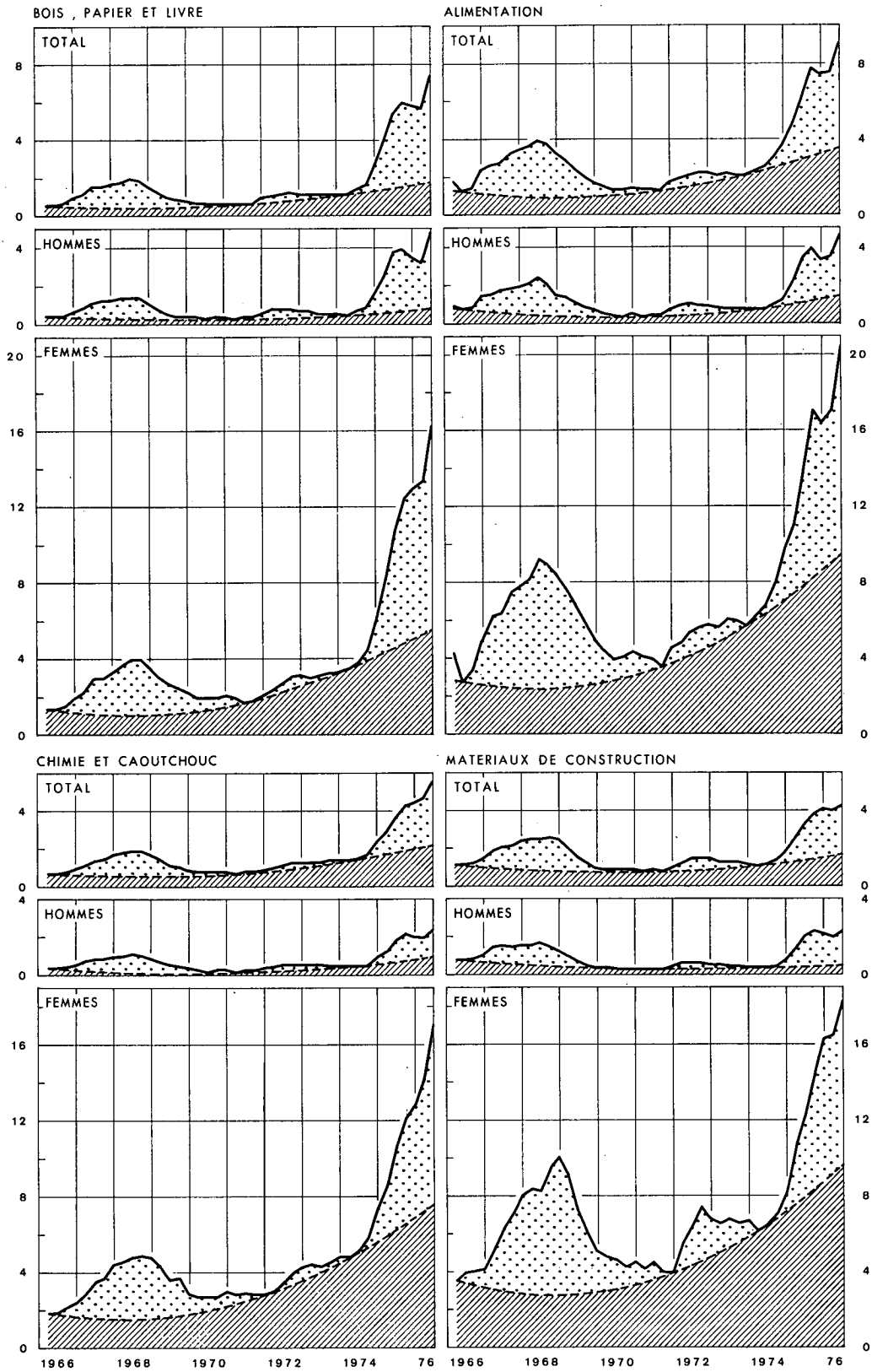
Répartition par branche d'activité de l'industrie

Taux de chômage {  Taux de chômage conjoncturel
 Taux de chômage structurel

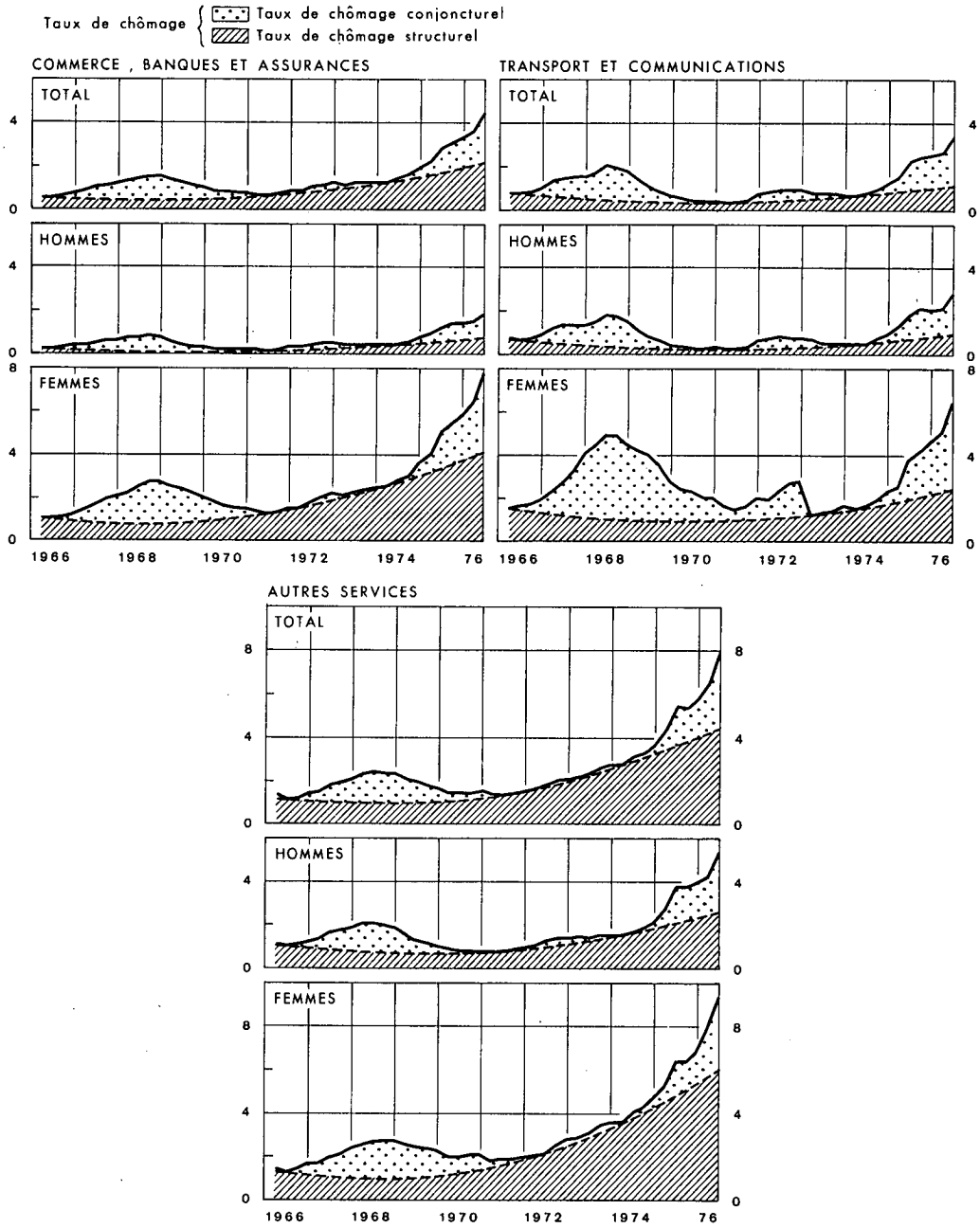


Taux de chômage structurel et conjoncturel
Répartition par branche d'activité de l'industrie

Taux de chômage {  Taux chômage conjoncturel
 Taux de chômage structurel



Taux de chômage structurel et conjoncturel
Répartition par branche d'activité des services



RESULTATS DES ENQUETES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE

PUBLICATION DE DONNEES COMPLEMENTAIRES DANS LE CHAPITRE IV
DE LA PARTIE STATISTIQUE DU *BULLETIN*

Depuis août 1962, la Banque publie dans la partie statistique du *Bulletin*, sous forme de graphiques figurant à la rubrique IV-0, des résultats globaux des enquêtes organisées mensuellement auprès des chefs d'entreprise dans l'industrie. A partir de ce mois, on trouvera sous la même rubrique, à la suite des graphiques susdits, des tableaux qui contiennent, pour l'industrie manufacturière, des données chiffrées réparties selon les catégories de destination économique et les secteurs et sous-secteurs, et ayant trait non seulement aux résultats des enquêtes mensuelles, mais aussi à ceux de l'enquête effectuée trois fois par an sur les capacités de production.

a. Choix et présentation des résultats.

Les neuf questions retenues (A à I) sont pratiquement identiques à celles du système harmonisé des enquêtes de conjoncture dans la Communauté Economique Européenne ⁽¹⁾. Il s'agit des questions suivantes :

A. Appréciation du carnet de commandes total (supérieur à la normale, normal, inférieur à la normale);

B. Appréciation du carnet de commandes étrangères (supérieur à la normale, normal, inférieur à la normale);

C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis (supérieur à la normale, normal, inférieur à la normale);

D. Entraves à l'activité de production (néant, insuffisance de la demande, manque de main-d'œuvre, insuffisance d'équipement);

E. Jugement sur la capacité de production (plus que suffisante, suffisante, insuffisante);

F. Durée moyenne de l'activité assurée (en mois);

G. Estimation de la tendance de la demande au cours des trois prochains mois (en augmentation, stable, en diminution);

H. Estimation de la tendance des effectifs au cours des trois prochains mois (en augmentation, stable, en diminution);

I. Estimation de la tendance des prix de vente au cours des trois prochains mois (en augmentation, stable, en diminution).

⁽¹⁾ Dont les résultats sont publiés dans le périodique « Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté » paru pour la première fois en mai 1976.

Pour les questions A, B, C, E, G, H et I, dont les réponses sont du type « élevé », « normal », « faible », le solde des pourcentages « élevé » et « faible » est donné. Pour la question D, on indique chacun des pourcentages correspondant à l'une des quatre possibilités citées et pour la question F, on donne la durée de production assurée par le carnet d'ordres, exprimée en mois. Les périodes retenues sont, pour les questions A, B, C, F, G, H et I, le dernier mois disponible, le mois correspondant de l'année antérieure et la moyenne de chacun des trois trimestres qui se situent entre ces deux mois; pour les questions D et E, les périodes retenues sont le mois au cours duquel la dernière enquête sur la capacité de production a été réalisée (janvier, mai ou octobre) et chacun des mois correspondant aux trois enquêtes précédentes. Cette série de données permettra de juger de l'évolution du climat conjoncturel dans le secteur considéré au cours des douze derniers mois.

b. Répartition des résultats globaux.

L'ensemble de l'industrie manufacturière a été ventilé suivant la destination économique des produits et en secteurs et sous-secteurs industriels.

L'affectation des différents produits au sein des groupes ainsi constitués correspond exactement à celle retenue par la Commission des Communautés européennes (1). En revanche, les coefficients utilisés pour pondérer les produits au sein des catégories de destination économique, des secteurs industriels et de l'ensemble ne sont pas ceux de la Commission, mais des coefficients mis à jour régulièrement; les différences entre les séries au niveau des soldes nets sont cependant relativement faibles. On notera par ailleurs que la Commission a l'intention de remplacer dans un proche avenir ses coefficients originaux par ceux de la Banque.

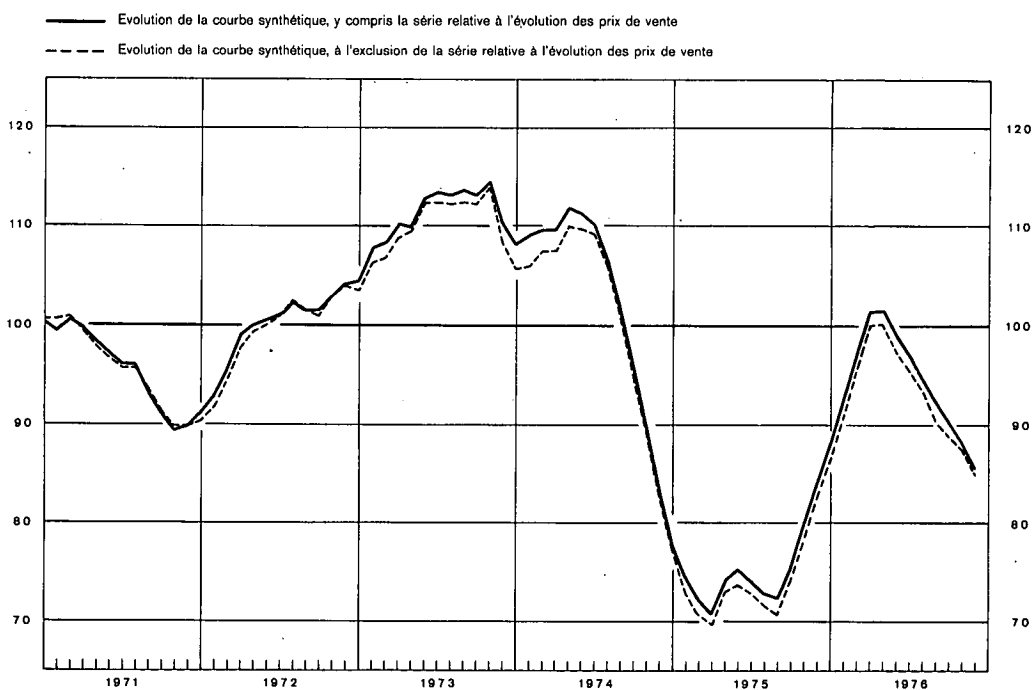
(1) La méthode suivie par celle-ci est expliquée dans la brochure publiée en novembre 1967 sous le titre « Principes et méthodes des enquêtes de conjoncture harmonisées dans la Communauté ».

Communiqué du 8 décembre 1976

La Banque Nationale de Belgique ramènera de 11 à 10 p.c., à dater du 9 décembre 1976, son taux ordinaire pour les avances en compte courant; elle réduira aussi ses divers taux spéciaux. La fermeté persistante du franc belge sur les marchés des changes permet, en effet, à la Banque de poursuivre l'abaissement progressif de ses barèmes. Elle entend encourager de la sorte le mouvement de repli des taux d'intérêt débiteurs à court terme.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DU MOIS DE NOVEMBRE 1976



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix est revenue de 88,40 points en octobre 1976 à 85,71 points en novembre.

Cette baisse résulte de la diminution de la valeur chiffrée de presque tous les indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière et de celui du commerce de gros; en revanche, l'indicateur de l'industrie de la construction a augmenté.

La valeur chiffrée de la courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur sur l'évolution des prix (trait interrompu) a diminué un peu moins (de 87,65 à 85,08 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	5. Exportations et importations	IX - 5
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demands et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur	IV - 2	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
3. Energie	IV - 3	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
4. Métallurgie	IV - 4	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
5. Construction	IV - 5		
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
V. — Services.		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972	XII - 1a
1. Transports :		b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973	XII - 1b
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	2. Mouvements des créances et des dettes en 1973	XII - 2
b) Navigation maritime	V - 1b	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972 (totaux sectoriels)	XII - 3a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973 (totaux sectoriels)	XII - 3b
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	4. Mouvements des créances et des dettes en 1973 (totaux sectoriels)	XII - 4
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VI. — Revenus.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
VII. — Indices de prix.		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	4. Stock monétaire	XIII - 4
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		— Destination économique apparente	XIII - 6
a) Base 1971 = 100	VII - 4a	— Forme et localisation	XIII - 7
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100	VII-4betc	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9	XVIII. — Marché monétaire.	
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11	3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3
12. Situation globale des banques	XIII - 12		
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13	XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.	
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.		1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4	2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a	4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b	5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c	6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d	7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6		
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7	XX. — Banques d'émission étrangères.	
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	1. Taux d'escompte	XX - 1
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9	2. Banque de France	XX - 2
XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays ...	XV	3. Bank of England	XX - 3
		4. Federal Reserve Banks	XX - 4
		5. Nederlandsche Bank	XX - 5
		6. Banca d'Italia	XX - 6
		7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
		8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
		9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.			
1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1	Listes des graphiques.	
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2	P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
3. Dettes de l'Etat :		Demandes et offres d'emploi	II
a) Situation officielle	XVI - 3a	Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b	Indices de la production industrielle	IV - 2
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :		Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a	Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b	Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
		Indices des prix à la consommation en Belgique	VII-4a-b-c
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.		Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1	Recettes fiscales par année civile	XI - 4
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2	Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3	Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4	CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5	Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6		
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7		

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Dueroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.071	6.088	6.081 ³	6.116	6.151	6.183	6.234	
dont : Hommes	3.023	3.032	3.028 ³	3.049	3.069	3.088	3.119	
Femmes	3.048	3.056	3.053 ³	3.067	3.082	3.095	3.115	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹ :	3.715	3.761	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892	
dont : Agriculture	201	191	173	162	151	144	139	
Industries extractives et manufacturières	1.269	1.296	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233	
Bâtiments et construction	304	307	298	299	287	285	292	
Transports	268	272	237	245	252	260	266	
Commerce, banques, assurances et services	1.510	1.554	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819	
Chômeurs complets ²	110	88	69	67	84	87	94	
Ouvriers frontaliers	53	53	55	53	52	51	49	

¹ Non compris les forces armées. Nouvelle série depuis 1970.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Population recensée

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,4	757,1
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	20,7	22,6	22,4	23,6	24,9	29,6	31,7	35,4
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	156,7	183,8
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	121,9	132,3	139,3	159,8	189,6	214,1	255,9	316,4
5. Corrections et compléments	23,2	25,5	25,9	28,9	33,3	36,6	43,7	42,0
Ajustement statistique	- 2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,4	1,4	- 0,4	- 10,1	- 37,0
Total ...	512,0	567,5	635,6	722,2	831,7	955,0	1.138,3	1.297,7
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	30,2	34,6	29,6	32,2	43,2	46,6	38,4	45,6
2. Professions libérales ¹	26,3	28,7	32,3	34,9	40,1	46,6	53,1	61,9
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	122,3	130,5	139,5	141,6	148,5	159,6	169,1	181,8
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,9	10,1	10,8	10,7	11,6	13,1	14,0	11,9
Ajustement statistique	- 1,0	- 0,6	- 1,5	- 2,0	0,4	- 0,1	- 2,4	- 8,4
Total ...	186,7	203,3	210,7	217,4	243,8	265,8	272,2	292,8
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	43,1	51,4	60,9	67,5	73,6	87,6	117,2	131,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	40,8	43,1	44,1	45,2	47,2	47,7	52,9	63,0
3. Dividendes, tantièmes, dons	22,1	27,2	36,6	41,1	43,1	58,9	82,0	78,0
Total ...	106,0	121,7	141,6	153,8	163,9	194,2	252,1	272,8
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,5	37,7	17,2
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	21,0	25,9	30,9	36,3	41,6	54,6	65,1	71,9
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	3,9	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,7	- 8,1
Total ...	8,7	9,1	12,1	8,5	3,8	1,5	5,9	5,2
G. Intérêts de la dette publique	- 31,7	- 37,6	- 43,1	- 46,4	- 51,8	- 59,2	- 73,2	- 82,6
Revenu national net au coût des facteurs	824,1	916,5	1.019,0	1.117,1	1.263,6	1.449,4	1.698,1	1.875,0
H. Amortissements	98,9	108,9	124,6	137,8	149,4	161,9	191,2	211,1
Revenu national brut au coût des facteurs	923,0	1.025,4	1.143,6	1.254,9	1.413,0	1.611,3	1.889,3	2.086,1
I. Impôts indirects	138,9	153,1	165,2	177,2	185,5	206,4	240,5	260,5
J. Subventions	- 16,0	- 18,8	- 17,0	- 17,5	- 20,4	- 25,4	- 25,0	- 26,6
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE,
PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

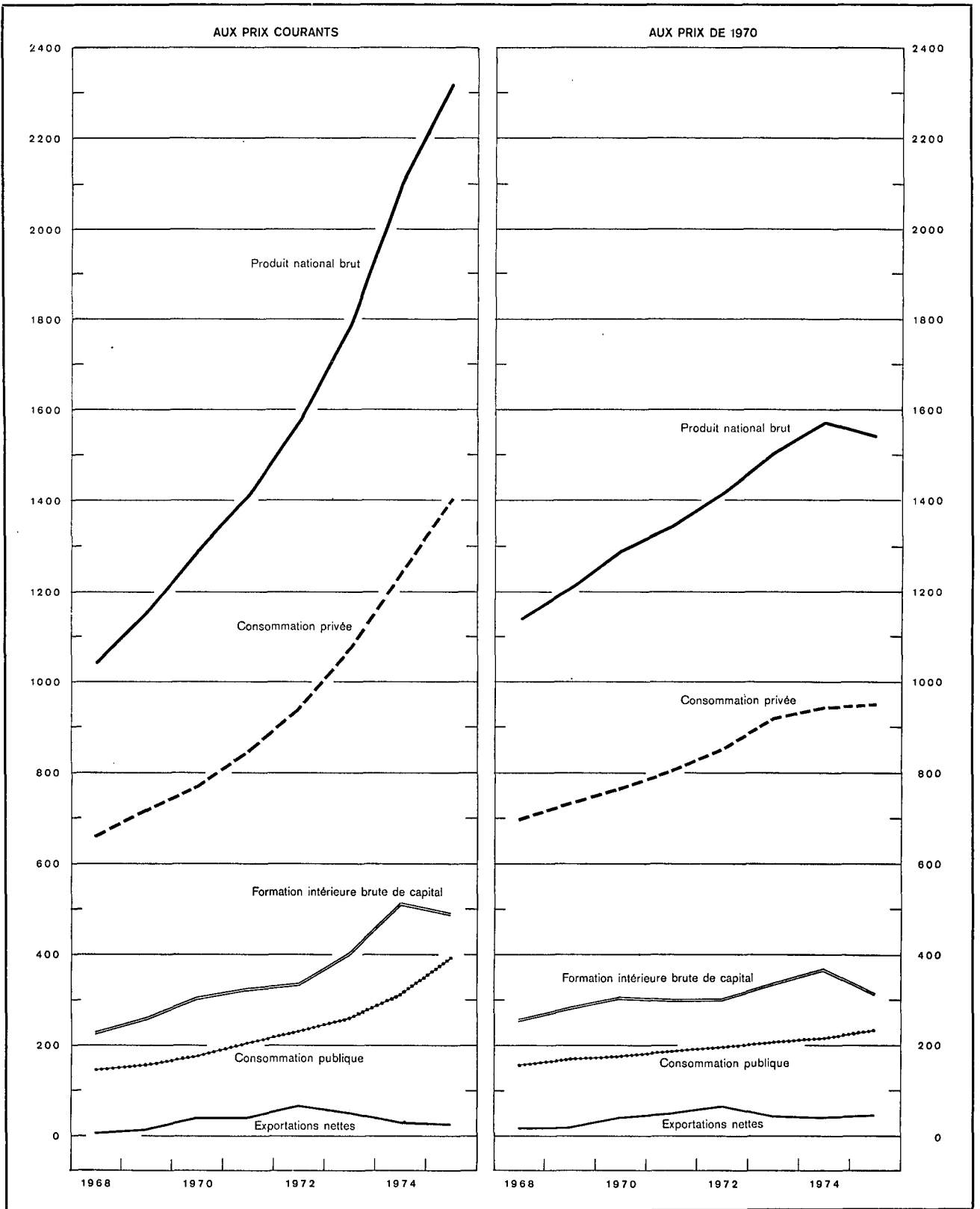
Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
1. Agriculture, sylviculture et pêche	46,7	51,2	46,0	49,0	61,1	66,3	58,4	66,0
2. Industries extractives	11,2	11,0	12,0	13,5	13,1	11,7	15,4	16,4
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	64,2	69,8	75,7	79,4	88,5	95,6	109,8	121,3
b) Textiles	23,8	26,0	27,6	29,2	32,2	34,5	37,5	30,6
c) Vêtements et chaussures	14,0	15,4	16,5	17,9	20,8	20,5	23,4	24,5
d) Bois et meubles	15,1	17,2	18,1	19,8	23,2	26,6	29,0	28,7
e) Papier, impression, édition	17,1	19,0	20,6	22,3	23,8	27,5	34,1	35,6
f) Industrie chimique et activités con- nexes	26,8	33,4	38,8	42,6	48,3	54,8	64,6	61,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	16,6	18,9	21,2	22,0	24,1	27,4	31,3	31,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux	26,8	38,6	43,4	35,4	38,8	56,3	79,4	56,6
i) Fabrications métalliques et con- structions navales	81,5	93,6	110,7	116,3	129,4	143,3	168,7	173,9
j) Industries non dénommées ailleurs	31,4	36,3	38,9	39,8	46,6	55,0	66,8	73,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>424,7</i>	<i>475,7</i>	<i>541,5</i>	<i>644,6</i>	<i>637,6</i>
4. Construction	67,0	71,8	88,6	95,1	102,2	118,6	147,0	164,7
5. Electricité, gaz et eau	25,1	27,9	29,4	36,0	40,0	49,9	52,2	64,5
6. Commerce, banques, assurances, im- meubles d'habitation :								
a) Commerce	181,7	201,5	222,9	265,1	287,5	325,8	379,3	411,1
b) Services financiers et assurances	33,2	37,6	41,1	44,5	51,4	63,1	75,2	83,8
c) Immeubles d'habitation	54,6	58,0	61,3	64,3	68,8	73,9	85,8	101,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>373,9</i>	<i>407,7</i>	<i>462,8</i>	<i>540,3</i>	<i>596,2</i>
7. Transports et communications	76,1	83,3	92,6	104,8	119,1	137,1	173,6	186,0
8. Services	234,9	256,6	285,0	321,5	368,1	423,0	489,8	579,3
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,3	4,3
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,7	-15,5	-19,0	-23,4	-25,5
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	-10,2	-14,1	-20,7	-25,9	-25,0
Ajustement statistique	- 3,2	- 7,7	- 0,7	3,6	0,1	- 0,5	4,0	24,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.402,3	1.560,7	1.774,0	2.080,3	2.289,4
12. Paiements nets de revenus aux fac- teurs de production dus par le reste du monde	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5	30,6
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	161,5	173,4	185,4	193,9	210,1	231,0	263,0	289,2
2. Boissons	34,0	36,8	40,9	45,2	50,9	59,4	62,1	69,4
3. Tabac	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3
4. Vêtements et effets personnels ...	59,0	63,0	65,8	74,4	82,7	92,3	107,2	116,1
5. Loyers, taxes, eau	68,3	72,6	77,7	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4
6. Chauffage et éclairage	33,7	35,4	39,5	41,3	46,5	52,5	64,6	78,0
7. Articles ménagers durables	58,7	65,6	72,1	87,4	97,8	119,7	145,0	149,2
8. Entretien de la maison	30,6	33,3	35,5	38,7	41,7	49,0	55,4	61,7
9. Soins personnels et hygiène	49,6	53,6	60,4	67,4	77,4	90,4	105,7	124,6
10. Transports	64,0	70,5	73,9	80,6	95,1	107,5	124,8	149,5
11. Communications : P.T.T.	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3
12. Loisirs	54,9	59,6	66,0	74,6	84,5	95,5	105,9	117,4
13. Enseignement et recherches	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,5	3,0
14. Services financiers	16,4	18,8	20,0	21,5	25,3	32,0	37,9	40,9
15. Services divers	4,5	4,9	5,2	5,9	7,0	8,2	9,0	10,0
16. Dépenses personnelles à l'étranger	16,6	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8	42,9
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0
Austement statistique	5,2	7,3	2,0	3,4	- 1,4	0,8	6,0	15,1
Total ...	662,8	718,4	769,0	846,8	940,3	1.075,0	1.244,5	1.406,0
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	231,8	285,2
2. Achats courants de biens et services	34,9	39,1	40,3	48,1	51,9	55,8	63,8	85,3
3. Intérêts imputé des bâtiments ad- ministratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3
4. Loyer payé	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	1,9	2,6
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8	3,5
6. Amortissement mobilier et matériel	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2
Total ...	144,0	159,8	175,3	201,8	232,3	263,4	312,9	392,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	6,3	6,9	7,5	6,2	8,3	10,8	12,9	12,8
2. Industries extractives	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1
3. Industries manufacturières	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	110,1	107,4
4. Construction	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	8,3	6,0
5. Electricité, gaz et eau	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	19,5	23,4	31,5
6. Commerce, banques, assurances ...	19,3	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7	48,9
7. Immeubles d'habitation	58,1	62,4	71,8	61,8	68,9	94,4	129,6	140,0
8. Transports et communications ...	23,8	25,0	27,4	32,3	35,9	43,4	47,2	57,5
9. Pouvoirs publics et enseignement .	34,7	38,0	45,4	56,5	62,4	59,5	66,1	77,6
10. Autres services	5,5	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8
11. Variations de stocks	8,9	20,1	19,6	18,5	9,5	25,5	45,3	- 17,5
Ajustement statistique	1,8	2,7	0,8	1,3	- 0,5	0,3	2,5	5,3
Total ...	229,5	264,0	307,5	325,7	337,8	400,4	515,7	490,4
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0	173,4
2. Exportations de biens et services ...	401,6	482,7	561,9	608,8	683,0	846,4	1.116,4	1.061,8
Exportations totales ...	430,1	520,9	616,0	670,1	750,6	942,7	1.286,4	1.235,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5	142,8
4. Importations de biens et services ...	400,4	473,6	532,8	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.060,9
Importations totales ...	420,5	503,4	576,0	629,8	682,9	889,2	1.254,7	1.203,7
Exportations nettes ...	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 40,3	+ 67,7	+ 53,5	+ 31,7	+ 31,5
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

I. - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	94	96	100	102	103	106	110	108
2. Boissons	85	92	100	106	113	124	122	127
3. Tabac	95	98	100	104	108	112	111	105
4. Vêtements et effets personnels ...	96	99	100	108	115	120	125	127
5. Loyers, taxes, eau	95	98	100	103	106	109	111	114
6. Chauffage et éclairage	90	94	100	100	115	127	126	132
7. Articles ménagers durables	85	94	100	113	121	142	158	153
8. Entretien de la maison	95	98	100	103	106	110	114	112
9. Soins personnels et hygiène	89	94	100	106	114	125	131	137
10. Transports	90	98	100	101	112	118	122	131
11. Communications : P.T.T.	90	96	100	105	108	111	115	113
12. Loisirs	88	94	100	104	110	118	121	122
13. Enseignement et recherches	95	97	100	103	105	108	111	113
14. Services financiers	93	98	100	104	117	138	142	136
15. Services divers	94	98	100	109	123	136	134	133
16. Dépenses personnelles à l'étranger	84	96	100	105	109	134	136	143
17. Moins : dépenses des non-résidents								
en Belgique								
<i>Total ...</i>	91	96	100	105	111	120	123	124
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	90	95	100	104	112	119	124	127
2. Achats courants de biens et services	95	103	100	109	112	112	110	132
3. Intérêt imputé et amortissement des								
bâtiments administratifs et des								
établissements d'enseignement des								
pouvoirs publics; loyer payé; am-								
ortissement sur mobilier et matériel								
du pouvoir central	87	92	100	110	116	121	139	162
<i>Total ...</i>	91	97	100	106	112	117	121	130
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	96	99	100	74	95	114	121	111
2. Industries extractives	96	105	100	110	117	93	88	71
3. Industries manufacturières	77	87	100	98	91	97	116	104
4. Construction	86	83	100	68	70	89	79	52
5. Electricité, gaz et eau	98	96	100	116	136	106	108	130
6. Commerce, banques, assurances ...	84	92	100	118	124	138	139	125
7. Immeubles d'habitation	89	92	100	79	83	105	121	113
8. Transports et communications ...	102	101	100	110	119	138	133	153
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en-								
seignement)	87	91	100	114	119	99	90	93
10. Enseignement	97	97	100	101	104	102	108	124
11. Autres services	72	88	100	114	116	126	154	135
<i>Total ...</i>	84	93	100	98	98	110	121	102
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste								
du monde	57	74	100	108	113	150	235	213
2. Exportations de biens et services ...	79	91	100	106	117	134	142	129
Exportations totales ...	77	89	100	107	117	135	151	136
3. Revenus des facteurs versés au reste								
du monde	51	72	100	108	105	152	252	220
4. Importations de biens et services ...	81	93	100	105	114	136	146	131
Importations totales ...	79	92	100	105	113	137	154	138
Produit national brut aux prix du marché								
(prix de 1970)	88,2	93,9	100,0	104,0	110,0	116,9	121,7	119,5

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970.* — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — *Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1974 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total			ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus								
1968			44,1	102,7	7,0	4,5			13,4	4,9
1969	11,0	28,0	46,3	85,3	6,5	4,7	3,1	2,8	16,0	11,6
1970	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	5,5	2,7	2,4	17,8	23,9
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	8,0	3,2	2,5	14,9	13,4
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	11,5	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	13,1	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	13,9	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	21,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1974 3 ^e trimestre ..	21,4	29,4	48,6	99,4	9,0	29,1	3,9	2,3	10,9	14,9
4 ^e trimestre ..	37,3	39,1	50,9	127,3	8,5	14,1	4,5	3,0	11,0	7,2
1975 1 ^{er} trimestre ..	47,0	51,4	54,0	152,4	8,3	9,3	3,9	3,2	11,2	5,0
2 ^e trimestre ..	47,5	58,5	55,2	161,2	10,5	8,9	3,3	3,2	11,9	4,2
3 ^e trimestre ..	54,5	67,5	55,6	177,6	12,1	48,4	6,2	4,1	8,4	3,7
4 ^e trimestre ..	80,2	81,0	57,2	218,4	12,4	19,8	6,5	4,8	11,0	3,3
1976 1 ^{er} trimestre ..	78,8	89,7	57,1	225,6	13,0	11,4	5,4	4,7	13,3	3,9
2 ^e trimestre ..	68,2	92,4	56,8	217,4	16,0	11,3	4,6	4,5	12,9	4,3
3 ^e trimestre ..	67,9	98,9	56,8	223,6	17,3	55,1	7,1	5,3	9,6	4,5
1975 Novembre	79,0	81,0	57,2	217,2	12,6	20,1	6,5	4,8	9,5	3,2
Décembre	84,7	86,3	58,0	229,0	12,2	14,5	6,0	4,8	10,0	3,2
1976 Janvier	82,7	89,0	57,5	229,2	12,2	12,3	5,7	4,8	11,7	3,6
Février	79,1	90,0	57,2	226,3	12,7	11,4	5,4	4,8	12,1	3,8
Mars	74,6	90,0	56,8	221,4	14,0	10,6	5,2	4,5	16,1	4,3
Avril	71,8	91,7	56,7	220,2	15,1	10,3	4,9	4,5	13,5	4,0
Mai	67,8	92,3	56,8	216,9	16,1	9,9	4,4	4,4	12,5	4,4
Juin	65,0	93,4	56,7	215,1	16,8	13,7	4,6	4,5	12,8	4,4
Juillet	68,7	98,7	57,1	224,5	17,1	53,7	5,7	4,8	7,1	4,2
Août	68,1	98,4	56,7	223,2	17,2	57,4	7,2	5,3	9,7	4,8
Septembre ...	66,8	99,6	56,6	223,0	17,5	54,2	8,4	5,8	11,9	4,7
Octobre	71,6	102,3	56,9	230,8	17,6	44,2	8,2	6,1	11,3	3,9
Novembre	86,6	107,2	57,5	251,3	17,4	26,2	7,8	6,3	9,0	3,5

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

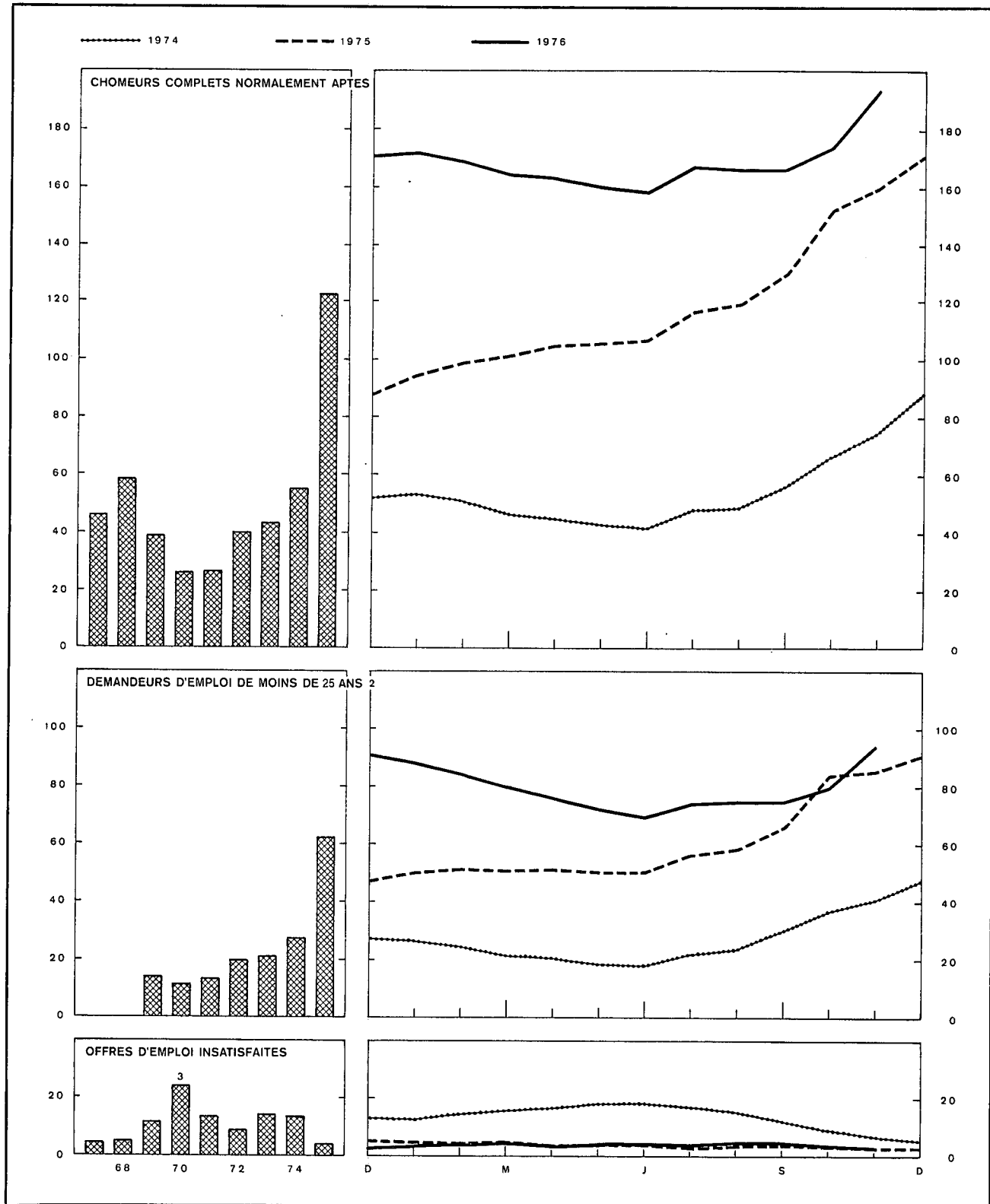
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel de l'ONEM*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* *Statistiques Sociales de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Servicio mensual de Conjuntura de Louvain*.

Informations statistiques (C.E.C.A.). — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.)*.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 p
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	197	181	193	204	193	190	176	204
Autres céréales panifiables	27	26	32	30	25	22	15	21
Céréales non panifiables	249	255	229	228	230	224	210	219
Betteraves sucrières	90	90	93	101	104	105	120	94
Autres plantes industrielles	19	11	16	11	11	12	13	
Pommes de terre	43	46	42	37	43	40	36	36
Autres plantes et racines tuberculifères ...	34	34	31	28	27	27	27	25
Prés et prairies	788	795	782	768	762	753	742	736
Cultures maraichères	23	25	25	24	27	29	30	
Cultures fruitières	26	20	19	18	17	16	16	
Divers	57	57	64	72	73	79	95	
Total ...	1.553	1.540	1.529	1.521	1.512	1.497	1.480	1.468
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	754	708	878	916	976	1.004	677	
Avoine	281	194	278	244	246	222	228	
Orge	555	525	588	637	716	699	426	
Autres céréales	132	123	168	149	156	142	113	
Betteraves sucrières	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	
Pommes de terre	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	2.839	997	967	964	994	1.003	994	989
Autres bovidés		1.890	1.873	1.801	1.968	2.041	2.005	1.991
Porcs	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.026	4.647	4.965
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.581	2.579	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	599	695	729	753	798	884	848	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	31,3	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0	p 23,5
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	0,6	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7	2,3
Poissons ronds	36,4	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0	18,8
Poissons plats	11,9	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1	8,2
Autres	5,0	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5	3,3
Crustacés et mollusques	1,9	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9	3,4

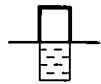
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

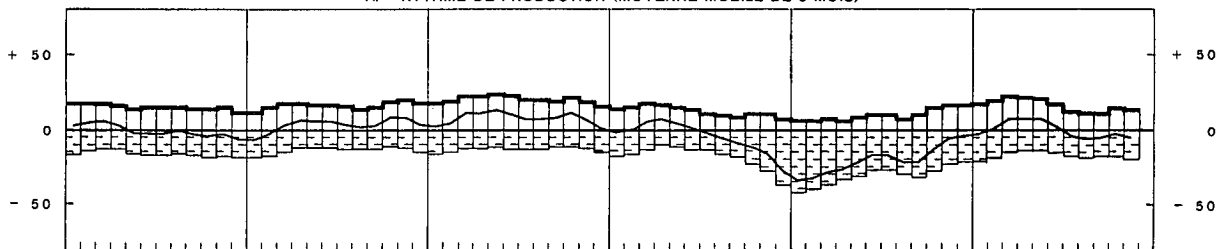


Pourcentage des réponses " en hausse " pour les questions A, B et C

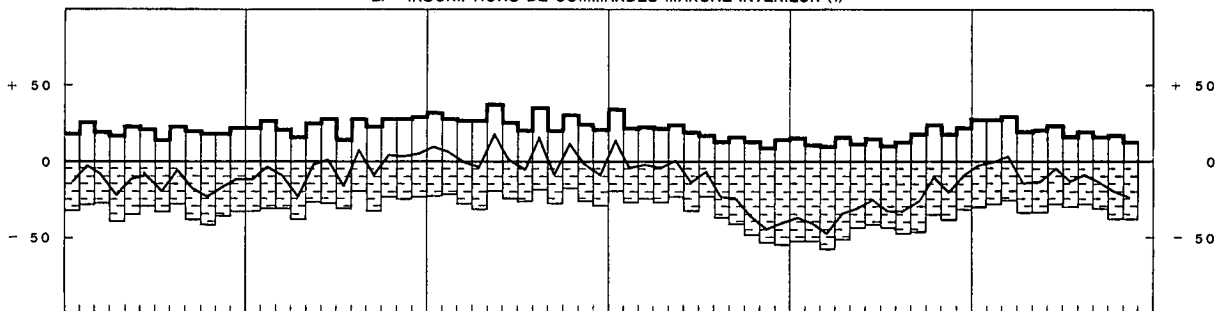
Pourcentage des réponses " en baisse " pour les questions A, B et C

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " en hausse " et " en baisse " pour les questions A, B et C

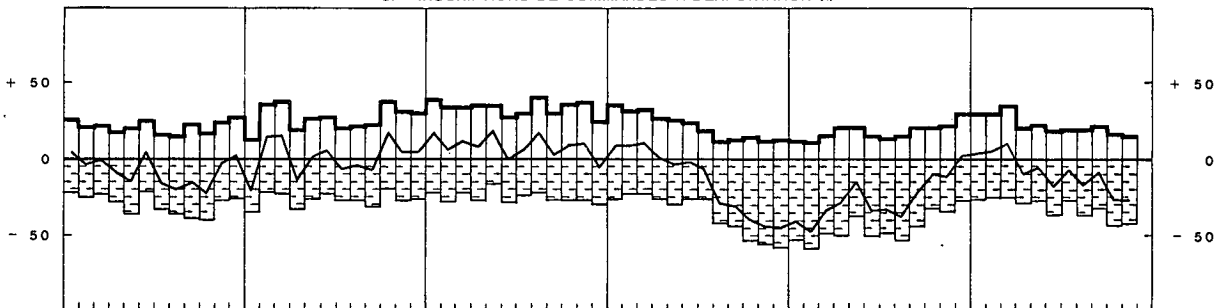
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



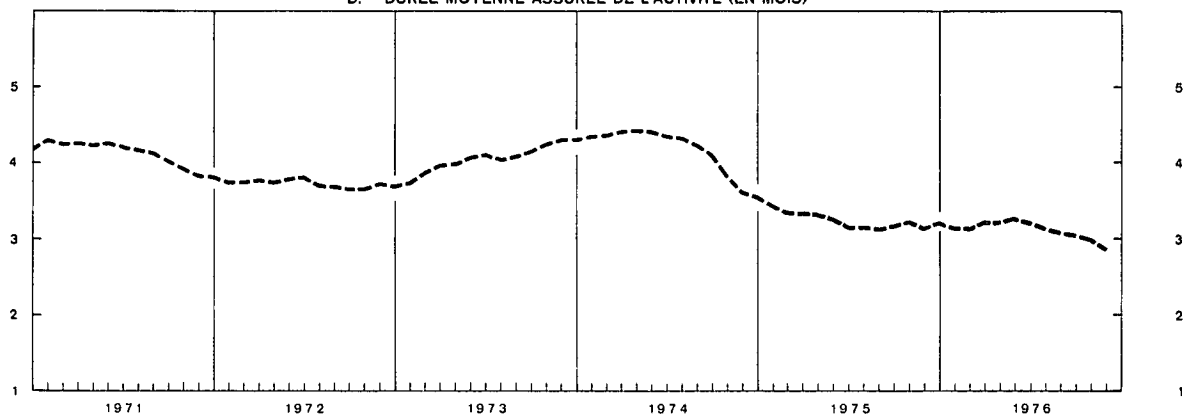
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

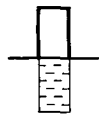


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J

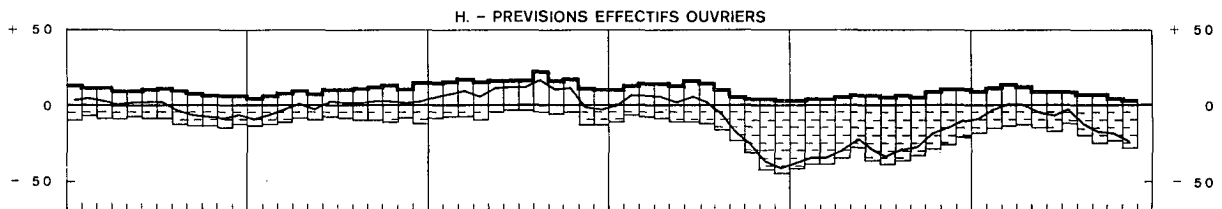
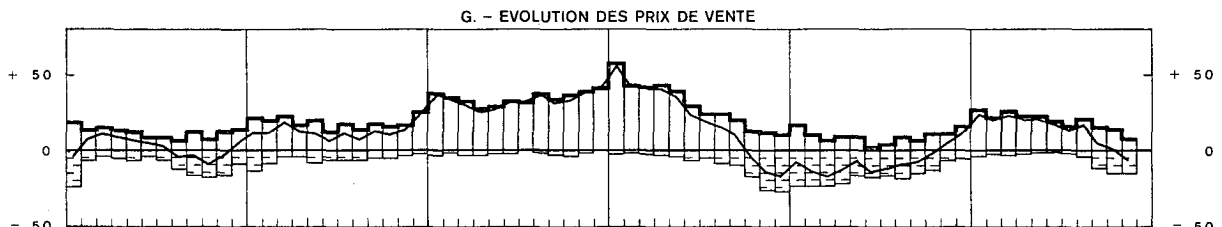
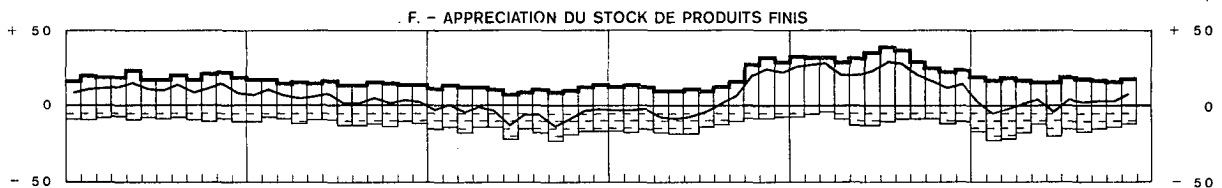
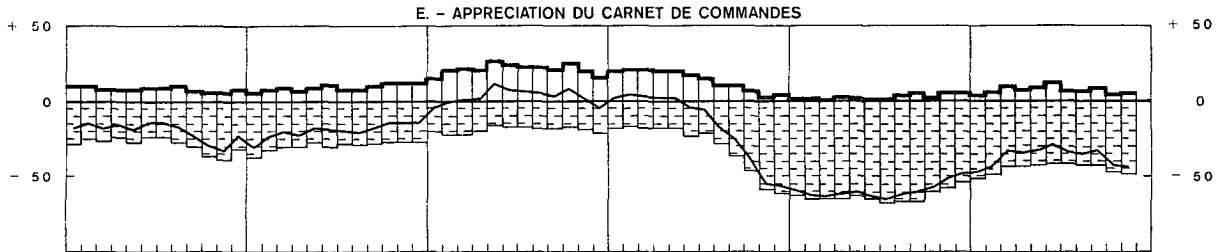
Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

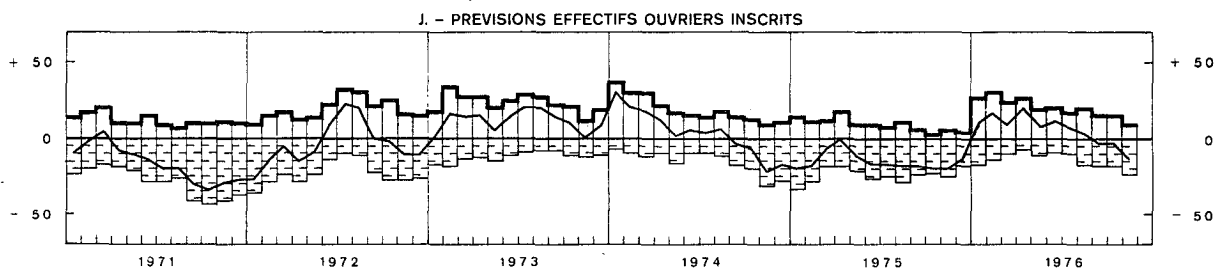
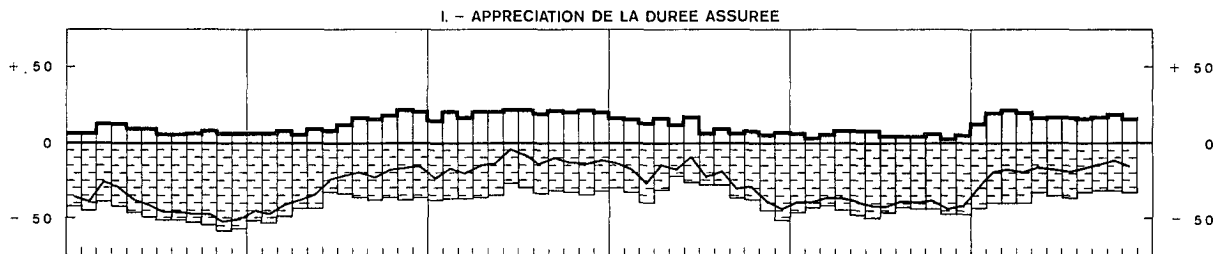
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I



RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros œuvre de bâtiments



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1975	1976			1975	1976			1975	1976					
	Octobre	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Octobre	Octobre	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Octobre	Octobre	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Octobre
Ensemble des industries	- 57	- 40	- 31	- 11	- 26	- 57	- 46	- 35	- 41	- 49	+ 17	- 1	+ 1	+ 3	+ 3
I. Biens de consommation	- 47	- 28	- 22	- 16	- 27	- 42	- 23	- 25	- 18	- 22	+ 12	- 4	- 3	+ 2	+ 5
II. Biens d'investissement	- 53	- 57	- 35	- 39	- 43	- 47	- 46	- 41	- 43	- 44	+ 27	+ 10	0	- 2	- 8
III. Biens intermédiaires	- 65	- 46	- 34	- 40	- 56	- 68	- 50	- 36	- 46	- 59	+ 14	0	+ 4	+ 9	+ 13
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 67	- 54	- 51	- 47	- 59	- 61	- 54	- 48	- 48	- 47	+ 32	+ 22	+ 20	+ 34	+ 40
dont : Laine	- 62	- 55	- 39	- 37	- 58	- 61	- 52	- 41	- 44	- 43	0	- 20	- 9	+ 15	+ 28
Coton	- 69	- 54	- 67	- 60	- 65	- 51	- 48	- 55	- 57	- 54	+ 66	+ 59	+ 45	+ 55	+ 58
Habillement et bonneterie	- 51	- 36	- 33	- 33	- 48	- 38	- 35	- 35	- 43	- 40	+ 14	+ 5	+ 8	+ 13	+ 21
dont : Bonneterie	- 33	- 16	- 22	- 23	- 41	- 24	- 20	- 29	- 46	- 24	+ 24	- 1	+ 10	+ 5	+ 7
Habillement	- 58	- 43	- 37	- 37	- 51	- 47	- 44	- 39	- 42	- 50	+ 10	+ 8	+ 8	+ 16	+ 14
Cuir et chaussures	- 43	- 61	- 51	- 53	- 42	- 44	- 57	- 51	- 44	- 36	- 1	- 13	- 13	- 6	+ 1
dont : Production de cuir	- 38	- 46	- 46	- 41	- 42	- 29	- 41	- 40	- 37	- 37	+ 2	+ 11	- 4	+ 8	- 2
Chaussures	- 45	- 66	- 52	- 57	- 42	- 58	- 71	- 63	- 52	- 34	- 2	- 21	- 16	- 11	+ 1
Transformation du bois	- 90	- 26	- 23	- 24	- 29	- 89	- 18	- 23	- 14	- 41	+ 34	+ 1	- 8	- 24	- 11
Meubles	- 50	- 34	- 38	- 33	- 29	- 43	- 17	- 43	- 34	- 41	+ 46	+ 38	+ 32	+ 38	+ 32
Papiers et cartons	- 86	- 62	- 49	- 56	- 76	- 78	- 72	- 52	- 80	- 80	+ 39	+ 19	+ 21	+ 12	+ 11
dont : Production de papier et carton	- 89	- 76	- 41	- 73	- 83	- 85	- 87	- 42	- 92	- 91	+ 27	+ 39	+ 25	+ 3	+ 3
Transformation de papier et carton	- 85	- 54	- 55	- 46	- 72	- 65	- 48	- 69	- 58	- 61	+ 45	+ 7	+ 18	+ 17	+ 15
Transformation de matières plastiques	- 63	- 25	- 32	- 8	- 22	- 39	- 18	- 24	- 3	- 22	- 8	- 24	- 22	+ 3	- 2
Industrie chimique	- 7	+ 3	+ 4	+ 1	- 3	- 8	+ 5	+ 6	+ 2	- 2	+ 2	+ 6	+ 6	+ 3	+ 6
Raffinerie de pétrole	- 73	- 59	- 32	- 47	- 18	- 68	- 67	- 44	- 43	- 16	+ 31	- 50	- 10	- 5	+ 14
Matériaux de construction; céramique, verre .	- 48	- 21	+ 10	- 1	- 2	- 21	- 9	+ 26	- 5	- 4	+ 25	- 8	- 22	- 12	- 17
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat .	- 42	- 16	+ 16	0	0	- 4	+ 3	+ 39	0	- 2	+ 28	- 7	- 24	- 17	- 19
Verre creux	-100	- 74	- 40	- 18	- 19	-100	- 74	- 47	- 29	- 19	0	- 17	0	+ 30	+ 2
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 82	- 59	- 43	- 57	- 82	- 88	- 68	- 51	- 72	- 88	0	- 27	- 7	+ 2	+ 3
Articles métalliques de consommation	- 65	- 30	- 23	- 10	- 1	- 29	+ 4	0	- 7	+ 2	- 33	+ 4	- 2	+ 11	- 5
dont : Cycles et motocycles	- 69	+ 15	+ 10	+ 38	+ 30	- 59	+ 22	+ 44	+ 6	+ 26	+ 28	+ 9	- 30	- 75	- 72
Matériel d'équipement général	- 81	- 66	- 67	- 56	- 63	- 62	- 71	- 66	- 59	- 68	+ 37	+ 19	+ 9	- 14	- 9
Machines non électriques d'équipement	- 61	- 65	- 58	- 58	- 59	- 62	- 65	- 57	- 54	- 52	+ 25	+ 28	+ 23	+ 23	+ 35
dont : Machines agricoles	- 24	- 34	- 43	- 37	- 32	- 17	- 37	- 43	- 27	- 33	+ 18	+ 4	- 3	+ 4	+ 32
Machines-outils	- 87	- 79	- 82	- 82	- 83	- 87	- 77	- 85	- 77	- 77	+ 45	+ 62	+ 73	+ 68	+ 72
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 51	- 46	- 39	- 35	- 37	- 73	- 62	- 40	- 45	- 24	+ 42	+ 44	+ 21	+ 12	+ 11
Machines textiles	- 61	- 47	- 18	- 37	- 31	- 45	- 44	- 14	- 33	- 40	-	-	-	-	-
Appareils électroménagers, radio, télévision .	- 56	- 55	- 60	- 24	- 27	- 70	- 68	- 70	- 28	- 40	+ 46	+ 57	- 8	+ 20	+ 74
Construction électrique d'équipement	- 40	- 44	- 33	- 52	- 60	- 39	- 39	- 33	- 48	- 50	+ 29	+ 28	+ 22	+ 31	- 2
Assemblage d'automobiles	- 22	+ 14	+ 17	+ 17	- 16	- 24	+ 6	+ 31	+ 22	+ 13	0	- 54	- 46	- 58	- 54
dont : Voitures de tourisme	- 27	+ 9	+ 21	+ 22	- 20	- 28	+ 7	+ 25	+ 25	+ 15	0	- 59	- 50	- 47	- 42
Construction navale, matériel ferroviaire	- 46	- 53	- 60	- 64	- 54	- 89	- 91	- 91	- 94	- 88	-	-	-	-	-
dont : Construction navale	- 55	- 60	- 62	- 64	- 64	- 96	-100	-100	-100	-100	-	-	-	-	-

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	D. Entraves à la production 1																E. Appréciation de la capacité de production installée 2			
	Aucune entrave				Production entravée par insuffisance de															
					demande				main-d'œuvre				équipement							
	1975		1976		1975		1976		1975		1976		1975		1976		1975	1976		
	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.		Oct.	Janv.	Mai	Oct.
Ensemble des industries	6	5	6	4	85	85	79	82	3	3	4	4	4	3	4	4	+ 56	+ 54	+ 45	+ 53
I. Biens de consommation	6	6	9	7	88	83	77	76	3	2	6	3	1	1	2	3	+ 55	+ 50	+ 35	+ 35
II. Biens d'investissement	9	7	7	6	75	83	73	73	5	5	4	7	7	5	8	8	+ 39	+ 53	+ 44	+ 46
III. Biens intermédiaires	2	2	2	3	90	91	84	89	4	3	3	3	4	2	3	3	+ 64	+ 64	+ 46	+ 65
Industrie textile (bonneterie exclue)	4	5	1	0	78	79	75	76	5	6	11	0	9	9	12	0	+ 49	+ 48	+ 35	+ 15
dont : Laine	1	1	0	0	79	84	81	84	4	5	12	5	10	9	10	6	+ 61	+ 58	+ 39	+ 46
Coton	7	10	1	9	76	75	60	67	7	8	16	17	8	4	15	4	+ 51	+ 50	+ 34	+ 57
Habillement et bonneterie	12	10	2	1	76	75	81	81	9	6	7	3	4	3	5	4	+ 39	+ 32	+ 41	+ 32
dont : Bonneterie	6	5	1	6	83	76	88	82	6	12	6	5	4	4	5	7	+ 32	+ 13	+ 46	+ 31
Habillement	14	12	3	0	73	75	78	80	10	3	8	2	3	3	5	3	+ 41	+ 38	+ 38	+ 33
Cuir et chaussures	17	15	14	11	64	69	79	73	3	0	0	0	0	10	0	0	+ 35	+ 34	+ 4	+ 41
dont : Production de cuir	47	0	39	41	51	59	60	50	0	0	0	0	2	38	1	2	+ 23	- 3	+ 5	+ 21
Chaussures	8	21	6	1	68	72	85	81	4	0	0	0	0	0	0	0	+ 39	+ 46	+ 3	+ 48
Transformation du bois	22	25	27	18	67	64	61	58	9	0	0	2	0	0	2	20	+ 72	+ 57	+ 46	+ 42
Meubles	7	17	24	11	79	49	44	63	1	2	11	3	0	0	2	4	+ 51	+ 35	+ 15	+ 33
Papiers et cartons	1	1	11	2	94	97	85	90	2	1	3	0	3	2	1	1	+ 68	+ 76	+ 50	+ 55
dont : Production de papier et carton	0	4	23	6	92	93	67	83	4	0	7	0	4	3	3	4	+ 64	+ 70	+ 44	+ 37
Transformation de papier et carton	1	0	5	0	96	98	95	94	0	2	0	0	3	2	0	0	+ 77	+ 78	+ 53	+ 66
Transformation de matières plastiques	—	17	0	10	—	77	98	76	—	0	2	0	—	3	2	9	—	+ 35	+ 51	+ 29
Industrie chimique	0	0	0	0	100	100	95	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+100	+100	+100	+100
Raffinerie de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matériaux de construction, céramique, verre .	6	8	9	8	87	83	69	65	0	1	0	5	4	5	8	10	+ 60	+ 49	+ 39	+ 19
dont : Matériaux de construction, cérami-	7	7	8	7	85	83	67	63	0	1	0	5	5	5	9	11	+ 54	+ 50	+ 44	+ 24
que pour le bâtiment, verre plat .	0	18	18	16	100	82	82	82	0	0	0	2	0	0	0	0	+100	+ 40	+ 2	- 16
Verre creux	0	0	0	1	98	99	87	98	0	0	0	1	0	0	2	0	+ 62	+ 60	+ 31	+ 76
Sidérurgie et première transformation des	0	0	0	0	100	100	95	78	0	0	1	17	0	0	0	5	+ 39	+ 50	+ 50	+ 66
métaux ferreux	0	0	0	0	100	100	100	71	0	0	0	0	0	0	0	29	+ 60	+ 51	+ 20	- 17
Articles métalliques de consommation	0	0	0	0	86	88	78	80	2	3	3	2	0	0	2	1	+ 67	+ 60	+ 63	+ 71
dont : Cycles et motocycles	11	7	5	7	79	81	84	78	5	4	4	2	9	7	6	7	+ 39	+ 43	+ 53	+ 47
Matériel d'équipement général	5	3	6	6	38	31	31	26	0	7	0	0	39	46	39	46	- 8	- 14	- 21	- 22
Machines non électriques d'équipement	23	23	30	28	86	87	87	86	8	7	6	0	6	13	8	8	+ 68	+ 23	+ 79	+ 42
dont : Machines agricoles	0	0	0	0	74	74	86	82	0	0	0	3	14	0	0	0	+ 19	+ 18	+ 61	+ 37
Machines-outils	0	14	14	15	84	100	59	0	0	0	0	0	0	0	0	0	- 29	+ 44	+ 47	+ 91
Moteurs, compresseurs, pompes ...	0	0	0	0	60	84	71	53	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 54	+ 51	+ 62	+ 2
Machines textiles	16	16	0	17	72	71	74	63	4	3	2	14	9	9	9	8	+ 18	+ 43	+ 20	+ 36
Appareils électroménagers, radio, télévision .	0	0	7	6	80	100	86	85	0	0	9	0	0	0	0	0	+ 51	+ 51	+ 6	+ 36
Construction électrique d'équipement	0	0	7	8	100	100	82	81	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 63	+ 63	+ 15	+ 20
Assemblage d'automobiles	0	0	0	0	54	54	54	70	27	27	27	30	23	26	26	23	+ 17	+ 34	+ 43	+ 22
dont : Voitures de tourisme	0	16	0	0	53	53	53	53	43	43	43	47	36	40	40	35	- 15	+ 22	+ 21	+ 18
Construction navale, matériel ferroviaire	0	0	0	0	53	53	53	53	43	43	43	47	36	40	40	35	- 15	+ 22	+ 21	+ 18
dont : Construction navale	0	0	0	0	53	53	53	53	43	43	43	47	36	40	40	35	- 15	+ 22	+ 21	+ 18

1 En pourcentage du total des entreprises.

2 Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » et « insuffisante ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	F. Durée moyenne de production assurée (en mois)					G. Tendance de la demande au cours des trois prochains mois ¹				
	1975	1976			1975	1976				
	Octobre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Octobre	Octobre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Octobre
Ensemble des industries	3,23	3,18	3,23	3,10	2,99	- 27	+ 1	- 8	- 17	- 30
I. Biens de consommation	2,61	2,62	2,80	2,72	2,68	- 26	+ 9	- 2	- 9	- 20
II. Biens d'investissement	5,73	5,18	5,16	5,01	4,87	- 35	- 8	- 15	- 11	- 25
III. Biens intermédiaires	1,66	2,02	2,07	1,93	1,78	- 24	+ 2	- 7	- 24	- 43
Industrie textile (bonneterie exclue)	1,87	2,24	2,30	2,32	2,34	- 27	- 23	- 22	- 22	- 42
dont : Laine	1,49	1,78	1,87	1,96	1,95	- 28	- 14	- 14	- 4	- 37
Coton	2,18	2,59	2,52	2,44	2,49	- 29	- 33	- 33	- 36	- 50
Habillement et bonneterie	2,22	2,02	2,26	2,00	1,89	- 41	- 11	- 21	- 17	- 32
dont : Bonneterie	2,39	2,17	2,21	1,95	2,12	- 34	0	- 7	- 12	- 33
Habillement	2,15	1,96	2,27	2,01	1,79	- 45	- 15	- 27	- 19	- 31
Cuir et chaussures	1,99	1,33	1,72	1,61	1,71	- 29	- 22	- 13	- 26	- 30
dont : Production de cuir	2,21	2,21	2,24	2,16	1,95	- 26	- 5	+ 3	- 9	- 21
Chaussures	1,91	1,04	1,55	1,43	1,64	- 31	- 26	- 20	- 30	- 33
Transformation du bois	1,22	1,41	1,62	1,67	1,68	- 43	+ 9	- 30	- 24	- 48
Meubles	1,54	2,03	2,04	1,98	1,93	- 15	+ 12	- 1	- 5	+ 5
Papiers et cartons	0,98	1,57	1,55	1,31	1,18	- 53	- 11	- 4	- 32	- 43
dont : Production de papier et carton	0,90	1,73	1,56	1,11	1,03	- 71	- 18	+ 8	- 51	- 71
Transformation de papier et carton	1,02	1,47	1,55	1,43	1,27	- 43	- 7	- 12	- 21	- 27
Transformation de matières plastiques	1,96	2,61	2,62	2,74	2,58	- 64	+ 25	+ 18	+ 10	- 3
Industrie chimique	-	-	-	-	-	+ 1	+ 7	+ 9	+ 5	- 3
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	- 56	+ 19	+ 4	+ 26	- 16
Matériaux de construction, céramique, verre	2,21	2,25	2,65	2,42	2,28	- 57	+ 11	+ 13	- 10	- 1
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	2,11	2,18	2,59	2,33	2,21	- 51	+ 9	+ 8	- 12	+ 7
Verre creux	2,87	2,79	3,06	3,06	2,83	- 100	+ 26	+ 52	+ 10	- 79
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	1,69	1,93	1,92	1,65	1,39	- 21	+ 10	- 10	- 47	- 63
Articles métalliques de consommation	1,73	1,92	2,41	2,19	2,21	- 53	+ 8	- 22	- 2	- 8
dont : Cycles et motocycles	1,41	1,60	2,35	2,32	2,39	- 100	- 13	+ 5	+ 5	+ 14
Matériel d'équipement général	3,44	3,12	3,02	2,92	2,87	- 37	- 4	- 25	- 22	- 39
Machines non électriques d'équipement	4,80	4,63	4,59	4,62	4,44	- 24	- 8	- 19	- 13	- 25
dont : Machines agricoles	6,19	6,40	6,59	6,59	6,27	+ 15	+ 28	+ 7	+ 11	+ 25
Machines-outils	3,19	3,19	2,87	3,11	2,82	- 38	- 23	- 46	- 21	- 6
Moteurs, compresseurs, pompes	8,34	7,35	6,99	6,74	6,50	- 30	+ 24	+ 9	+ 5	- 12
Machines textiles	4,20	4,77	5,45	5,61	5,31	- 42	- 61	- 26	- 48	- 78
Appareils électroménagers, radio, télévision	7,27	7,25	7,28	7,62	7,63	+ 4	- 7	- 2	- 6	- 6
Construction électrique d'équipement	7,85	7,06	7,36	7,29	6,88	+ 4	- 23	- 20	- 17	- 22
Assemblage d'automobiles	2,30	2,33	2,31	2,26	2,26	- 28	- 13	+ 5	- 12	- 40
dont : Voitures de tourisme	2,39	2,43	2,41	2,44	2,47	- 9	+ 49	+ 20	- 14	- 25
Construction navale, matériel ferroviaire	20,14	17,41	15,63	14,96	15,44	- 76	- 77	- 59	- 59	- 70
dont : Construction navale	22,38	19,00	17,64	15,83	16,53	- 89	- 83	- 83	- 80	- 80

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	II. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois 1					I. Tendance des prix de vente au cours des trois prochains mois 1				
	1975	1976			1975	1976				
	Octobre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Octobre	Octobre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Octobre
Ensemble des industries	- 19	- 3	- 4	- 10	- 18	+ 15	+ 38	+ 38	+ 26	+ 14
I. Biens de consommation	- 9	+ 2	- 2	- 5	- 8	+ 18	+ 35	+ 39	+ 35	+ 31
II. Biens d'investissement	- 29	- 19	- 7	- 11	- 18	+ 26	+ 38	+ 42	+ 34	+ 38
III. Biens intermédiaires	- 21	+ 4	+ 2	- 14	- 22	+ 7	+ 43	+ 37	+ 16	- 8
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 18	- 23	- 22	- 15	- 25	+ 24	+ 49	+ 47	+ 40	+ 21
dont : Laine	- 10	+ 5	0	- 11	- 17	+ 18	+ 47	+ 45	+ 52	+ 38
Coton	- 13	+ 9	- 20	- 16	- 34	+ 28	+ 54	+ 60	+ 29	+ 9
Habillement et bonneterie	- 20	- 8	- 8	- 4	- 16	+ 22	+ 35	+ 35	+ 40	+ 44
dont : Bonneterie	- 8	0	0	- 6	- 8	+ 17	+ 30	+ 29	+ 42	+ 38
Habillement	- 25	- 11	- 12	- 4	- 19	+ 25	+ 37	+ 37	+ 39	+ 46
Cuir et chaussures	- 9	- 37	- 7	- 28	- 40	+ 23	+ 55	+ 27	+ 40	+ 15
dont : Production de cuir	+ 49	- 17	- 5	- 14	- 10	+ 80	+ 91	+ 36	+ 57	- 26
Chaussures	- 27	- 44	- 8	- 32	- 50	+ 6	+ 43	+ 23	+ 34	+ 29
Transformation du bois	- 15	+ 8	- 15	- 24	- 27	+ 8	+ 81	+ 48	+ 47	+ 28
Meubles	+ 9	+ 15	- 3	0	- 17	+ 22	+ 51	+ 66	+ 45	+ 42
Papiers et cartons	- 44	- 15	- 2	- 19	- 44	- 26	+ 5	+ 41	+ 27	+ 1
dont : Production de papier et carton	- 85	- 44	- 9	- 37	- 56	- 30	+ 2	+ 64	+ 15	- 36
Transformation de papier et carton	- 34	+ 3	+ 3	- 8	- 37	- 23	+ 7	+ 28	+ 34	+ 23
Transformation de matières plastiques	- 32	+ 12	+ 8	+ 1	- 5	+ 32	+ 59	+ 67	+ 40	+ 61
Industrie chimique	- 15	- 1	+ 3	+ 1	- 1	- 6	+ 3	+ 4	+ 1	- 6
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériaux de construction, céramique, verre	- 37	- 12	+ 2	+ 3	- 6	+ 44	+ 52	+ 47	+ 44	+ 42
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	- 39	- 11	+ 2	+ 5	- 7	+ 44	+ 56	+ 50	+ 40	+ 36
Verre creux	- 18	- 25	+ 1	- 5	+ 2	+ 37	+ 19	+ 19	+ 74	+ 98
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 25	+ 3	- 8	- 26	- 33	+ 8	+ 49	+ 36	- 3	- 45
Articles métalliques de consommation	- 42	+ 7	+ 16	- 6	- 18	+ 18	+ 49	+ 36	+ 49	+ 57
dont : Cycles et motocycles	- 69	0	+ 32	- 18	- 12	+ 33	+ 85	+ 81	+ 90	+ 100
Matériel d'équipement général	- 17	- 13	- 9	- 23	- 22	+ 1	+ 19	+ 27	+ 20	+ 14
Machines non électriques d'équipement	- 32	- 17	- 14	- 16	- 29	+ 28	+ 32	+ 27	+ 45	+ 31
dont : Machines agricoles	- 44	- 41	- 22	+ 13	+ 9	+ 4	+ 9	+ 16	+ 63	+ 51
Machines-outils	- 46	- 33	- 30	- 22	- 16	+ 54	+ 70	+ 54	+ 45	+ 40
Moteurs, compresseurs, pompes	- 49	- 22	- 23	- 10	- 28	+ 69	+ 48	+ 24	+ 73	+ 47
Machines textiles	- 57	- 6	+ 2	- 34	- 78	0	- 20	- 17	- 9	- 34
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 54	- 53	- 43	- 13	+ 11	+ 2	+ 8	+ 20	+ 16	+ 1
Construction électrique d'équipement	- 33	- 38	- 14	- 19	- 23	+ 33	+ 53	+ 57	+ 29	+ 78
Assemblage d'automobiles	+ 41	+ 44	+ 10	- 6	+ 9	+ 21	+ 85	+ 81	+ 31	0
dont : Voitures de tourisme	+ 52	+ 56	+ 12	- 7	+ 11	+ 27	+ 46	+ 55	+ 31	0
Construction navale, matériel ferroviaire	- 29	- 27	- 4	- 1	- 3	+ 35	+ 32	+ 37	+ 40	+ 51
dont : Construction navale	- 45	- 25	+ 2	0	- 4	+ 55	+ 57	+ 52	+ 53	+ 54

1 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

IV · 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1976	100,0	96,3	3,7	57,3	16,1	15,3	11,3	
1968	88	86	120	90	92	86	78	90
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	124	123	108
1975	p 108	p 111	69	p 103	112	p 116	p 118	95
1974 3 ^e trimestre	112	115	67	110	117	112	116	109
4 ^e trimestre	120	123	76	119	118	126	130	107
1975 1 ^{er} trimestre	113	115	72	109	113	122	122	96
2 ^e trimestre	109	111	73	104	114	114	115	97
3 ^e trimestre	p 98	p 101	60	p 91	109	107	p 112	89
4 ^e trimestre	p 113	p 115	72	p 109	114	p 122	p 122	99
1976 1 ^{er} trimestre	p 119	p 122	70	p 114	p 114	p 133	p 132	92
2 ^e trimestre	p 122	p 126	p 72	p 119	p 120	p 129	p 133	103
3 ^e trimestre	p 109	p 113	p 57	p 105	p 117	p 113	p 116	p 102
1975 Novembre	p 109	p 111	69	p 105	112	p 113	p 121	98
Décembre	p 110	p 113	65	p 108	106	p 117	p 124	98
1976 Janvier	p 112	p 115	66	p 110	p 110	p 119	p 126	97
Février	p 114	p 117	63	p 110	p 111	p 129	p 129	90
Mars	p 130	p 133	81	p 124	p 123	p 150	p 142	88
Avril	p 126	p 129	p 77	p 122	p 121	p 136	p 136	98
Mai	p 116	p 119	p 68	p 115	p 112	p 120	p 128	104
Juin	p 125	p 129	p 72	p 121	p 128	p 131	p 135	108
Juillet	p 84	p 87	p 39	p 82	p 104	p 74	p 83	94
Août	p 112	p 116	p 58	p 108	p 117	p 115	p 123	p 104
Septembre	p 132	p 135	p 74	p 126	p 128	p 148	p 143	p 107
Octobre								p 104
Novembre								p 101

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

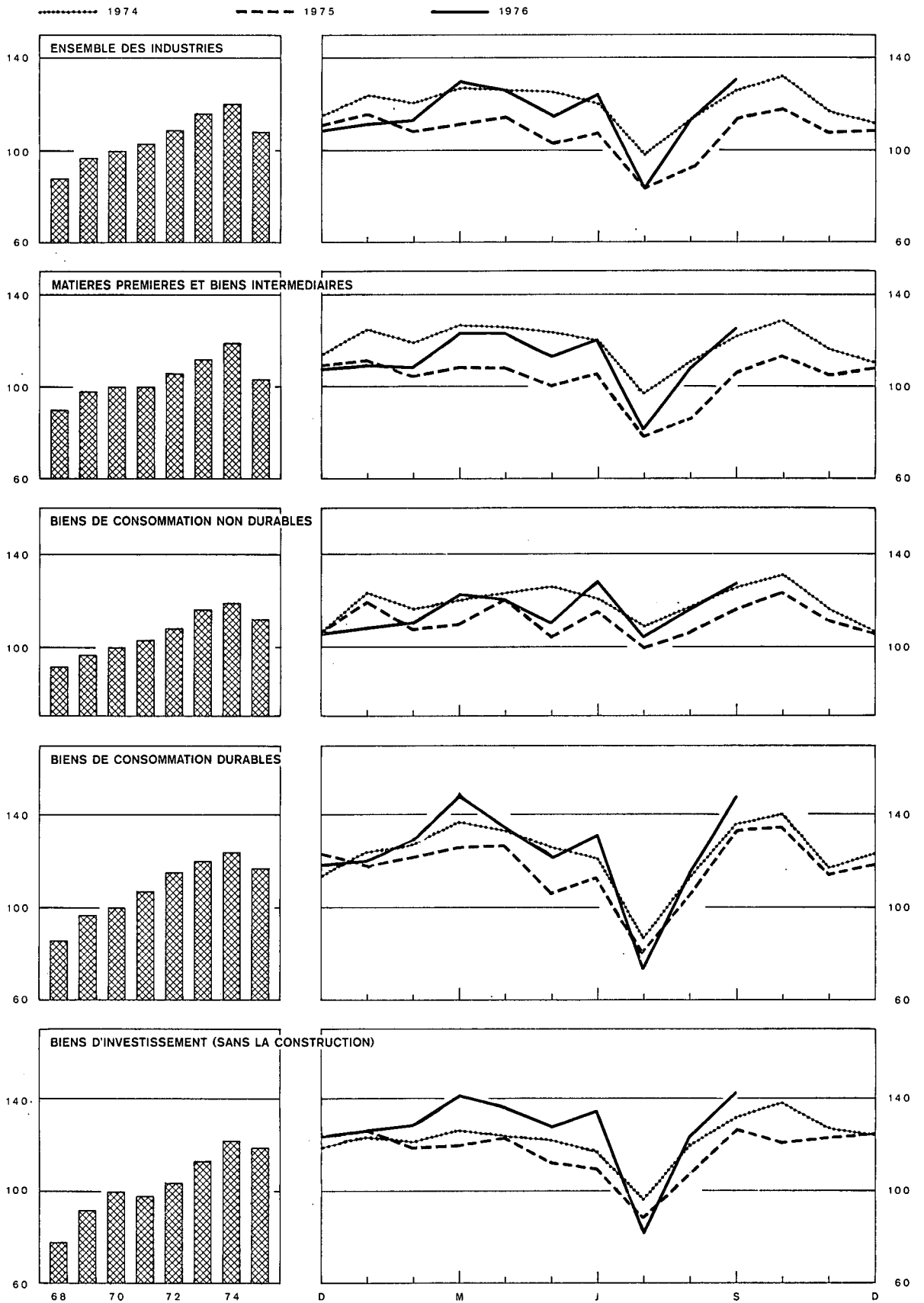
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1976 ¹	27,9	8,1	2,8	1,9	13,5	9,5	7,6	5,9	6,3	5,5	5,1	2,5	0,6	1,2
1968	81	92	89	91	82	90	94	87	87	90	92	87	77	97
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	p 112	88	p 82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1974 3 ^e trimestre	111	117	97	106	131	124	84	102	131	147	110	114	113	121
4 ^e trimestre	125	118	110	110	135	122	94	106	152	162	115	117	119	116
1975 1 ^{er} trimestre	117	104	94	106	127	111	90	96	141	157	124	107	82	119
2 ^e trimestre	110	95	81	114	123	118	85	100	126	159	108	106	92	121
3 ^e trimestre	p 107	63	73	94	111	120	74	88	114	131	104	93	94	123
4 ^e trimestre	p 115	88	p 81	107	124	129	94	96	158	169	108	107	111	121
1976 1 ^e trimestre	p 124	96	p 91	114	p 139	p 112	p 106	p 91	164	p 174	p 121	117	54	125
2 ^e trimestre	p 127	102		130	139	117	106	116	150	184	110	120	105	135
3 ^e trimestre	p 112				129	118	81	97	148	148	107	100	100	130
1975 Septembre	p 125	82	89	106	125	123	94	104	127	171	139	115	94	123
Octobre	p 119	88	86	110	131	139	103	108	153	186	138	114	102	126
Novembre	p 112	82	79	101	119	131	88	94	160	150	94	105	118	119
Décembre	p 116	92	p 78	111	123	117	92	87	163	171	90	102	111	119
1976 Janvier	p 118	92	p 88	103	133	103	96	83	167	155	103	111	94	125
Février	p 120	88	p 87	116	136	108	102	78	160	167	121	109	63	121
Mars	p 133	107	p 98	124	p 148	p 126	p 121	p 112	164	p 200	p 139	130	6	128
Avril	p 131	110	96	124	143	121	107	115	152	191	122	119	79	128
Mai	p 122	99	89	133	122	104	100	120	153	173	99	117	117	135
Juin	p 129	98		134	151	127	111	112	146	189	109	125	120	141
Juillet	p 77	82		78	108	109	54	80	139	95	63	73	108	132
Août	p 120			102	133	117	83	100	141	146	113	107	95	139
Septembre	p 140				145	118	108	111	165	203	147	120	96	121

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,6 p.c. et 0,8 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Impor- tations de gaz naturel	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)		(millions kWh)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1968	1.913	1.383	155	526	474	100	604	656	1.234	1.661	2.088
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248
1974 3 ^e trimestre	2.801	1.605	217	518	609	786	676	711	583	1.396	3.163
1974 4 ^e trimestre	2.948	1.937	235	771	746	1.105	646	691	695	1.294	3.663
1975 1 ^{er} trimestre	2.047	1.846	211	836	631	996	584	648	687	1.284	3.393
1975 2 ^e trimestre	2.294	1.559	242	651	459	956	521	534	639	1.042	3.035
1975 3 ^e trimestre	2.346	1.286	231	493	405	751	374	365	525	710	2.740
1975 4 ^e trimestre	2.746	1.835	237	781	650	912	430	503	642	965	3.821
1976 1 ^{er} trimestre	1.348	1.960	230	963	627	1.167	490	510	680	1.123	3.955
1976 2 ^e trimestre	2.614	1.547	240	586	553	902	552	580	639	1.145	3.624
1976 3 ^e trimestre						810	542	p 526	471	p 1.061	3.575
1975 Novembre	2.939	1.706	227	683	638	1.072	415	445	632	975	3.856
1975 Décembre	2.760	2.022	227	1.027	624	772	449	486	594	1.026	3.924
1976 Janvier	2.330	1.987	215	972	652	1.194	473	484	636	1.015	4.040
1976 Février	1.566	2.036	225	1.073	638	1.109	471	488	650	1.057	3.867
1976 Mars	148	1.857	251	845	592	1.197	526	557	755	1.297	3.958
1976 Avril	1.966	1.766	232	772	596	1.056	540	575	700	1.186	3.659
1976 Mai	2.911	1.409	230	486	525	872	561	593	605	1.055	3.689
1976 Juin	2.966	1.465	259	501	538	777	556	572	613	1.194	3.525
1976 Juillet	2.691	1.214	257	395	455	691	550	521	392	1.007	3.359
1976 Août	2.818	1.439	203	532	528	801	528	508	469	1.068	3.398
1976 Septembre						940	549	p 554	553	p 1.107	3.969
1976 Octobre						1.006	513	p 558	574	p 1.167	3.721
1976 Novembre									633		

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabr Métal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions totales
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	p 14,0	p 24,3	p 38,3	p 37,2
1974 3 ^e trimestre	1.250	937	12,5	19,7	32,2	30,8
1974 4 ^e trimestre	1.269	944	15,3	23,7	39,0	38,3
1975 1 ^{er} trimestre	1.209	756	15,5	24,5	40,0	35,9
1975 2 ^e trimestre	1.058	708	p 13,3	p 25,3	p 38,6	p 38,7
1975 3 ^e trimestre	671	481	p 12,6	p 21,1	p 33,7	p 32,6
1975 4 ^e trimestre	923	692	p 14,5	p 26,4	p 40,9	p 41,7
1976 1 ^{er} trimestre	988	747	p 14,5	p 31,2	p 45,7	p 43,2
1976 2 ^e trimestre	1.074	738				
1976 3 ^e trimestre	p 1.020					
1975 Novembre	889	633	p 11,8	p 23,6	p 35,4	p 37,4
1975 Décembre	957	745	p 18,1	p 29,0	p 47,1	p 44,6
1976 Janvier	976	710	p 14,1	p 28,3	p 42,4	p 37,1
1976 Février	893	700	p 13,8	p 32,0	p 45,8	p 42,1
1976 Mars	1.097	830	p 15,6	p 33,3	p 48,9	p 50,3
1976 Avril	1.180	797	p 14,5	p 30,9	p 45,4	p 44,5
1976 Mai	1.033	669	p 12,9	p 31,1	p 44,0	p 44,5
1976 Juin	1.008	748				
1976 Juillet	943	522				
1976 Août	p 1.015	622				
1976 Septembre	p 1.101					
1976 Octobre	p 1.038					
1976 Novembre	p 978					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ²
	Avis favorables ¹	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1968	2,7	5,3	2.598	3,9	2.004	1,4	0,6	1.994	0,4	1.376	84
1969	3,3	6,1	3.074	4,7	2.374	1,6	0,9	2.426	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.506	3,7	1.915	1,3	0,7	2.799	0,5	1.865	100
1971	2,0	3,9	1.992	3,5	1.838	0,9	0,4	2.268	0,5	2.227	99
1972	3,5	6,2	3.231	4,4	2.332	1,0	0,6	2.801	0,5	2.286	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,0	2.677	1,1	0,7	3.034	0,5	2.281	93
1974	7,1	7,4	3.844	5,5	2.890	0,7 ³	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	5,7	6,3	3.336	6,5	3.384	0,5	0,5	2.362	0,6	2.404	98
1974 3 ^e trimestre	7,4	8,1	4.133	5,6	2.982	0,6	0,6	3.227	0,5	2.273	—
4 ^e trimestre	5,4	5,0	2.676	4,5	2.171	0,5	0,4	3.406	0,4	2.528	—
1975 1 ^{er} trimestre	5,5	5,9	3.251	7,0	3.302	0,5	0,4	2.945	0,6	3.066	—
2 ^e trimestre	5,7	6,5	3.508	8,0	4.331	0,5	0,5	2.241	0,7	2.916	—
3 ^e trimestre	5,6	6,1	3.171	5,6	3.026	0,5	0,5	2.067	0,5	1.867	—
4 ^e trimestre	6,0	6,6	3.413	5,3	2.880	0,5	0,4	2.195	0,4	2.104	—
1976 1 ^{er} trimestre	7,7	8,2	4.197	5,8	3.079	0,4	0,4	2.127	0,4	2.191	—
2 ^e trimestre	7,7	8,4	4.469	8,0	4.231	0,6	0,6	2.605	0,6	3.028	—
3 ^e trimestre	7,0					0,6					—
1975 Octobre	6,4	6,0	3.220	5,9	3.300	0,5	0,4	2.333	0,5	2.399	99
Novembre	5,9	6,6	3.346	5,1	2.671	0,5	0,4	1.810	0,4	2.205	99
Décembre	5,7	7,3	3.673	4,9	2.668	0,4	0,5	2.442	0,4	1.709	98
1976 Janvier	5,9	7,2	3.834	4,8	2.522	0,4	0,4	2.205	0,4	2.293	96
Février	8,4	8,6	4.286	6,0	3.084	0,4	0,4	1.458	0,4	2.422	94
Mars	8,6	8,7	4.472	6,7	3.630	0,6	0,5	2.718	0,5	1.858	94
Avril	8,1	8,1	4.448	7,9	4.301	0,7	0,6	2.424	0,6	2.977	94
Mai	6,5	8,9	4.549	9,2	4.832	0,6	0,6	2.649	0,7	3.826	94
Juin	8,5	8,4	4.410	6,9	3.559	0,6	0,6	2.742	0,6	2.282	94
Juillet	8,1					0,6					94
Août	6,5					0,6					94
Septembre	6,5					0,6					94
Octobre	6,3					0,6					94

¹ Jusqu'en 1973, nombre d'autorisations de bâtir.

² Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyennes

de l'indice de la production non saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

³ Nouvelle série.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	116	109	- 6,0	122	112	- 8,2	114	106	- 7,1
2 ^e trimestre	117	106	- 9,4	122	107	- 12,3	113	104	- 8,6
3 ^e trimestre	116	105	- 9,5	120	105	- 12,5	111	103	- 7,6
4 ^e trimestre	111	109	- 1,8	116	108	- 6,9	109	108	- 0,4
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	109	112	+ 2,8	112	115	+ 2,7	106	112	+ 5,0
2 ^e trimestre	106	115	+ 8,5	107	121	+ 13,1	104	113	+ 9,0
3 ^e trimestre	105			105			103		
4 ^e trimestre	109			108			108		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	125	114	- 8,8	105	106	+ 1,0	123	110	- 10,3
2 ^e trimestre	126	111	- 11,9	109	101	- 7,3	125	107	- 14,2
3 ^e trimestre	126	110	- 12,7	110	100	- 9,1	119	106	- 11,2
4 ^e trimestre	118	114	- 3,4	107	101	- 5,6	111	111	- 0,4
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	114	121	+ 6,1	106	103	- 2,8	110	115	+ 4,3
2 ^e trimestre	111	122	+ 9,9	101	104	+ 3,0	107	121	+ 13,5
3 ^e trimestre	110			100			106		
4 ^e trimestre	114			101			111		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	122	117	- 4,1	127	115	- 9,4	124	103	- 17,0
2 ^e trimestre	122	114	- 6,6	124	115	- 7,3	120	92	- 23,0
3 ^e trimestre	123	111	- 9,8	122	115	- 5,7	120	82	- 31,3
4 ^e trimestre	120	119	- 0,8	119	116	- 2,5	113	95	- 16,3
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	117	120	+ 2,6	115	125	+ 8,7	103	98	- 4,7
2 ^e trimestre	114	121	+ 6,1	115	125	+ 8,7	92	103	+ 12,4
3 ^e trimestre	111			115			82		
4 ^e trimestre	119			116			95		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie,

Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Agence écono-*

mique et financière. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

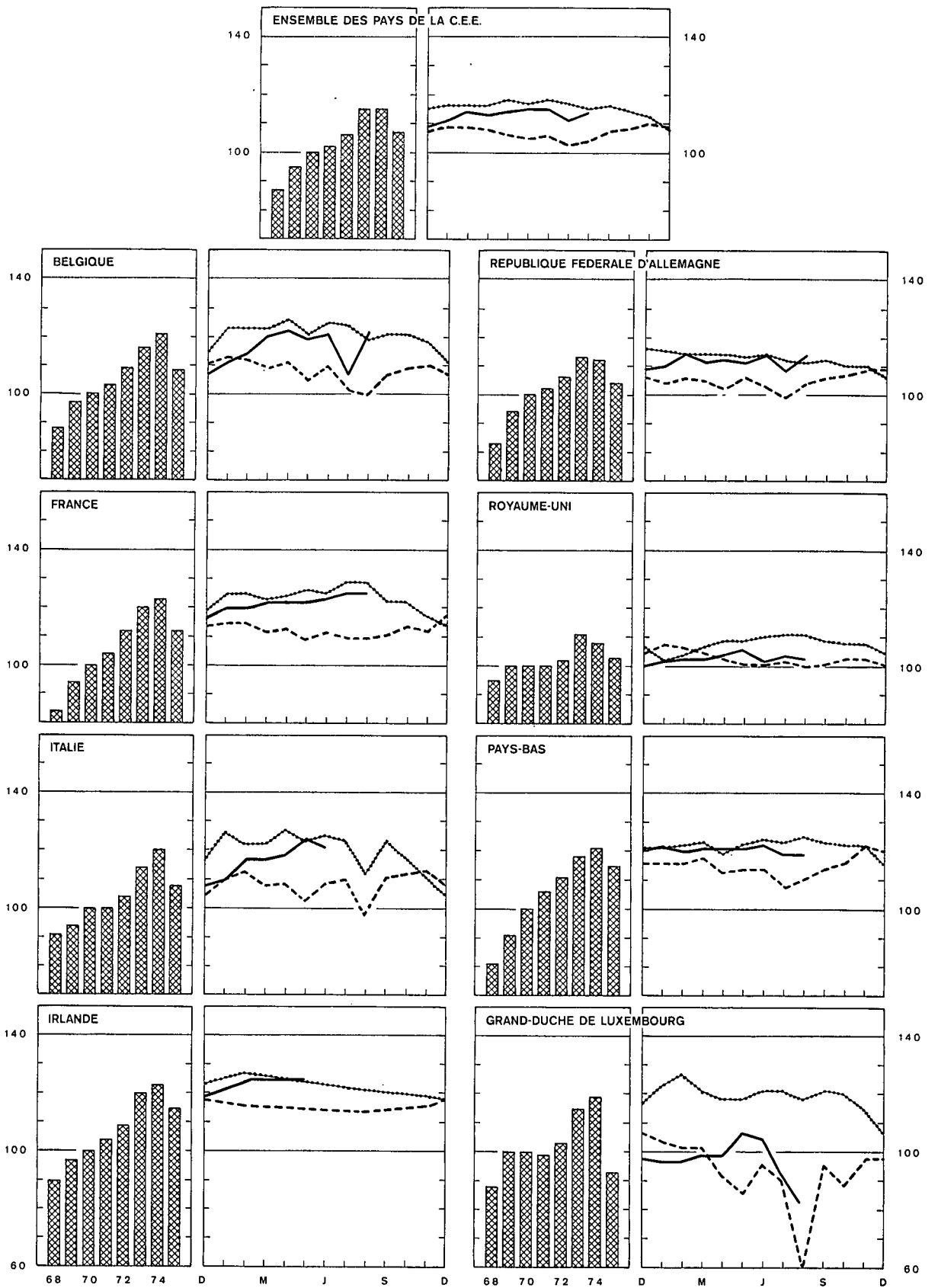
IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

----- 1974 - - - - - 1975 _____ 1976



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont			
				combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
(millions)		(milliers de tonnes)					
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1975	689	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1974 3 ^e trimestre	664	750	6.613	1.649	1.854	438,9	63,8
4 ^e trimestre	691	775	6.875	1.759	1.847	286,9	51,4
1975 1 ^{er} trimestre	695	662	5.850	1.572	1.640	272,6	48,9
2 ^e trimestre	708	589	5.145	1.339	1.375	303,9	50,5
3 ^e trimestre	671	451	3.817	1.024	796	404,1	58,8
4 ^e trimestre	678	551	4.921	1.333	1.060	284,2	52,1
1976 1 ^{er} trimestre	693	508	4.638	1.236	1.073	254,1	48,3
2 ^e trimestre	708	593	5.342	1.315	1.462	316,2	55,1
3 ^e trimestre	657	556	4.946	1.283	1.315	426,4	65,1
1975 Octobre	652	604	5.389	1.415	1.167	324,4	56,5
Novembre	690	520	4.664	1.295	985	255,1	49,4
Décembre	691	530	4.710	1.288	1.027	273,1	50,3
1976 Janvier	698	483	4.347	1.102	1.003	274,5	48,8
Février	664	475	4.418	1.344	975	234,2	46,4
Mars	718	567	5.150	1.262	1.240	253,7	49,7
Avril	707	596	5.403	1.373	1.469	304,9	54,9
Mai	713	568	5.081	1.264	1.412	296,3	54,0
Juin	704	615	5.542	1.307	1.506	347,4	56,4
Juillet	633	534	4.569	1.188	1.260	455,2	67,9
Août	659	521	4.725	1.235	1.272	438,0	65,1
Septembre	679	614	5.545	1.427	1.414	386,1	62,2
Octobre	685	585	5.803	1.522	1.156		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation
Intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Drugs Zeevaart-
inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Noyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Porte de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1974 3 ^e trimestre ..	5.365	3.833	3.042	847	925	322	1.887	958	139	8.947	557
4 ^e trimestre ..	5.323	3.223	2.800	750	857	428	1.892	637	114	8.620	549
1975 1 ^{er} trimestre ..	5.168	3.093	2.634	759	874	498	1.788	451	118	8.107	516
2 ^e trimestre ..	5.185	2.746	2.264	572	672	253	1.857	397	118	8.145	529
3 ^e trimestre ..	4.834	2.325	1.761	615	686	379	2.204	905	125	5.034	288
4 ^e trimestre ..	5.141	2.583	2.535	681	686	577	2.001	562	112	6.624	376
1976 1 ^{er} trimestre ..	5.101	2.791	2.014	695	672	361	1.790	662	124	7.490	478
2 ^e trimestre ..	5.847	3.404	2.027	724	760	304	1.938	434	105	9.013	560
3 ^e trimestre ..				881			2.112				
1975 Septembre ...	4.787	2.901	1.656	606	891	152	2.048	755	127	2.569	76
Octobre	5.244	2.992	2.412	661	734	736	2.154	365	117	4.020	143
Novembre	4.956	2.376	2.621	629	517	535	1.775	1.067	111	7.899	491
Décembre	5.223	2.380	2.573	753	806	459	2.075	253	108	7.953	494
1976 Janvier	5.150	2.455	1.864	679	418	242	1.858	1.033	104	7.163	448
Février	4.987	2.715	1.970	679	842	472	1.860	203	188	6.648	424
Mars	5.167	3.204	2.208	727	755	368	1.652	751	81	8.658	561
Avril	5.530	3.515	1.865	701	770	141	1.556	344	119	9.033	571
Mai	6.164	2.787	1.613	755	720	172	2.142	655	75	8.689	549
Juin	5.847	3.911	2.603	716	789	600	2.117	304	121	9.317	559
Juillet	6.026			908			2.077			8.274	469
Août				853			2.233				
Septembre ...				881			2.026				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.167	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.236	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.288	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.163	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1974	2.282	1.671	86	148	84	110	48
1975	2.363	1.729	88	167	89	118	41
1974 2 ^e trimestre	2.212	1.580	90	122	115	114	54
3 ^e trimestre	5.804	4.561	166	410	155	250	64
4 ^e trimestre	652	337	48	37	36	40	31
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
2 ^e trimestre	2.230	1.589	83	137	121	122	46
3 ^e trimestre	6.022	4.711	175	456	157	266	59
4 ^e trimestre	666	362	46	45	36	43	34
1976 1 ^{er} trimestre	471	223	42	29	33	34	26
2 ^e trimestre	2.228	1.577	80	149	120	118	50
1975 Juillet	8.803	6.999	149	925	174	288	64
Août	7.399	5.904	272	334	197	405	53
Septembre	1.864	1.231	103	109	100	106	59
Octobre	744	358	54	58	54	57	44
Novembre	622	336	48	32	31	40	34
Décembre	633	393	36	44	24	32	24
1976 Janvier	427	207	36	27	27	31	24
Février	438	206	38	27	29	33	24
Mars	549	256	52	32	43	38	31
Avril	1.688	1.214	63	52	115	89	38
Mai	2.006	1.399	90	125	113	90	51
Juin	2.990	2.119	86	269	133	175	60
Juillet	8.912	7.157	117	948	176	240	64

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameub- lement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	152	156	97	191	184	141	155	205	175	162	127
1975	167	169	98	225	217	166	169	213	204	183	129
1974 2 ^e trimestre	156	152	98	186	180	139	168	207	181	165	131
3 ^e trimestre	147	154	94	189	189	141	143	203	173	159	121
4 ^e trimestre	169	186	101	222	209	158	185	232	191	183	136
1975 1 ^{er} trimestre	151	147	93	201	197	149	143	188	190	164	120
2 ^e trimestre	170	164	100	222	213	165	178	211	206	184	132
3 ^e trimestre	160	165	96	218	220	166	150	206	192	176	123
4 ^e trimestre	189	203	103	259	238	182	206	246	228	207	141
1976 1 ^{er} trimestre	p 170	165	96	235	212	p 171	p 153	p 205	p 220	p 186	p 124
2 ^e trimestre	p 191	183	99	260	233	p 190	p 195	p 224	p 238	p 208	.....
1975 Juillet	153	165	96	215	220	159	152	201	186	171	120
Août	152	156	97	212	223	169	127	191	183	169	118
Septembre	173	173	94	226	218	169	170	226	207	187	129
Octobre	186	185	105	256	234	177	216	234	219	203	139
Novembre	165	182	92	225	213	165	174	206	200	182	123
Décembre	215	243	113	297	267	204	227	298	264	237	160
1976 Janvier	p 163	171	96	241	219	p 170	p 157	p 199	p 206	p 183	p 122
Février	p 159	152	91	224	199	p 162	p 130	p 193	p 212	p 174	p 116
Mars	p 187	172	100	244	218	p 182	p 171	p 224	p 241	p 201	p 133
Avril	p 189	184	100	267	234	p 187	p 205	p 219	p 237	p 208	p 137
Mai	p 188	184	97	256	228	p 186	p 197	p 223	p 232	p 205	p 134
Juin	p 196	182	101	257	236	p 195	p 183	p 230	p 244	p 211	.....
Juillet	p 171	195	100	276	259	p 196	p 159	p 214	p 209	p 197	.....

¹ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

² Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

³ Y compris les textiles d'ameublement.

⁴ Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1973 2 ^e semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^e semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3
1975 1 ^{er} semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2
2 ^e semestre ...	1.462	853	203	406	40,3	10,2	15,6	14,5	16,8	5,2	5,0	6,6
1976 1 ^{er} semestre ...	1.448	803	210	435	51,2	12,3	18,6	20,3	21,8	6,5	6,6	8,7

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132
2 ^e semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176
2 ^e semestre	54	38	2	14	343	94	67	182
1975 1 ^{er} semestre	54	38	2	14	373	95	114	164
2 ^e semestre	56	40	2	14	383	120	78	185

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1973 2 ^e semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
1975 1 ^{er} semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
2 ^e semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
1976 1 ^{er} semestre ...	898	5	1	1	101	18	9	155	84	7	495	22
Crédits accordés (milliards de francs)												
1973 2 ^e semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^e semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
1975 1 ^{er} semestre ...	13,5	1,4	0,2	0,3	5,5	0,6	0,1	0,3	0,4	1,3	2,7	0,7
2 ^e semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
1976 1 ^{er} semestre ...	21,8	1,7	0,2	0,3	11,2	1,1	0,2	0,3	0,3	1,7	3,7	1,1
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1973 2 ^e semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0
1975 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,5	1,1	1,9	40,5	4,3	0,9	2,0	2,6	9,9	20,5	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	2,1	44,9	4,4	0,8	1,7	2,2	8,7	21,7	5,1
1976 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,4	51,4	5,1	0,9	1,4	1,4	7,7	17,0	5,1

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1974 3 ^e trimestre	37	3	422	8.064	1.902	8.067	2.324	3.003	330	11.070	2.654
4 ^e trimestre	37	4	633	8.948	1.828	8.952	2.461	3.359	348	12.311	2.809
1975 1 ^{er} trimestre	36	4	619	8.600	1.935	8.604	2.554	3.165	339	11.769	2.893
2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.306	366	12.176	2.907
3 ^e trimestre	35	4	576	8.541	1.823	8.545	2.399	3.015	344	11.560	2.743
4 ^e trimestre	33	4	693	9.935	2.215	9.939	2.908	3.402	380	13.341	3.288
1976 1 ^{er} trimestre	33	3	497	9.824	2.667	9.827	3.164	3.214	378	13.041	3.542
2 ^e trimestre	33	3	512	10.291	2.654	10.294	3.166	3.013	395	13.307	3.561
3 ^e trimestre	33	3	447	10.066	2.909	10.069	3.356	2.637	400	12.706	3.756
1975 Octobre	35	4	752	10.142	2.463	10.146	3.215	3.533	391	13.679	3.606
Novembre	35	3	678	8.597	1.863	8.600	2.541	2.869	329	11.469	2.870
Décembre	33	4	648	11.065	2.319	11.069	2.967	3.805	421	14.874	3.388
1976 Janvier	33	4	586	10.080	2.261	10.084	2.847	3.267	378	13.351	3.225
Février	33	3	467	8.934	2.530	8.937	2.997	3.068	352	12.005	3.349
Mars	33	3	439	10.459	3.210	10.462	3.649	3.307	404	13.769	4.053
Avril	33	4	492	10.172	2.739	10.176	3.231	3.243	372	13.419	3.603
Mai	33	3	584	9.920	2.429	9.923	3.013	2.893	391	12.816	3.404
Juin	33	3	460	10.779	2.794	10.782	3.254	2.905	423	13.687	3.677
Juillet	33	3	414	9.988	2.663	9.991	3.077	2.796	387	12.787	3.464
Août	33	3	351	9.516	2.673	9.519	3.024	2.507	388	12.026	3.412
Septembre	33	2	577	10.693	3.390	10.695	3.967	2.608	426	13.303	4.393
Octobre ²	33	1	240	10.308	3.271	10.309	3.511	2.662	401	12.971	3.912

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

² Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

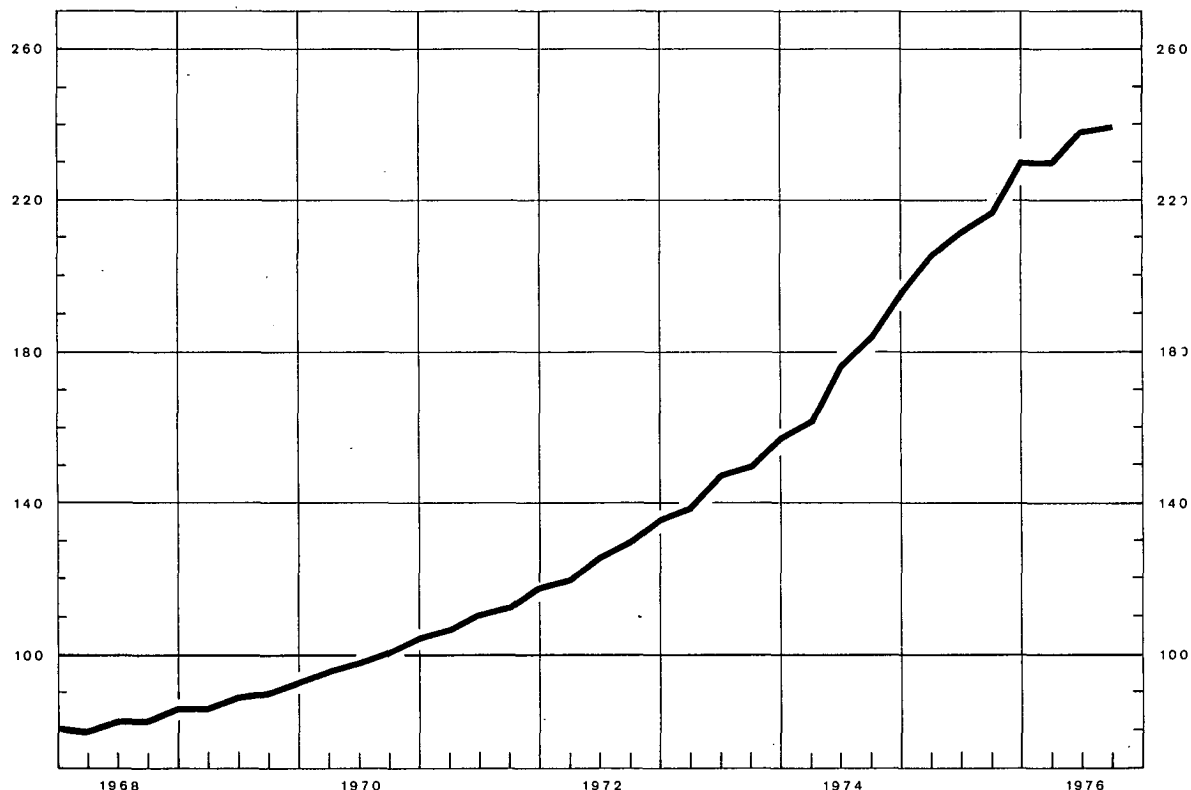
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1970 = 100



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1968	83	84	83	81	83,9	84,5	87,6	85,9
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	196,1	187,6
1974 Septembre	184	178	185	186	182,4	183,7	171,8	161,6
Décembre	196	187	193	198	191,3	192,2	178,9	171,3
1975 Mars	206	196	204	212	200,5	200,7	187,3	180,9
Juin	212	202	211	219	207,6	207,4	192,2	184,6
Septembre	216	206	217	223	213,2	212,6	198,9	188,8
Décembre	230	216	226	236	222,1	221,1	205,9	195,0
1976 Mars	p 230	p 220	p 232	p 234	228,5	227,3	210,4	199,9
Juin	p 239	p 225	p 237	p 244	233,4	232,1	215,1	203,9
Septembre	p 240	p 230	p 242	p 245	239,4	237,1	219,4	208,6

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1968 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupes et branche d'industrie	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	140,51	156,12	169,25	188,47	204,33
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	103,50	115,10	126,29	146,43	160,09
Total des industries extractives	123,23	137,36	149,87	168,74	183,57
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	120,40	137,07	149,34	168,04	177,29
Raffinage de pétrole	158,29	174,09	190,20	214,66	224,19
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	149,42	168,15	175,63	192,41	201,36
Production et première transformation des métaux	128,05	146,79	162,63	170,09	177,88
Industrie des produits minéraux non métalliques	103,28	116,79	129,20	142,72	150,56
Industrie chimique	111,32	129,29	139,94	156,82	162,95
Production de fibres artificielles et synthétiques	114,18	130,07	141,15	155,88	166,86
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et du matériel de transport)	102,41	112,58	128,28	137,83	147,13
Construction de machines et de matériel mécanique	107,99	118,19	133,94	144,31	153,05
Construction de machines de bureau et installations pour le traitement de l'information	91,49	100,12	116,92	128,67	129,75
Construction électrique et électronique	100,59	112,12	126,83	136,69	145,37
Construction d'automobiles et pièces détachées	120,08	131,71	146,54	159,92	172,60
Construction d'autre matériel de transport	115,78	128,62	144,76	161,70	170,50
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires	91,43	101,77	117,18	124,85	135,98
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	91,23	100,78	114,63	126,19	135,71
Industrie textile	85,20	93,87	107,06	116,67	123,07
Industrie du cuir	82,04	89,51	98,11	109,63	114,78
Industrie des chaussures et de l'habillement	68,32	77,97	85,44	97,29	102,88
Industrie du bois et du meuble en bois	88,45	99,16	115,35	126,93	133,64
Industrie du papier, imprimerie et édition	101,94	112,90	129,86	144,55	152,29
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	97,89	110,87	122,94	132,60	140,95
Total des industries manufacturières	99,83	111,45	125,28	136,52	144,32
dont : hommes	108,51	121,00	136,00	147,46	155,79
femmes	74,54	83,76	94,20	104,83	111,06
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	103,26	114,64	130,07	144,35	150,55
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	101,33	112,97	127,01	139,05	146,85

¹ Hommes seulement.
² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE ¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	30.708	34.166	38.503	42.401	46.997
Total des industries extractives	29.759	33.024	37.082	40.773	44.888
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	31.157	34.602	38.817	42.088	44.204
Raffinage de pétrole	35.352	39.894	42.787	49.318	51.512
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	35.757	40.091	44.027	48.461	51.016
Production et première transformation des métaux	31.502	34.226	39.533	42.028	44.915
Industrie des produits minéraux non métalliques	26.645	29.367	32.415	35.268	37.416
Industrie chimique	29.434	32.963	35.982	39.634	41.215
Production de fibres artificielles et synthétiques	36.399	39.970	42.932	46.486	49.025
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	26.085	28.777	32.639	34.713	37.187
Construction de machines et de matériel mécanique	27.431	30.013	33.846	36.025	38.612
Construction de machines de bureau et installations pour le traite- ment de l'information	21.672	24.658	29.143	—	32.397
Construction électrique et électronique	26.839	28.736	33.627	35.730	38.675
Construction d'automobiles et pièces détachées	29.853	31.700	35.001	37.992	41.589
Construction d'autre matériel de transport	28.493	31.212	35.205	38.024	40.935
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	26.496	28.284	31.603	33.996	35.499
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	24.906	26.661	29.750	32.233	34.694
Industrie textile	23.792	26.481	28.878	31.424	33.318
Industrie du cuir	23.925	27.046	30.286	32.270	33.889
Industrie des chaussures et de l'habillement	19.728	21.867	23.940	26.240	27.383
Industrie du bois et du meuble en bois	22.551	25.102	27.635	30.366	31.700
Industrie du papier, imprimerie et édition	25.609	27.901	31.626	34.353	36.583
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	26.506	29.206	31.900	34.350	36.763
Total des industries manufacturières	26.953	29.458	33.097	35.741	38.161
dont : hommes	29.972	32.706	36.761	39.583	42.270
femmes	17.078	18.839	21.112	23.173	24.722
Bâtiment et génie civil	25.338	27.766	31.041	33.933	35.935
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	26.802	29.302	32.903	35.573	37.957

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de l'I.N.S.* — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*.

Statistiques économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	} 177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5		185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1974 3 ^e trimestre	223,4	204,6	289,8	278,6	294,8	438,3	189,0	219,5
4 ^e trimestre	218,8	210,1	298,7	339,1	281,1	440,7	169,6	194,3
1975 1 ^{er} trimestre	196,7	187,2	278,4	281,0	277,4	444,8	171,6	180,9
2 ^e trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
3 ^e trimestre	204,2	192,8	252,7	212,2	270,6	435,7	188,9	164,4
4 ^e trimestre	204,8	184,6	250,3	204,5	270,5	444,2	197,7	152,8
1976 1 ^{er} trimestre	219,8	188,8	261,2	206,7	285,3	462,3	208,7	166,1
2 ^e trimestre	257,6	201,7	274,1	225,1	295,8	461,8	224,4	184,0
3 ^e trimestre	267,1	204,7	279,1	225,4	302,8	462,5	248,1	188,1
1975 Novembre	202,8	181,0	247,9	204,4	267,0	437,0	197,6	150,7
Décembre	206,9	182,0	254,9	200,9	278,8	459,3	203,2	156,1
1976 Janvier	213,1	185,8	257,9	203,9	281,7	459,4	208,7	160,3
Février	218,4	189,5	261,1	204,6	286,1	463,8	209,3	166,6
Mars	228,1	191,2	264,6	211,7	287,9	463,8	208,3	171,4
Avril	244,6	195,6	269,3	215,9	292,9	464,0	212,7	180,9
Mai	257,9	200,4	274,5	228,0	295,1	460,8	221,6	184,3
Juin	270,4	208,8	278,6	231,2	299,5	460,6	238,8	186,7
Juillet	274,9	212,2	281,7	230,4	304,2	461,4	252,1	190,5
Août	262,5	199,7	278,7	223,9	302,8	462,3	247,8	188,5
Septembre	263,8	202,1	277,0	221,7	301,4	463,8	244,5	185,4
Octobre	273,2	197,0	279,7	223,4	304,4	467,4	254,8	184,5
Novembre	277,3	199,2	281,0	230,5	303,2	467,2	256,1	181,1

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidérurgie	Métaux non-ferreux
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1974 3 ^e trimestre	245,0	347,7	268,2	171,9	171,5	226,2	520,0	192,0	175,8	191,2	264,0	155,3	285,1	168,3
1974 4 ^e trimestre	265,0	474,5	261,8	172,3	179,2	235,1	519,7	166,0	120,7	203,6	257,6	135,2	248,4	140,2
1975 1 ^{er} trimestre	238,1	364,3	203,4	192,8	197,8	255,9	517,5	161,2	94,9	236,6	263,6	138,5	196,7	138,6
1975 2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
1975 3 ^e trimestre	215,4	232,6	170,4	184,6	191,3	222,9	517,6	179,6	167,8	234,0	230,5	154,5	177,7	125,5
1975 4 ^e trimestre	217,4	214,9	153,2	191,5	200,2	221,7	529,6	191,4	173,6	234,0	212,2	148,9	161,6	118,7
1976 1 ^{er} trimestre	208,4	222,8	148,3	208,9	201,1	213,2	558,3	207,7	168,2	234,0	233,6	173,6	177,3	124,1
1976 2 ^e trimestre	203,6	269,4	148,3	191,9	205,8	213,7	557,4	226,0	208,1	234,0	258,4	195,8	184,9	144,5
1976 3 ^e trimestre	192,8	269,2	172,9	192,0	206,5	214,4	558,0	259,1	212,8	234,0	268,4	192,8	183,7	150,5
1975 Novembre	218,6	214,2	151,2	191,8	201,9	228,2	517,4	190,1	187,4	234,0	205,0	146,3	159,7	119,2
1975 Décembre	209,1	211,7	148,4	197,4	200,6	211,9	554,6	200,1	164,3	234,0	224,2	157,1	164,5	117,1
1976 Janvier	205,6	217,5	148,4	212,4	200,9	212,5	554,6	207,9	165,5	234,0	225,8	163,8	172,2	119,7
1976 Février	209,0	216,6	148,4	213,3	201,5	213,6	560,1	208,5	167,9	234,0	238,2	175,5	177,8	122,4
1976 Mars	210,7	234,5	148,1	201,3	200,9	213,6	560,1	206,7	171,0	234,0	236,8	181,6	181,9	130,4
1976 Avril	202,8	249,8	144,1	191,9	207,4	214,3	560,1	211,2	190,9	234,0	251,5	184,4	186,5	142,0
1976 Mai	201,4	277,8	145,6	192,8	206,9	213,6	556,0	221,8	210,5	234,0	260,9	194,7	184,1	144,7
1976 Juin	206,8	280,4	155,5	191,0	203,2	213,2	556,0	244,9	222,9	234,0	262,6	208,2	184,0	146,7
1976 Juillet	207,6	274,0	174,2	189,6	201,0	213,2	557,0	264,5	216,3	234,0	263,6	194,3	185,5	157,0
1976 Août	191,5	267,7	170,3	192,0	204,9	214,6	557,8	258,8	211,3	234,0	269,0	193,7	185,9	149,5
1976 Septembre	179,1	265,7	174,0	194,3	213,8	215,5	559,4	254,2	210,7	234,0	272,6	190,4	179,8	145,0
1976 Octobre	172,5	273,1	167,0	197,1	219,6	217,4	563,5	267,9	220,7	234,0	278,9	204,8	181,1	136,0
1976 Novembre	168,0	287,9	179,2	194,5	223,8	209,1	566,6	263,8	281,7	234,0	277,9	213,0	168,3	135,1

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabrication		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6
1974 3 ^e trimestre ..	137,0	124,5	119,7	129,3	140,5	140,8	146,9	160,9	137,6	145,8	122,3	129,1	147,7	148,8	131,0
4 ^e trimestre ..	137,4	129,2	127,1	131,2	139,7	141,9	142,4	164,6	136,3	140,2	127,2	131,5	143,1	145,9	133,6
1975 1 ^{er} trimestre ..	135,7	124,0	136,9	113,1	139,0	142,1	138,9	169,9	132,0	136,0	129,5	134,4	141,7	143,2	134,6
2 ^e trimestre ..	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
3 ^e trimestre ..	137,9	135,0	143,7	127,4	138,8	142,8	136,8	169,0	127,7	137,4	132,1	137,8	142,5	140,5	135,4
4 ^e trimestre ..	140,2	142,4	150,8	135,1	139,9	143,7	137,6	169,1	126,9	139,1	134,8	140,9	143,6	140,5	137,2
1976 1 ^{er} trimestre ..	143,9	147,9	157,5	139,5	143,1	145,6	143,0	169,4	130,1	142,2	138,7	144,7	148,0	144,9	139,0
2 ^e trimestre ..	146,4	147,6	152,1	143,7	146,3	148,4	147,2	172,3	133,6	146,3	137,2	151,0	152,5	150,4	140,0
3 ^e trimestre ..	148,3	148,0	150,2	146,0	148,6	151,3	148,4	174,5	134,4	154,2	136,5	151,5	155,1	153,2	141,7
1975 Octobre	139,4	140,8	148,0	134,5	139,2	143,7	136,4	169,3	126,2	139,0	133,6	140,5	142,9	139,7	136,7
Novembre	139,8	141,0	150,4	132,8	139,7	143,6	137,4	169,0	126,4	139,1	135,4	140,5	143,5	140,1	137,2
Décembre	141,5	145,4	154,1	137,8	140,7	143,9	139,0	169,0	128,1	139,1	135,4	141,6	144,4	141,7	137,6
1976 Janvier	142,7	147,3	157,5	138,3	141,7	144,9	140,3	168,9	128,6	141,8	138,5	141,6	145,7	143,2	138,3
Février	143,3	146,9	157,5	137,6	142,6	145,0	142,5	169,1	129,9	141,9	138,8	141,6	147,2	144,7	138,4
Mars	145,8	149,6	157,7	142,5	145,0	147,1	146,0	170,3	131,8	142,9	138,9	151,0	151,1	146,7	140,2
Avril	145,4	145,8	156,1	136,9	145,4	147,1	146,9	171,2	133,3	143,2	137,9	151,0	151,2	148,6	139,9
Mai	145,9	147,4	150,6	144,4	145,7	147,7	146,2	172,7	133,1	144,1	135,7	151,0	151,5	149,3	139,8
Juin	148,1	149,6	149,5	149,7	147,9	150,4	148,5	173,0	134,3	151,5	138,1	151,0	154,7	153,2	140,3
Juillet	147,9	146,2	143,9	148,4	148,5	150,9	149,5	173,8	134,9	154,0	136,3	151,0	155,4	153,7	141,0
Août	148,1	148,3	152,7	144,2	148,3	150,9	147,9	174,0	134,6	153,3	136,7	151,0	154,2	152,9	141,7
Septembre ...	149,0	149,5	154,1	145,3	149,0	152,1	147,9	175,7	133,7	155,2	136,5	152,6	155,8	153,0	142,5
Octobre	149,7	156,9	153,1	160,4	148,2	151,9	144,8	174,7	131,2	152,6	137,4	154,7	153,7	151,6	142,6

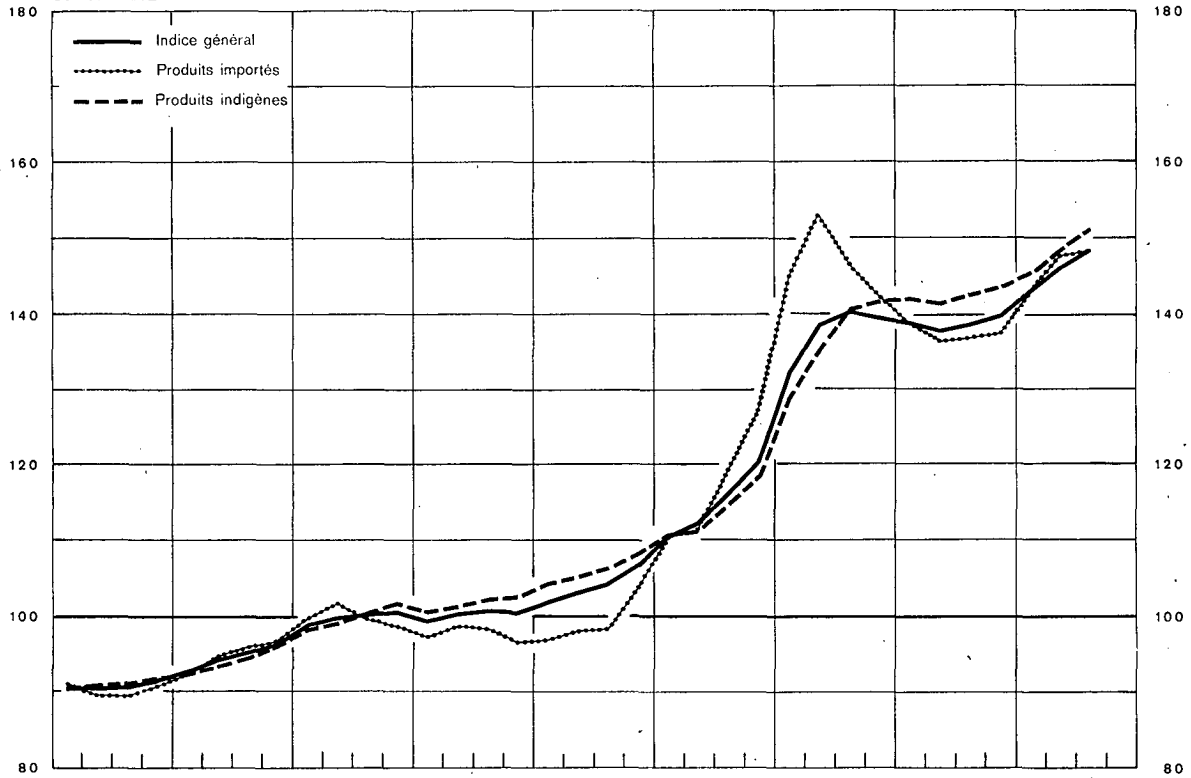
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

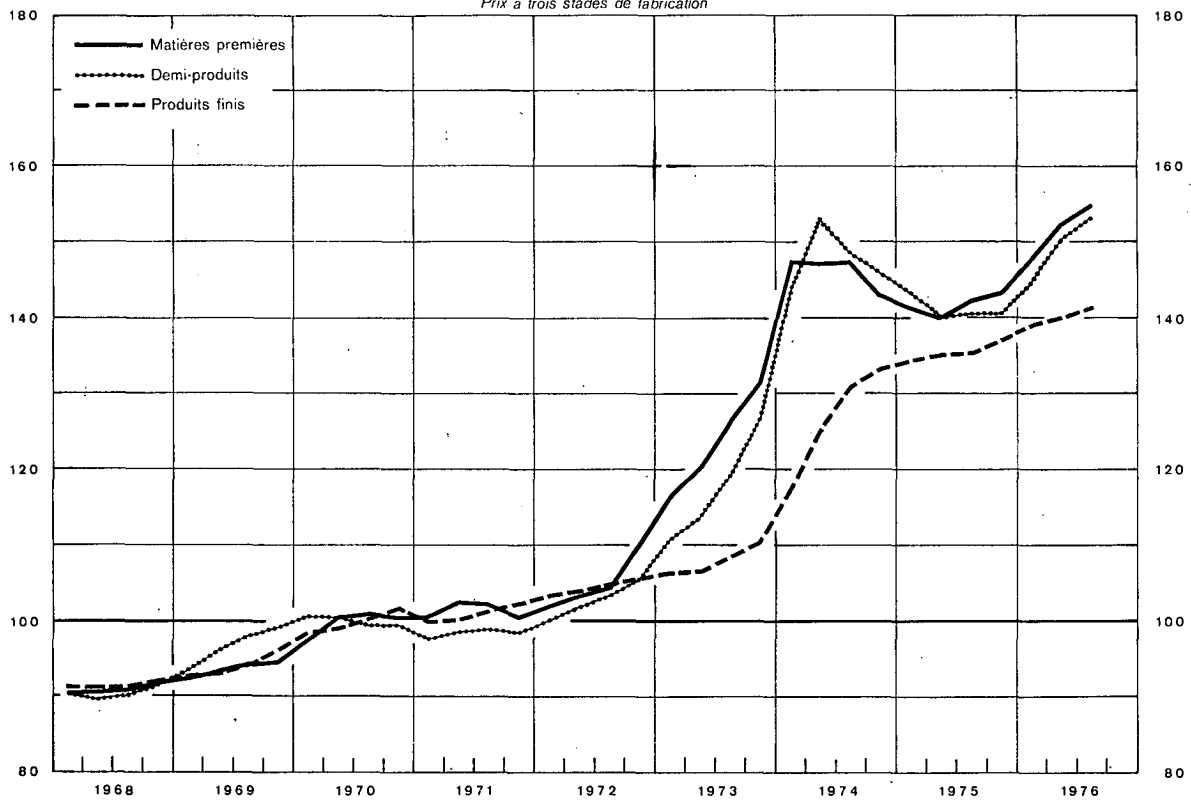
Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



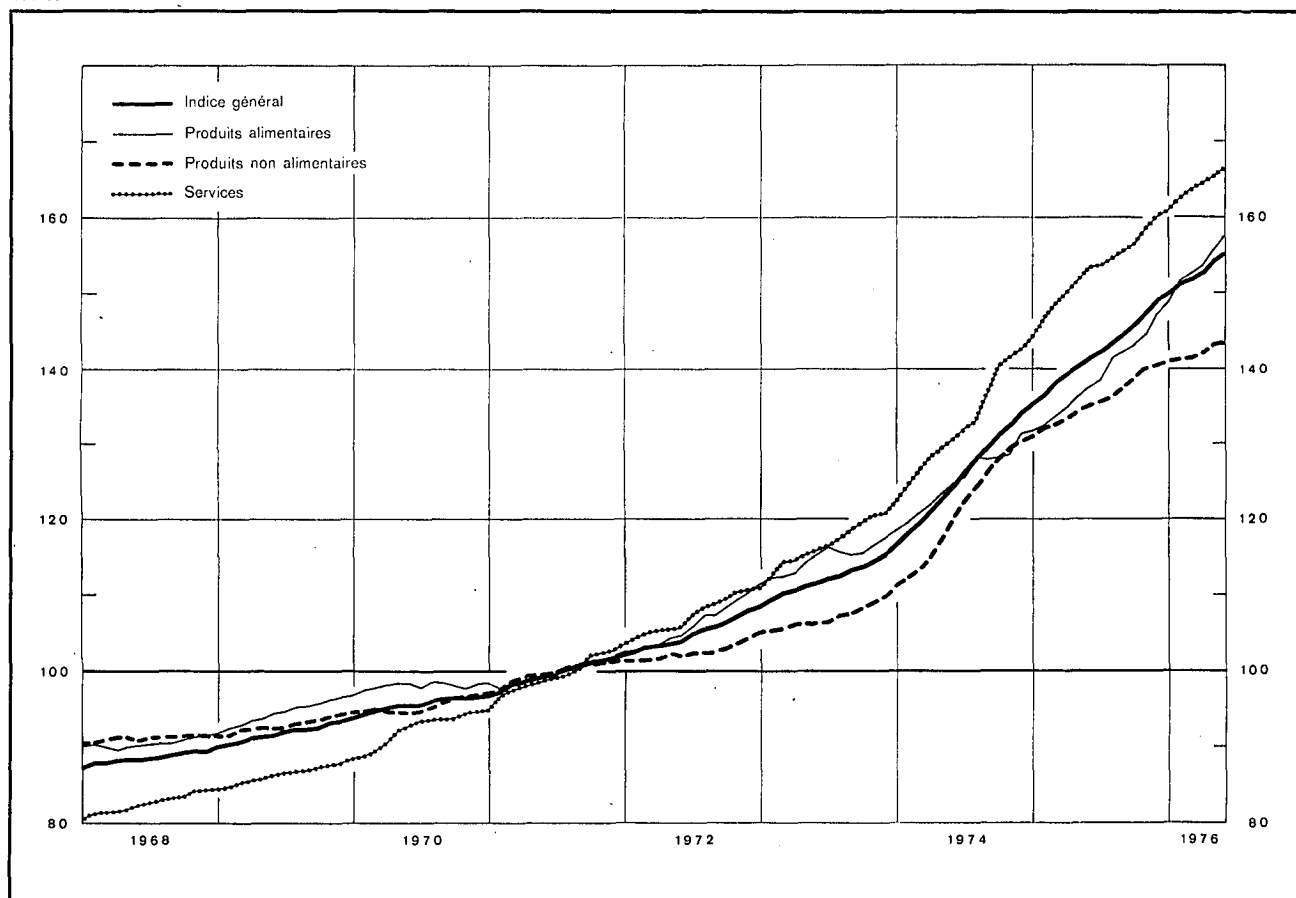
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES *Prix à trois stades de fabrication*



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100

Source : M.A.E.



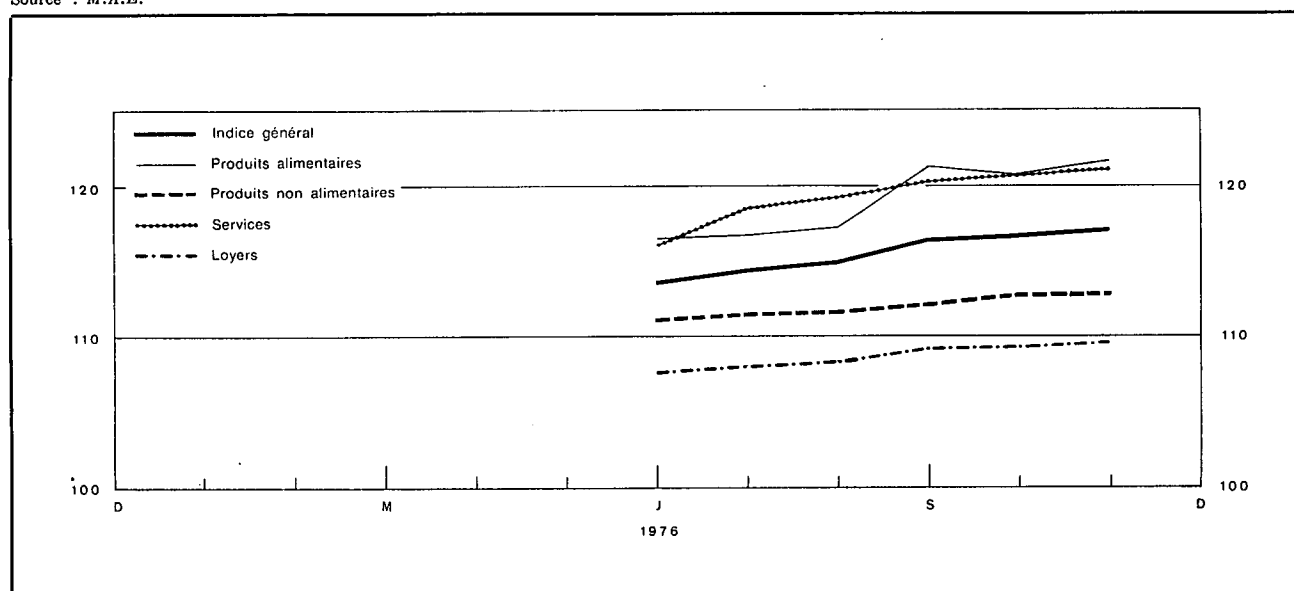
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
Coefficients de pondération en p.c. de l'indice général								
jusque février 1972	100,00		41,56		37,01		21,43	
de mars 1972 à mai 1976	100,00		30,00		40,00		30,00	
1968	88,89		90,64		91,41		82,78	
1969	92,23		94,83		93,18		86,62	
1970	95,84		98,13		95,67		92,69	
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1975	143,31		140,08		136,55		154,07	
		1975		1976		1975		1976
1 ^{er} trimestre	137,92	152,05	133,65	152,59	132,82	141,70	148,49	163,41
2 ^e trimestre	141,55		137,35		135,11		152,76	
3 ^e trimestre	144,79		142,36		137,53		155,26	
4 ^e trimestre	148,97		148,95		140,76		159,76	
Janvier	136,59	151,38	132,31	151,75	132,13	141,38	146,75	162,33
Février	138,13	151,90	133,74	152,37	132,89	141,54	148,72	163,55
Mars	139,04	152,87	134,89	153,65	133,43	142,18	149,99	164,36
Avril	140,59	154,27	136,18	155,87	134,50	143,26	151,63	165,27
Mai	141,77	155,40	137,62	157,59	135,08	143,93	153,27	166,54
Juin	142,28		138,26		135,74		153,38	
Juillet	143,65		141,82		136,12		154,31	
Août	144,74		142,14		137,46		155,27	
Septembre	145,98		143,13		139,00		156,21	
Octobre	147,64		144,63		140,34		158,28	
Novembre	149,23		147,33		140,86		160,03	
Décembre	150,03		148,95		141,09		160,97	

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1976 3 ^e trimestre	115,32	118,43	111,73	119,37	108,53
1976 Juin	113,61	116,54	111,07	116,02	107,60
Juillet	114,53 ¹	116,73 ¹	111,48	118,53	107,98
Août	114,97 ¹	117,25 ¹	111,63	119,33	108,44
Septembre	116,46	121,31	112,07	120,24	109,16
Octobre	116,72	120,65	112,79	120,65	109,34
Novembre	117,16	121,71	112,86	121,12	109,60

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,87. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

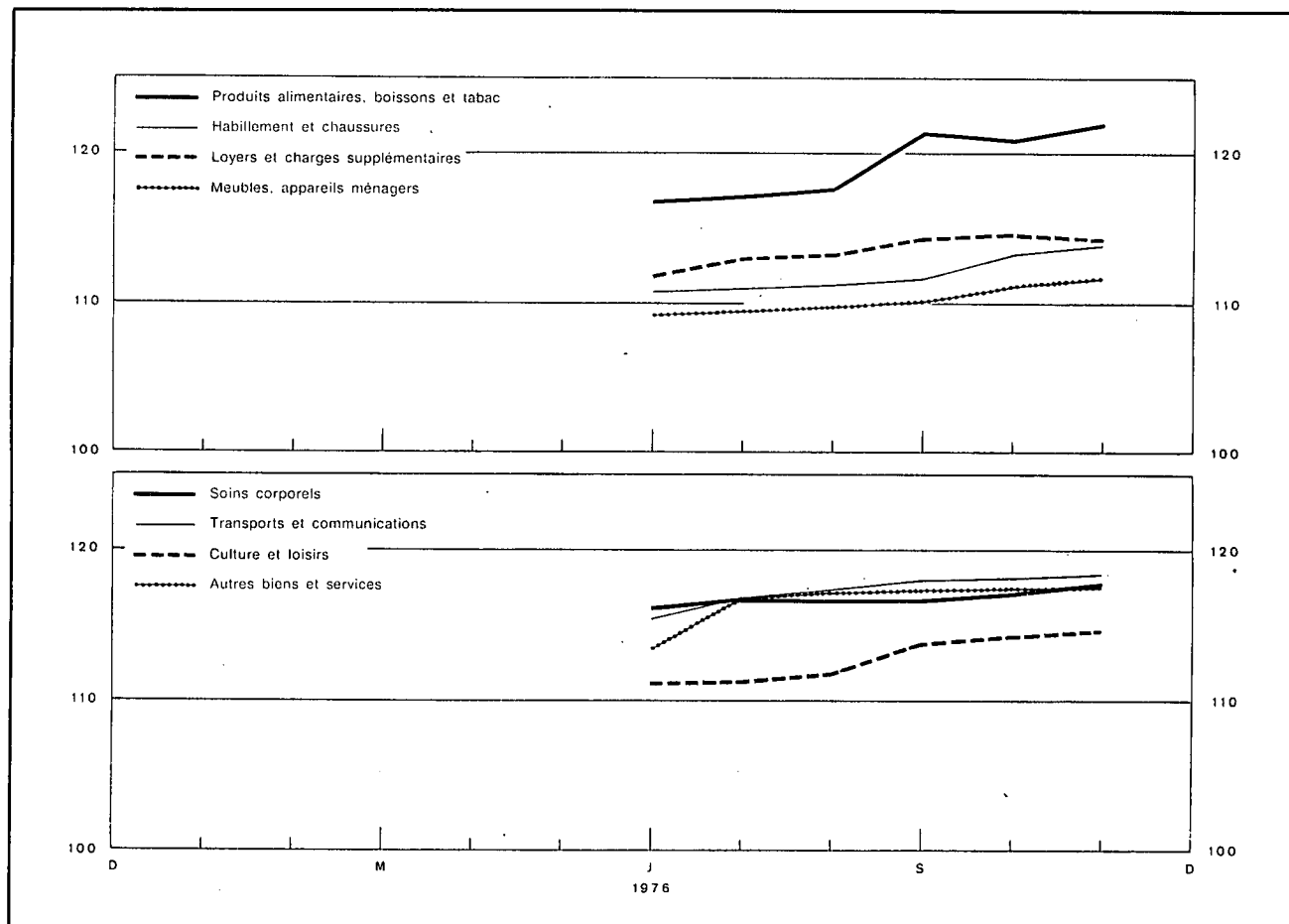
à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.
¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

VII - 4c. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1976 3 ^e trimestre	115,32	118,69	111,26	113,56	109,79	116,63	117,41	112,30	117,12
1976 Juin	113,61	116,83	110,74	111,85	109,23	116,18	115,43	111,12	113,45
Juillet	114,53 ¹	117,06 ¹	111,01	112,98	109,48	116,65	116,78	111,30	116,74
Août	114,97 ¹	117,57 ¹	111,20	113,32	109,81	116,63	117,43	111,81	117,26
Septembre	116,46	121,45	111,56	114,38	110,08	116,60	118,02	113,80	117,35
Octobre	116,72	120,95	113,23	114,64	111,11	117,14	118,09	114,36	117,41
Novembre	117,16	122,05	113,86	114,21	111,56	117,87	118,37	114,71	117,49

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,37. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

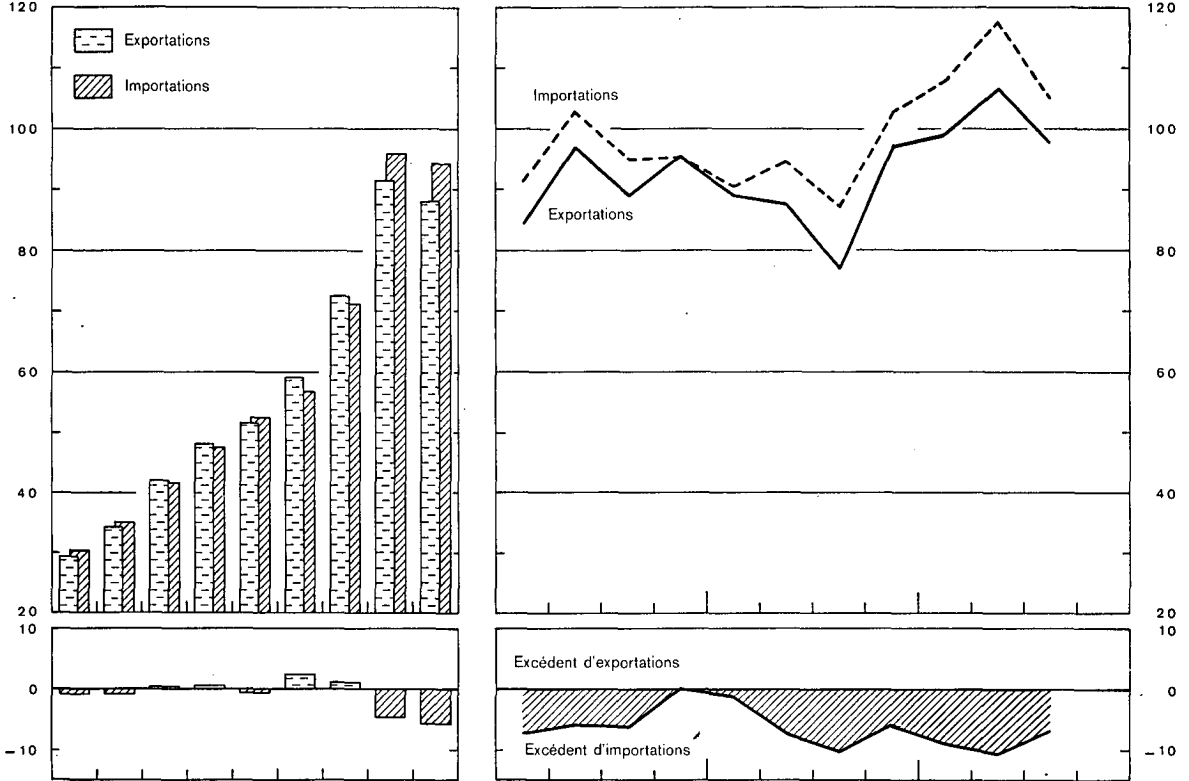
Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*.

— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

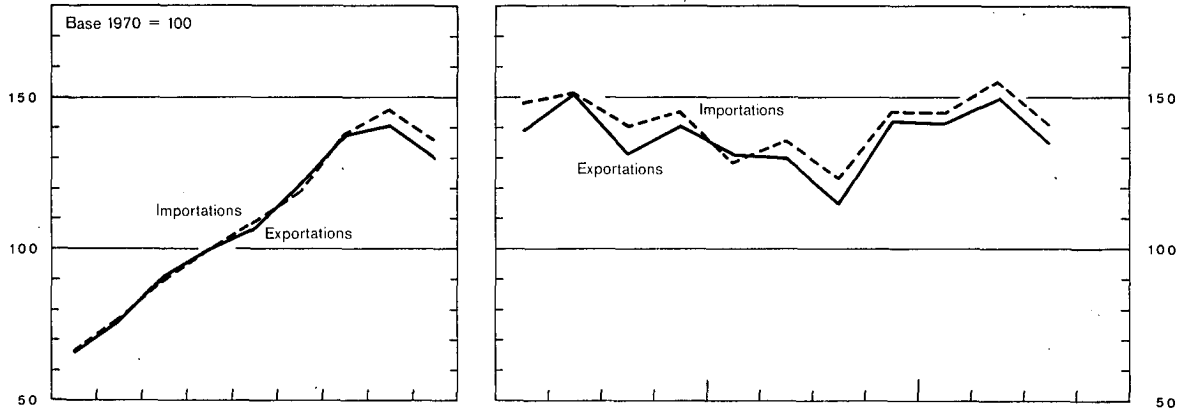
VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE
Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.

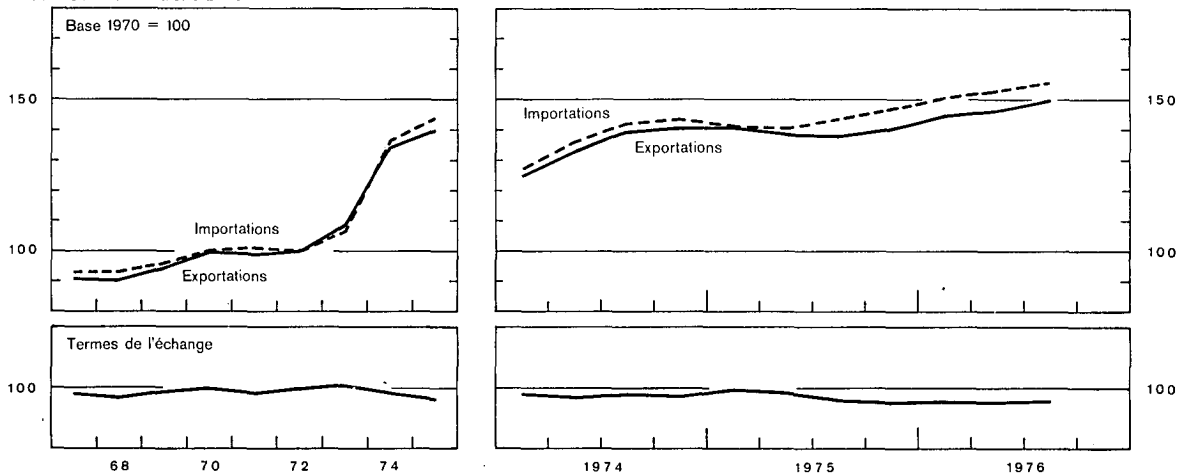


Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		importations	du volume		des prix à		des termes de l'échange ^{1}
				importations		exportations	l'importation	l'exportation	
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1974 3 ^e trimestre	95,1	88,9	- 6,2	93	141,4	132,2	142,7	139,9	98,0
4 ^e trimestre	97,6	96,1	- 1,5	99	145,7	141,2	144,0	140,7	97,7
1975 1 ^{er} trimestre	90,4	89,3	- 1,1	99	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
2 ^e trimestre	94,8	87,9	- 6,9	93	136,1	130,4	141,4	139,5	98,7
3 ^e trimestre	87,6	77,6	- 10,0	89	123,8	115,2	144,0	138,6	96,3
4 ^e trimestre	103,1	97,5	- 5,6	95	145,8	142,5	147,0	140,5	95,6
1976 1 ^{er} trimestre	108,4	99,5	- 8,9	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
2 ^e trimestre	117,9	107,4	- 10,4	91	156,4	149,9	153,5	146,8	95,6
3 ^e trimestre	104,8	98,2	- 6,6	94	141,3	134,8	156,1	150,1	96,2
1975 10 premiers mois	92,9	86,4	- 6,5	93					
11 premiers mois	93,3	87,0	- 6,3	93					
12 mois	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976 1 ^{er} mois	104,3	90,2	- 14,1	87					
2 premiers mois	103,2	93,0	- 10,2	90					
3 premiers mois	108,5	99,5	- 9,0	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
4 premiers mois	111,2	100,9	- 10,3	91					
5 premiers mois	111,4	101,2	- 10,2	91					
6 premiers mois	113,3	103,5	- 9,8	91	150,7	145,4	152,2	145,7	95,7
7 premiers mois	111,6	101,9	- 9,7	91					
8 premiers mois	110,9	99,9	- 11,0	90					
9 premiers mois	111,9	101,8	- 10,1	91	147,5	141,9	153,5	147,2	95,9
10 premiers mois	112,4	103,9	- 8,5	92					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chimiq- ues	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pétro- lière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Car- rières	Mater. de cons- truction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Céra- miques	Ciments	Divers	Total
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1974 3 ^e trimestre	20,59	14,32	7,96	13,76	6,00	4,56	2,96	4,00	3,23	1,81	1,71	1,21	0,55	0,73	0,38	0,32	0,35	0,14	0,22	0,16	3,43	88,40
4 ^e trimestre	24,54	16,15	9,44	12,91	5,53	4,75	2,85	3,52	3,35	2,49	1,98	1,20	0,64	0,90	0,40	0,35	0,36	0,24	0,21	0,12	3,57	95,49
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	9,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
2 ^e trimestre	26,29	10,82	8,42	11,82	3,88	4,56	2,70	3,65	3,51	1,95	1,94	1,00	0,54	0,96	0,40	0,34	0,38	0,20	0,23	0,11	3,57	87,26
3 ^e trimestre	23,00	7,82	8,54	10,85	3,27	4,62	2,80	3,96	3,12	1,88	1,58	0,89	0,48	0,84	0,34	0,29	0,28	0,12	0,21	0,11	3,17	77,12
4 ^e trimestre	28,78	9,36	9,63	13,14	4,49	6,34	3,90	5,54	3,34	2,26	2,23	1,13	0,57	1,00	0,42	0,35	0,39	0,14	0,23	0,11	4,09	97,45
1976 1 ^{er} trimestre	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
2 ^e trimestre	33,75	11,33	10,18	14,87	5,13	5,54	4,39	3,46	4,19	2,52	2,16	1,34	0,66	0,97	0,47	0,42	0,31	0,13	0,30	0,16	4,70	106,98
3 ^e trimestre	27,34	10,49	8,67	14,27	5,01	5,38	3,96	6,65	3,91	2,26	1,76	1,19	0,64	0,79	0,39	0,37	0,30	0,15	0,25	0,17	4,30	98,25
1975 9 premiers mois	24,64	10,71	8,31	11,60	3,71	4,80	2,78	3,59	3,42	1,97	1,80	0,97	0,52	0,89	0,37	0,32	0,35	0,18	0,22	0,11	3,46	84,71
10 premiers mois	25,11	10,57	8,50	11,78	3,76	4,97	3,03	3,84	3,42	2,01	1,85	0,99	0,53	0,92	0,37	0,32	0,35	0,17	0,23	0,11	3,50	86,33
11 premiers mois	25,34	10,37	8,56	11,81	3,82	5,16	3,19	3,99	3,39	2,02	1,86	1,00	0,53	0,98	0,37	0,33	0,36	0,17	0,23	0,11	3,52	87,03
12 mois	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976 1 ^{er} mois	26,96	9,88	8,51	13,31	3,39	5,45	3,13	3,84	3,67	2,16	1,69	1,04	0,47	0,90	0,34	0,30	0,32	0,16	0,20	0,09	4,55	89,86
2 premiers mois	28,57	9,74	9,06	13,41	3,46	5,40	3,58	3,65	3,35	2,20	1,82	1,09	0,49	0,90	0,33	0,31	0,28	0,15	0,22	0,08	4,25	92,34
3 premiers mois	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
4 premiers mois	31,88	10,55	10,11	14,15	4,13	5,86	3,77	3,00	3,64	2,43	2,05	1,20	0,61	0,99	0,38	0,36	0,34	0,13	0,26	0,11	4,53	100,47
5 premiers mois	32,05	10,59	10,18	14,07	4,27	5,67	3,94	2,85	3,73	2,42	2,07	1,22	0,63	0,99	0,40	0,37	0,33	0,13	0,26	0,11	4,61	100,88
6 premiers mois	32,55	10,83	10,13	14,46	4,50	5,70	4,10	3,48	3,87	2,46	2,05	1,25	0,63	0,98	0,42	0,38	0,32	0,13	0,27	0,12	4,63	103,30
7 premiers mois	31,53	10,66	9,85	14,35	4,52	5,63	4,29	3,64	3,80	2,43	2,02	1,23	0,63	0,95	0,41	0,37	0,32	0,13	0,27	0,12	4,57	101,71
8 premiers mois	30,56	10,41	9,47	14,23	4,53	5,56	3,95	3,98	3,89	2,38	1,94	1,20	0,62	0,91	0,40	0,37	0,31	0,13	0,26	0,12	4,43	97,42
9 premiers mois	30,89	10,66	9,63	14,41	4,68	5,63	4,06	4,54	3,90	2,40	1,97	1,23	0,64	0,92	0,41	0,38	0,32	0,14	0,26	0,13	4,54	101,72

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1974 3 ^e trimestre ..	64,42	17,56	2,63	5,31	2,74	0,96	0,33	1,23	0,24	2,05	0,62	9,49	3,52	3,69	7,54	1,82	4,69	18,46	2,17	3,13	1,80	11,36	11,06	0,70	94,64
4 ^e trimestre ..	65,12	18,91	2,37	6,35	2,60	0,92	0,35	1,23	0,27	2,12	0,63	8,63	3,27	3,72	6,68	1,94	5,13	19,73	2,39	3,54	2,00	11,80	12,55	0,76	98,16
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95
2 ^e trimestre ..	57,08	17,24	2,40	5,55	3,21	0,94	0,36	0,94	0,30	2,11	0,53	6,28	1,73	3,42	5,39	1,96	4,74	20,67	2,67	3,70	1,89	12,41	12,31	1,42	91,48
3 ^e trimestre ..	52,24	14,77	2,10	5,17	2,58	0,79	0,28	0,76	0,24	1,90	0,44	7,59	1,90	2,60	4,39	1,67	4,62	20,27	2,49	3,50	1,86	12,41	10,85	1,47	84,83
4 ^e trimestre ..	65,41	18,95	2,69	6,84	3,80	1,07	0,35	0,93	0,29	2,18	0,52	8,05	2,89	3,64	6,70	1,90	4,61	22,94	3,16	4,25	2,10	13,43	13,92	0,82	103,09
1976 1 ^{er} trimestre ..	65,82	20,51	3,25	5,91	4,27	1,19	0,48	1,09	0,33	2,08	0,61	5,90	2,34	4,06	7,11	1,89	4,80	25,35	3,26	4,05	2,32	15,72	12,14	1,19	104,50
2 ^e trimestre ..	75,27	23,99	3,54	5,96	4,83	1,28	0,50	1,21	0,30	2,31	0,53	7,92	4,27	4,01	7,76	2,01	4,85	25,68	3,30	4,60	2,15	15,63	12,65	1,26	114,86
3 ^e trimestre ..	67,51	20,53	2,89	6,36	4,10	1,11	0,40	1,03	0,31	2,00	0,48	10,29	1,56	3,56	6,66	1,79	4,44	24,44	3,10	4,68	1,92	14,74	11,43	1,44	104,82

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1974		1975				1976		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	156,2	157,4	150,9	149,0	152,1	155,1	159,0	163,1	165,2
Biens de consommation ...	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	122,0	127,1	127,8	127,9	131,8	134,9	137,8	137,8	142,1
Biens d'équipement	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	120,3	121,2	125,8	128,6	132,2	133,3	136,8	136,9	136,1
Ensemble ...	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	142,7	144,0	142,0	141,4	144,0	147,0	150,8	153,5	156,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	156,5	165,1	158,3	144,1	137,4	133,2	138,6	147,8	153,6
Fabrications métalliques ...	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	126,9	130,5	137,2	136,9	139,0	143,1	145,7	148,5	144,6
Métaux non ferreux	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	129,0	116,8	97,6	92,8	95,4	93,8	94,2	102,1	110,7
Textiles	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	129,2	131,2	129,6	125,4	126,7	125,6	128,3	128,5	132,9
Produits chimiques	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	148,1	144,7	149,8	147,8	140,9	142,0	151,9	152,7	152,4
Industrie houillère	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	114,0	144,3	163,2	116,3	153,0	153,1	162,4	176,4	137,8
Industrie pétrolière	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	256,4	244,9	225,1	254,9	268,2	282,9	298,4	302,0	313,5
Verres et glaces	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	112,3	115,4	116,8	119,6	119,0	120,2	120,0	120,6	120,9
Produits agricoles	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	121,7	126,9	130,4	132,8	135,3	141,1	147,3	143,8	147,2
Ciments	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	167,8	166,5	158,3	160,0	163,4	160,5	166,4	166,5	165,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	119,2	125,3	129,6	134,2	135,2	137,2	142,9	143,8	149,7
Carrières	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	128,1	132,7	131,5	133,9	138,5	146,8	144,2	142,5	145,0
Céramiques	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	157,5	160,8	171,9	173,4	176,7	175,0	186,2	184,3	193,7
Bois et meubles	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	131,2	134,0	134,4	134,6	136,4	139,0	137,8	141,0	143,9
Peaux, cuirs et chaussures .	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	126,6	116,7	118,1	113,3	119,6	120,4	128,3	139,9	146,9
Papier et livres	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	147,9	152,7	152,3	150,8	147,8	148,0	148,8	146,5	150,1
Tabacs manufacturés	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	143,1	138,9	145,1	151,4	140,6	147,4	145,2	129,2	140,5
Caoutchouc	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	138,4	140,4	144,3	143,4	144,2	143,9	145,2	147,3	147,4
Industries alimentaires	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	137,5	148,1	150,9	146,5	142,3	143,1	141,7	140,5	144,0
Divers	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	175,8	185,1	178,8	197,3	202,7	168,6	179,4	196,7	193,0	187,9
Ensemble ...	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	139,9	140,7	141,7	139,5	138,6	140,5	144,6	146,8	150,1
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	98,0	97,7	99,8	98,7	96,3	95,6	95,9	95,6	96,2

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1974		1975				1976		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	132,7	133,9	114,7	121,8	110,2	133,3	130,0	145,0	129,4
Biens de consommation ...	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	162,1	166,3	168,8	172,0	165,3	181,8	196,5	199,6	183,2
Biens d'équipement	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	148,3	168,5	141,1	151,2	129,5	150,9	142,1	146,1	133,6
Ensemble ...	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	141,4	145,7	128,9	136,1	123,8	145,8	144,9	156,4	141,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	128,6	137,3	119,0	105,1	80,2	98,6	103,2	108,1	96,1
Fabrications métalliques ...	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	126,3	146,5	136,5	147,8	126,8	154,1	161,6	173,4	140,3
Métaux non ferreux	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	108,8	110,2	102,3	103,7	86,8	119,5	100,9	125,0	112,3
Textiles	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	110,8	128,7	123,2	119,8	106,4	136,9	140,1	141,8	117,3
Produits chimiques	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	188,1	175,7	164,4	161,0	156,3	186,7	183,6	196,7	189,4
Industrie houillère	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	80,6	114,7	90,4	111,9	55,8	59,4	54,5	49,3	70,1
Industrie pétrolière	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	133,4	126,5	121,3	124,9	129,5	170,3	105,2	102,9	190,8
Verres et glaces	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	111,3	107,8	95,7	86,7	77,4	98,0	100,9	114,1	101,5
Produits agricoles	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	148,4	150,9	161,5	139,1	136,7	180,4	163,4	152,9	147,4
Ciments	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	113,0	87,3	61,3	66,4	72,9	71,0	56,5	110,8	120,8
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	127,2	130,6	122,5	124,1	106,5	124,8	118,3	141,6	122,4
Carrières	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	125,7	125,6	118,2	126,7	103,9	120,6	107,2	138,5	111,4
Céramiques	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	121,5	114,4	98,3	120,4	114,9	109,8	115,8	143,7	112,5
Bois et meubles	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	143,7	163,8	152,8	159,0	127,7	175,7	173,8	184,3	146,7
Peaux, cuirs et chaussures .	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	106,3	128,2	110,9	114,8	99,8	113,9	112,6	113,6	105,7
Papier et livres	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	135,6	143,1	120,2	114,2	113,2	134,7	146,2	155,0	135,8
Tabacs manufacturés	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	193,0	205,1	205,4	196,5	157,2	208,1	181,9	186,3	166,0
Caoutchouc	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	181,0	214,2	208,1	226,7	196,7	235,8	230,8	220,9	179,1
Industries alimentaires	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	160,0	154,0	160,9	163,5	149,3	160,1	169,0	202,8	185,3
Divers	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	119,7	122,6	115,2	111,6	107,9	129,5	127,2	135,5	123,8
Ensemble ...	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	132,2	141,2	131,7	130,4	115,2	142,5	140,9	149,9	134,8

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1974 3 ^e trimestre	20,90	19,32	- 1,58	15,48	17,14	+ 1,66	15,41	15,16	- 0,25
4 ^e trimestre	21,46	20,10	- 1,36	17,15	18,27	+ 1,12	15,95	16,96	+ 1,01
1975 1 ^{er} trimestre	20,15	19,05	- 1,10	16,12	16,03	- 0,09	15,75	15,00	- 0,75
2 ^e trimestre	21,00	19,92	- 1,08	17,23	17,04	- 0,19	15,79	15,43	- 0,36
3 ^e trimestre	18,97	18,00	- 0,97	14,47	14,51	+ 0,04	14,75	13,42	- 1,33
4 ^e trimestre	22,68	21,52	- 1,16	17,75	19,79	+ 2,04	16,85	16,47	- 0,38
1976 1 ^{er} trimestre	24,62	23,53	- 1,09	19,12	21,93	+ 2,81	19,79	16,26	- 3,53
2 ^e trimestre	26,04	25,47	- 0,57	19,85	23,52	+ 3,67	18,54	18,04	- 0,50
3 ^e trimestre	24,21	23,59	- 0,62	16,09	19,59	+ 3,50	15,74	16,60	+ 0,86
1975 10 premiers mois	20,48	19,34	- 1,14	16,26	16,22	- 0,04	15,65	14,84	- 0,81
11 premiers mois	20,56	19,44	- 1,12	16,24	16,46	+ 0,22	15,74	14,98	- 0,76
12 mois	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1976 1 ^{er} mois	20,80	20,77	- 0,03	17,31	18,60	+ 1,29	17,58	15,11	- 2,47
2 premiers mois	23,26	21,81	- 1,45	17,96	20,10	+ 2,14	18,17	15,36	- 2,81
3 premiers mois	24,62	23,53	- 1,09	19,12	21,93	+ 2,81	19,79	16,26	- 3,53
4 premiers mois	25,48	23,97	- 1,51	19,34	22,23	+ 2,89	20,41	16,77	- 3,64
5 premiers mois	25,45	24,00	- 1,45	19,19	22,40	+ 3,21	20,11	16,86	- 3,25
6 premiers mois	25,33	24,50	- 0,83	19,48	22,73	+ 3,25	19,17	17,15	- 2,02
7 premiers mois	24,95	24,11	- 0,84	19,14	22,34	+ 3,20	18,17	16,65	- 1,52
8 premiers mois	24,51	23,75	- 0,76	18,36	21,39	+ 3,03	17,91	16,36	- 1,55
9 premiers mois	24,96	24,19	- 0,77	18,35	21,68	+ 3,33	18,03	16,96	- 1,07
10 premiers mois	25,38	24,50	- 0,88	18,47	22,02	+ 3,55	18,93	17,36	- 1,57
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1974 3 ^e trimestre	3,56	3,85	+ 0,31	5,22	4,81	- 0,41	61,16	61,58	+ 0,42
4 ^e trimestre	3,62	3,80	+ 0,18	5,40	5,76	+ 0,36	64,32	66,12	+ 1,80
1975 1 ^{er} trimestre	3,43	3,19	- 0,24	5,35	5,77	+ 0,42	61,53	60,41	- 1,12
2 ^e trimestre	3,55	3,18	- 0,37	5,97	5,51	- 0,46	64,19	62,30	- 1,89
3 ^e trimestre	3,83	3,02	- 0,81	5,12	5,14	+ 0,02	57,86	55,17	- 2,69
4 ^e trimestre	3,87	4,78	+ 0,91	6,87	6,33	- 0,54	68,88	70,63	+ 1,75
1976 1 ^{er} trimestre	4,12	4,66	+ 0,54	7,56	5,52	- 2,04	76,10	73,59	- 2,51
2 ^e trimestre	4,27	5,06	+ 0,79	8,15	6,01	- 2,14	77,94	79,59	+ 1,65
3 ^e trimestre	4,46	4,49	+ 0,03	6,85	6,04	- 0,81	68,23	72,31	+ 4,08
1975 10 premiers mois	3,66	3,26	- 0,40	5,72	5,49	- 0,23	62,50	60,56	- 1,94
11 premiers mois	3,66	3,39	- 0,27	5,79	5,66	- 0,13	62,72	61,27	- 1,45
12 mois	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1976 1 ^{er} mois	3,51	3,88	+ 0,37	7,76	5,47	- 2,29	67,83	65,19	- 2,64
2 premiers mois	3,83	4,12	+ 0,29	6,86	5,46	- 1,40	70,94	68,40	- 2,54
3 premiers mois	4,12	4,66	+ 0,54	7,56	5,52	- 2,04	76,10	73,59	- 2,51
4 premiers mois	4,14	4,75	+ 0,61	7,72	5,64	- 2,08	78,02	74,97	- 3,05
5 premiers mois	4,16	4,72	+ 0,56	7,75	5,53	- 2,22	77,63	75,05	- 2,58
6 premiers mois	4,20	4,86	+ 0,66	7,86	5,76	- 2,10	77,02	76,59	- 0,43
7 premiers mois	4,23	4,80	+ 0,57	7,69	5,81	- 1,88	75,15	75,31	+ 0,16
8 premiers mois	4,26	4,65	+ 0,39	7,59	5,73	- 1,86	73,58	73,50	- 0,08
9 premiers mois	4,28	4,74	+ 0,46	7,52	5,86	- 1,66	74,09	75,16	+ 1,07
10 premiers mois	4,36	4,85	+ 0,49	7,66	6,18	- 1,48	75,73	76,71	+ 0,98

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E. 1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,74	71,96	+ 2,22	6,29	5,13	- 1,16	4,31	3,03	- 1,28
1975	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1974 3 ^e trimestre	66,50	68,94	+ 2,44	5,91	5,12	- 0,79	4,71	3,07	- 1,64
4 ^e trimestre	70,91	74,65	+ 3,74	5,58	5,36	- 0,22	4,74	3,23	- 1,51
1975 1 ^{er} trimestre	67,68	68,46	+ 0,78	6,08	3,61	- 2,47	3,04	3,96	+ 0,92
2 ^e trimestre	70,58	69,70	- 0,88	5,49	3,52	- 1,97	4,15	3,14	- 1,01
3 ^e trimestre	63,67	61,54	- 2,13	4,99	2,89	- 2,10	3,50	2,78	- 0,72
4 ^e trimestre	75,43	78,38	+ 2,95	7,32	4,38	- 2,94	4,38	2,98	- 1,40
1976 1 ^{er} trimestre	82,73	81,70	- 1,03	6,37	3,52	- 2,85	4,95	3,76	- 1,19
2 ^e trimestre	84,24	87,60	+ 3,36	7,25	3,65	- 3,60	5,11	3,97	- 1,14
3 ^e trimestre	74,43	80,18	+ 5,75	6,49	3,47	- 3,02	4,73	3,72	- 1,01
1975 10 premiers mois	68,74	67,95	- 0,79	5,82	3,42	- 2,40	3,66	3,28	- 0,38
11 premiers mois	68,92	68,59	- 0,33	5,87	3,56	- 2,31	3,69	3,25	- 0,44
12 mois	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1976 1 ^{er} mois	74,32	72,44	- 1,88	6,32	3,33	- 2,99	5,77	3,39	- 2,38
2 premiers mois	77,41	75,43	- 1,98	6,01	3,33	- 2,68	5,19	3,63	- 1,56
3 premiers mois	82,73	81,70	- 1,03	6,37	3,52	- 2,85	4,95	3,76	- 1,19
4 premiers mois	84,61	82,64	- 1,97	6,56	3,52	- 3,04	4,92	3,73	- 1,19
5 premiers mois	84,12	82,75	- 1,37	6,67	3,56	- 3,11	4,85	3,78	- 1,07
6 premiers mois	83,48	84,65	+ 1,17	6,81	3,59	- 3,22	5,03	3,87	- 1,16
7 premiers mois	81,53	83,17	+ 1,64	6,69	3,56	- 3,13	4,98	3,85	- 1,13
8 premiers mois	79,93	81,32	+ 1,39	6,67	3,43	- 3,24	4,90	3,80	- 1,10
9 premiers mois	80,46	83,16	+ 2,70	6,71	3,55	- 3,16	4,93	3,82	- 1,11
10 premiers mois	82,12	84,88	+ 2,76	6,82	3,67	- 3,15	4,96	3,85	- 1,11
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,47	0,65	- 1,82	1,85	2,69	+ 0,84
1975	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1974 3 ^e trimestre	2,16	2,37	+ 0,21	2,46	0,68	- 1,78	1,83	2,74	+ 0,91
4 ^e trimestre	1,98	2,87	+ 0,89	1,76	0,82	- 0,94	2,10	3,05	+ 0,95
1975 1 ^{er} trimestre	1,39	2,89	+ 1,50	1,08	0,75	- 0,35	1,99	3,25	+ 1,25
2 ^e trimestre	1,63	1,78	+ 0,15	1,51	0,54	- 0,97	1,92	2,65	+ 0,73
3 ^e trimestre	1,81	1,82	+ 0,01	1,54	0,34	- 1,20	1,78	2,09	+ 0,31
4 ^e trimestre	1,94	2,14	+ 0,20	1,44	0,53	- 0,91	1,88	2,42	+ 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	1,96	1,61	- 0,35	1,21	0,41	- 0,80	2,02	2,29	+ 0,27
2 ^e trimestre	2,57	1,68	- 0,89	1,98	0,53	- 1,45	2,02	2,43	+ 0,41
3 ^e trimestre	2,88	1,61	- 1,27	2,44	0,48	- 1,96	1,73	2,65	+ 0,92
1975 10 premiers mois	1,70	2,17	+ 0,47	1,38	0,53	- 0,85	1,91	2,61	+ 0,70
11 premiers mois	1,69	2,15	+ 0,46	1,34	0,53	- 0,81	1,88	2,57	+ 0,69
12 mois	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1976 1 ^{er} mois	1,79	1,44	- 0,35	1,49	0,42	- 1,07	1,76	2,32	+ 0,20
2 premiers mois	1,71	1,43	- 0,28	0,86	0,36	- 0,50	1,99	2,22	+ 0,23
3 premiers mois	1,96	1,61	- 0,35	1,21	0,41	- 0,80	2,02	2,29	+ 0,27
4 premiers mois	2,07	1,58	- 0,49	1,30	0,44	- 0,86	2,04	2,30	+ 0,26
5 premiers mois	2,14	1,65	- 0,49	1,47	0,44	- 1,03	1,94	2,30	+ 0,36
6 premiers mois	2,27	1,65	- 0,62	1,60	0,47	- 1,13	2,02	2,36	+ 0,34
7 premiers mois	2,27	1,63	- 0,64	1,79	0,47	- 1,32	1,95	2,36	+ 0,41
8 premiers mois	2,40	1,62	- 0,78	1,89	0,47	- 1,42	1,89	2,41	+ 0,52
9 premiers mois	2,47	1,63	- 0,84	1,88	0,51	- 1,37	1,92	2,46	+ 0,54
10 premiers mois	2,48	1,65	- 0,83	1,98	0,49	- 1,49	1,90	2,52	+ 0,62

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	+ 11,3	872,5	887,8	- 15,3
1.12 Travail à façon	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	26,3	10,5	+ 15,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	16,8	—	+ 16,8
1.2 Or non monétaire	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	- 7,3	16,7	15,7	+ 1,0
1.3 Frets ²	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	48,9	42,2	+ 6,7
1.4 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,5	1,2	1,7	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	17,7	17,0	+ 0,7
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,9	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	- 17,9	31,8	51,9	- 20,1
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	150,2	133,8	+ 16,4
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	24,5	9,4	+ 15,1
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	13,8	8,3	+ 5,5
1.92 Autres	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,3	+ 0,4	77,0	72,7	+ 4,3
Total 1 ...	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	+ 50,4	1.297,4	1.251,0	+ 46,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 11,5	+ 6,8	25,3	18,2	+ 7,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	- 23,6	- 21,4	3,4	32,0	- 28,6
Total 2 ...	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	- 14,6	28,7	50,2	- 21,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,5	—	1,5	- 1,5
3.112 Autres opérations	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,9	1,6	1,0	+ 0,6
3.12 Avoirs	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 1,5	0,1	3,4	- 3,3
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	- 3,9	1,7	5,9	- 4,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	1,8	0,3	+ 1,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 2,1	0,1	1,8	- 1,7
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	- 15,4	—	36,1	- 36,1
4.312 Investissements directs	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 14,5	7,8	13,3	- 5,5
4.313 Immeubles	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 3,8	1,5	4,5	- 3,0
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 12,6	—	3,2	- 3,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	1,6	—	+ 1,6
4.322 Investissements directs	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	37,7	3,8	+ 33,9
4.323 Immeubles	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	2,4	1,0	+ 1,4
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 1,2	4,3	—	+ 4,3
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	- 5,1	57,2	64,0	- 6,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	11,2	—	+ 11,2
Total 1 à 5 ...	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	+ 30,5	1.396,2	1.371,1	+ 25,1
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	—	—	+ 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	—	—	- 6,2
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	—	—	+ 12,0
6.22 Organismes monétaires divers	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	—	—	+ 0,4
6.23 B.N.B. ⁶	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	—	—	+ 18,2
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1974		1975				1976 p		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 0,7	+11,9	+ 9,2	- 5,4	- 8,7	-10,4	-25,6	-13,1	-25,5
1.12 Travail à façon	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,4	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,1	+ 3,7	+ 6,1	+ 6,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 8,6	- 0,1	+ 2,6	+ 6,7	+ 2,2	+ 5,3	+ 3,1	+ 5,7	+ 3,3
1.2 Or non monétaire	- 0,4	- 6,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,2	- 0,8	- 1,0	- 1,2	- 0,4
1.3 Frets ²	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,5	+ 1,5	+ 2,1	+ 1,9
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,2
1.5 Autres frais de transport	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,2	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 7,9	- 2,1	- 3,8	- 5,1	- 9,7	- 1,5	- 4,1	- 6,0	-10,4
1.7 Revenus d'investissements	+ 3,9	+ 4,9	+ 4,3	+ 0,8	+ 6,1	+ 5,2	+ 4,9	+ 5,9	+ 5,3
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 3,5	+ 3,8	+ 3,4	+ 3,8	+ 3,6	+ 4,3	+ 5,0	+ 4,7	+ 5,0
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,7	+ 1,6	+ 0,8	+ 1,2	+ 1,5	+ 1,5
1.92 Autres	+ 0,9	...	+ 0,8	+ 1,0	- 0,4	+ 2,9	+ 0,5	+ 2,6	+ 4,5
<i>Total 1 ...</i>	+15,9	+18,7	+24,0	+10,0	+ 0,9	+11,5	-10,6	+ 8,0	- 9,2
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,3	+ 2,4	+ 3,0	+ 1,5	+ 2,8	+ 3,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 4,7	- 5,8	- 6,1	- 7,5	- 6,9	- 8,1	- 7,0	- 8,1	- 7,5
<i>Total 2 ...</i>	- 3,4	- 4,8	- 4,7	- 7,2	- 4,5	- 5,1	- 5,5	- 5,3	- 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,7	- 0,2
3.112 Autres opérations	- 0,1	- 0,4	- 0,6	+ 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,2	+ 0,5	- 0,2
3.12 Avoirs	- 0,4	- 0,7	...	- 1,3	- 0,1	- 1,9	- 0,1	- 0,2	- 0,6
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9	- 0,6	- 1,6	- 0,6	- 0,4	- 1,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,2	...	+ 0,5	...	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,4	- 0,3	+ 0,4
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,5	- 0,2	+ 1,0	- 1,7	- 0,6	- 0,4	+ 0,9	+ 3,9	+ 0,1
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 0,2	- 7,3	- 8,8	-11,1	- 6,2	-10,0	-10,3	+ 3,5	- 1,7
4.312 Investissements directs	- 4,4	- 7,2	- 2,0	- 2,9	...	- 0,6	- 3,9	- 3,0	- 0,9
4.313 Immeubles	- 1,1	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,5	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,8
4.314 Autres	- 4,5	- 2,2	- 1,6	...	- 0,5	- 1,1	- 0,7	- 4,8	- 7,0
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	- 1,0	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2	- 0,2
4.322 Investissements directs	+10,4	+10,2	+ 7,5	+ 7,5	+ 7,0	+11,9	+ 5,9	+ 3,7	+ 5,6
4.323 Immeubles	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,9
4.324 Autres	+ 1,3	- 3,3	+ 2,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,7	- 1,6
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 4 ...</i>	+ 0,7	- 9,9	- 0,7	- 8,7	+ 0,3	+ 2,3	- 3,7	+ 5,8	- 5,2
5. Erreurs et omissions	+10,4	-11,2	+ 3,2	+ 6,4	+ 0,9	+ 0,7	- 2,7	- 0,4	+ 3,4
<i>Total 1 à 5 ...</i>	+22,9	- 8,5	+20,7	- 0,4	- 3,0	+ 7,8	-23,1	+ 7,7	-16,0
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 1,0	...	- 3,1	+ 1,7	- 0,7	+ 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	+ 3,2	- 6,3	+ 4,1	+ 0,8	- 4,4	- 6,7	+ 5,7	- 9,0	+20,0
6.212 Monnaies étrangères ⁵	+ 2,0	-13,6	+ 2,6	- 1,5	+ 1,4	+ 9,5	+14,6	-10,3	+ 2,4
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,1	- 1,4	+ 1,7	- 1,0	- 1,2	+ 0,4	- 0,5
6.23 B.N.B. ⁵	+16,3	+ 9,1	+10,1	+ 0,7	- 1,7	+ 9,1	-43,9	+27,3	-38,7
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1976			1976			1975	1976 p
	2 ^e trimestre p			3 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	9 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	245,7	258,8	-13,1	242,8	268,3	-25,5	- 4,9 ⁶	-64,27
1.12 Travail à façon	8,7	2,6	+ 6,1	8,4	2,4	+ 6,0	+11,7	+15,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	5,7	—	+ 5,7	3,3	—	+ 3,3	+11,5	+12,1
1.2 Or non monétaire	2,3	3,5	- 1,2	1,7	2,1	- 0,4	+ 1,8	- 2,6
1.3 Frets ²	13,0	10,9	+ 2,1	13,8	11,9	+ 1,9	+ 5,2	+ 5,5
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,4	- 0,1	0,3	0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,3
1.5 Autres frais de transport	4,7	4,9	- 0,2	5,4	5,6	- 0,2	+ 0,6	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	8,5	14,5	- 6,0	11,2	21,6	-10,4	-18,6	-20,5
1.7 Revenus d'investissements	40,3	34,4	+ 5,9	36,1	30,8	+ 5,3	+11,2	+16,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	7,2	2,5	+ 4,7	7,1	2,1	+ 5,0	+10,8	+14,7
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	4,0	2,5	+ 1,5	3,7	2,2	+ 1,5	+ 4,7	+ 4,2
1.92 Autres	21,2	18,6	+ 2,6	23,6	19,1	+ 4,5	+ 1,4	+ 7,6
Total 1 ...	361,6	353,6	+ 8,0	357,4	366,6	- 9,2	+34,9	-11,8
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	8,2	5,4	+ 2,8	8,8	5,3	+ 3,5	+ 4,1	+ 7,8
2.2 Transferts de l'Etat	0,8	8,9	- 8,1	0,8	8,3	- 7,5	-20,5	-22,6
Total 2 ...	9,0	14,3	- 5,3	9,6	13,6	- 4,0	-16,4	-14,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,7	- 0,7	—	0,2	- 0,2	- 1,2	- 1,2
3.112 Autres opérations	1,0	0,5	+ 0,5	0,6	0,8	- 0,2	...	+ 0,1
3.12 Avoirs .....	...	0,2	- 0,2	...	0,6	- 0,6	- 1,4	- 0,9
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	1,0	1,4	- 0,4	0,6	1,6	- 1,0	- 2,6	- 2,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,3	- 0,3	0,8	0,4	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	4,1	0,2	+ 3,9	0,3	0,2	+ 0,1	- 1,3	+ 4,9
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	3,5	—	+ 3,5	—	1,7	- 1,7	-26,1	- 8,5
4.312 Investissements directs	0,9	3,9	- 3,0	0,7	1,6	- 0,9	- 4,9	- 7,8
4.313 Immeubles	0,6	1,2	- 0,6	0,6	1,4	- 0,8	- 2,1	- 1,9
4.314 Autres (chiffres nets)	—	4,8	- 4,8	—	7,0	- 7,0	- 2,1	-12,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,2	—	+ 0,2	—	0,2	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3
4.322 Investissements directs	4,2	0,5	+ 3,7	6,6	1,0	+ 5,6	+22,0	+15,2
4.323 Immeubles	0,7	0,2	+ 0,5	1,1	0,2	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,9
4.324 Autres (chiffres nets)	2,7	—	+ 2,7	—	1,6	- 1,6	+ 2,6	+ 4,8
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets) .....	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	16,9	11,1	+ 5,8	10,1	15,3	- 5,2	- 9,1	- 3,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	0,4	- 0,4	3,4	—	+ 3,4	+10,5	+ 0,3
Total 1 à 5 ...	388,5	380,8	+ 7,7	381,1	397,1	-16,0	+17,3	-31,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 0,7	—	—	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 9,0	—	—	+20,0	+ 0,5	+16,7
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	-10,3	—	—	+ 2,4	+ 2,5	+ 6,7
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 0,4	—	—	- 0,5	+ 1,4	- 1,3
6.23 B.N.B. ⁵	—	—	+27,3	—	—	-38,7	+ 9,1	-55,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie ne peut être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 645,7; importations = 650,6.

⁷ Exportations = 729,8; importations = 788,0.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME *

(milliards de francs)

	1972	1973	1974	1975	1975		1976 p		
					3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+60,0	+ 57,1	+50,4	+46,4	+ 0,9	+11,5	-10,6	+ 8,0	- 9,2
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,8	- 12,1	-14,6	-21,5	- 4,5	- 5,1	- 5,5	- 5,3	- 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	-10,7	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 0,6	- 1,6	- 0,6	- 0,4	- 1,0
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 6,4	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,1
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	- 0,5	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	-20,2	- 13,1	- 5,1	- 6,8	+ 0,3	+ 2,3	- 3,7	+ 5,8	- 5,2
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 2,7	- 10,8	-21,7	-57,0	-15,5	- 5,8	- 3,6	- 6,7	- 4,2
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-14,9	- 53,2	-13,9	- 3,2	-10,7	- 3,3	-28,4	+14,6	- 6,8
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 6,2	+ 11,8	+14,1	+52,5	+ 9,8	+ 6,1	-10,1	+12,1	+ 2,9
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+23,5	+ 46,7	+12,5	- 5,0	+ 9,5	+ 4,2	+30,2	- 8,7	+ 4,2
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 7,6	- 5,7	-10,7	- 4,8	- 1,0	- 5,9	- 4,5	+ 1,3	- 6,1
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 4,8	+ 18,3	+ 6,5	+10,1	+ 3,2	+ 6,1	- 7,7	+11,0	-14,4
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 8,2	- 0,3	-10,0	+ 9,8	+ 7,3	- 6,9	-16,4	+ 1,6	- 0,2
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position au comptant ³	+ 1,4	- 9,1	- 7,9	- 6,9	+ 3,3	- 9,3	- 4,2	+ 4,0	...
6.2 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position à terme	- 0,4	+ 5,4	+12,4	- 1,2	- 6,1	+ 6,0	+ 5,6	- 7,5	+ 2,8
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+11,2	+ 0,9	+ 0,7	- 2,7	- 0,4	+ 3,4
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme .....	...	- 2,7	+ 1,5	- 0,9	+ 1,0	- 0,6	+ 2,8	+ 0,7	- 1,2
Total 1 à 7 ...	+23,6	+ 34,4	+13,4	+18,8	- 2,2	- 1,5	-49,9	+29,8	-38,9
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 1,8	- 1,6	...	...	...	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 1,7	+ 3,9	- 1,3	+ 5,1	+ 3,2	- 0,1	+ 3,1	+ 4,2	- 5,9
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	+ 3,5	- 3,5	...	- 3,6	...	-33,1	+33,1	-19,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+17,4	+ 30,8	+17,7	+13,9	- 0,6	- 1,2	-19,2	- 7,9	-14,2
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+14,0	- 8,3	+15,3	+ 1,2	...	+ 0,7	+ 3,5	+ 2,9	+ 4,0
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	+ 1,8	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 1,2	- 0,2	- 0,7	+ 0,9	+ 0,2
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	- 6,1	+ 6,7	-14,3	- 0,8	...	- 0,7	- 3,5	- 3,4	- 4,0

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes monétaires.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires »; XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie « Statistiques » :

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, no 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » : LI^e année, tome II, no 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1975 ».

IX - 5. — EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L.

Paiements, transactions et variations des créances ou des dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger

(milliards de francs)

	Paiements d'exportations et d'importations (y compris certaines opérations à crédit) recensés dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. 1			Paiements d'exportations et d'importations, à l'exclusion des opérations à crédit			Estimation des transactions d'exportations et d'importations			Variations 2 des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	A l'exportation	A l'importation	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) - (4)	(11) = (5) - (8)	(12) = (9) - (6) = (10) + (11)
1968	318,6	330,7	- 12,1	312,5	330,7	- 18,2	321,1	331,8	- 10,7	+ 8,6	- 1,1	+ 7,5
1969	388,1	392,7	- 4,6	385,5	392,3	- 6,8	398,3	394,4	+ 3,9	+ 12,8	- 2,1	+ 10,7
1970	466,6	442,7	+ 23,9	458,7	442,7	+ 16,0	464,6	439,6	+ 25,0	+ 5,9	+ 3,1	+ 9,0
1971	502,0	481,2	+ 20,8	498,7	481,9	+ 16,8	492,9	479,0	+ 13,9	- 5,8	+ 2,9	- 2,9
1972	561,8	532,5	+ 29,3	555,0	532,7	+ 22,3	571,6	532,7	+ 38,9	+ 16,6	...	+ 16,6
1973	700,6	673,2	+ 27,4	696,3	672,0	+ 24,3	717,0	686,2	+ 30,8	+ 20,7	- 14,2	+ 6,5
1974	933,0	921,7	+ 11,3	920,7	921,5	- 0,8	939,8	939,1	+ 0,7	+ 19,1	- 17,6	+ 1,5
1975	872,5	887,8	- 15,3	868,9	888,2	- 19,3	858,7	889,7	- 31,0	- 10,2	- 1,5	- 11,7
1974 1 ^{er} trimestre	209,9	208,6	+ 1,3	203,7	208,4	- 4,7	224,2	217,5	+ 6,7	+ 20,5	- 9,1	+ 11,4
2 ^e trimestre	234,5	237,1	- 2,6	231,5	237,1	- 5,6	251,7	260,4	- 8,7	+ 20,2	- 23,3	- 3,1
3 ^e trimestre	238,7	238,0	+ 0,7	243,3	237,1	+ 6,2	230,1	227,4	+ 2,7	- 13,2	+ 9,7	- 3,5
4 ^e trimestre	249,9	238,0	+ 11,9	242,2	238,9	+ 3,3	233,8	233,8	...	- 8,4	+ 5,1	- 3,3
1975 1 ^{er} trimestre	227,3	218,1	+ 9,2	226,1	218,1	+ 8,0	219,9	220,1	- 0,2	- 6,2	- 2,0	- 8,2
2 ^e trimestre	218,2	223,6	- 5,4	221,5	223,9	- 2,4	214,4	220,2	- 5,8	- 7,1	+ 3,7	- 3,4
3 ^e trimestre	200,2	208,9	- 8,7	200,8	209,2	- 8,4	194,8	212,6	- 17,8	- 6,0	- 3,4	- 9,4
4 ^e trimestre	226,8	237,2	- 10,4	220,5	237,0	- 16,5	229,6	236,8	- 7,2	+ 9,1	+ 0,2	+ 9,3
1976 1 ^{er} trimestre	235,3	260,9	- 25,6	231,1	260,4	- 29,3	241,1	257,7	- 16,6	+ 10,0	+ 2,7	+ 12,7

1 Cf. tableaux IX-1 à 3, rubrique 1.11.

2 Signe + : augmentation de créances nettes ou diminution de dettes nettes.
Signe - : diminution de créances nettes ou augmentation de dettes nettes.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 liras ital.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	1 cour. dan.	1 dollar cana-dien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zaïre	100 yens
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—
1969	50,13	10,12 ¹ 8,98 ²	119,85	13,84	11,63	12,56 ³ 13,47 ⁴	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁵	—	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁶	—
1971	49,65	9,00	120,00	13,80 ⁷ 13,99 ⁸	11,54 ⁷ 12,15 ⁹	13,66 ⁷ 14,21 ⁹	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	191,99 ⁷ 199,07 ⁸	71,38	11,89	100,01	—
1971	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—
1971	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—
1972	44,01	8,73	114,62 ¹² 105,88 ¹³	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—
1973	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
1973	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
1973	38,05	8,76	93,72	13,75 ¹⁷ 14,48 ¹⁸	12,37	14,23 ¹⁹ 15,17 ²⁰	6,53	8,87	6,74 ²¹ 7,11 ²²	6,46	38,03	160,66	194,99 ²³ 205,99 ²⁴	66,36	10,15	76,10	—
1974	38,95	8,68 ²⁵ 8,07 ²⁶	91,09	14,50	13,10	15,06	5,99	8,78	7,05	6,40	39,84	154,72	208,83	67,62	10,34	77,91	13,39
1975	36,80	8,58	81,45	14,54	14,24	14,95	5,64	8,86	7,04	6,41	36,19	145,22	211,50	64,10	10,01	73,61	12,41
1974	3 ^e trim. 38,67	8,09	90,92	14,48	12,97	14,82	5,92	8,75	7,06	6,39	39,45	152,56	209,13	67,54	10,32	77,34	13,03
4 ^e trim. 37,73	8,12	87,94	14,50	13,72	14,97	5,69	8,78	6,97	6,40	38,28	151,19	210,31	66,29	10,14	75,47	12,60	
1975	1 ^{er} trim. 34,89	8,14	83,42	14,46	14,00	14,93	5,47	8,77	6,96	6,31	34,97	144,39	210,63	62,30	9,92	69,78	11,92
2 ^e trim. 35,00	8,57	81,39	14,51	13,90	14,87	5,57	8,89	7,08	6,40	34,29	144,46	210,12	62,56	9,87	70,00	11,99	
3 ^e trim. 38,09	8,75	81,05	14,52	14,29	14,93	5,73	8,88	7,04	6,45	36,97	145,61	211,83	65,44	10,12	76,18	12,79	
4 ^e trim. 39,16	8,85	80,00	14,69	14,78	15,08	5,76	8,91	7,08	6,46	38,49	146,44	213,38	66,01	10,14	78,32	12,91	
1976	1 ^{er} trim. 39,22	8,76 ²⁹ 8,39 ²⁵	78,38	14,66	15,22	15,24	5,15	8,95	7,08	6,38	39,43	141,58	213,90	61,61	10,22	78,49 ³² 45,19 ³¹	12,99
2 ^e trim. 39,27	8,35	70,95	14,47	15,75	15,35	4,57	8,89	7,13	6,47	40,14	130,11	214,56	58,12	10,14	45,07	13,14	
3 ^e trim. 39,03	7,96	68,98	14,63	15,75	15,42	4,65	8,86	7,09	6,43	39,94	125,38	217,25	57,42	10,06	44,88	13,43	
1975	Nov. ... 39,03	8,86	79,98	14,69	14,71	15,08	5,75	8,90	7,07	6,47	38,50	146,53	213,12	65,88	10,11	78,06	12,91
Déc. ... 39,51	8,86	79,91	14,71	15,00	15,07	5,79	8,97	7,11	6,43	39,01	146,32	213,80	66,32	10,22	79,03	12,94	
1976	Janv. ... 39,30	8,78	79,72	14,71	15,10	15,10	5,61	8,98	7,07	6,38	39,06	144,37	213,78	65,85	10,23	78,60	12,91
Févr. ... 39,10	8,75	79,27	14,69	15,23	15,28	5,10	8,95	7,08	6,37	39,34	143,10	214,07	60,54	10,21	78,20	12,98	
Mars ... 39,25	8,72 ²⁷ 8,39 ²⁸	76,38	14,59	15,31	15,34	4,77	8,92	7,08	6,39	39,84	137,70	213,85	58,67	10,21	78,83 ³⁰ 45,19 ³¹	13,07	
Avril ... 38,97	8,34	71,99	14,51	15,42	15,36	4,44	8,85	7,10	6,46	39,64	131,89	214,55	57,95	10,13	44,89	13,04	
Mai ... 39,19	8,34	70,89	14,43	15,77	15,31	4,59	8,89	7,14	6,47	40,00	130,55	213,96	58,00	10,13	44,96	13,12	
Juin ... 39,64	8,37	70,01	14,48	16,06	15,39	4,68	8,91	7,15	6,47	40,73	128,01	215,13	58,41	10,17	45,34	13,26	
Juillet ... 39,70	8,21	70,92	14,55	15,99	15,42	4,74	8,89	7,11	6,44	40,86	126,86	216,73	58,38	10,22	45,48	13,48	
Août ... 39,01	7,86	69,58	14,59	15,74	15,43	4,66	8,85	7,08	6,42	39,60	125,63	217,35	57,28	10,04	44,82	13,43	
Sept. ... 38,41	7,82	66,54	14,74	15,54	15,42	4,55	8,84	7,08	6,42	39,41	123,71	217,65	56,65	9,91	44,37	13,38	
Oct. ... 37,31	7,49	61,25	14,65	15,26	15,36 ³³ 15,36 ³⁴	4,37	8,81 ³³ 8,74 ³⁴	7,05 ³³ 6,99 ³⁴	6,40 ³³ 6,27 ³⁴	38,36	119,58	216,27	54,85	9,68	43,15	12,83	
Nov. ... 36,97	7,41	60,65	14,68	15,15	15,33	4,28	8,77	7,02	6,26	37,53	117,82	215,91	54,14	9,63	42,68	12,54	

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.
2 Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.
3 Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. La cotation a été suspendue du 25 septembre au 24 octobre.
4 Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.
5 Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.
6 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.
7 Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.
8 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.
9 Moyenne du 11 mai au 13 août 1971.
10 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.
11 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.
12 Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.
13 Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.
14 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.
15 Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1^{er} mars.

16 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.
17 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.
18 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.
19 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.
20 Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.
21 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.
22 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
23 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.
24 Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.
25 Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.
26 Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974.
27 Moyenne du 1^{er} au 14 mars 1976.
28 Moyenne du 15 au 31 mars 1976.
29 Moyenne du 1^{er} janvier au 14 mars 1976.
30 Moyenne du 1^{er} au 15 mars 1976.
31 Moyenne du 16 au 31 mars 1976.
32 Moyenne du 1^{er} janvier au 15 mars 1976.
33 Moyenne du 1^{er} au 15 octobre 1976.
34 Moyenne du 18 au 31 octobre 1976.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 30 novembre 1976

	100 francs belges		1 florin Pays-Bas		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	14,18	14,8325	15,07125	15,7650	6,0265	6,3040	8,5620	8,9560	6,8545	7,17
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7420	7,0520	—	—	1,03925	1,0870	0,41555	0,434675	0,590375	0,61755	0,47265	0,494375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,343	6,635	0,91995	0,96225	—	—	0,3910	0,40895	0,55545	0,5810	0,4447	0,46515
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,8630	16,5925	2,30055	2,40642	2,4452	2,5576	—	—	1,3891	1,4530	1,11205	1,16320
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,1655	11,6795	1,6193	1,69385	1,72115	1,80035	0,68825	0,7199	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,9475	14,5894	2,02274	2,11583	2,14984	2,24871	0,859686	0,899253	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 8 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)	
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ^a
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1974 3 ^e trimestre	38,67	39,66	39,71	+ 0,96	- 0,42
1974 4 ^e trimestre	37,73	37,98	38,05	+ 1,76	+ 1,21
1975 1 ^{er} trimestre	34,89	35,25	35,42	+ 2,82	+ 1,94
1975 2 ^e trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
1975 3 ^e trimestre	38,09	39,57	39,65	- 0,27	- 1,16
1975 4 ^e trimestre	39,16	40,25	40,34	- 0,66	- 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	39,22	40,45	40,58	+ 3,64	+ 2,00
1976 2 ^e trimestre	39,27	40,17	40,30	+ 4,75	+ 4,41
1976 3 ^e trimestre	39,03	40,05	40,17	+ 8,75	+ 6,46
1975 Novembre	39,03	40,12	40,19	- 0,62	- 0,40
1975 Décembre	39,51	40,51	40,63	- 0,34	- 0,19
1976 Janvier	39,30	40,14	40,27	+ 0,81	+ 0,77
1976 Février	39,10	40,36	40,51	+ 3,73	+ 2,14
1976 Mars	39,25	40,85	40,97	+ 6,39	+ 3,08
1976 Avril	38,97	40,40	40,55	+ 7,13	+ 5,94
1976 Mai	39,19	39,96	40,08	+ 4,39	+ 4,28
1976 Juin	39,64	40,14	40,27	+ 2,73	+ 3,02
1976 Juillet	39,70	40,32	40,44	+ 4,10	+ 3,77
1976 Août	39,01	40,34	40,44	+11,14	+ 6,54
1976 Septembre	38,41	39,47	39,64	+11,01	+ 9,08
1976 Octobre	37,31	38,32	38,39	+11,99	+ 9,55
1976 Novembre	36,97	37,14	37,23	+ 7,64	+ 7,43

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1er janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.

7 Moyenne du 14 février au 1er mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

8 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975 3 premiers mois	117,3	167,9	- 50,6	1,7	18,2	- 16,5	- 67,1
6 premiers mois	254,4	325,8	- 71,4	3,5	38,8	- 35,3	- 106,7
9 premiers mois	399,3	464,9	- 65,6	5,4	57,4	- 52,0	- 117,6
10 premiers mois	471,3	516,6	- 45,3	6,1	66,9	- 60,8	- 106,1
11 premiers mois	513,6	563,9	- 50,3	6,6	72,3	- 65,7	- 116,0
12 mois	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	- 113,8
1976 1 ^{er} mois	50,1	72,9	- 22,8	0,7	8,3	- 7,6	- 30,4
2 premiers mois	98,7	130,5	- 31,8	1,4	12,9	- 11,5	- 43,3
3 premiers mois	133,6	195,7	- 62,1	2,1	19,6	- 17,5	- 79,6
4 premiers mois	198,1	273,9	- 75,8	2,7	26,6	- 23,9	- 99,7
5 premiers mois	241,3	325,8	- 84,5	3,3	32,4	- 29,1	- 113,6
6 premiers mois	287,3	387,5	- 100,2	4,1	39,3	- 35,2	- 135,4
7 premiers mois	364,0	453,8	- 89,8	4,7	47,3	- 42,6	- 132,4
8 premiers mois	412,9	496,0	- 83,1	5,3	54,2	- 48,9	- 132,0
9 premiers mois	454,9	552,9	- 98,0	6,0	63,9	- 57,9	- 155,9
10 premiers mois	527,0	606,8	- 79,8	6,6	70,4	- 63,8	- 143,6

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis le début de 1978, les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1978 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total (13) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
1974 3 premiers mois	- 48,4	- 3,3	- 10,0	- 61,7	...	- 61,7	+ 28,2	+ 12,8	+ 22,3	- 1,6	...	...	+ 33,5
6 premiers mois	- 79,9	+ 1,6	- 19,9	- 98,2	...	- 98,2	+ 62,4	+ 15,4	+ 17,2	+ 3,2	...	...	+ 35,8
9 premiers mois	- 61,0	+ 4,4	- 28,6	- 85,2	...	- 85,2	+ 87,9	- 0,5	- 7,5	- 0,7	...	+ 6,0	- 2,7
12 mois	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9
1975 3 premiers mois	- 67,1	+ 3,0	- 8,3	- 72,5	...	- 72,5	+ 37,3	- 2,7	+ 37,5	+ 0,4	...	...	+ 35,2
6 premiers mois	-106,7	+ 7,9	- 16,3	-115,1	...	-115,1	+ 56,2	+ 15,4	+ 40,2	+ 5,4	...	- 2,1	+ 58,9
9 premiers mois	-117,6	+ 5,9	- 25,1	-136,8	...	-136,8	+ 83,2	+ 6,3	+ 46,9	+ 2,9	...	- 2,5	+ 53,6
10 premiers mois	-106,1	+ 3,5	- 29,0	-131,6	- 7,1	-138,7	+122,7	- 5,1	+ 23,7	+ 5,9	...	- 8,5	+ 16,0
11 premiers mois	-116,0	+ 7,0	- 31,2	-140,2	- 0,9	-141,1	+122,8	- 5,1	+ 28,7	+ 2,2	...	- 7,5	+ 18,3
12 mois	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4
1976 1 ^{er} mois	- 30,4	- 1,5	- 3,1	- 35,0	- 12,4	- 47,4	+ 22,7	- 4,2	+ 24,1	+ 11,0	...	- 6,2	+ 24,7
2 premiers mois	- 43,3	- 2,1	- 6,1	- 51,5	...	- 51,5	+ 23,2	+ 14,8	+ 14,0	- 0,3	...	- 0,2	+ 28,3
3 premiers mois	- 79,6	- 1,9	- 9,2	- 90,7	...	- 90,7	+ 62,5	+ 16,4	+ 8,7	+ 3,2	...	- 0,1	+ 28,2
4 premiers mois	- 99,7	- 3,1	- 12,7	-115,5	...	-115,5	+ 57,5	+ 16,4	+ 24,2	+ 17,5	...	- 0,1	+ 58,0
5 premiers mois	-113,6	- 1,3	- 16,6	-131,5	...	-131,5	+ 57,5	+ 16,4	+ 50,8	+ 6,9	...	- 0,1	+ 74,0
6 premiers mois	-135,4	+ 5,3	- 22,0	-152,1	...	-152,1	+ 99,7	+ 16,4	+ 28,1	+ 8,2	...	- 0,3	+ 52,4
7 premiers mois	-132,4	+ 2,1	- 25,8	-156,1	...	-156,1	+ 98,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 15,3	...	- 0,3	+ 57,5
8 premiers mois	-132,0	+ 2,4	- 29,7	-159,3	...	-159,3	+ 98,6	+ 16,4	+ 36,9	+ 7,5	...	- 0,1	+ 60,7
9 premiers mois	-155,9	+ 6,2	- 34,9	-184,6	...	-184,6	+115,1	+ 16,4	+ 47,2	+ 6,0	...	- 0,1	+ 69,5
10 premiers mois	-143,6	+ 2,6	- 38,5	-179,5	...	-179,5	+126,9	+ 16,4	+ 26,9	+ 9,4	...	- 0,1	+ 52,6

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2.	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6			(9) = (6) à (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(6) à (8)	(10)	
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(4) à (6)	(8)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975								
3 premiers mois	- 67,1	+ 2,0	- 65,1	+ 30,5	...	+ 35,5	+ 66,0	- 0,9
6 premiers mois	- 106,7	+ 5,6	- 101,1	+ 43,1	- 0,3	+ 58,8	+ 101,6	- 0,5
9 premiers mois	- 117,6	+ 2,8	- 114,8	+ 62,4	- 2,1	+ 55,4	+ 115,7	- 0,9
10 premiers mois	- 106,1	- 1,4	- 107,5	+ 99,9	+ 3,8	+ 10,1	+ 107,9	- 0,4
11 premiers mois	- 116,0	+ 2,0	- 114,0	+ 97,9	- 2,1	+ 17,7	+ 113,5	+ 0,5
12 mois	- 113,8	+ 4,5	- 109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 17,9	+ 109,9	- 0,6
1976								
1er mois	- 30,4	- 1,5	- 31,9	+ 19,7	- 0,3	+ 12,4	+ 31,8	+ 0,1
2 premiers mois	- 43,3	- 2,1	- 45,4	+ 17,1	- 0,5	+ 28,5	+ 45,1	+ 0,3
3 premiers mois	- 79,6	- 3,3	- 82,9	+ 54,9	- 0,9	+ 28,5	+ 82,5	+ 0,4
4 premiers mois	- 99,7	- 3,2	- 102,9	+ 45,3	- 1,5	+ 59,2	+ 103,0	- 0,1
5 premiers mois	- 113,6	- 1,2	- 114,8	+ 41,2	- 1,7	+ 75,5	+ 115,0	- 0,2
6 premiers mois	- 135,4	+ 4,5	- 130,9	+ 79,1	- 1,9	+ 53,7	+ 130,9	...
7 premiers mois	- 132,4	+ 0,9	- 131,5	+ 74,8	- 2,3	+ 59,4	+ 131,9	- 0,4
8 premiers mois	- 132,0	+ 1,4	- 130,6	+ 70,8	- 2,3	+ 62,3	+ 130,8	- 0,2
9 premiers mois	- 155,9	+ 4,7	- 151,2	+ 82,6	- 2,6	+ 71,0	+ 151,0	+ 0,2
10 premiers mois	- 143,6	+ 0,8	- 142,8	+ 91,1	- 2,9	+ 54,8	+ 143,0	- 0,2

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

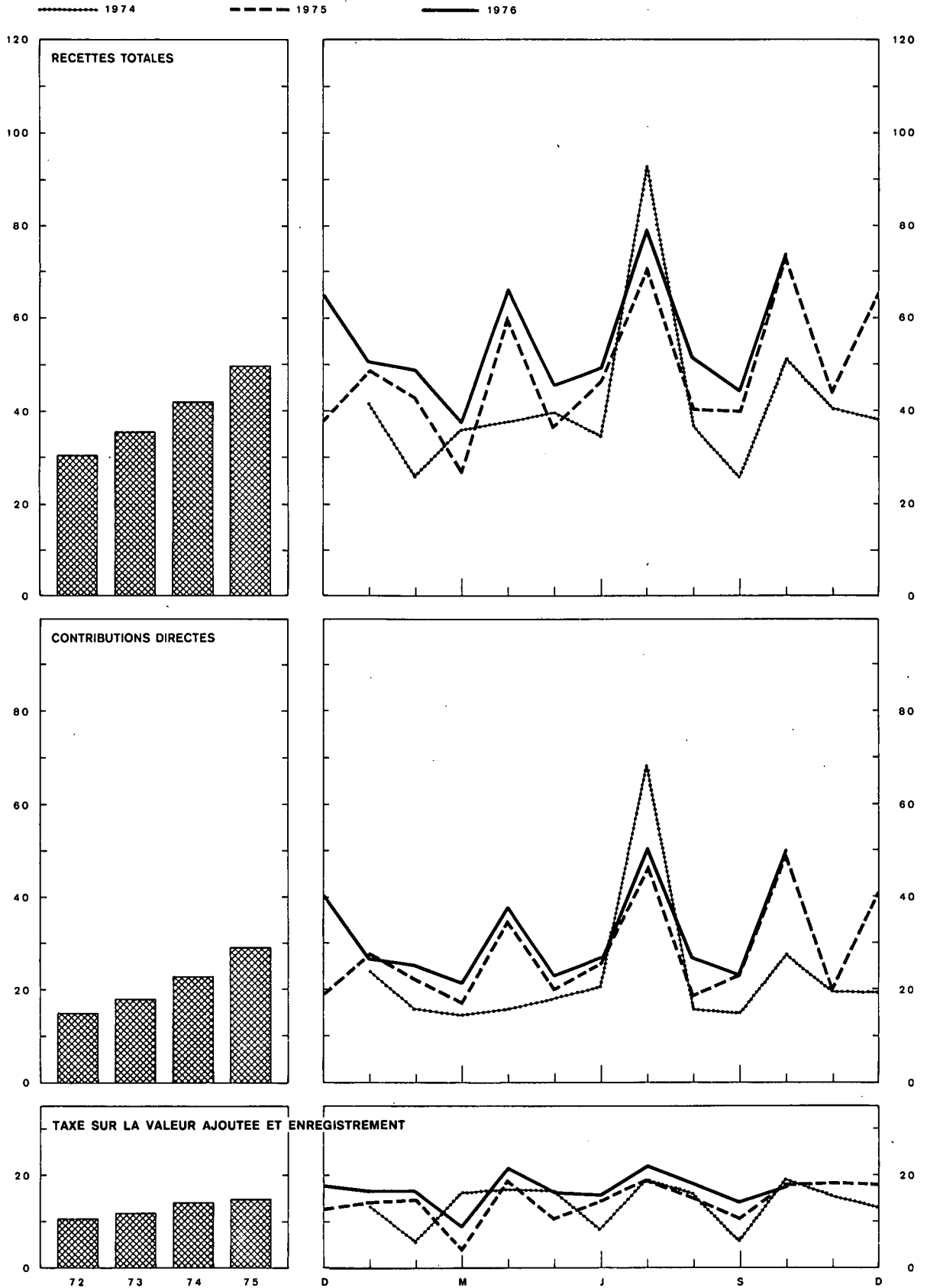
6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	.....	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,9	167,2	495,4	62,1	5,1	500,5
1975	349,4	62,4	179,5	591,3	78,5	6,6	597,9
1974 3 ^e trimestre	99,4	12,7	41,5	153,6	48,9	1,3	154,9
4 ^e trimestre	66,7	14,7	47,7	129,1	5,4	1,5	130,6
1975 1 ^{er} trimestre	68,3	15,3	33,8	117,4	4,6	1,6	119,0
2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
3 ^e trimestre	88,6	15,0	46,1	149,7	21,3	1,7	151,4
4 ^e trimestre	111,3	16,2	54,7	182,2	34,5	1,8	184,0
1976 1 ^{er} trimestre	74,8	17,4	42,9	135,1	1,5	1,9	137,0
2 ^e trimestre	162,9	34,0	97,4	294,3	20,2	3,5	297,8
3 ^e trimestre	264,5	51,1	153,0	468,6	48,1	5,3	473,9
1975 Octobre	49,7	5,4	18,0	73,1	19,7	0,6	73,7
1976 Octobre	50,4	5,1	17,7	73,2	24,0	0,6	73,8

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1975				1975 : octobre				1976 : octobre			
	Recettes fiscales totales (1)	Recettes affectées hors budget (2)	Recettes budgétaires proprement dites (8) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales (1)	Recettes affectées hors budget (2)	Recettes budgétaires proprement dites (8) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales (1)	Recettes affectées hors budget (2)	Recettes budgétaires proprement dites (8) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	349,4	13,0	336,4	332,5	49,7	1,3	48,4	48,5	50,4	1,7	48,7	52,4
précompte immobilier	1,3	...	1,3	1,3	0,4	...	0,4	0,4	0,3	...	0,3	0,3
précompte mobilier	27,9	...	27,9	27,6	1,8	...	1,8	1,7	1,5	...	1,5	1,7
versements anticipés	78,4	2,2	76,2	99,4	19,7	0,4	19,3	24,5	24,0	0,9	23,1	25,2
impôts de sociétés (rôles) ...	10,2	...	10,2	9,2	3,7	...	3,7	2,6	1,6	...	1,6	1,6
impôts des personnes physiques (rôles)	36,8	1,5	35,3	30,5	8,6	0,2	8,4	6,3	6,1	0,2	5,9	5,7
précompte professionnel	184,0	1,5	182,5	162,3	14,6	0,2	14,4	12,9	16,1	0,2	15,9	17,7
divers	10,8	7,8	3,0	2,3	0,9	0,5	0,4	0,1	0,4	0,4	0,4	0,2
II. Douanes et accises	62,4	4,0	58,4	61,2	5,4	...	5,4	4,5	5,1	0,6	4,5	5,2
III. T.V.A. et enregistrement	179,5	15,0	164,5	177,9	18,0	1,5	16,5	16,7	17,7	1,1	16,6	16,6
B. Recettes en capital	6,6	...	6,6	5,3	0,6	...	0,6	0,5	0,6	...	0,6	0,7

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Moniteur belge. — Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, XLVII^e an-

née, vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, vol. I, no 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, no 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	0,3	131,4	—	8,4	—	4,9	3,3	148,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,5	—	—	—	—	—	—	172,1	—	0,3	—	2,4	—	184,3
			Obligations ...	36,3	—	—	—	—	—	—	5,5	—	12,2	—	24,4	—	78,4
			Autres emprunts à plus d'un an ...	—	0,2	—	—	1,0	—	—	—	—	232,6	—	59,4	231,3	524,5
			Divers ...	—	5,1	7,5	—	43,9	—	—	—	—	1,8	—	20,5	1,2	80,0
	(Actions et parts) ...	(372,1)	(3,1)	(0,5)	—	(0,1)	—	—	—	(2,3)	(—)	(0,8)	(6,4)	(...)	(...)	(385,3)	
	Total ...	45,8	5,5	7,5	—	44,9	0,3	—	309,0	—	255,3	104,3	239,8	3,3	1.015,7		
	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	0,1	1,3	—	0,4	—	0,6	—	2,4	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,5	—	—	—	—	—	0,4	3,7	—	—	—	—	—	4,6	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	22,2	2,1	—	—	0,4	—	2,2	12,4	1,7	9,9	7,1	2,3	—	60,3	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,1	—	0,2	—	—	0,7	6,3	—	6,9	6,3	3,4	3,0	26,9		
Autres emprunts à plus d'un an ...		—	—	—	0,1	—	—	—	1,3	—	—	0,3	29,1	—	30,8		
Divers ...	12,7	0,2	6,8	0,7	—	—	—	4,4	0,1	—	—	—	—	2,9			
(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(19,9)	(11,3)	(...)	—	—	(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(34,8)			
Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	5,9	152,7				
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,9	—	—	2,3	—	—	2,3	64,4	—	—	—	0,1	12,5	85,5		
	Certificats à un an au plus ...	—	1,0	—	0,2	—	—	8,5	20,1	8,3	14,7	—	6,6	—	59,4		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	180,8	3,6	—	2,5	5,4	—	4,3	146,8	8,9	61,3	59,8	26,6	2,8	502,8		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	—	—	—	—	66,5	—	6,6	1,4	3,0	—	82,0		
	Divers ...	—	1,4	—	—	1,1	—	—	—	—	5,3	2,2	0,9	—	12,1		
Total ...	184,7	6,2	—	5,0	6,5	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	15,3	741,8				
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	21,3	—	—	—	—	—	21,3		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	48,7	0,2	—	0,1	0,2	0,4	16,9	3,7	13,4	13,5	4,6	—	—	101,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	3,0	—	16,7	0,8	2,5	0,3	—	23,3		
Autres emprunts à plus d'un an ...	—	7,6	—	—	—	—	—	—	—	11,2	—	125,9	—	144,7			
Divers ...	2,9	1,0	4,3	—	—	—	0,2	—	—	—	—	0,4	6,5	15,3			
Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	6,8	306,4				
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	0,5		
	Réserves de sécurité sociale ...	28,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37,1		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,1	—	—	—	1,2	—	0,4	1,6	0,6	3,9		
Divers ...	34,1	—	2,7	—	—	0,3	0,1	—	—	1,0	2,6	0,4	7,3	48,5			
Total ...	62,2	—	2,7	—	0,1	9,3	1,8	—	1,4	4,2	1,0	7,3	90,0				
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	—	6,3	—	—	—	—	—	6,3		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	0,7	44,0	—	3,2	—	5,8	0,4	54,1		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	61,0	—	—	—	—	—	61,0		
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	390,7	—	—	—	—	—	390,7		
	Obligations ...	12,9	—	—	—	0,2	—	—	31,6	—	1,0	—	4,6	—	50,3		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	14,0	—	—	—	—	—	25,9	—	—	—	—	39,9		
	Divers ...	—	2,9	9,1	—	1,3	—	—	—	4,3	—	0,4	—	0,2	18,2		
(Actions et parts) ...	—	(0,3)	(0,5)	—	—	—	—	(—)	(4,3)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(6,6)			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme	479,1	6,9	0,7	36,6	1,6	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	45,3	1.369,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	400,9	—	—	—	—	—	—	400,9
	Dépôts en devises des résidents	9,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,2
	Dépôts sur livrets des résidents	133,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133,9
	Dépôts à terme des résidents	105,3	—	—	—	—	—	—	—	3,2	—	2,3	—	110,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	70,1	—	—	—	—	—	70,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	0,2	—	35,8
	Divers	0,2	—	0,3	—	—	—	7,7	—	2,8	—	1,3	45,3	57,6
	(Actions et parts)	(20,5)	—	(0,2)	—	—	—	(1,6)	(—)	(0,4)	(0,5)	—	—	(23,2)
	Total ...	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	45,3	1.369,3
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	0,1	—	2,4	3,4	—	2,3	—	0,8	—	9,0
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	5,1	—	5,3	—	0,5	—	10,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,5	—	—	—	—	—	2,5
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
Total ...	—	—	2,8	0,1	—	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	0,1	25,3	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	12,6	—	—	1,7	2,5	—	—	—	—	2,7	0,6	0,1	20,2
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Dépôts sur livrets	336,3	0,2	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	336,8
	Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,5	4,8	—	—	—	7,8	0,1	0,2	26,4
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	
(Actions et parts)	(3,4)	—	0,1	—	—	—	0,1	—	0,1	—	0,2	10,2	14,1	
Total ...	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	4,8	0,8	—	0,2	11,3	0,9	10,6	469,8	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	47,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47,4
	Réserves mathématiques	226,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	226,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	21,2	—	0,4	—	0,1	—	—	—	0,5	—	—	1,1	23,3
(Actions et parts)	(2,7)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(—)	(—)	(—)	(2,8)	
Total ...	294,8	—	0,4	—	0,1	—	—	—	0,5	—	—	1,1	296,9	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	7,6	—	—	0,2	—	—	0,1	—	—	—	—	—	7,9
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	0,6	—	0,2	—	0,3	—	1,1
	Dépôts sur livrets	22,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,4
	Dépôts à terme	6,8	2,2	—	4,6	6,3	0,7	2,4	—	—	0,7	0,5	1,0	25,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,5	—	6,4	—	0,1	—	7,0
	Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	—	0,1	6,8	—	33,2	0,9	25,3	24,1	5,0	—	300,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	2,7	10,4	5,2	—	17,9	22,3	3,3	4,8	66,6
	Divers	5,8	—	17,7	—	—	—	—	—	0,1	—	0,3	15,7	39,5
(Actions et parts)	(0,1)	(—)	(1,5)	(0,7)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(2,5)	
Total ...	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	21,5	470,3	
Ajustements Secteurs Indéfinis minés et (12)		—	5,8	—	—	3,8	—	29,6	1,2	13,8	6,9	6,1	—	67,2
(13) = (1) à (12)	Total des créances	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	117,6	5.625,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

(milliards de francs)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	—	—	0,3	147,0	—	6,0	—	4,5	0,5	158,6
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	14,5	—	—	—	218,4	—	0,3	—	3,0	—	236,2	
		Obligations ...	39,6	—	—	—	6,5	—	13,7	26,9	—	—	86,8	
		Autres emprunts à plus d'un an ...	0,2	—	—	—	1,0	—	269,5	66,0	254,5	—	591,2	
		Divers ...	6,0	9,4	—	—	49,5	—	2,4	23,6	1,3	—	92,2	
		(Actions et parts) ...	(384,6)	(3,4)	(0,5)	—	(0,2)	—	(3,0)	(—)	(1,1)	(7,0)	(...)	(399,8)
	Total ...	54,1	6,5	9,4	—	50,6	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	0,5	1.165,0
Secteurs nationaux non financiers	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	0,3	0,8	—	0,6	—	1,6	—	3,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,4	—	—	—	0,1	8,2	—	—	—	0,7	—	9,4
		Obligations accessibles à tout placeur ...	23,0	2,3	—	—	0,3	13,0	1,9	13,8	7,7	1,7	—	64,7
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,1	—	0,2	0,1	6,2	—	7,8	6,7	3,3	2,9	27,9
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	—	—	0,1	—	1,7	—	1,3	0,2	35,1	—	38,4
		Divers ...	14,5	0,2	7,2	0,7	—	4,6	—	—	—	—	3,8	31,0
	(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(20,3)	(11,6)	(...)	—	(0,2)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,8)	(0,9)	(35,7)
	Total ...	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	8,3	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	6,7	174,7
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	5,5	—	—	4,6	6,1	64,0	—	—	—	0,6	18,0	98,8
		Certificats à un an au plus ...	—	1,1	—	0,2	10,9	14,8	9,1	13,0	—	7,3	—	56,4
		Obligations accessibles à tout placeur ...	189,7	3,6	—	2,5	6,8	3,8	180,3	8,5	70,2	65,3	29,8	564,3
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	—	—	3,3	65,1	—	7,1	1,6	1,9	79,1
		Divers ...	—	1,4	—	—	—	1,2	6,2	—	7,7	1,9	0,5	21,0
		Total ...	195,2	6,3	—	7,3	8,9	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	21,7	819,6
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	23,6
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Obligations accessibles à tout placeur ...	53,0	0,3	—	0,1	0,2	0,3	25,8	4,1	18,7	14,3	4,4	121,2
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	4,8	—	16,3	0,4	3,4	25,1
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	7,3	—	—	—	—	—	—	12,8	—	141,7	161,8
	Divers ...	3,3	1,2	5,5	—	—	—	—	—	—	—	0,4	20,7	
	Total ...	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	10,5	352,8
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,4
		Réserves de sécurité sociale ...	33,0	—	—	—	—	9,7	—	—	—	—	—	42,7
		Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,1	—	1,7	—	0,2	1,2	—	3,2
		Divers ...	38,5	—	2,7	—	—	0,3	1,1	—	0,9	3,3	0,5	57,4
	Total ...	71,5	—	2,7	—	0,1	10,0	3,2	—	1,1	4,5	0,5	10,1	103,7
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	3,8	—	—	—	—	—	3,8
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	47,2	—	4,1	—	6,1	0,4	58,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	76,7	—	—	—	—	—	76,7
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	505,0	—	—	—	—	—	505,0
		Obligations ...	19,0	—	—	—	0,2	48,1	—	1,4	5,2	—	—	73,9
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	16,3	—	—	—	24,0	—	—	—	—	40,3
	Divers ...	—	3,4	10,4	—	1,4	—	3,7	—	0,6	—	—	19,5	
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	(5,4)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	(7,5)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	15,1	3,9	...	0,3	—	—	—	19,3	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	541,5	—	—	—	—	—	—	541,5	
	Dépôts en devises des résidents	11,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,9	
	Dépôts sur livrets des résidents	158,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	158,7	
	Dépôts à terme des résidents	133,9	—	—	...	...	—	—	—	5,5	0,3	3,9	...	143,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	99,5	...	—	—	...	...	99,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	41,4	—	—	...	—	—	—	—	0,1	0,3	...	...	41,8
	Divers	0,3	...	0,3	...	...	—	21,3	...	8,0	0,5	3,7	60,1	94,2
	(Actions et parts)	(22,4)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	(—)	(0,3)	(0,6)	—	—	(25,8)	
	Total ...	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	556,6	124,7	...	21,4	2,3	8,4	60,1	1.687,5	
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	3,5	1,2	—	2,4	—	0,8	0,1	8,0
		Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	—	8,4	—	4,3	—	—	—	12,8
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	3,0
		Total ...	—	—	2,8	0,1	—	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	0,3	23,8
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	15,1	...	...	3,8	1,8	...	...	—	...	1,8	1,2	0,2	23,9
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Dépôts sur livrets	382,2	0,2	—	0,3	...	—	—	—	—	—	—	—	382,7	
	Dépôts à terme	6,8	1,9	0,4	1,1	7,4	2,7	—	—	—	10,4	0,6	...	31,3	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	...	0,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	—	—	...	1,0	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	83,1	...	—	...	...	—	0,8	—	0,1	0,8	...	...	84,8
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3	
	Divers	3,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	13,0	16,7
	(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,3)	—	—	(4,9)	
Total ...	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	2,8	2,0	...	0,2	13,0	2,0	13,2	541,9		
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	54,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,9	
	Réserves mathématiques	241,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	241,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	24,5	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,1	27,2
	(Actions et parts)	(2,8)	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(2,8)	
Total ...	320,6	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,1	323,3	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	9,3	...	—	0,7	...	—	0,1	—	...	0,3	...	...	10,4
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	...	0,1	—	...	—	...	...	0,1
	Dépôts sur livrets	27,5	...	—	...	...	—	...	—	...	—	...	...	27,5
	Dépôts à terme	8,1	3,6	—	10,8	8,7	0,7	2,4	—	...	1,5	0,3	0,5	36,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	0,4	—	7,6	...	0,4	...	8,4
	Obligations accessibles à tout placeur	232,8	0,4	...	0,3	7,3	—	31,2	1,2	27,1	26,2	6,0	...	332,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	3,1	7,4	9,4	...	19,9	22,8	3,3	4,6	70,5
	Divers	5,0	...	18,8	...	...	...	...	...	0,2	...	0,2	17,2	41,4
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)	
Total ...	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	8,1	43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	22,3	527,4		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	8,5	...	...	4,3	—	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	—	88,2
	(13) = (1) à (12)	2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	147,9	6.585,2	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentés (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													Secteurs indétérminés et ajustements (12)		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (1) à (12)	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 5,0	+ 0,1	—	...	...	- 0,1	+ 15,7	—	- 2,3	...	- 0,5	- 2,7	+ 10,2
		Obligations	+ 3,3	...	...	...	...	...	+ 46,3	—	...	...	+ 0,6	...	+ 51,9
		Autres emprunts à plus d'un an	...	...	...	...	...	...	+ 1,0	—	+ 1,5	+ 2,6	...	...	+ 8,4
		Divers	...	+ 0,9	+ 1,9	...	...	+ 5,6	...	—	+ 36,8	+ 6,6	+ 23,2	...	+ 66,6
		(Actions et parts)	(+ 9,3)	(+ 0,3)	(...)	...	(...)	(...)	+ 34,7 ¹	...	—	+ 0,5	+ 3,1	+ 0,2	...	+ 46,9
		Total ...	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	...	+ 5,6	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	- 2,7	+ 184,0
		Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	...	...	...	+ 0,2	- 0,5	...	+ 0,1	...	+ 1,1	...	+ 0,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	...	...	...	...	- 0,2	+ 4,4	...	...	+ 0,7	...	...	+ 4,8
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,8	+ 0,2	...	...	...	- 1,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,9	+ 0,6	- 0,6	...	+ 4,5
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	+ 0,9
		Autres emprunts à plus d'un an	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	—	+ 1,4	- 0,1	+ 6,0	...	+ 7,6
		Divers	+ 1,8	...	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 0,1	...	—	...	...	...	+ 1,0	+ 3,3
		(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,4)	(+ 0,4)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,9)
		Total ...	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	...	- 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 0,8	+ 22,0
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 1,6	...	—	+ 2,3	...	- 0,4	...	...	+ 0,5	+ 5,5	...	+ 13,3
		Certificats à un an au plus	...	+ 0,1	...	- 0,1	...	...	+ 1,3	...	- 5,2	+ 0,8	...	...	+ 4,1
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 8,9	...	...	+ 0,1	+ 1,3	- 0,6	+ 33,5	- 0,3	+ 8,9	+ 5,5	+ 3,2	+ 1,0	+ 61,5
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	- 1,0	...	...	+ 0,5	+ 0,2	- 1,1	...	- 2,9
		Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,4	- 0,3	- 0,5	...	+ 2,6
		Total ...	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 3,5	+ 26,4	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 6,5	+ 70,4
		Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	...	—	...	+ 0,3	—	—	—	...	...	+ 0,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	+ 2,3	—	...	...	...	...	+ 2,3
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,3	- 0,1	...	...	...	...	+ 8,9	+ 0,4	+ 5,3	+ 0,8	- 0,2	...	+ 19,4
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	+ 1,8	...	- 0,4	+ 0,4	+ 0,9	- 0,1	+ 1,9
		Autres emprunts à plus d'un an	...	- 0,3	...	...	...	...	...	—	+ 1,6	...	+ 15,8	...	+ 17,1
		Divers	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,2	...	...	...	- 0,2	—	...	...	...	+ 3,8	+ 5,4
		Total ...	+ 4,7	- 0,1	+ 1,2	...	...	...	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 3,6	+ 46,4
		Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1
		Réserves de sécurité sociale	+ 4,8	—	—	—	—	—	+ 0,8 ⁴	—	—	—	—	—	+ 5,6
		Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	+ 0,5	...	- 0,2	- 0,3	- 0,6	...	- 0,6
		Divers	+ 4,5	...	...	...	...	...	+ 0,9	—	- 0,1	+ 0,7	+ 0,1	+ 2,8	+ 8,9
		Total ...	+ 9,3	...	...	...	...	+ 0,8	+ 1,3	...	- 0,3	+ 0,4	- 0,5	+ 2,8	+ 13,8
		Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	- 2,6	...	...	—	...	...	- 2,6
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 3,2	—	+ 1,1	—	+ 0,2	...	+ 4,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	—	+ 15,7	—	...	...	...	...	+ 15,7
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	...	...	...	...	...	—	+ 124,3	—	...	...	...	...	+ 124,3
		Obligations	+ 6,2 ³	...	...	...	...	—	+ 16,5	...	+ 0,3	+ 0,6	...	...	+ 23,6
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	+ 1,1	—	—	—	- 1,1	—	—	—	—	+ 1,1	+ 1,1
		Divers	+ 19,4	+ 0,5	+ 1,4	...	+ 0,1	—	- 0,6	—	+ 0,1	...	- 0,2	...	+ 20,7
		(Actions et parts)	(+ 25,2) ³	(...)	(...)	...	(...)	(—)	(+ 1,1)	(—)	(- 0,1)	(...)	(—)	(...)	(+ 26,2)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+30,0	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+141,3	+43,0	- 2,5	+ 8,9	- 0,2	+ 3,8	+14,8	+318,2
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	+ 0,7	+ 0,1	—	—	—	—	—	—
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+140,6	—	—	—	—	—	—	+140,6
	Dépôts en devises des résidents	+ 2,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+24,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 24,8
	Dépôts à terme des résidents	+28,6	—	—	...	+ 0,1	—	—	—	+ 2,2	+ 0,3	+ 1,5	...	+ 32,7
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+29,3	...	—	—	...	...	+ 29,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 6,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,0
	Divers	...	...	...	...	...	...	+13,6	...	+ 5,3	+ 0,5	+ 2,5	+14,8	+ 36,7
	(Actions et parts)	(+ 1,9)	...	(...)	...	...	...	(+ 0,7)	(—)	(- 0,1)	(...)	...	...	(+ 2,6)
Total ...		+98,1	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+141,3	+43,0	- 2,5	+ 8,9	- 0,2	+ 3,8	+14,8	+318,2
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	+ 1,1	- 2,2	—	+ 0,1	—	...	...	- 1,0
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	+ 3,4	—	- 1,0	—	- 0,5	—	+ 1,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 2,5	—	—	—	—	—	- 2,5
	Divers	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	+ 0,1
Total ...		—	—	...	...	—	+ 1,1	- 1,4	—	- 0,9	—	- 0,5	+ 0,1	- 1,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,5	...	...	+ 2,1	- 0,7	...	...	—	...	- 1,0	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,7
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	...	...	—	—	...	...	...
	Dépôts sur livrets	+45,9	...	—	...	—	—	...	...	...	—	...	...	+ 45,9
	Dépôts à terme	+ 2,6	+ 0,1	+ 0,1	- 0,5	+ 1,9	- 2,0	...	—	...	+ 2,7	+ 0,4	- 0,2	+ 5,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	...	—	...	...	+ 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,9	—	...	—	...	...	+ 0,9
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+13,7	...	—	...	...	...	+ 0,2	—	- 0,1	+ 0,1	...	...	+ 13,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1
	Divers	- 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,7	+ 2,4
	(Actions et parts)	(+ 0,5)	...	...	...	...	...	...	...	(- 0,2)	(- 0,1)	...	...	(+ 0,2)
Total ...		+64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	- 2,0	+ 1,2	...	- 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 2,6	+ 72,1
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 7,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,5
	Réserves mathématiques	+15,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 15,1
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	+ 3,2	...	...	...	- 0,1	...	...	...	- 0,2	...	...	+ 0,9	+ 3,8
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	(- 0,1)	(...)	(—)	(...)	(...)
Total ...		+25,8	...	...	...	- 0,1	...	...	...	- 0,2	...	...	+ 0,9	+ 26,4
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,7	...	—	+ 0,5	...	...	...	—	...	+ 0,3	...	...	+ 2,5
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	...	- 0,5	...	- 0,2	—	- 0,3	...	- 1,0
	Dépôts sur livrets	+ 5,1	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 5,1
	Dépôts à terme	+ 1,3	+ 1,3	—	+ 6,2	+ 2,4	...	- 0,1	—	...	+ 0,8	- 0,1	- 0,4	+ 11,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	- 0,1	—	+ 1,3	...	+ 0,3	...	+ 1,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+27,9	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 0,5	...	- 2,0	+ 0,3	+ 1,8	+ 2,1	+ 1,0	...	+ 32,0
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	+ 0,4	- 3,0	+ 4,2	...	+ 2,0	+ 0,5	...	- 0,2	+ 3,9
	Divers	- 0,7	...	+ 1,1	...	...	...	...	—	...	...	- 0,1	+ 1,5	+ 1,8
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
Total ...		+35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	- 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 0,9	+ 57,2
Secteurs indéfinis et ajustements (12)		—	+ 2,7	...	...	+ 0,5	+ 1,2	+10,5	...	+ 0,6	- 0,1	+ 2,1	—	+ 17,5
	(13) = (1) à (12)													
Total des créances		+284,6	+ 5,3	+12,9	+16,0	+13,8	+176,3	+318,6	- 1,2	+73,9	+25,1	+56,8	+31,4	+1.013,5

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises privées et particuliers ».)

4 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (18) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	45,8	5,5	7,5	...	44,9	103,7	0,3	309,0	—	255,3	104,3	239,8	908,4	3,3	1.015,7
2. Organismes publics d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	46,0	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	91,7	5,9	152,7
3. Etat (Trésor)	184,7	6,2	—	5,0	6,5	202,4	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	503,5	15,3	741,8
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	65,0	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	234,2	6,8	306,4
5. Sécurité sociale	62,2	...	2,7	...	0,1	65,0	9,3	1,8	...	1,4	4,2	1,0	8,4	7,3	90,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	379,7	22,9	21,3	6,1	52,1	482,1	39,7	673,9	22,6	403,1	199,9	446,7	1.746,2	38,6	2.306,6
7. Etranger	12,9	2,9	23,1	...	1,5	40,4	0,7	563,8	...	4,6	4,6	6,0	579,0	0,4	620,5
8. Organismes monétaires	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	804,9	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	103,7	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	19,9	0,1	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	441,2	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,9	13,2	10,6	469,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	294,8	...	0,4	...	0,1	295,3	...	.....	...	0,5	...	...	0,5	1,1	296,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	288,3	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	149,4	21,5	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.728,5	11,4	22,0	45,2	25,5	1.832,6	433,7	135,5	3,4	70,7	60,8	16,3	286,7	78,6	2.631,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	3,8	9,6	.....	29,6	1,2	13,8	6,9	6,1	57,6	—	67,2
15. Total des créances	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	2.364,8	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	2.669,4	117,6	5.625,9
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.105,4	- 109,7	- 675,4	- 255,1	- 7,0	+ 58,2	- 146,4	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 24,7	+ 4,7	+ 37,8	+ 50,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et particu- liers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	54,1	6,5	9,4	...	50,6	120,6	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	1.043,6	0,5	1.165,0
2. Organismes publics d'exploitation	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	49,1	8,3	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	110,6	6,7	174,7
3. Etat (Trésor)	195,2	6,3	—	7,3	8,9	217,7	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	554,9	21,7	819,6
4. Secteur public non compris ailleurs	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	70,9	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	271,1	10,5	352,8
5. Sécurité sociale	71,5	...	2,7	...	0,1	74,3	10,0	3,2	...	1,1	4,5	0,5	9,3	10,1	103,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	415,0	24,2	24,8	8,4	60,2	532,6	44,2	788,3	23,6	462,3	219,1	496,2	1.989,5	49,5	2.615,8
7. Etranger	19,0	3,4	26,7	...	1,6	50,7	0,4	708,5	...	6,1	5,2	6,1	725,9	0,4	777,4
8. Organismes monétaires	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	914,0	556,6	124,7	...	21,4	2,3	8,4	156,8	60,1	1.687,5
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	17,1	0,3	23,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	508,7	2,8	2,0	...	0,2	13,0	2,0	17,2	13,2	541,9
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	320,6	...	0,4	...	...	321,0	...	...	...	0,2	...	...	0,2	2,1	323,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	336,4	8,1	43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	160,6	22,3	527,4
13. Total des intermédiaires financiers	1.952,3	12,3	28,9	58,7	30,8	2.083,0	571,0	179,9	1,2	83,3	66,1	21,4	351,9	98,0	3.103,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	...	8,5	...	...	4,3	12,8	...	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	75,3	—	88,2
15. Total des créances	2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	2.679,2	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	3.142,6	147,9	6 585,2
16. Solde des créances et des dettes	+1.221,3	- 126,3	- 739,2	- 285,6	- 6,8	+ 63,4	- 161,8	+ 33,9	+ 2,2	+ 24,2	- 26,0	+ 4,4	+ 38,7	+ 59,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capitalisa- tion	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajuste- ments	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	...	+ 5,6	+ 16,8	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	+ 135,4	— 2,7	+ 184,1
2. Organismes publics d'exploitation	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 3,2	— 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 18,8	+ 0,8	+ 22,0
3. Etat (Trésor)	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 15,2	+ 3,5	+ 26,4	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 45,2	+ 6,5	+ 70,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 4,7	— 0,1	+ 1,2	...	...	+ 5,8	...	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 37,0	+ 3,6	+ 46,4
5. Sécurité sociale	+ 9,3	...	...	...	...	+ 9,3	+ 0,8	+ 1,3	...	— 0,3	+ 0,4	— 0,5	+ 0,9	+ 2,8	+ 13,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 35,3	+ 1,2	+ 3,5	+ 2,4	+ 7,9	+ 50,3	+ 38,1	+ 108,2	+ 1,0	+ 59,2	+ 19,4	+ 49,5	+ 237,3	+ 11,0	+ 336,7
7. Etranger	+ 25,6	+ 0,5	+ 2,5	...	+ 0,1	+ 28,7	— 0,4	+ 155,4	...	+ 1,5	+ 0,6	...	+ 157,5	+ 1,1	+ 186,9
8. Organismes monétaires	+ 98,1	— 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 109,1	+ 141,3	+ 43,0	— 2,5	+ 8,9	— 0,2	+ 3,8	+ 53,0	+ 14,8	+ 318,2
9. Fonds des Rentes	—	—	...	...	—	...	+ 1,1	— 1,4	—	— 0,9	—	— 0,5	— 2,8	+ 0,1	— 1,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	+ 67,5	— 2,0	+ 1,2	...	— 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 4,0	+ 2,6	+ 72,1
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	+ 25,8	...	...	...	— 0,1	+ 25,7	...	...	...	— 0,2	...	...	— 0,2	+ 0,9	+ 26,4
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	+ 48,1	— 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 11,2	+ 0,9	+ 57,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 223,7	+ 0,9	+ 6,9	+ 13,6	+ 5,3	+ 250,4	+ 137,4	+ 44,4	— 2,2	+ 12,6	+ 5,2	+ 5,2	+ 65,2	+ 19,3	+ 472,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	...	+ 2,7	...	...	+ 0,5	+ 3,2	+ 1,2	+ 10,5	...	+ 0,6	— 0,1	+ 2,1	+ 13,1	—	+ 17,5
15. Total des créances	+ 284,6	+ 5,3	+ 12,9	+ 16,0	+ 13,8	+ 332,6	+ 176,3	+ 318,6	— 1,2	+ 73,9	+ 25,1	+ 56,8	+ 473,2	+ 31,4	+ 1.013,5
16. Solde des créances et des dettes	+ 100,5	— 16,7	— 57,5	— 30,4	...	— 4,1	— 10,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,8	— 1,3	— 0,4	+ 0,8	+ 13,9	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, vol. II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, vol. II, nos 1-2, juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, no 1, janvier 1976. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi-monnaies			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises et particuliers			Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers 5
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations		Emprunts obligataires 4	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises						Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires					
				(1)			(2)	(3)			(4)	(5) = (1) à (4)	(6)			(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	157,0	170,9	.....	4,1	17,5	- 13,5	- 16,3
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,3	.....	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969 (Ancienne série)	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	.....	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1969 (Nouvelle série) 6 ...	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	18,9	197,8	208,0	10,8	5,4	26,7	- 21,0	- 33,9
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,3	220,1	232,8	15,2	5,4	35,2	- 25,6	- 42,2
1971 (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,2	256,0	268,4	16,8	4,4	38,9	- 30,4	- 44,9
1971 (Nouvelle série) 7 ...	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,2	256,0	268,4	16,8	4,4	38,9	- 30,4	- 40,6
1972	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	43,0	308,6	321,8	24,4	8,5	34,5	- 35,8	- 47,7
1973	577,0	298,4	11,9	...	887,3	151,9	330,4	57,8	375,3	382,1	25,7	9,6	26,7	- 41,8	- 48,3
1974 Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	124,2	372,6	62,7	392,0	403,0	29,0	22,6	38,5	- 45,5	- 44,3
Septembre	612,5	312,9	18,2	...	943,6	129,7	350,0	61,3	400,5	410,0	31,9	17,5	42,9	- 46,5	- 43,7
Décembre	627,7	321,8	17,5	...	967,0	132,5	348,6	77,4	407,2	424,5	35,4	10,1	42,3	- 48,7	- 37,8
1975 Mars	645,5	336,9	18,0	...	1.000,4	144,6	366,8	77,0	400,7	426,0	41,4	6,0	55,1	- 50,7	- 40,5
Juin	700,1	336,9	19,9	...	1.056,9	153,1	393,1	79,8	428,5	444,3	41,6	5,0	57,4	- 53,3	- 48,3
Septembre	692,8	352,9	21,9	...	1.067,6	145,4	406,7	74,6	444,6	459,4	41,2	6,4	59,3	- 56,5	- 54,1
Décembre	717,2	369,8	23,0	...	1.110,0	159,5	384,7	79,3	480,3	497,8	43,1	9,2	55,3	- 58,2	- 43,2
1976 Mars	723,2	388,1	31,7	...	1.143,0	130,9	426,4	79,7	503,2	518,1	42,5	13,7	61,4	- 62,8	- 52,0
Juin	775,9	403,0	28,8	...	1.207,7	136,4	451,8	93,0	521,6	534,2	42,6	17,7	64,7	- 67,4	- 52,7
Septembre	756,4	427,7	30,0	...	1.214,1	p 115,5	p 450,4	p 92,5	p 550,9	p 557,2	p 42,9	38,7	p 65,7	- 71,0	p - 71,5

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Y compris les certificats à court terme des organismes publics d'exploitation.

5 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

6 Nouvelle série : voir Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

7 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, Vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,3	27,0	28,7	29,5
— Prêts ¹	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	10,2	20,3	26,1	30,5	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0	27,4	19,9
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	4,9	9,7	9,7
4. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3
6. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	16,9	12,2	12,0	4,6	0,7	1,3	11,9	17,8	14,9	15,0
7. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	3,5	3,7	...	7,3	3,6	...	...	...	...	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	81,6	88,6	99,2	106,8	106,3	107,2	87,2	79,3	64,5
b) en francs belges	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	124,1	129,2	144,4	168,3	196,3	222,6	222,1	232,2	243,3	245,0	244,7	256,1	245,2	238,3	217,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4	0,5
2. Autres :															
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5
c) sur les banques de dépôts	0,5	...	...	...	0,9	2,1	0,5	0,2	0,1	2,2	0,1	...	0,1	2,3	1,7
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	15,3	15,5	13,2	4,9	1,1	0,5	0,2	5,1	2,5	20,5	11,5	4,2	20,6	20,6	20,6
b) autres :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,5	2,7	3,1	3,0	3,0	3,0	3,2	3,3	3,3
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	1,8	1,9	1,5	4,5	6,3	7,9	5,1	5,2	1,6	0,1	0,9	...	5,9	5,1	7,4
b) effets commerciaux	10,0	6,9	3,2	4,8	10,6	15,2	10,9	14,9	3,5	3,4	1,6	10,3	23,8	19,8	24,3
c) avances	0,1	...	0,2	0,3	0,2	0,3	0,1	0,5	...	...	...	0,4	...	...	0,2
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	2,5	...	3,7	...	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :															
a) à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	0,1	0,9	0,9
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,2	58,4	55,9	41,9	28,3	37,8	24,8	24,2	23,6	25,9	26,2	26,2	26,7	23,5	46,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5	365,2

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	33,1	...	19,0
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	2,3	2,8	3,0	2,4	2,2	3,4	3,6	4,3	3,3	3,4	
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	0,9	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	3,5	3,2	3,4	2,8	2,3	3,5	3,7	37,5	3,4	22,5	
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	7,0	6,9	7,2	7,0	8,3	7,4	7,2	7,7	8,4	7,4	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	7,7	21,3	16,1	14,7	11,6	5,8	—	—	—	...	...
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,8	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,7	0,1	0,1	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	178,8	178,1	183,2	196,4	216,8	231,5	236,8	248,9	248,3	274,0	267,7	281,2	276,2	299,7	292,0	
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,9	0,7	1,0	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires																
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	3,1	8,8	4,1	4,1	2,7	1,3	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	0,9	3,0	1,6	1,6	1,1	0,6	—	—	—	—	—	
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—	
D Autres	40,7	64,4	65,1	55,5	46,4	54,3	44,0	44,2	44,1	47,8	49,3	47,1	44,2	43,9	42,8	
TOTAL DU PASSIF ...	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5	365,2	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-75	31-12-75	31-1-76	29-2-76	31-3-76	30-4-76	31-5-76	30-6-76	31-7-76	31-8-76	30-9-76	31-10-76	30-11-76
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	26,6	26,3	26,9	26,7	27,0	26,0	28,5	28,7	28,8	29,5	29,5	29,6	30,3
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	26,7	27,4	27,4	27,4	27,4	19,9	19,9	19,3
3. Avance au F.M.I.	2,4	2,4	4,9	4,9	4,9	4,9	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
4. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accords internationaux .....	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
6. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	6,0	11,9	4,5	7,5	17,8	13,9	14,2	14,9	15,2	15,8	15,0	17,5	<i>p</i> 11,7
7. a) F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
8. Autres :													
a) en monnaies étrangères	105,9	107,2	94,3	89,8	87,2	83,7	80,1	79,3	72,5	70,7	64,5	64,2	70,9
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	249,2	256,1	238,9	237,3	245,2	233,5	238,2	238,3	232,0	231,6	217,2	219,3	<i>p</i> 220,4
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	2,2	2,1	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5
c) sur les banques de dépôts	0,1	...	6,0	...	0,1	0,8	1,2	2,3	0,4	4,4	1,7	4,7	0,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ² :													
a) à un an au plus .....	...	4,2	...	19,0	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6
b) autres :													
— obligations accessibles à tout placeur	3,0	3,0	3,3	3,3	3,2	3,2	3,2	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
— autres	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :													
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	1,8	...	1,8	2,7	5,9	4,1	3,1	5,1	5,8	8,2	7,4	8,9	<i>p</i> 6,9
b) effets commerciaux	9,3	10,3	12,3	14,9	23,8	18,7	13,5	19,8	24,1	27,0	24,3	25,8	<i>p</i> 22,6
c) avances	0,1	0,4	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :													
a) à moins d'un an .....	...	...	0,5	...	0,1	0,1	0,7	0,9	...	1,9	0,9	1,0	0,1
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	25,9	26,2	26,9	21,4	26,7	32,2	27,2	23,5	22,5	30,6	46,4	27,1	<i>p</i> 22,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	330,0	340,8	330,7	339,3	366,4	353,9	350,5	356,5	351,8	371,0	365,2	353,8	339,6

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes moné-taires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-75	31-12-75	31-1-76	29-2-76	31-3-76	30-4-76	31-5-76	30-6-76	31-7-76	31-8-76	30-9-76	31-10-76	30-11-76
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	...	...	8,1	33,1	14,8	...	...	...	25,8	19,0	8,7	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,6	3,6	3,2	3,1	4,3	3,4	3,9	3,3	3,2	3,6	3,4	3,3	3,4
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	3,7	3,7	3,3	11,3	37,5	18,3	4,0	3,4	3,3	29,5	22,5	12,1	3,5
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	6,9	7,2	6,8	6,9	7,7	7,2	8,7	8,4	7,1	7,3	7,4	6,9	p 7,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,1	...	...	...	...	...	...	...
— comptes spéciaux .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	0,7	...	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	p ...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	269,7	281,2	274,5	276,0	276,2	284,9	290,9	299,7	295,1	290,9	292,0	292,2	p287,7
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,6	1,7	1,0	0,5	0,7	0,4	0,4	0,9
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires													
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	49,0	47,1	45,7	44,3	44,2	42,6	45,1	43,9	45,8	42,5	42,8	42,2	40,5
TOTAL DU PASSIF ..	330,0	340,8	330,7	339,3	366,4	353,9	350,5	356,5	351,8	371,0	365,2	353,8	339,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-69 nouvelle série ²	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,1	1,9	1,9	3,5	3,2	...	...	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9	0,8	...	...
5. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	1,9	1,9	3,5	3,2	...	...	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9	0,8	...	...
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,6	0,2	0,2	0,7	0,3	0,8	0,5	0,4	0,1	1,2	0,6	0,4	0,8	1,0	0,5	1,0
c) sur les banques de dépôts	0,5	...	...	...	0,5	0,1	0,5	2,7	0,9	...	...	0,1	0,6	...	0,9	2,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat :																
a) à un an au plus	57,4	62,1	62,1	64,9	64,8	74,0	68,3	67,5	57,5	65,1	70,7	72,0	68,9	70,2	73,3	78,8
b) autres :																
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	6,7	6,7	6,9	7,1	7,6	8,1	8,5	8,7	8,3	8,4	8,4	8,9	8,7	9,1	9,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	10,0	11,4	9,9	12,9	13,9	19,8	20,7	19,5	23,2	29,8	25,4	29,4	23,7	27,6	26,0	39,2
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,1	1,5	1,5	0,9	0,1	0,1	...	...	0,1	0,7	0,5	...	0,8	3,0	...	...
b) effets commerciaux	1,3	1,3	1,3	1,1	2,2	0,4	2,8	5,5	2,8	2,4	5,8	1,7	3,7	3,6	3,0	...
c) avances .....	...	...	1,5	1,6	2,1	3,4	7,7	8,9	12,0	7,0	6,0	8,1	11,6	14,0	13,8	6,1
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	...	...	...
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	2,9	0,5	0,5	...	...	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :																
a) à moins d'un an .....	...	0,1	0,1	0,3	0,3	0,6	...	0,2	...	...	0,7	1,1	...	0,1	...	...
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9	2,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,1
D. Autres	4,6	3,0	3,0	1,0	8,2 ³	6,7	10,4	12,2	16,5	13,1	16,1	17,8	17,3	17,0	17,2	21,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	81,0	88,4	88,4	94,0	102,9³	117,0	120,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	139,9	147,2	145,0	159,1

¹ O.C.P. Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LIX^e année, tome I, no 1, janvier 1976).

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,3	0,2	...	0,3	...	0,1	...	...	...
Total des engagements envers l'étranger ...	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,3	0,2	...	0,3	...	0,1	...	...	...
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...	2,1
b) envers les organismes publics	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,5	0,4	0,1	1,2	0,7	0,4	0,8	1,1	0,5	1,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	4,7	3,5	4,0	6,4	1,9	3,9	6,4	2,6	2,2
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,6	7,0	7,5	8,1	8,5	9,1	9,0	9,2	9,5	9,5	9,8	9,9	10,2	10,2	10,8
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	46,8	44,8	50,7	51,3	63,3	65,5	68,6	65,6	66,9	70,0	77,0	74,2	74,9	77,6	82,6
b) détenue par les pouvoirs publics	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	37,9	43,2	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	48,6	52,2	53,5	60,0
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	2,0	2,0	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	117,0	120,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	139,9	147,2	145,0	159,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76
A. Créances sur l'étranger :			Nouvelle série 1													
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	6,1	7,3	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7	39,6	38,9	37,1
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	6,4	6,5	6,5	12,6	13,9	11,8	11,1	14,1	14,6	17,0	20,1	20,3	19,3	17,2	15,2	15,0
5. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	85,6	134,4	134,4	198,1	235,3	297,0	391,4	478,1	488,4	489,5	520,8	536,1	591,0	596,1	648,2	618,8
b) en francs belges	18,2	19,9	19,9	20,8	22,3	27,1	35,4	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4	49,8	51,5	51,9
Total des créances sur l'étranger ...	116,3	168,1	168,1	246,1	296,3	367,8	486,0	592,7	598,0	598,8	621,2	641,0	695,4	702,7	753,8	722,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	4,4	4,8	4,8	5,0	5,3	5,7	6,9	6,6	6,8	7,1	6,9	8,2	7,3	7,1	7,6	8,3
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	7,7	21,3	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,8	0,9	0,9	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,8	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	5,3	10,1	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	4,7	3,5	4,0	6,5	1,9	3,9	6,5	2,6	2,2
c) sur les banques de dépôts	12,9	20,2	20,2	28,6	46,5	60,3	92,9	109,4	103,4	107,4	104,7	99,3	100,3	106,4	127,6	118,7
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat 2 :																
a) à un an au plus	28,1	37,1	37,1	28,0	17,8	9,4	10,0	22,6	11,5	8,3	11,1	10,3	31,7	9,9	12,0	27,4
b) autres :																
— obligations accessibles à tout placeur	54,0	61,5	61,5	71,3	103,3	137,2	170,0	185,6	190,6	188,2	200,1	208,0	213,1	220,4	p 241,0	p 246,4
— autres	33,9	32,5	32,5	33,8	29,7	32,6	31,1	29,7	33,6	32,6	32,6	32,6	31,3	30,0	p 29,1	p 28,1
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	0,3	0,6	1,5	3,1	2,3	3,2	6,3	7,5	6,9	9,8	10,9	8,6	9,2	11,6	p 13,5	p 10,4
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	3,7	4,7	4,7	9,3	12,6	15,5	24,7	28,9	29,1	29,1	31,5	31,9	31,4	29,8	p 29,5	p 30,4
— autres	2,3	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	5,1	5,7	6,3	7,6	8,0	8,8	9,2	9,1	p 9,1	p 9,1
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,2	3,9	3,9	6,3	8,6	9,1	5,9	9,5	8,6	7,9	10,1	16,3	14,1	10,9	14,4	16,5
b) effets commerciaux	67,1	82,3	82,3	91,7	93,5	106,2	116,0	125,9	118,5	116,3	118,8	123,1	120,3	128,6	p 121,6	p 133,9
c) avances	98,0	99,4	98,5	113,6	139,9	172,2	219,4	229,7	242,6	252,3	254,5	275,9	291,5	309,4	p 320,4	p 340,7
d) autres créances à moins d'un an	0,9	1,4	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	1,9	4,2	4,1	5,1	3,4	3,6	4,5	5,8	3,1
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	4,3	4,4	4,4	6,7	8,9	11,5	12,1	11,8	11,9	14,7	14,7	15,8	15,6	14,7	p 14,6	p 17,7
— autres	3,7	4,6	4,6	6,0	7,1	12,0	12,6	14,3	14,5	15,3	20,2	20,9	20,5	22,8	p 21,3	p 21,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	6,8	5,4	5,4	6,4	4,4	5,6	9,1	5,1	13,8	10,8	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :																
a) à moins d'un an	2,1	2,2	2,2	2,8	3,2	2,9	2,5	2,8	4,3	3,2	5,0	6,9	9,3	10,1	p 11,2	p 11,6
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,0	19,9	19,9	27,3	31,8	31,6	31,2	32,3	33,2	37,2	40,3	40,0	38,8	36,9	p 38,4	p 41,2
— autres	2,2	4,5	4,5	6,0	4,6	5,2	8,5	8,5	9,7	10,1	12,5	12,5	11,2	10,7	p 12,0	p 12,0
D. Autres	59,6	62,4	62,4	71,6	86,8	90,6	103,4	121,6	115,8	136,3	133,7	140,7	161,4	150,7	p 147,3	p 160,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	527,9	633,2	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.932,9	1.962,5

1 A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LIIe année, tome I, no 1, janvier 1976).

2 Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIIIe année, vol. II, no 3, septembre 1968).

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	630,3	633,9	669,6	648,1
b) en francs belges ¹	38,7	34,7	50,2	64,0	80,1	118,6	156,0	164,2	169,6	167,2	163,7	162,6	162,5	160,9	173,2
Total des engagements envers l'étranger ...	152,6	204,3	286,7	331,0	413,3	552,9	670,1	687,4	695,5	718,5	730,7	792,9	796,4	830,5	821,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,5	...	...	...	0,9	2,1	1,9	0,5	0,2	...	2,2	0,1	...	0,1	2,3
b) envers les organismes publics	0,5	...	...	0,5	0,1	0,5	2,8	0,9	...	...	...	0,6	...	1,0	2,2
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	12,9	20,1	28,6	46,5	60,3	92,9	109,4	103,4	107,4	104,8	99,3	100,3	106,3	127,6	118,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entrepr. privées et particuliers	122,8	130,3	151,5	174,7	203,2	227,1	255,2	254,9	254,5	267,1	287,4	291,8	297,9	305,1	321,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	141,8	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	147,9	149,3	152,4	161,7
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	205,0	220,5	235,7	241,3
— dépôts en devises	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,9	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	21,9	23,0	31,7	28,8
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	41,8	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	56,5	58,2	62,8	67,4
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	2,5	...	...	...	0,7	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	4,2	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	0,8	3,5	1,1	0,5
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	87,1	93,2	105,6	122,1	127,1	145,2	159,0	156,7	166,9	163,4	179,9	201,4	178,5	184,9	196,5
TOTAL DU PASSIF ...	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.932,9	1.962,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-69 Nouvelle série 1	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	
A. Créances sur l'étranger :																	
1. Or	76,2	76,0	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	
2. F.M.I. — Participation	10,3	7,8	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,3	27,0	28,7	
— Prêts 2	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	10,2	20,3	26,1	30,5	26,7	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0	27,4	
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Obligations	6,1	7,3	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7	39,6	38,9	37,1	
5. Accept. en francs belges représ. d'export.	20,7	18,2	18,2	18,0	22,9	28,3	28,0	31,6	27,1	29,4	26,5	21,1	22,5	29,9	33,0	29,9	
6. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	3,5	0,4	3,7	...	3,6	...	...	...	...
b) C.E.E. : Concours fin. à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	
7. Autres :																	
a) en monnaies étrangères	103,7	170,0	170,0	237,1	270,3	349,4	467,3	543,3	570,1	578,1	620,0	642,9	697,3	708,3	735,4	698,1	
b) en francs belges	18,5	19,9	19,9	21,0	22,3	27,1	35,4	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4	49,8	51,5	51,9	
Total des créances sur l'étranger ...	240,5	299,2	299,2	394,0	467,8	564,1	708,6	796,8	820,5	831,4	866,3	886,1	942,0	959,6	999,0	961,1	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																	
1. Pièces et billets	4,7	5,2	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	7,8	7,6	8,3	8,8	
2. Autres :																	
a) sur la B.N.B. :																	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	7,7	21,3	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	—	—	—	—	
— autres	0,8	0,9	0,9	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,8	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	5,9	10,3	10,3	7,8	8,8	7,0	1,8	5,1	4,3	5,2	7,1	2,3	4,7	7,5	3,1	5,3	
c) sur les banques de dépôts	13,9	20,2	20,2	28,6	47,0	61,3	95,5	114,0	104,8	107,6	104,8	101,6	101,0	106,4	128,6	123,2	
C. Créances sur le secteur intér. non monét. :																	
1. Sur l'Etat 3 :																	
a) à un an au plus	100,8	114,7	114,7	106,1	87,5	84,5	78,8	106,1	74,4	78,5	84,3	102,8	112,1	84,3	105,9	126,8	(7)
b) autres :																	
— obligations accessibles à tout placeur	62,9	70,7	70,7	80,5	112,3	146,8	180,3	196,6	201,8	199,2	211,6	219,4	225,0	232,1	p253,3	p259,0	(7)
— autres	67,9	66,5	66,5	67,8	63,7	66,6	71,3	69,9	73,8	70,9	70,9	70,9	69,6	68,3	p 67,4	p 66,4	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																	
a) à moins d'un an	10,3	12,0	11,4	16,0	16,2	23,0	27,0	27,0	24,9	39,6	36,3	38,0	32,9	39,2	p 39,5	p 49,6	(8)
b) à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	4,2	5,3	5,3	9,9	13,3	16,6	25,8	30,0	30,2	30,2	32,6	33,0	32,5	30,9	p 30,6	p 31,5	(8)
— autres	2,3	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	5,1	5,7	6,3	7,6	8,0	8,8	9,2	9,1	p 9,1	p 9,1	(8)
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																	
a) acceptations bancaires	6,1	7,3	7,3	8,7	13,1	15,5	13,8	15,5	13,8	13,8	12,2	16,4	15,8	13,9	20,3	21,6	(9)
b) effets commerciaux	78,4	90,5	90,5	96,0	100,6	117,2	134,0	137,9	132,1	133,6	128,1	128,2	125,6	142,5	p148,4	p153,7	(9)
c) avances	98,1	99,4	100,0	115,4	142,3	175,8	227,4	238,6	254,9	259,8	260,5	284,0	303,1	323,3	p334,2	p346,8	(9)
d) autres créances à moins d'un an	0,9	1,4	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	1,9	4,6	4,5	5,6	3,9	4,1	4,5	p 5,8	p 3,1	(11)
e) autres créances à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	4,5	4,7	4,7	7,2	9,4	12,4	13,0	12,7	12,8	15,6	15,6	16,7	16,5	15,6	p 15,5	p 18,6	(11)
— autres	3,7	4,6	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	14,3	14,5	15,3	20,2	20,9	20,5	22,8	p 21,3	p 21,6	(11)
4. Sur le F. des Rentes : à moins d'un an 4	6,8	5,4	5,4	6,4	4,4	11,0	9,6	22,6	17,5	10,8	—	—	—	—	—	—	(12)
5. Sur les interm. financiers non monétaires :																	
a) à moins d'un an	2,1	2,3	2,3	3,1	3,5	3,5	2,5	4,7	4,8	3,2	5,7	8,0	9,3	10,2	p 11,3	p 12,5	(13)
b) à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	17,1	20,0	20,0	27,5	32,1	31,9	31,5	32,6	33,5	37,5	40,6	40,3	39,1	37,9	p 38,7	p 41,5	(13)
— autres	2,3	4,6	4,6	6,1	4,7	5,3	8,6	9,4	12,0	10,8	13,2	13,2	11,9	10,7	p 12,7	p 12,1	(13)
D. Autres	101,4	123,8	123,8	128,5	136,9 ⁵	125,6	151,6	160,8	157,1	173,6	173,4	184,4	204,9	193,9	p191,2	p205,7	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	835,6	971,3	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁵	1.498,5	1.828,1	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	2.287,7	2.321,6	2.444,3	2.478,1	

Colonne du tableau XIII « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise.

1 A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LIIe année, tome I, n° 1, janvier 1976).

2 Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

3 Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

5 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	Colonne du tableau XIII-1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	33,1	...	« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
3. Autres :																(6)
a) en monnaies étrangères	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	630,3	633,9	669,6	648,1	
b) en francs belges ¹	40,3	35,8	52,5	68,0	81,8	121,1	158,1	167,2	172,6	169,9	165,9	166,1	166,1	165,2	176,5	
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	0,9	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	154,4	205,6	289,3	335,3	415,3	556,6	672,6	690,8	698,9	721,6	733,0	796,5	800,1	868,0	824,7	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	7,8	7,6	8,3	8,8	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	0,5	...	...	...	0,9	2,1	1,9	1,2	0,2	...	2,2	0,1	...	0,1	4,4	
b) envers les organismes publics	1,1	0,2	0,7	0,8	0,9	1,0	3,2	1,0	1,2	0,7	0,4	1,4	1,1	1,5	3,2	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	7,7	21,3	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	—	—	—	...	
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	19,0	31,2	36,9	56,0	67,6	94,8	114,2	107,1	112,3	111,3	101,2	104,3	113,5	130,3	121,0	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	185,4	185,1	190,7	204,5	225,3	240,6	252,9	246,0	258,4	257,8	283,8	277,6	291,3	286,4	310,5	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises privées et particuliers ⁴	170,4	175,5	202,6	226,6	267,1	293,1	324,3	320,8	321,7	337,7	365,0	366,6	373,7	383,4	405,4	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁶	37,9	43,2	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	48,6	52,2	53,5	60,0	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises privées et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	141,8	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	147,9	149,3	152,4	161,7	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	205,0	220,5	235,7	241,3	(2)
— dépôts en devises	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,9	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	21,9	23,0	31,7	28,8	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	41,8	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	56,5	58,2	62,8	67,4	(14)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	1,1	...	2,5	...	...	...	0,7	—	—	—	—	—	—	(12)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	3,1	8,8	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	—	—	—	—	(13)
— autres	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	4,2	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	0,8	3,5	1,1	0,5	(13)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	0,9	3,0	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	—	—	—	—	(13)
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	—	—	—	(15)
D. Autres	127,8	157,6	170,7	177,6	173,5	199,5	204,5	200,7	211,1	207,9	227,7	252,7	227,6	229,1	240,4	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6⁶	1.498,5	1.828,1	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	2.287,7	2.321,6	2.444,3	2.478,1	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

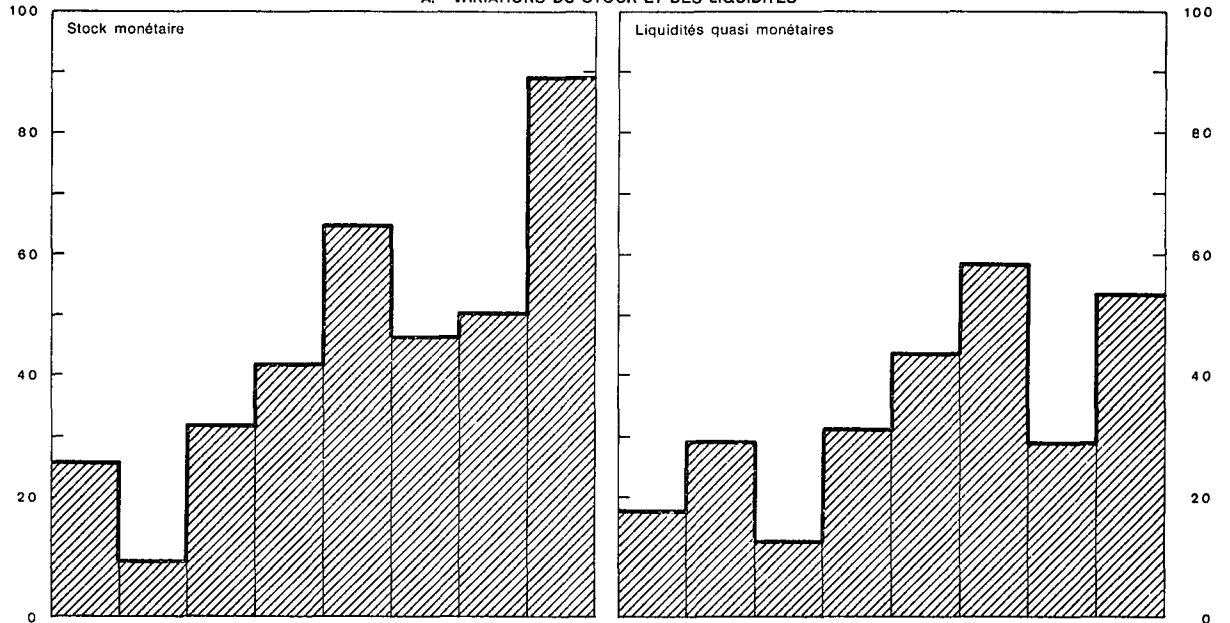
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

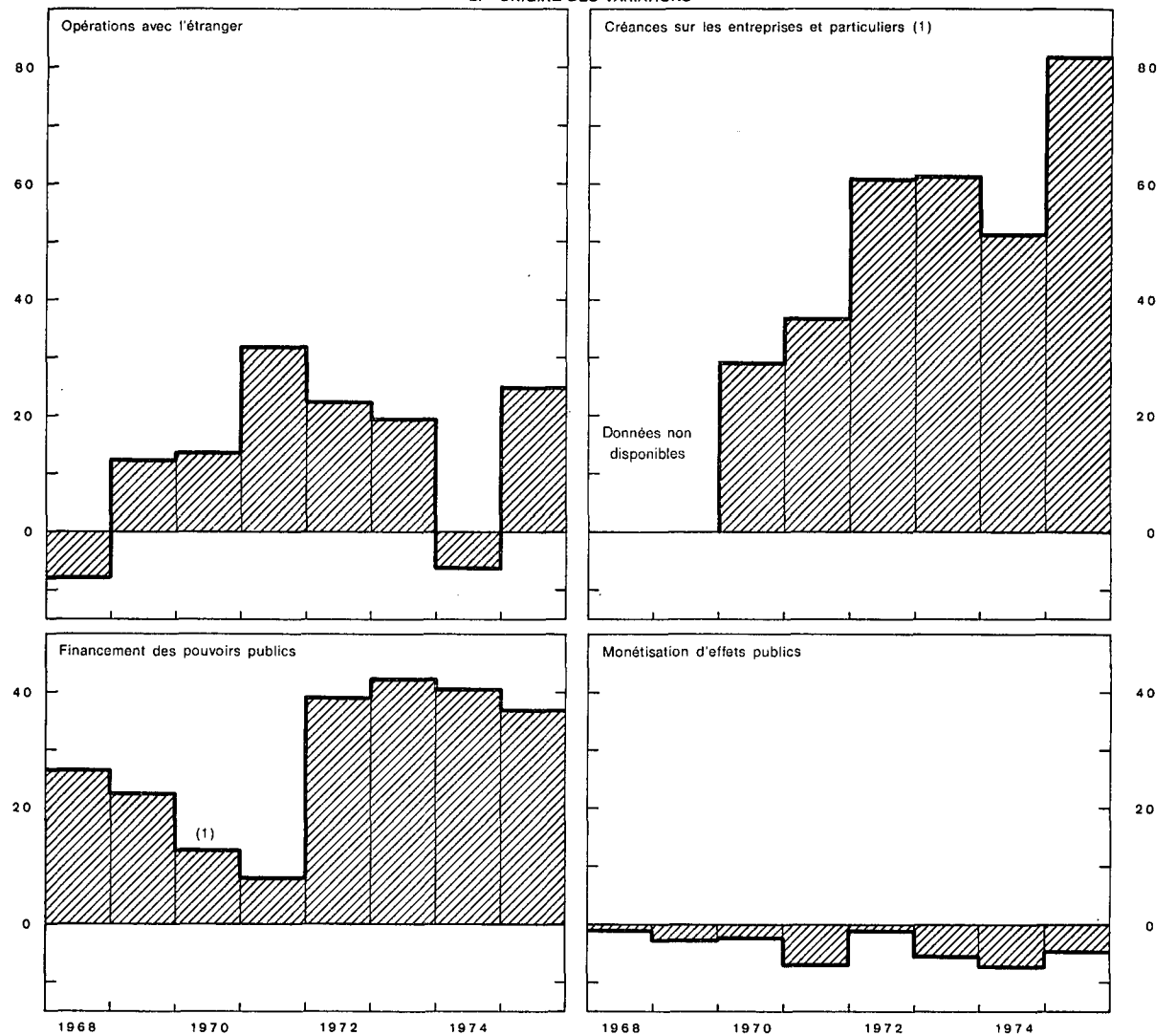
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



1 Nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Créances sur les entreprises et particuliers		Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 3		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (13)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (14)	Divers (15)
					Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations 1 (5)	Emprunts obligataires 2 (6)	de créances commerciales sur l'étranger (7)	de crédits d'escompte et d'acceptations aux entreprises et particuliers (8)	Etat 4 (9)	Autres pouvoirs publics 5 (10)	achats sur le marché par les organismes monétaires (11)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (12)			
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	.....	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	.....	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970 6	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 24,8	+ 4,6	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,8	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 4,8
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,5	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 4,1	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 1,2
1972	+ 65,3 7	+ 43,4	+ 108,7 7	+ 22,6	+ 53,5	+ 7,8	+ 0,7	- 0,9	+ 28,8	+ 10,7	- 1,7	+ 0,3	- 4,1	- 5,4	- 3,6 7
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 19,8 8	+ 60,2	+ 1,5	- 1,0	+ 6,5	+ 28,6 9	+ 14,0	- 4,0	- 1,7	- 7,5	- 6,0	- 5,2 10
1974	+ 50,7	+ 29,0	+ 79,7	- 6,4 11	+ 41,5	+ 10,1	- 5,9	- 10,5	+ 21,2	+ 19,7	- 6,3	- 1,1	+ 16,1	- 6,9	+ 8,2 12
1975	+ 89,5	+ 53,5	+ 143,0	+ 23,2	+ 73,4	+ 8,9	- 0,7	- 0,5	+ 44,6	+ 3,1	- 15,1	- 0,3	+ 13,3	- 9,5	+ 2,6
1974 3 ^e trimestre	- 8,8	+ 0,6	- 8,2	+ 5,8	+ 7,0	+ 2,8	- 1,2	+ 1,8	- 30,7	- 1,6	+ 0,4	+ 2,2	+ 4,2	- 1,0	+ 2,1
4 ^e trimestre	+ 15,2	+ 8,3	+ 23,5	+ 9,1	+ 13,6	+ 3,6	- 1,9	- 8,0	- 0,4	+ 16,2	- 1,9	- 8,0	- 0,5	- 2,1	+ 3,8
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 15,6	+ 33,4	+ 17,0	+ 1,6	+ 6,1	- 2,8	- 8,0	+ 17,7	- 0,8	+ 0,7	- 5,0	+ 12,7	- 2,1	- 3,7
2 ^e trimestre	+ 54,6	+ 1,9	+ 56,5	+ 7,9	+ 18,2	+ 0,3	- 1,0	+ 9,6	+ 24,2	+ 2,3	- 0,2	- 2,8	+ 1,8	- 2,5	- 1,3
3 ^e trimestre	- 7,3	+ 18,0	+ 10,7	- 12,9	+ 15,1	+ 0,2	...	+ 0,7	+ 21,2	- 4,9	- 5,3	+ 4,9	+ 2,8	- 3,3	- 7,8
4 ^e trimestre	+ 24,4	+ 18,0	+ 42,4	+ 11,2	+ 38,5	+ 2,3	+ 3,1	- 2,8	- 18,5	+ 6,5	- 10,3	+ 2,6	- 4,0	- 1,6	+ 15,4
1976 1 ^{er} trimestre	+ 6,0	+ 27,1	+ 33,1	- 27,1	+ 20,3	- 0,6	- 1,7	+ 2,7	+ 53,2	+ 0,7	- 4,3	- 3,1	+ 3,9	- 4,7	- 6,2
2 ^e trimestre	+ 52,7	+ 11,9	+ 64,6	+ 1,4	+ 16,1	+ 0,2	+ 0,7	+ 2,4	+ 35,7	+ 13,4	- 3,6	- 0,4	+ 3,9	- 4,6	- 0,6
3 ^e trimestre	- 19,5	+ 26,0	+ 6,5	p- 17,3	p+ 23,0	p+ 0,3	- 0,8	p+ 6,3	p+ 16,4	p- 0,4	p- 0,1	- 1,3	p+ 0,4	- 3,5	p- 16,5

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Y compris les certificats à court terme des organismes publics d'exploitation.

3 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

4 Y compris le Fonds des Routes.

5 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

6 A partir de 1970, nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII année, tome I, n° 1, janvier 1976).

7 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P.

8 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

9 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

10 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 8 et 9 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

11 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

12 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹						
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³	Total			Stock de monnaie scripturale
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série ⁴) ...	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Juin	9,0	250,6	252,9	e 44,1	0,5	e 64,0	259,8	e 324,3	368,4	621,3	40,7
Septembre	9,2	243,7	246,0	e 45,6	0,4	e 60,8	259,7	e 320,9	366,5	612,5	40,2
Décembre	9,5	256,1	258,4	e 47,6	0,3	e 61,5	259,9	e 321,7	369,3	627,7	41,2
1975 Mars	9,5	255,3	257,8	49,9	0,6	64,6	272,5	337,7	387,6	645,4	39,9
Juin	9,8	282,3	283,8	51,3	0,6	70,2	294,2	365,0	416,3	700,1	40,5
Septembre	9,9	275,1	277,6	48,6	0,6	67,6	298,4	366,6	415,2	692,8	40,1
Octobre	9,9	273,7	277,1	47,8	0,3	70,4	287,6	358,3	406,1	683,2	40,6
Novembre	10,0	276,6	279,7	53,1	0,6	66,7	290,4	357,7	410,8	690,5	40,5
Décembre	10,2	288,4	291,3	52,2	0,9	67,2	305,6	373,7	425,9	717,2	40,6
1976 Janvier	10,1	281,2	284,6	50,1	0,3	78,7	299,1	378,1	428,2	712,8	39,9
Février	10,1	282,9	286,1	52,1	0,7	67,9	292,7	361,3	413,4	699,5	40,9
Mars	10,2	283,9	286,3	53,5	0,7	70,9	311,8	383,4	436,9	723,2	39,6
Avril	10,6	292,2	295,5	60,2	0,6	84,9	317,4	402,9	463,1	758,6	39,0
Mai	10,7	299,6	301,7	56,8	1,7	72,9	322,3	396,9	453,7	755,4	39,9
Juin	10,8	308,1	310,5	60,0	1,0	74,5	329,9	405,4	465,4	775,9	40,0
Juillet	11,0	302,1	306,1	56,7	0,5	81,0	325,0	406,5	463,2	769,3	39,8
Août	11,1	298,2	301,9	53,6	0,7	73,3	319,2	393,2	446,8	748,7	40,3
Septembre	11,1	299,4	303,1	61,4	0,4	71,5	320,0	391,9	453,3	756,4	40,1
Octobre	11,1	299,0	303,3	53,6	0,4	75,1	309,7	385,2	438,8	742,1	40,9

¹ Y compris les organismes paraétatiques administratifs et les organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,4 ¹⁰	-21,2	+14,2	- 4,6	...	- 1,0	+19,8	+19,1	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,2	-24,2	-16,0	- 3,7	...	- 5,9	- 6,4	+40,6	+24,6
1975	252,4	-92,9	159,5	+18,6 ¹¹	+ 0,3	+18,9	- 3,6	...	- 0,7	+23,2	+ 5,5	+24,4
1974 3 ^e trimestre ..	219,0	-89,3	129,7	+16,4	-12,6	+ 3,8	- 0,8	...	- 1,2	+ 5,8	+17,9	+21,7
4 ^e trimestre ..	228,9	-96,4	132,5	+ 9,1	- 3,0	+ 6,1	- 1,1	...	- 1,9	+ 9,1	-16,5	-10,4
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	-95,9	144,6	+10,1	+ 3,0	+13,1	- 1,1	...	- 2,8	+17,0	+ 4,8	+17,9
2 ^e trimestre ..	242,7	-89,6	153,1	+ 1,0	+ 5,3	+ 6,3	- 0,6	...	- 1,0	+ 7,9	- 7,7	- 1,4
3 ^e trimestre ..	241,1	-95,7	145,4	- 1,7	-11,8	-13,5	- 0,6	...	...	-12,9	+10,5	- 3,0
4 ^e trimestre ..	252,4	-92,9	159,5	+ 9,2 ¹¹	+ 3,8	+13,0	- 1,3	...	+ 3,1	+11,2	- 2,1	+10,9
1976 1 ^{er} trimestre ..	207,7	-76,8	130,9	-43,9 ¹²	+15,1	-28,8	...	...	- 1,7	-27,1	p+ 4,0	p-24,8
2 ^e trimestre ..	234,8	-98,5	136,3	+27,3 ¹²	-23,4	+ 3,9	+ 1,8	...	+ 0,7	+ 1,4	p+ 4,5	p+ 8,4
3 ^e trimestre ..	194,7	p-79,2	p115,5	-38,8 ¹²	p+18,7	p-20,1	p- 2,0	p	p- 0,8	p-17,3	p+ 3,3	p-16,8

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

⁴ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

⁵ Voir tableaux IX-1, 2 et 3, rubrique 6.2.

⁶ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs

extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁷ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

⁸ Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁹ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

¹⁰ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

¹¹ A l'exclusion d'une augmentation de 2,2 milliards résultant de l'ajustement des montants reflétant les engagements réciproques subsistant dans le cadre de l'arrangement de SWAP avec la Federal Reserve Bank of New York.

¹² Compte tenu d'un ajustement résultant d'opérations entre les organismes monétaires qui ne sont pas comptabilisés au cours de la même période à la B.N.B. et dans les autres organismes.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particulières						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (8) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 (Ancienne série)	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1969 (Nouvelle série) ⁶ ...	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974 Mars ⁵	42,8	28,6	41,7	25,7	246,6	385,4	62,6	77,9	2,0	142,5	527,9
Juin ⁵	42,7	31,1	42,6	21,7	254,6	392,7	65,7	86,6	0,4	152,7	545,4
Septembre	43,4	32,1	47,3	21,6	252,5	396,9	62,4	99,2	2,7	164,3	561,2
Décembre	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	98,8	1,7	171,4	585,9
1975 Mars ⁵	45,2	36,6	43,3	23,1	269,3	417,5	72,6	111,5	1,6	185,7	603,2
Juin	45,7	41,0	43,4	24,0	280,7	434,8	70,3	121,4	2,4	194,1	628,9
Septembre	46,8	42,0	46,0	24,8	287,6	447,2	70,7	133,7	4,1	208,5	655,7
Décembre	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	137,6	4,1	217,6	699,8
1976 Mars	48,0	50,8	53,9	29,5	320,8	503,0	79,8	142,4	3,6	225,8	728,8
Juin	49,4	55,7	58,8	29,5	333,8	527,2	78,7	145,1	2,1	225,9	753,1

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus avant 1969) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. Jusqu'en 1968 la colonne (1) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. A partir de 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Jusqu'en 1968, une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Depuis 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8). A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIe année, tome I, n° 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) + (7) (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 (Anc. série)	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1969 (Nouv. série) ⁴	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974 Mars ³	21,2	142,9	221,3	385,4	12,0	17,2	29,2	9,2	125,7	221,3	356,2	...
Juin ³	19,4	143,6	229,7	392,7	10,0	17,8	27,8	9,4	125,8	229,7	364,9	0,1
Septembre	18,1	136,2	242,6	396,9	9,5	18,1	27,6	8,6	118,1	246,6	369,3	0,2
Décembre	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975 Mars ³	19,8	143,2	254,5	417,5	9,7	24,5	34,2	10,1	118,7	254,5	383,3	0,1
Juin	22,4	136,5	275,9	434,8	6,0	13,6	19,6	16,4	122,9	275,9	415,2	...
Septembre	24,0	131,8	291,4	447,2	9,9	11,6	21,5	14,1	120,2	291,4	425,7	0,2
Décembre	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976 Mars	26,3	156,4	320,3	503,0	11,9	34,5	46,4	14,4	121,9	320,3	456,6	0,1
Juin	27,3	160,1	339,8	527,2	10,9	26,1	37,0	16,4	134,0	339,8	490,2	0,3

B. Crédits à l'étranger

1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,2
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974 Mars ³	30,2	33,7	78,6	142,5	16,5	12,7	29,2	13,7	21,0	78,6	113,3	1,5
Juin ³	31,1	34,4	87,2	152,7	16,8	14,4	31,2	14,3	20,0	87,2	121,5	0,5
Septembre	28,4	34,6	101,3	164,3	13,5	13,7	27,2	14,9	20,9	101,3	137,1	0,3
Décembre	32,6	37,4	101,4	171,4	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	101,4	142,1	0,2
1975 Mars ³	34,5	36,2	115,0	185,7	14,1	12,0	26,1	20,4	24,2	115,0	159,6	0,8
Juin	31,5	36,8	125,8	194,1	10,8	10,7	21,5	20,7	26,1	125,8	172,6	0,3
Septembre	31,1	38,3	139,1	208,5	11,5	12,3	23,8	19,6	26,0	139,1	184,7	0,7
Décembre	32,6	43,2	141,8	217,6	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	141,8	187,4	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	146,1	225,8	18,8	18,4	37,2	15,7	26,8	146,1	188,6	0,8
Juin	29,7	47,7	148,5	225,9	14,1	19,4	33,5	15,6	28,3	148,5	192,4	0,6

C. Total

1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 (Anc. série)	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1969 (Nouv. série) ⁴	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	23,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974 Mars ³	51,4	176,6	299,9	527,9	23,5	29,9	58,4	22,9	146,7	299,9	469,5	1,5
Juin ³	50,5	178,0	316,9	545,4	26,8	32,2	59,0	23,7	145,8	316,9	486,4	0,6
Septembre	46,5	170,8	343,9	561,2	23,0	31,8	54,8	23,5	139,0	343,9	506,4	0,5
Décembre	52,2	180,0	353,7	585,9	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	353,7	518,3	0,5
1975 Mars ³	54,3	179,4	369,5	603,2	23,8	36,5	60,3	30,5	142,9	369,5	542,9	0,9
Juin	53,9	173,3	401,7	628,9	16,8	24,3	41,1	37,1	149,0	401,7	587,8	0,3
Septembre	55,1	170,1	430,5	655,7	21,4	23,9	45,3	33,7	146,2	430,5	610,4	0,9
Décembre	56,3	192,3	451,2	699,8	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	451,2	636,4	0,8
1976 Mars	60,8	201,6	466,4	728,8	30,7	52,9	83,6	30,1	148,7	466,4	645,2	0,9
Juin	57,0	207,8	488,3	753,1	25,0	45,5	70,5	32,0	162,3	488,3	682,6	0,9

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LIe année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES AUX ENTREPRISES
ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6	0,1
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3	0,6
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974 Mars ¹	2,6	...	2,6	7,6	6,6	14,2	7,6	9,2	...	16,8	0,1
Juin ¹	1,4	...	1,4	5,9	4,9	10,8	5,9	6,3	...	12,2	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	5,1	8,5	13,6	5,1	9,5	0,1	14,7	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975 Mars ¹	2,6	...	2,6	1,6	0,5	2,1	1,6	3,1	...	4,7	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,1	2,0	2,1	0,1	3,4	...	3,5	...
Septembre	0,5	...	0,5	0,9	1,1	2,0	0,9	1,6	...	2,5	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,4
1976 Mars	1,2	...	1,2	5,9	19,8	25,7	5,9	21,0	...	26,9	2,8
Juin	0,8	...	0,8	5,1	16,7	21,8	5,1	17,5	...	22,6	2,3
B. Crédits à l'étranger											
1967 ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1	...
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2	...
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974 Mars ¹	0,1	...	0,1	11,6	3,5	15,1	11,6	3,6	...	15,2	...
Juin ¹	...	...	...	12,8	4,6	17,4	12,8	4,6	...	17,4	...
Septembre	...	...	...	9,1	3,1	12,2	9,1	3,1	...	12,2	...
Décembre	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975 Mars ¹	...	...	...	4,2	0,4	4,6	4,2	0,4	...	4,6	...
Juin	...	...	...	0,5	0,2	0,7	0,5	0,2	...	0,7	...
Septembre	...	...	...	1,1	0,1	1,2	1,1	0,1	...	1,2	...
Décembre	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976 Mars	...	...	...	11,9	5,9	17,8	11,9	5,9	...	17,8	...
Juin	...	...	...	9,2	5,7	14,9	9,2	5,7	...	14,9	...
C. Total											
1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7	0,1
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5	0,6
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3	0,4
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974 Mars ¹	2,7	...	2,7	19,2	10,1	29,3	19,2	12,8	...	32,0	0,1
Juin ¹	1,4	...	1,4	18,7	9,5	28,2	18,7	10,9	...	29,6	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	14,2	11,6	25,8	14,2	12,6	0,1	26,9	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975 Mars ¹	2,6	...	2,6	5,8	0,9	6,7	5,8	3,5	...	9,3	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,6	2,2	2,8	0,6	3,6	...	4,2	...
Septembre	0,5	...	0,5	2,0	1,2	3,2	2,0	1,7	...	3,7	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,4
1976 Mars	1,2	...	1,2	17,8	25,7	43,5	17,8	26,9	...	44,7	2,8
Juin	0,8	...	0,8	14,3	22,4	36,7	14,3	23,2	...	37,5	2,3

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(millions de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires				Cédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 1				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 2
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1967 ³	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 (Anc. série) ...	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1969 (Nouv. série) ⁴	10,2	97,8	100,0	208,0	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	100,0	197,3	0,5
1970	14,2	103,2	115,4	232,8	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,4	219,9	0,2
1971	20,7	105,4	142,3	268,4	7,5	5,0	12,5	13,2	100,4	142,3	255,9	0,1
1972	23,0	123,0	175,8	321,8	7,4	6,6	14,0	15,6	116,4	175,8	307,8	0,8
1973	19,0	135,7	227,4	382,1	5,2	2,2	7,4	13,8	133,5	227,4	374,7	0,6
1974 Mars ³	21,2	145,5	227,3	394,0	4,3	5,0	9,3	16,9	140,5	227,3	384,7	0,1
Juin ³	19,4	145,0	238,6	403,0	3,9	7,6	11,5	15,5	137,4	238,6	391,5	0,5
Septembre ...	18,1	137,2	254,7	410,0	4,3	6,7	11,0	13,8	130,5	254,7	399,0	1,5
Décembre ...	19,6	145,1	259,8	424,5	5,8	13,2	19,0	13,8	131,9	259,8	405,5	1,7
1975 Mars ³	19,8	145,8	260,4	426,0	7,6	18,2	25,8	12,2	127,6	260,4	400,2	0,5
Juin	22,4	137,9	284,0	444,3	5,9	9,9	15,8	16,5	128,0	284,0	428,5	...
Septembre ...	24,0	132,3	303,1	459,4	8,1	6,9	15,0	15,9	125,4	303,1	444,4	0,2
Décembre ...	23,7	150,3	323,8	497,8	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	323,8	479,8	0,5
1976 Mars	26,3	157,7	334,1	518,1	6,0	11,7	17,7	20,3	146,0	334,1	500,4	2,9
Juin	27,3	160,9	345,9	534,1	5,8	9,3	15,1	21,5	151,6	345,9	519,0	2,6
B. Crédits à l'étranger												
1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,2
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974 Mars ³	30,2	33,8	78,6	142,6	4,9	9,2	14,1	25,3	24,6	78,6	128,5	1,5
Juin ³	31,1	34,4	87,2	152,7	4,0	9,8	13,8	27,1	24,6	87,2	138,9	0,5
Septembre ...	28,4	34,6	101,3	164,3	4,1	10,7	14,8	24,3	23,9	101,3	149,5	0,3
Décembre ...	32,6	37,4	101,4	171,4	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	101,4	154,5	0,2
1975 Mars ³	34,5	36,2	115,0	185,7	8,7	11,0	19,7	25,8	25,2	115,0	166,0	0,8
Juin	31,5	36,8	125,8	194,1	10,3	10,4	20,7	21,2	26,4	125,8	173,4	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	139,1	208,5	9,1	11,6	20,7	22,0	26,7	139,1	187,8	0,7
Décembre ...	32,6	43,2	141,8	217,6	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	141,8	200,0	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	146,1	225,8	6,9	12,5	19,4	27,6	32,7	146,1	206,4	0,8
Juin	29,7	47,7	148,5	225,9	4,9	13,7	18,6	24,8	34,0	148,5	207,3	0,6
C. Total												
1967 ³	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,4
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969 (Anc. série) ...	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1969 (Nouv. série) ⁴	29,3	113,7	118,1	261,1	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	118,1	241,4	0,5
1970	37,2	123,4	158,5	319,1	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,5	292,3	0,5
1971	45,5	128,0	200,6	374,1	11,3	12,0	23,3	34,2	116,0	200,6	350,8	0,6
1972	48,3	151,8	236,8	436,9	9,3	14,8	24,1	39,0	137,0	236,8	412,8	3,7
1973	45,9	167,0	304,1	517,0	8,3	10,1	18,4	37,6	156,9	304,1	498,6	2,4
1974 Mars ³	51,4	179,3	305,9	536,6	9,2	14,2	23,4	42,2	165,1	305,9	513,2	1,6
Juin ³	50,5	179,4	325,8	555,7	7,9	17,4	25,3	42,6	162,0	325,8	530,4	1,0
Septembre ...	46,5	171,8	356,0	574,3	8,4	17,4	25,8	38,1	154,4	356,0	548,5	1,8
Décembre ...	52,2	182,5	361,2	595,9	11,3	24,6	35,9	40,9	157,9	361,2	560,0	1,9
1975 Mars ³	54,3	182,0	375,4	611,7	16,3	29,2	45,5	38,0	152,8	375,4	566,2	1,3
Juin	53,9	174,7	409,8	638,4	16,2	20,3	36,5	37,7	154,4	409,8	601,9	0,3
Septembre ...	55,1	170,6	442,2	667,9	17,2	18,5	35,7	37,9	152,1	442,2	632,2	0,9
Décembre ...	56,3	193,5	465,6	715,4	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	465,6	679,8	1,2
1976 Mars	60,8	202,9	480,2	743,9	12,9	24,2	37,1	47,9	178,7	480,2	706,8	3,7
Juin	57,0	208,6	494,4	760,0	10,7	23,0	33,7	46,3	185,6	494,4	726,3	3,2

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes monétaires).

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation			7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3
Prêts .....			...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....			...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0
Total des éléments de couverture ¹	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1
Monnaies étrangères	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2
Monnaies étrangères et or à recevoir	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	3,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	—	—	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	14,7	10,3	...	...	...	...	...	...	...
Prêts ²	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords .....	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	3,5	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9
Effets de commerce	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2
Avances sur nantissement	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4	0,6	3,3
Effets publics :									
Effets publics belges	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2
Effets publics luxembourgeois	—	0,2	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,9	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	2,8	0,9	0,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	3,4	3,4	3,5
Fonds publics	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5
Divers	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0	2,8	2,3
	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8	14,1
PASSIF									
Billets en circulation	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4
Comptes courants :									
Trésor public									
compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
compte spécial liquidation U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7	5,4	4,0
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	2,0	2,6	3,2
Autres accords	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7	...	...	...
Total des engagements à vue	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	11,8	34,5	21,0	...
Monnaies étrangères et or à livrer	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1
Caisse de Pensions du Personnel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5
Divers	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6	8,1	10,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4	4,8	5,1
	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8
Compte d'ordre :									
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Législation de l'enseignement)	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8	14,1

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

³ Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1975 8 septembre	1976 6 septembre	1975 6 octobre	1976 4 octobre	1975 7 novembre	1976 8 novembre	1975 8 décembre	1976 6 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	26,4	29,5	26,4	29,5	26,3	30,3	26,5	30,3
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	30,0	27,4	30,0	19,9	30,0	19,9	29,9	19,4
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	128,2	128,7	128,2	121,2	128,1	122,0	128,2	121,5
Monnaies étrangères	110,0	70,7	106,4	64,5	106,6	64,1	108,3	72,9
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	...	0,3	...	0,2	...	0,2	...	0,1
Avance au F.M.I.	—	9,7	2,4	9,7	2,4	9,7	2,4	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	13,0	3,0	13,0	1,6	13,0	1,6	12,6	...
Effets de commerce	3,8	50,3	17,5	47,9	14,0	52,3	16,9	43,7
Avances sur nantissement .....	...	25,1	2,3	35,1	...	9,9	1,3	9,3
Effets publics :								
Effets publics belges	10,1	20,6	...	20,6	...	20,6	1,3	20,6
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	2,4	...	2,5	...	2,4	...	2,5
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	5,3	5,5	5,3	5,5	5,3	5,5	5,3	5,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Per- sonnel	6,0	7,2	6,0	7,1	5,9	7,1	5,9	7,1
Divers	3,3	3,9	3,3	10,5	4,8	4,8	4,5	4,7
Compte d'ordre :	327,2	374,9	331,9	373,9	327,6	347,7	334,2	345,1
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education na- tionale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	8,0	9,5	7,4	8,7	9,9	13,4	13,8	18,2
PASSIF								
Billets en circulation	275,8	302,7	280,1	304,4	276,0	298,4	279,2	300,2
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire .....	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...
{ taxe exceptionnelle .....	...	...	...	...	...	...	...	...
{ de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,7	0,3	0,7	0,4	0,7	0,4	0,5	0,3
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,6	1,5	1,1	1,1	1,3	4,1	1,9	2,2
Accords internationaux	1,9	2,9	2,3	2,8	2,2	2,9	2,7	2,9
<i>Total des engagements à vue</i> ...	280,0	307,4	284,3	308,7	280,3	305,8	284,3	305,6
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire :	...	25,8	...	25,1	...	2,1	...	...
Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	10,6	3,1	10,6	1,7	10,6	1,8	12,8	...
Caisse de Pensions du Personnel	6,0	7,2	6,0	7,1	5,9	7,1	5,9	7,1
Divers	15,1	15,7	15,5	15,6	15,3	15,2	15,7	16,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	4,9	5,1	4,9	5,1	4,9	5,1	4,9	5,1
Compte d'ordre :	327,2	374,9	331,9	373,9	327,6	347,7	334,2	345,1
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	8,0	9,5	7,4	8,7	9,9	13,4	13,8	18,2

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.107	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1974 3 ^e trimestre	1.099	121,8	59,6	225,4	391,8	227,6	391,8	1.236,5	95
4 ^e trimestre	1.101	121,4	61,4	229,0	399,0	220,0	399,0	1.247,0	95
1975 1 ^{er} trimestre	1.102	142,6	62,6	236,3	453,0	242,7	453,0	1.385,0	95
2 ^e trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
3 ^e trimestre	1.110	132,7	66,4	233,5	419,2	234,9	419,2	1.306,8	95
4 ^e trimestre	1.116	145,3	66,4	266,8	473,3	259,2	473,3	1.472,6	96
1976 1 ^{er} trimestre	1.113	148,4	68,6	262,1	503,7	265,5	503,7	1.535,1	96
2 ^e trimestre	1.110	162,6	74,3	287,4	500,5	284,4	500,5	1.572,8	95
3 ^e trimestre	1.114	151,9	74,2	265,8	478,5	267,8	478,5	1.490,6	95
1975 Octobre	1.115	150,5	65,9	281,6	501,5	281,3	501,5	1.566,0	96
Novembre	1.117	126,9	64,8	234,0	429,4	228,6	429,4	1.321,5	96
Décembre	1.116	158,0	68,4	283,8	487,6	266,7	487,6	1.525,5	95
1976 Janvier	1.115	154,2	67,5	277,0	542,4	278,2	542,4	1.640,0	96
Février	1.114	144,0	70,2	247,0	466,9	254,5	466,9	1.435,2	96
Mars	1.113	146,8	68,0	261,2	499,5	263,3	499,5	1.523,5	95
Avril	1.113	154,2	71,3	289,6	525,9	269,3	525,9	1.610,7	96
Mai	1.110	159,9	76,5	288,5	497,1	283,1	497,1	1.565,8	95
Juin	1.110	173,6	75,0	284,2	478,6	300,7	478,6	1.542,0	94
Juillet	1.111	164,4	75,3	292,3	510,9	293,6	510,9	1.607,7	95
Août	1.112	146,7	72,4	241,4	437,4	251,0	437,4	1.367,4	95
Septembre	1.114	144,3	74,9	263,6	487,2	258,7	487,2	1.496,7	95
Octobre	1.114	164,5	73,8	290,8	519,9	276,8	519,9	1.607,4	96

1 Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-8).

3 Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 30 sept.	1976 30 sept.	1975 31 oct.	1976 31 oct.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	18,4	31,3	25,5	10,6	9,3	9,4	8,7	8,7
Prêts au jour le jour	14,4	11,4	26,9	21,5	26,5	28,5	15,3	17,6
Banquiers	245,2	341,4	338,3	401,7	392,1	471,5	391,3	453,7
Maison-mère, succursales et filiales	48,4	71,8	143,4	162,1	153,5	159,7	148,0	161,7
Autres valeurs à recevoir à court terme	21,9	23,4	26,7	29,3	29,3	34,6	25,3	31,8
Portefeuille-effets	149,4	158,9	183,1	209,5	224,5	245,8	194,6	238,7
a) Effets publics	16,7	21,0	32,0	40,0	58,5	61,4	39,1	54,8
b) Effets commerciaux *	132,7	137,9	151,1	169,5	166,0	184,4	155,5	183,9
Reports et avances sur titres	2,7	2,5	1,4	1,8	1,6	4,4	1,8	3,2
Débiteurs par acceptations	48,3	45,9	52,2	56,3	55,0	61,2	56,6	61,3
Débiteurs divers	232,7	296,8	355,7	453,2	432,6	508,2	445,4	523,2
Valeurs mobilières	280,0	343,8	386,0	412,2	423,9	440,9	422,0	438,0
a) Fonds publics belges	240,6	285,8	320,4	356,2	369,3	389,2	366,7	387,3
b) Autres titres d'emprunt	38,9	56,9	64,8	54,8	53,6	50,7	54,1	49,7
c) Actions et parts de sociétés	0,3	0,9	0,6	1,0	0,8	0,9	1,0	0,9
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1
Valeurs de la réserve légale	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7
Participations	9,1	11,0	12,6	12,6	12,3	13,0	12,5	12,9
a) Filiales	3,0	4,1	5,0	4,9	4,7	4,8	4,9	4,8
b) Autres participations	6,1	6,9	7,6	7,7	7,6	8,2	7,6	8,1
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Immeubles	7,4	9,3	11,2	14,0	14,0	16,2	14,2	16,5
Participations dans les filiales immobilières	0,4	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	1,1	1,3	1,6	2,1	2,3	2,6	2,3	2,6
Divers	16,1	26,1	49,6	44,1	39,7	41,0	36,5	38,7
Total de l'actif ...	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.819,2	2.039,9	1.777,1	2.011,5
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	28,8	31,9	42,9	40,6	28,5	53,4	37,4	54,9
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	—	2,3	1,6	1,3	2,4	1,5	3,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

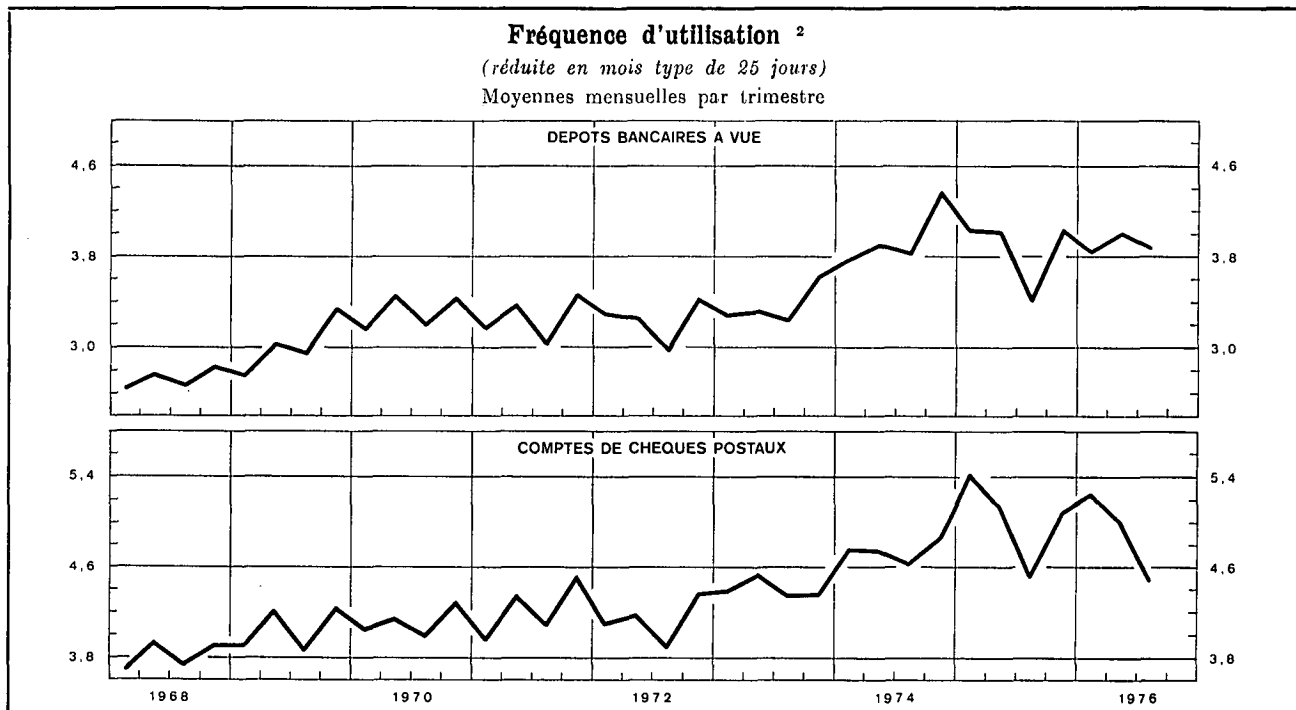
Passif

Rubriques	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 30 sept.	1976 30 sept.	1975 31 oct.	1976 31 oct.
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,1	3,9	2,4	2,4	12,7	10,3	1,8	6,4
a) Créanciers garantis par des privilèges	1,0	1,3	1,9	2,1	1,4	1,5	1,3	1,5
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,1	2,6	0,5	0,3	11,3	8,8	0,5	4,9
Emprunts au jour le jour	20,9	22,1	43,9	36,7	50,3	32,5	36,4	24,5
a) Couverts par des sûretés réelles	2,9	4,4	8,5	4,7	5,1	5,4	4,1	4,1
b) Non couverts par des sûretés réelles	18,0	17,7	35,4	32,0	45,2	27,1	32,3	20,4
Banquiers	371,9	511,0	599,5	673,0	636,9	718,5	646,2	708,4
Maison-mère, succursales et filiales	37,4	49,5	86,7	99,5	115,0	100,6	97,0	105,3
Acceptations	48,3	45,9	52,2	56,3	55,0	61,2	56,6	61,3
Autres valeurs à payer à court terme	8,9	10,2	9,3	13,8	20,7	18,6	12,3	17,5
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,6	2,5	6,3	2,7	2,7	3,0	2,3	2,9
Dépôts et comptes courants	501,9	605,1	665,8	783,0	757,9	891,8	754,6	883,4
a) A vue	193,5	208,0	221,2	268,7	259,2	289,1	248,6	273,3
b) A un mois au plus	36,2	51,4	74,3	77,4	81,6	95,0	85,4	96,3
c) A plus d'un mois	105,2	151,1	169,0	177,0	175,3	221,7	176,7	231,2
d) A plus d'un an	19,1	17,5	13,9	17,7	16,4	16,6	16,7	15,6
e) A plus de deux ans	13,1	17,3	14,9	17,7	16,9	19,2	17,1	19,2
f) Carnets de dépôts	132,4	157,6	170,5	221,8	206,2	247,6	207,8	245,2
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,4	2,2	2,0	2,7	2,3	2,6	2,3	2,6
Obligations et bons de caisse	33,9	40,2	47,2	54,8	53,2	66,8	53,5	67,7
Montants à libérer sur titres et participations	1,4	1,4	1,7	1,7	1,6	1,6	1,7	1,6
Divers	26,5	37,8	49,9	50,9	56,4	71,3	55,7	68,6
Total de l'exigible ...	1.054,8	1.329,6	1.564,9	1.774,8	1.762,4	1.976,2	1.718,1	1.947,6
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	3,6	3,3	3,6	8,4	8,7	9,1	8,7	9,2
Non exigible :								
Capital	22,8	25,4	27,2	28,1	27,1	30,6	27,9	30,7
Fonds indisponible par prime d'émission	4,2	5,6	5,7	3,2	5,6	3,1	3,2	3,1
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7
Réserve disponible	9,7	11,1	12,2	12,0	13,0	13,4	12,0	13,4
Autres réserves ²	—	—	—	4,8	—	5,0	4,8	5,0
Provisions	0,6	0,6	1,6	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8
Total du non exigible ...	38,6	44,1	48,2	50,4	48,1	54,6	50,3	54,7
Total du passif ...	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.819,2	2.039,9	1.777,1	2.011,5

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Nouvelle rubrique. Avant le 31 octobre 1975, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	réduite en mois type de 25 jours		
				brute dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1974 3 ^e trimestre	636,7	339,8	976,5	3,95	3,85	e 4,65
4 ^e trimestre	708,0	365,2	1.073,2	4,45	4,39	e 4,87
1975 1 ^{er} trimestre	673,9	415,8	1.089,7	4,04	4,04	e 5,44
2 ^e trimestre	738,1	430,9	1.169,0	4,04	4,03	5,15
3 ^e trimestre	658,6	370,9	1.029,5	3,44	3,44	4,53
4 ^e trimestre	767,7	416,1	1.183,8	4,12	4,06	5,10
1976 1 ^{er} trimestre	752,1	445,2	1.197,3	3,96	3,85	5,27
2 ^e trimestre	843,1	470,8	1.313,9	4,04	4,09	5,04
3 ^e trimestre	813,7	420,5	1.234,2	3,99	3,88	4,49
1975 Octobre	743,3	400,8	1.144,1	4,30	3,98	4,96
Novembre	701,5	425,3	1.126,8	3,49	3,79	5,35
Décembre	858,2	422,1	1.280,3	4,56	4,38	4,99
1976 Janvier	728,5	460,6	1.189,1	3,83	3,69	5,53
Février	755,1	453,3	1.208,4	3,76	3,91	5,28
Mars	772,8	421,7	1.194,5	4,28	3,96	5,00
Avril	799,3	467,1	1.266,4	4,01	4,01	5,22
Mai	845,6	495,8	1.341,4	3,99	4,15	5,19
Juin	884,3	449,6	1.333,9	4,11	4,11	4,73
Juillet	800,1	430,6	1.230,7	3,83	3,69	4,51
Août	806,5	399,0	1.205,5	3,88	3,88	4,41
Septembre	834,5	431,9	1.266,4	4,25	4,09	4,56
Octobre	832,7	440,4	1.273,1	4,37	4,20	4,76

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Mars	15,8	9,1	...	...	...	11,7	4,4	4,4
Juin	15,5	9,1	7,8	...	...	7,3	3,5	17,0
Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975 Janvier	12,8	...	...	...	7,4	16,3	...	...
Février	10,4	...	...	...	9,2	15,9	...	...
Mars	10,0	9,1	...	...	1,2	16,3	...	...
Avril	9,6	...	...	...	8,5	14,4	...	...
Mai	9,0	6,0	...	...	6,5	17,7	...	...
Juin	9,2	6,0	4,6	...	...	14,8	...	1,2
Juillet	10,2	6,0	...	...	4,9	17,4	...	...
Août	10,8	5,4	...	...	6,5	18,9	...	...
Septembre	11,8	6,0	...	...	5,0	18,1	...	0,9
Octobre	13,2	...	...	...	10,6	20,0	...	...
Novembre	14,5	...	...	...	7,0	17,7	...	...
Décembre	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9

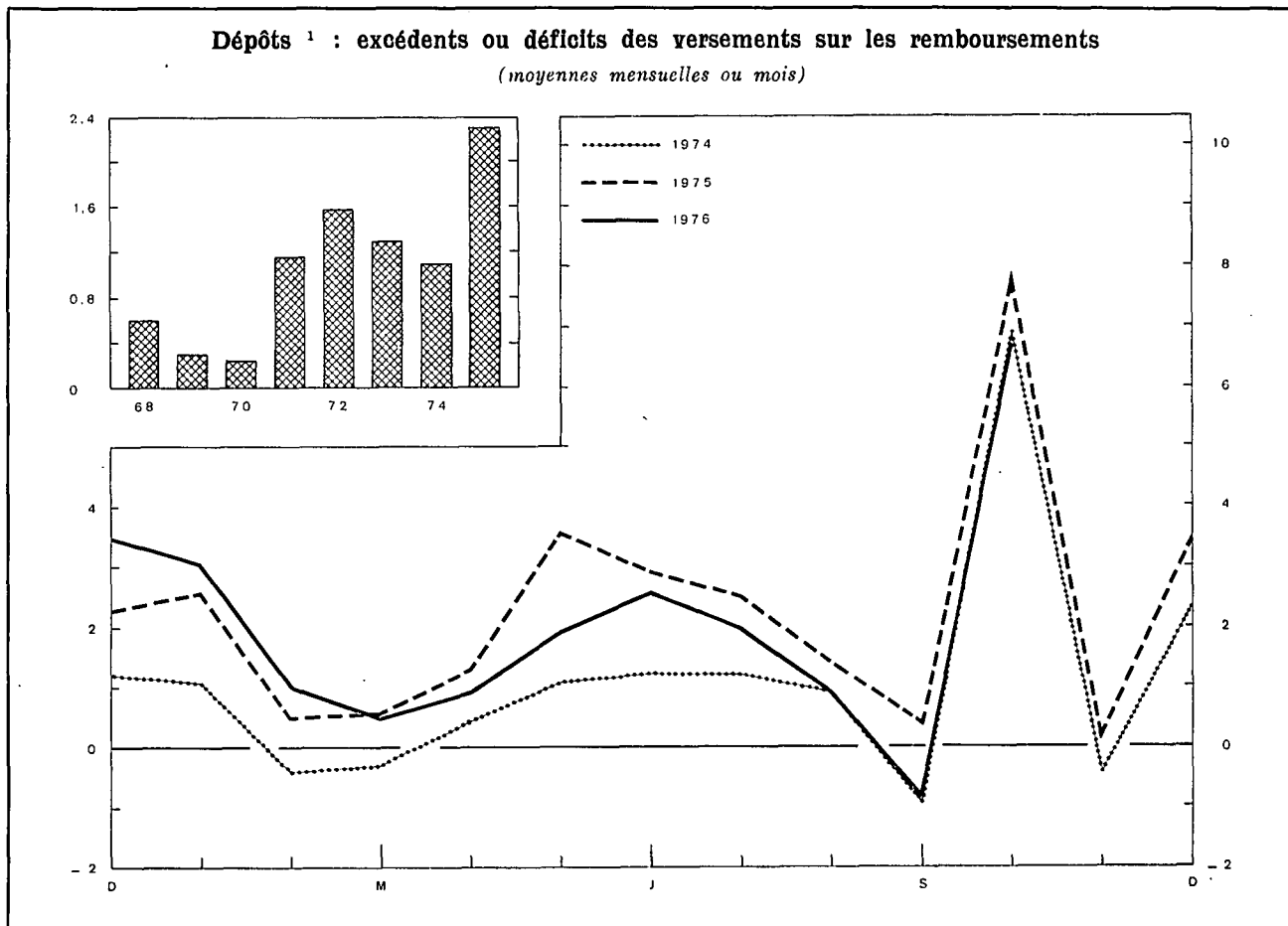
XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.



Périodes	Dépôts 1			Solde 4	Bons d'épargne 2	Total
	Versements 3	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	à fin de période		
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7	144,0
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1974 3 ^e trimestre	46,6	45,4	1,2	229,7	26,2	255,9
4 ^e trimestre	57,8	49,0	8,8	248,5	29,8	278,3
1975 1 ^{er} trimestre	53,8	50,0	3,8	252,3	35,2	287,5
2 ^e trimestre	60,6	52,8	7,8	260,1	37,8	297,9
3 ^e trimestre	56,4	52,1	4,3	264,4	39,2	303,6
4 ^e trimestre	73,6	62,0	11,6	287,5	39,9	327,4
1976 1 ^{er} trimestre	69,3	64,7	4,6	292,1	42,3	334,4
2 ^e trimestre	76,3	70,9	5,4	297,5	45,2	342,7
3 ^e trimestre	69,4	67,3	2,1	299,6	47,2	346,8
1975 Octobre	30,3	22,4	7,9	272,3	39,6	311,9
Novembre	18,8	18,6	0,2	272,5	39,9	312,4
Décembre	24,5	21,0	3,5	287,5	39,9	327,4
1976 Janvier	24,2	21,1	3,1	290,6	40,9	331,5
Février	21,5	20,5	1,0	291,6	41,9	333,5
Mars	23,6	23,1	0,5	292,1	42,3	334,4
Avril	24,1	23,2	0,9	293,0	43,2	336,2
Mai	24,4	22,5	1,9	294,9	44,3	339,2
Juin	27,8	25,2	2,6	297,5	45,2	342,7
Juillet	24,8	22,8	2,0	299,5	46,0	345,5
Août	21,6	20,7	0,9	300,4	46,9	347,3
Septembre	23,0	23,8	- 0,8	299,6	47,2	346,8
Octobre	34,3	27,6	6,7	306,3	47,6	353,9

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1975, les intérêts capitalisés s'élevaient à 11,5 milliards de francs.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6
Avances à l'industrie	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1
Crédit agricole	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2
Acceptations bancaires	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7
Prêts au jour le jour	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8
Total ...	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2
Prêts hypothécaires	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1
Crédit agricole	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6
Total ...	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0
Valeurs échues du portefeuille	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	1,8	5,1	2,2	—
Divers	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9
Total de l'actif ...	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5
Etablissements publics et autres	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0
Total ...	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5
Dépôts en comptes courants ²	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision divers, fonds de réserve et provisions	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7
Divers	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0
Total du passif ...	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...
Total ...	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1	23,2	23,4
Réserves mathématiques ²	14,4	9,8 ³	9,8	10,3		0,9	1,0	1,0	1,1	1,1
Fonds de réserve	—	—	—	—					
Total ...	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour

frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE
5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2
Total ...	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4
Fonds de réserve et de répartition	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3
Total ...	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels de la S.N.C.I.*

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9	40,8
2. garantis par banques et organismes financiers .	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9
3. dont le risque est à charge de l'Institution	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,3
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0	10,3
Placements divers à court terme	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0	22,1
Divers	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9	7,1
Total de l'actif ...	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5

PASSIF

Obligations	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7
Bons de caisse	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3	27,4
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9
Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5	8,9
Divers	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3	21,9
Total du passif ...	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à

l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1975 30 sept.	1976 30 sept.	1975 31 oct.	1976 31 oct.
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2,0	4,3	3,0	1,5	0,8	0,9	1,0	1,1
Prêts au jour le jour	0,2	0,4	0,4	1,0	0,5	0,1	0,2	0,4
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	6,4	7,8	7,7	11,9	9,9	11,4	8,1	10,6
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,2	1,6	1,7	1,8	1,6	1,9	1,6	2,0
Effets de commerce et factures	1,2	1,4	3,6	2,1	2,1	3,1	1,5	3,3
Débiteurs par acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	9,4	12,2	16,5	21,0	19,1	26,0	19,6	27,4
Portefeuille-titres et participations	82,8	93,1	103,0	131,7	130,0	150,0	132,4	150,3
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(1,6)	(3,3)	(1,7)	(2,6)	(0,8)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^e , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(31,0)	(34,0)	(37,2)	(48,9)	(46,0)	(59,6)	(48,9)	(59,8)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(40,9)	(47,1)	(51,3)	(61,8)	(62,6)	(68,5)	(62,4)	(69,0)
c) Obligations de sociétés belges	(6,6)	(7,4)	(8,0)	(13,2)	(12,3)	(13,8)	(12,6)	(14,2)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(1,4)	(1,6)	(2,4)	(3,1)	(2,9)	(3,3)	(2,9)	(3,3)
e) Autres valeurs	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(3,1)	(2,9)	(3,1)	(3,0)	(3,2)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaire	94,5	110,8	127,3	143,4	137,1	161,0	138,8	162,4
Actionnaires ou sociétaires	1,4	1,6	1,9	2,4	2,3	2,9	2,3	3,0
Débiteurs divers	0,6	0,7	0,9	1,4	1,6	1,7	1,5	1,9
Divers	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Total du disponible et réalisable ...	200,8	235,0	267,0	319,3	306,0	360,0	308,0	363,4
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	2,6	3,0	3,3	3,0	3,6	3,4	3,7	3,4
Leasing immobilier .....	...	0,2	0,3	1,0	0,4	1,0	0,4	1,0
Matériel et mobilier	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Leasing mobilier .....	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total de l'immobilisé ...	2,8	3,5	4,1	4,5	4,5	5,0	4,6	5,0
Comptes transitoires ¹	4,3	5,2	6,3	8,3	5,7	9,2	6,4	10,3
Total de l'actif ...	207,9	243,7	277,4	332,1	316,2	374,2	319,0	378,7
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	189,8	224,5	256,9	306,9	292,9	346,4	295,1	349,4
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	187,3	221,3	253,4	302,6	288,3	341,1	290,9	343,4

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers		
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs				débiteurs	Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires					Total	(1) + (5) - (8) = (9)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6
1974 3 ^e trimestre	15,4	8,1	1,4	2,1	11,6	...	11,3	11,3	15,7	197,4	20,3	5,9	21,4	37,4
1974 4 ^e trimestre	15,7	8,3	1,2	2,9	12,4	0,3	12,3	12,6	15,5	204,4	18,0	7,4	19,7	37,9
1975 1 ^{er} trimestre	15,5	6,6	1,2	2,9	10,7	0,3	10,4	10,7	15,5	209,1	19,0	7,8	23,9	58,9
1975 2 ^e trimestre	15,5	10,0	1,2	2,4	13,6	0,2	11,3	11,5	17,6	217,1	22,6	8,0	22,6	43,8
1975 3 ^e trimestre	17,6	9,6	1,4	2,3	13,3	0,3	11,9	12,2	18,7	227,2	23,2	5,9	29,1	47,3
1975 4 ^e trimestre	18,7	9,6	1,5	2,9	14,0	0,3	14,0	14,3	19,4	234,5	24,0	8,0	27,4	48,6
1976 1 ^{er} trimestre	18,4	8,8	1,4	3,3	13,5	0,2	13,0	13,2	18,7	241,5	27,4	8,8	29,9	63,4
1976 2 ^e trimestre	18,6	11,4	1,6	3,2	16,2	0,2	13,9	14,1	20,7	253,7	27,4	9,3	31,2	49,8
1976 3 ^e trimestre	20,6	11,9	1,8	2,4	16,1	0,5	13,7	14,2	22,5	264,3	27,3	7,1	33,0	61,4
1975 Octobre	18,7	3,6	0,6	1,0	5,2	0,1	4,7	4,8	19,1	229,5	22,5	6,2	30,5	17,0
1975 Novembre	19,1	2,5	0,5	0,7	3,7	0,1	4,1	4,2	18,6	232,1	22,5	8,1	26,3	13,9
1975 Décembre	18,6	3,5	0,4	1,2	5,1	0,1	5,2	5,3	18,4	234,5	24,0	9,7	25,4	17,7
1976 Janvier	18,4	2,3	0,4	1,1	3,8	...	4,2	4,2	18,0	232,3	24,1	8,5	29,6	28,5
1976 Février	18,0	2,9	0,6	1,0	4,5	0,1	4,0	4,1	18,4	239,1	28,2	9,4	28,2	16,9
1976 Mars	18,3	3,6	0,4	1,2	5,2	0,1	4,8	4,9	18,6	241,5	27,4	8,4	31,8	18,0
1976 Avril	18,6	3,7	0,6	1,0	5,3	...	4,2	4,2	19,7	245,0	27,2	10,7	29,6	18,9
1976 Mai	19,6	3,8	0,3	1,1	5,2	0,1	4,2	4,3	20,5	245,6	27,9	8,7	31,8	15,7
1976 Juin	20,5	3,9	0,7	1,1	5,7	0,1	5,5	5,6	20,6	253,7	27,4	8,4	32,1	15,2
1976 Juillet	20,6	4,2	0,8	0,6	5,6	0,2	5,1	5,3	20,9	255,9	28,3	6,8	35,1	31,4
1976 Août	20,9	3,4	0,6	0,8	4,8	0,2	4,4	4,6	21,1	259,7	28,6	7,4	32,0	15,3
1976 Septembre	21,1	4,3	0,4	1,0	5,7	0,1	4,2	4,3	22,5	264,3	27,3	7,1	32,0	14,7
1976 Octobre	22,4	2,8	0,3	1,2	4,3	0,2	4,8	5,0	21,7	264,4	26,7	7,1	32,5	20,6

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Immeubles	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3
Prêts hypothécaires	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4
Prêts sur polices	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	23,3	24,5	26,7	28,8
Titres des organismes parastataux de crédit	6,3	6,9	8,1	8,2					
Titres des autres organismes parastataux	2,2	2,6	2,5	2,5					
Titres des provinces et communes	1,6	1,9	2,3	1,9					
Valeurs étrangères	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1
Obligations de sociétés belges	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9
Actions de sociétés belges	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9
Total des valeurs mobilières ...	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9
Réserves mathématiques ¹	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6

Sociétés étrangères

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Immeubles	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9
Prêts hypothécaires	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	8,9	9,2	9,3	9,9
Titres des organismes parastataux de crédit	1,1	1,4	1,5	1,5					
Titres des autres organismes parastataux	1,0	1,0	1,0	1,1					
Titres des provinces et communes	0,4	0,4	0,5	0,4					
Valeurs étrangères	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7
Actions de sociétés belges	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3
Total des valeurs mobilières ...	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Réserves mathématiques ¹	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	— 8,0	— 9,2	— 23,9	— 10,3	— 19,3	— 23,0	— 44,2	— 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	— 3,3	— 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 2,0	— 5,0	— 4,4	— 0,1	— 2,5	— 9,9	— 11,3	— 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans

une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	— 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	— 2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	p 1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	— 3,6	65,8
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	2,5	2,9 ⁵	— 0,4	6,6
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	2,6	2,4	0,2	5,4
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	— 4,4	—	— 4,4	4,9	3,4	1,5	— 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	— 3,8	—	— 3,8	8,7	7,4	1,3	— 2,5
	1974	—	5,0	— 5,0	—	— 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	p 1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1968	0,5	0,4	0,1	12,8	12,9	6,3	2,4	3,9	16,8
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	— 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	— 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	p 1975	—	1,1	— 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	— 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	— 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,4	...	0,4	37,6
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	p 1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	0,5	0,5	...	26,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,7	1,8	0,9	6,4
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7
	p 1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,5	2,5	5,0	5,4
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1968	66,0	29,5	36,5	22,0	58,5	12,6	8,6	4,0	62,5
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	17,1	8,9	8,2	52,9
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,2	15,2	4,0	124,2
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2
	p 1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	28,7	12,0	16,7	156,7

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1968 : 16,9; en 1969 : — 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : — 11,4; en 1972 : — 0,4; en 1973 : — 3,7; en 1974 : 3,5; en 1975 : + 16,9 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, et 1975 : « Intermédiaires financiers publics » : 2,2, — 2,3, 3,9, 3,7, 1,0, 0,7, 0,6 et 6,5 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 1,2, 2,4, 5,0, 4,9, 3,7, 3,7, 4,5 et 4,7 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ³	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
							141.240			
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Intercom. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
							151.200			
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
							139.500			
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	8,77	—	8,69
							175.100			
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	9,00	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	9,19	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	10,00	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	10,00	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	10,06	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	10,06	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	10,02	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7.000	10,11	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14.000	10,26	—	10,24

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ²	Dettes reprises de la République du Zaïre ³	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ²	
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²	Total de la dette directe ²					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1)+(4)	(6)	(7)	(8) = (6)+(7)	(9) = (5)+(8)	(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13) = (11)+(12)	
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
Septembre	625,8	19,7	50,1	62,7	758,3	4,7	...	4,7	763,0	59,9	822,9	0,8	823,7
Décembre	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975 Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3
Septembre	649,7	17,6	108,6	68,5	844,4	3,9	...	3,9	848,3	85,4	933,7	0,5	934,2
Octobre	687,0	17,6	67,9	71,5	844,0	3,9	...	3,9	847,9	85,6	933,5	0,5	934,0
Novembre	685,2	17,6	73,7	67,9	844,4	3,8	...	3,8	848,2	85,5	933,7	0,4	934,1
Décembre	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976 Janvier	679,1	17,0	84,4	80,4	860,9	3,7	...	3,7	864,6	107,6	972,2	0,4	972,6
Février	677,1	16,8	99,7	69,1	862,7	3,7	...	3,7	866,4	107,0	973,4	0,4	973,8
Mars	715,3	16,4	96,2	72,6	900,5	3,7	...	3,7	904,2	106,6	1.010,8	0,3	1.011,1
Avril	706,0	15,7	113,3	86,9	921,9	3,5	...	3,5	925,4	106,3	1.031,7	0,3	1.032,0
Mai	702,3	15,5	137,9	76,3	932,0	3,5	...	3,5	935,5	105,9	1.041,4	0,4	1.041,8
Juin	745,8	15,4	115,0	77,6	953,8	3,3	...	3,3	957,1	100,3	1.057,4	0,3	1.057,7
Juillet	742,5	14,9	113,3	84,7	955,4	3,2	...	3,2	958,6	99,2	1.057,8	0,3	1.058,1
Août	739,0	14,9	123,7	76,9	954,5	3,2	...	3,2	957,7	98,7	1.056,4	0,3	1.056,7
Septembre	751,4	14,7	134,2	75,4	975,7	3,1	...	3,1	978,8	98,2	1.077,0	0,2	1.077,2
Octobre	760,2	14,4	114,1	78,8	967,5	3,1	...	3,1	970,6	97,9	1.068,5	0,2	1.068,7

¹ Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

³ Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales ³	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor ⁷	Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes ⁷
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. ⁵	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ⁶	Divers				
(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3)-(4)-(5)-(6)-(7)	(9)	(10) = (8)-(9)	(11)	
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	+ 33,1	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4	...
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3	...
1975 10 premiers mois	+ 112,9	- 0,3	+ 112,6	- 2,0	...	...	...	+ 114,6	+ 7,1	+ 107,5	...
1976 10 premiers mois	+ 140,1	- 0,2	+ 139,9	- 2,9	...	...	...	+ 142,8	...	+ 142,8	...

¹ Variations de la colonne (1) du tableau XVI-3a.

² Variations de la colonne (2) du tableau XVI-3a.

³ Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

⁴ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

⁵ La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

⁶ Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès

de la B.N.B. A partir d'octobre 1973, l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

⁷ Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (3) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

⁸ Réévaluation du mark allemand.

⁹ B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

¹⁰ B.I.R.D.

¹¹ Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur ¹

1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—
1974	611,1	71,2	—	124,4 ⁵	406,4	1.213,1 ⁵	—
1975	705,4	72,1	—	126,9 ⁵	460,5	1.364,9 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1968	67,0	11,9	4,2	16,5	34,8	134,4	—
1969	71,8	13,3	3,8	16,9	37,1	142,9	—
1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973	76,1	27,3	3,2	22,9	59,8	189,3	—
1974	80,1	30,9	3,2	27,1	63,1	204,4	—
1975	77,8	35,9	5,7	28,0	75,3	222,7	—

Total

1968	389,7	49,9	4,2	63,1	225,8	732,7	11,0
1969	412,4	53,0	3,8	70,5	246,5	786,2	10,9
1970	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972	576,3	84,2	3,9	122,8 ⁵	370,9	1.158,1 ⁵	—
1973	636,6	91,0	3,2	143,8 ⁵	412,4	1.287,0 ⁵	—
1974	691,2	102,1	3,2	151,5 ⁵	469,5	1.417,5 ⁵	—
1975	783,2	108,0	5,7	154,9 ⁵	535,8	1.587,6 ⁵	—

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les bons de caisse à un an au plus.

⁴ Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

⁵ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes monétaires ³	Fonds des Rentes	Caissees d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	

Titres accessibles à tout placeur¹

1968	319,3	4,4	3,0	6,7	91,0	7,1	61,4	87,7	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	7,0	102,4	6,9	64,5	89,2	18,7	643,3
1970	385,7	4,7	2,9	7,6	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	428,9	5,1	2,6	9,4	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 ⁴	471,9	6,2	2,7	11,2	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 ⁴	520,4	6,6	3,0	13,1	254,0	15,7	129,8	113,1	42,0	1.097,7
1974 ⁴	579,1	6,6	3,7	13,8	283,9	12,1	146,9	123,4	43,6	1.213,1
1975 ⁴ p	648,9	6,8	4,2	12,6	319,0	17,9	173,8	130,7	51,0	1.364,9

Titres non accessibles à tout placeur

1968	6,4	0,2	0,2	2,1	64,4	—	25,8	34,1	1,2	134,4
1969	5,8	0,3	0,2	2,5	65,0	—	28,3	34,3	6,5	142,9
1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,3	32,8	11,6	189,3
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,1	32,9	15,6	204,4
1975 ⁴ p	10,6	0,3	0,2	5,7	91,7	—	68,6	31,0	14,6	222,7

Total

1968	325,7	4,6	3,2	8,8	155,4	7,1	87,2	121,8	18,9	732,7
1969	353,0	4,7	3,2	9,5	167,4	6,9	92,8	123,5	25,2	786,2
1970	395,1	5,1	3,2	10,0	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	438,1	5,4	2,9	12,2	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 ⁴	480,9	6,5	2,9	14,0	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 ⁴	528,8	6,8	3,2	16,3	335,6	15,7	181,1	145,9	53,6	1.287,0
1974 ⁴	588,4	6,9	3,9	17,7	369,6	12,1	204,0	156,3	58,6	1.417,5
1975 ⁴ p	659,6	7,1	4,4	18,3	410,7	17,9	242,4	161,7	65,5	1.587,6

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

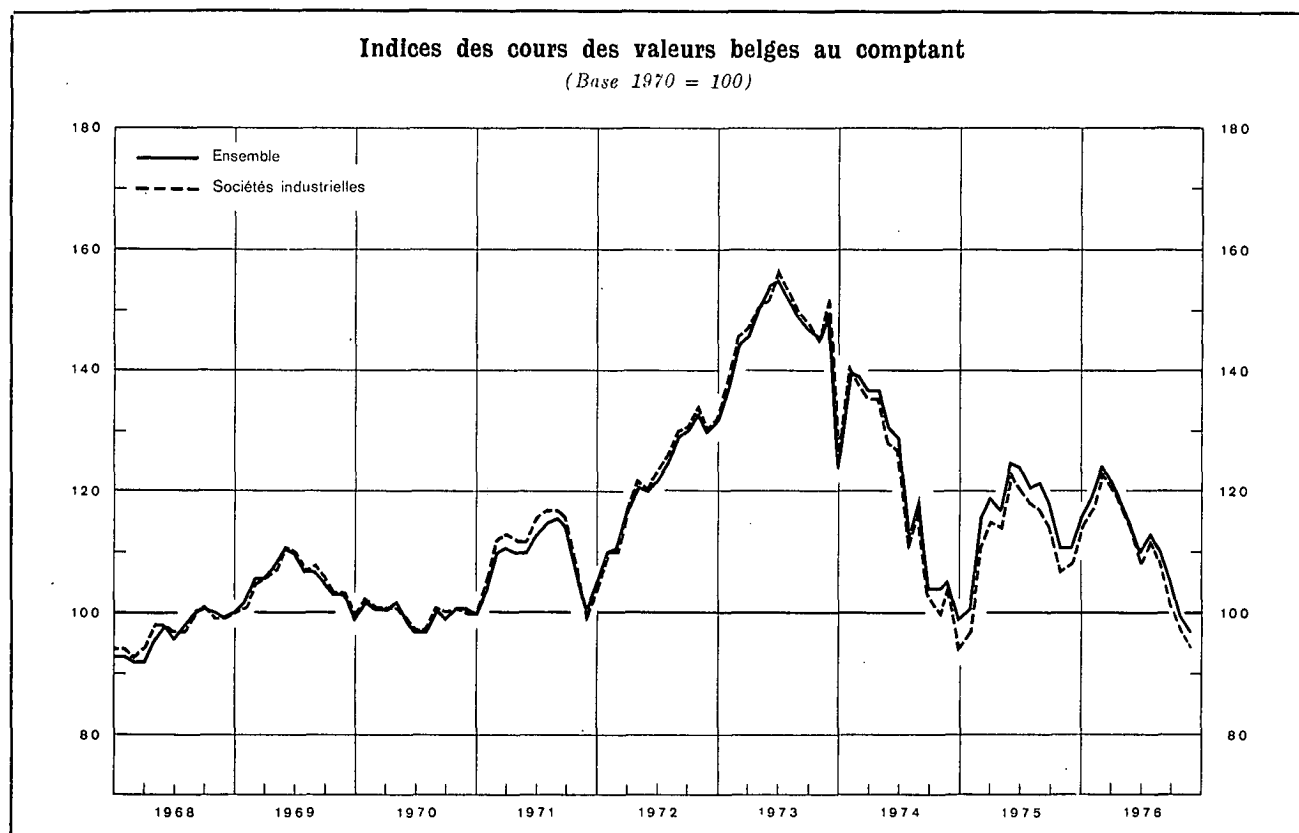
⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I,

n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 2				Taux de rendement 3						
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles						
		Ensemble	Sociétés industrielles									
(Base 1970 = 100)						en p.c.						
1968	134	97	97	92	3,8	3,8						
1969	149	105	106	105	3,7	3,4						
1970	112	100	100	100	4,9	5,2						
1971	169	110	111	103	5,2	5,9						
1972	199	123	124	118	4,1	3,9						
1973	276	147	148	144	3,8	3,7						
1974	185	121	119	125	5,3	5,4						
1975	205	117	113	123	5,8	5,8						
	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976
Janvier	165	316	101	119	97	117	104	125	5,7	5,5	5,6	5,3
Février	197	331	116	124	111	123	122	131	5,6	5,5	5,4	5,5
Mars	197	294	119	122	115	121	125	127	5,6	5,7	5,5	5,7
Avril	226	226	117	118	114	118	125	122	5,3	5,8	5,0	5,7
Mai	277	253	125	114	123	114	133	118	5,7	5,3	5,6	4,5
Juin	243	200	124	110	121	108	135	114	5,8	5,3	5,7	4,4
Juillet	229	179	121	113	118	112	130	119	5,6	5,3	5,7	4,3
Août	169	195	122	110	117	108	127	116	5,7	5,5	5,8	4,5
Septembre	185	188	118	105	114	101	122	109	6,1	5,6	6,3	4,6
Octobre	172	203	111	99	107	97	113	103	6,2	5,9	6,4	4,9
Novembre	207	186	111	97	108	94	114	97	5,8	5,6	6,0	4,8
Décembre	193		116		114		122		5,9		6,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles). Nouvelle série depuis 1975.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,1	3,8

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
Industrie chimique									
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
Electricité									
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
Industrie du charbon									
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,2	10,4

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3

C. — Total général ^{6 7}

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,0	10,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1970 12 mois	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 12 mois	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973 1 ^{er} mois	193	3,8	2,6	0,6	0,2	0,2	0,6
2 premiers mois	441	16,7	14,4	3,8	0,4	1,6	1,3
3 premiers mois	1.987	45,1	35,5	8,7	0,9	4,1	2,1
4 premiers mois	5.340	119,7	76,1	20,2	3,0	8,7	2,8
5 premiers mois	10.743	267,0	145,5	39,0	7,1	17,5	3,6
6 premiers mois	14.214	365,4	210,1	54,5	9,0	25,5	4,3
7 premiers mois	15.031	380,2	217,5	56,2	9,6	26,2	5,2
8 premiers mois	15.307	391,1	232,3	57,2	9,7	26,7	5,7
9 premiers mois	15.782	395,3	236,7	58,0	10,0	26,9	6,4
10 premiers mois	16.328	405,0	245,8	59,6	10,3	27,6	7,0
11 premiers mois	16.701	410,2	250,7	60,7	10,4	27,9	7,7
12 mois	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1970 12 mois	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 12 mois	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973 1 ^{er} mois	6	1,4	0,3	0,1	...	0,1	...
2 premiers mois	8	1,4	0,3	0,1	...	0,1	0,2
3 premiers mois	19	1,7	0,5	0,2	...	0,1	0,2
4 premiers mois	35	2,2	1,0	0,2	0,1	0,1	0,2
5 premiers mois	79	21,9	12,2	2,9	0,1	2,0	0,3
6 premiers mois	152	37,0	27,3	4,9	0,2	3,4	0,3
7 premiers mois	176	39,6	29,3	5,0	0,3	3,5	0,3
8 premiers mois	179	40,1	29,6	5,0	0,3	3,5	0,3
9 premiers mois	182	40,2	29,7	5,0	0,3	3,5	0,3
10 premiers mois	195	41,5	30,3	5,1	0,3	3,6	0,4
11 premiers mois	200	41,8	30,9	5,1	0,4	3,6	0,4
12 mois	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4

C. — Total général ⁴

1970 12 mois	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 12 mois	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973 1 ^{er} mois	199	5,2	2,9	0,7	0,2	0,3	0,6
2 premiers mois	449	18,1	14,7	3,9	0,4	1,7	1,5
3 premiers mois	2.006	46,8	36,0	8,9	0,9	4,2	2,3
4 premiers mois	5.375	121,9	77,1	20,4	3,1	8,8	3,0
5 premiers mois	10.822	288,9	157,7	41,9	7,2	19,5	3,9
6 premiers mois	14.366	402,4	237,4	59,4	9,2	28,9	4,6
7 premiers mois	15.207	419,8	246,8	61,2	9,9	29,7	5,5
8 premiers mois	15.486	431,2	261,9	62,2	10,0	30,2	6,0
9 premiers mois	15.964	435,5	266,4	63,0	10,3	30,4	6,7
10 premiers mois	16.523	446,5	276,1	64,7	10,6	31,2	7,4
11 premiers mois	16.901	452,0	281,6	65,8	10,8	31,5	8,1
12 mois	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations Total des émissions nettes (I.N.S.) (9)	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes		Total des émissions nettes
			émissions	amortissements	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)		(8) = (2) + (7)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	p13,6	p 3,2	p10,4	p6,3	p16,7	p 36,4	p 38,8

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	p 2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	p ...	p 0,1	p-0,1	p ...	p-0,1	p 0,2	p 0,2

Total général

1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	p13,6	p 3,3	p10,3	p 6,3	p16,6	p 36,6	p 39,0

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1974 3 premiers mois	6,6	3,3	1,0	4,3	...	...	...	...
6 premiers mois ...	20,6	7,1	4,0	11,1	0,5	...	...	...
9 premiers mois	31,1	12,9	4,3	17,2	0,5	...	...	...
12 mois	49,4	19,3	<i>p</i> 9,3	<i>p</i> 28,6	0,7	0,2	<i>p</i> ...	<i>p</i> 0,2
1975 3 premiers mois ... <i>p</i>	6,8	3,1	0,8	3,9	...	...	...	...
6 premiers mois ... <i>p</i>	17,7	6,2	14,6	20,8	...	...	...	...
9 premiers mois ... <i>p</i>	25,2	10,3	17,6	27,9	...	...	...	...
12 mois	39,1	17,4	24,7	42,1	...	...	...	...
1976 3 premiers mois ... <i>p</i>	9,9	4,7	0,4	5,1	...	...	...	...
1975 Mai	3,1	0,7	2,7	3,4	...	...	...	...
Juin	5,0	1,7	8,4	10,1	...	...	...	...
Juillet	2,9	2,1	0,8	2,9	...	...	...	...
Août	1,4	0,8	1,5	2,3	...	...	...	...
Septembre	3,2	1,2	0,7	1,9	...	...	...	...
Octobre	3,1	3,1	1,8	4,9	...	...	...	...
Novembre	3,7	1,1	0,2	1,3	...	...	...	...
Décembre	7,1	2,9	5,1	8,0	...	...	...	...
1976 Janvier	4,5	1,3	0,2	1,5	...	...	...	...
Février	2,5	1,9	...	1,9	...	...	...	...
Mars	2,9	1,5	0,2	1,7	...	...	...	...
Avril	3,5	1,2	1,5	2,7	...	...	...	...
Mai	2,7	1,4	0,4	1,8	1,2	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continuées.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4).

**XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁵
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1969	2,8	1,5	214,5	218,8	147,8	56,9	107,4	80,4	0,9	393,4	612,2	24,0
1970	2,7	1,7	243,6	248,0	169,1	62,6	112,5	90,9	0,7	435,8	683,8	29,1
1971	3,7	2,1	279,4	285,2	182,3	70,9	120,8	100,7	1,0	475,7	760,9	38,1
1972	3,9	3,8	338,5	346,2	190,8	79,0	138,8	116,2	1,8	526,6	872,8	47,1
1973	4,0	8,2	395,6	407,8	212,2	88,3	161,6	136,2	1,9	600,2	1.008,0	52,6
1974	3,5	7,8	448,6	459,9	241,1	98,0	180,2	158,1	1,5	678,9	1.138,8	58,4
1975	2,1	14,4	524,2	540,7	264,0	110,3	201,0	183,9	1,8	761,0	1.301,7	64,6
1974 Mars ⁴	3,1	6,4	411,4	420,9	220,3	91,7	166,1	141,6	1,9	621,6	1.042,5	54,1
Juin ⁴	1,8	9,4	420,8	432,0	225,9	94,9	171,5	148,6	1,8	642,7	1.074,7	53,8
Septembre .	1,5	12,8	427,6	441,9	233,5	97,9	176,3	152,8	1,6	662,1	1.104,0	54,0
Décembre .	3,5	7,8	448,6	459,9	241,1	98,0	180,2	158,1	1,5	678,9	1.138,8	58,4
1975 Mars ⁴	3,1	6,9	457,4	467,4	243,5	101,6	183,7	160,9	1,1	690,8	1.158,2	62,2
Juin	1,9	9,1	474,9	485,9	251,0	104,9	187,2	167,8	1,0	711,9	1.197,8	65,1
Septembre .	1,0	12,6	487,0	500,6	254,6	107,7	192,2	173,6	1,3	729,4	1.230,0	63,9
Décembre .	2,1	14,4	524,2	540,7	264,0	110,3	201,0	183,9	1,8	761,0	1.301,7	64,6
1976 Mars	1,7	14,3	544,8	560,8	p 275,1	114,7	p 207,3	p 190,8	p 1,8	p 789,7	p 1.350,5	p 64,0
Juin	1,2	6,6	569,6	577,4	p 289,9	p 120,8	p 215,5	p 200,4	p 1,8	p 828,4	p 1.405,8	p 69,8

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à court terme émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁵ Non compris les certificats à court terme émis par les organismes publics d'exploitation.

N. B. — Les données publiées dans ce tableau forment une nouvelle série non comparable à celle publiée avant janvier 1976 (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976).

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1974 3 ^e trimestre ..	12,0
4 ^e trimestre ..	9,9
1975 1 ^{er} trimestre ..	7,0
2 ^e trimestre ..	8,0
3 ^e trimestre ..	10,7
4 ^e trimestre ..	13,0
1976 1 ^{er} trimestre ..	13,8
2 ^e trimestre ..	15,8
3 ^e trimestre ..	14,7

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1977*. — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1974 3 ^e trimestre	7,5	...	3,7	2,7	3,4	4,3	0,8	11,2
4 ^e trimestre	6,1	5,7	3,8	4,5	0,3	10,2	0,6	15,6
1975 1 ^{er} trimestre	6,9	5,3	3,3	4,1	...	10,4	1,0	15,5
2 ^e trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	15,5
3 ^e trimestre	5,8	5,0	3,5	4,1	0,5	8,9	0,8	14,3
4 ^e trimestre	6,5	7,5	3,2	4,0	...	12,1	1,1	17,2
1976 1 ^{er} trimestre	6,2	1,5	3,7	4,1	0,4	5,9	1,0	11,4
2 ^e trimestre	7,7	0,3	3,9	4,5	0,2	6,5	0,7	11,9
3 ^e trimestre	6,9	0,1	3,3	4,1	3,7	1,8	0,7	10,3
1975 Novembre	6,8	8,9	3,9	3,2	...	15,7	0,7	19,6
Décembre	7,7	3,9	3,3	3,4	...	10,3	1,2	14,9
1976 Janvier	7,2	3,6	3,8	3,4	0,2	10,0	1,0	14,6
Février	6,5	0,5	4,4	3,6	0,5	6,3	1,0	11,4
Mars	4,7	0,5	2,8	5,2	0,5	1,4	0,9	8,0
Avril	7,5	...	3,6	4,4	0,1	6,3	0,3	11,1
Mai	10,0	...	4,8	3,4	0,4	10,4	0,6	14,8
Juin	5,3	1,0	3,5	5,6	...	2,9	1,3	9,8
Juillet	6,4	0,2	2,7	4,4	0,2	3,6	1,1	9,3
Août	3,6	...	3,6	5,2	0,1	1,1	0,8	7,2
Septembre	10,7	...	3,4	2,4	10,8	0,6	0,3	14,1
Octobre	3,9	...	3,8	5,1	1,9	0,2	0,5	7,7
Novembre	6,8	0,7	2,9	3,9	0,2	4,6	1,7	10,4

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1974 3 ^e trimestre	161,7	4,1	26,0	27,3	219,1
4 ^e trimestre	153,5	11,8	29,0	24,7	219,0
1975 1 ^{er} trimestre	156,8	7,5	47,0	11,3	222,6
2 ^e trimestre	165,3	5,6	43,0	10,1	224,0
3 ^e trimestre	175,4	9,2	30,1	7,9	222,6
4 ^e trimestre	170,8	12,8	31,8	12,8	228,2
1976 1 ^{er} trimestre	179,9	7,7	39,3	22,7	249,6
2 ^e trimestre	178,1	5,7	37,0	33,4	254,2
3 ^e trimestre	188,8	1,5	29,5	43,6	263,4

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paratâtiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.
² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période (plafonds ou mois (quotas))	Plafonds de réescompte										Quotas mensuels d'avances en compte courant d'acomptés au taux normal (7)
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
					Effets visés 2	Effets non visés réescomptés 3	Total				
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6) = (2) - (5)				
(milliards de francs)											
1969	12	44,0	29,7	4,2	33,9	10,1	—	—	—	—	—
1970	9	38,0	20,7	6,2	26,9	11,1	—	—	—	—	—
1971	9	43,9	19,0	9,4	28,4	15,5	—	—	—	—	—
1972	8	46,2	20,4	14,6	35,0	11,2	—	—	—	—	—
1973	5 1/2	37,8	14,4	18,0	32,4	5,4	—	—	—	—	—
1974 Juin	4 1/2	32,1 ⁴	2,6 ⁴	25,6 ⁴	28,2 ⁴	3,9 ⁴	—	—	—	—	—
		Sous-plafond A 5 (2a)	Sous-plafond B 5 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 5 (3)	Sous-plafond B 5 (4)	Total (5) = (3) + (4)	Sous-plafond A 5 (6a)	Sous-plafond B 5 (6b)	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (5)	
Septembre	4	15,4	15,4	30,8	14,0	11,6	25,6	1,4	3,8	5,2	19,5
Décembre	4	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4 1/4	24,1 ⁶	10,3 ⁶	34,4 ⁶	14,8 ⁶	6,3 ⁶	21,1 ⁶	9,3 ⁶	4,0 ⁶	13,3 ⁶	21,2
Juin	4 3/4	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	21,2
Septembre	5 1/4	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,1
Novembre	5 1/4	—	—	46,4 ⁷	—	—	28,8 ⁷	—	—	17,6 ⁷	25,1
Décembre	5 1/4	—	—	49,5	—	—	29,1	—	—	20,4	25,7
1976 Janvier	5 1/4	—	—	50,6 ⁸	—	—	27,6 ⁸	—	—	23,0 ⁸	25,7
Février	5 1/4	25,7 ⁹	25,7 ⁹	51,4 ⁹	24,7 ⁹	11,5 ⁹	36,2 ⁹	1,0 ⁹	14,2 ⁹	15,2 ⁹	25,7
Mars	4 3/4	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Avril	4 3/4	23,6	23,6	47,2	20,5	20,1	40,6	3,1	3,5	6,6	25,7
Mai	4 3/4	25,2	25,2	50,4	21,0	14,9	35,9	4,2	10,3	14,5	25,7
Juin	4 3/4	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Juillet	4 1/4	22,9 ¹⁰	22,9 ¹⁰	45,8 ¹⁰	22,0 ¹⁰	19,2 ¹⁰	41,2 ¹⁰	0,9 ¹⁰	3,7 ¹⁰	4,6 ¹⁰	27,2
Août	4 1/4	23,0	23,0	46,0	22,0	20,9	42,9	1,0	2,1	3,1	27,2
Septembre	4 1/4	23,0	23,0	46,0	19,8	19,6	39,4	3,2	3,4	6,6	27,2
Octobre	4 1/4	23,0 ¹¹	23,0 ¹¹	46,0 ¹¹	22,0 ¹¹	20,9 ¹¹	42,9 ¹¹	1,0 ¹¹	2,1 ¹¹	3,1 ¹¹	27,2
Novembre	4 1/4	24,4	24,4	48,8	20,6	13,4	34,0	3,8	11,0	14,8	27,2

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Cette rubrique comprend :

a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);
b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;
c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

4 Situation au 28 juin 1974.

5 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin et du 23 juillet au 19 décembre 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus

de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Credit-export » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1er avril 1975 au 11 février 1976, du 17 juin au 22 juillet 1976 et à partir du 20 décembre 1976, la répartition en sous-plafonds A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir;
— soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

6 Situation au 28 mars 1975.

7 Situation au 28 novembre 1975.

8 Situation au 30 janvier 1976.

9 Situation au 27 février 1976.

10 Situation au 30 juillet 1976.

11 Situation au 29 octobre 1976.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1969 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVI^e année, tome I, no 1,

janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique », XLIX^e année, tome I, no 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — Le année, tome I, no 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, no 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, no 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». LI^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte		Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit 7	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 1 ou certifiées 2 représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours 3	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours 3	autres effets publics 4	Dates des changements	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1969	7,50	9,50	9,00	9,25	9,50	1974 8 juillet	13,25
1970 22 octobre	7,00	9,00	8,50	8,75	9,00	15 juillet	14,00
10 décembre	6,50	8,50	8,00	8,25	8,50	16 juillet	13,75
1971 25 mars	6,00	7,50	7,00	7,25	7,50	17 juillet	13,50
23 septembre ...	5,50	7,00	6,50	6,75	7,00	23 juillet	13,00
1972 6 janvier	5,00	6,50	6,00	6,25	6,50	14 août	13,25
3 février	4,50	6,00	5,50	5,75	6,00	19 août	13,00
2 mars	4,00	5,00		5,00		22 août	12,75
23 novembre	4,50	5,50		5,50		3 septembre ...	12,50
21 décembre	5,00	6,00		6,00		6 septembre ...	12,00
1973 10 mai	5,50	7,00		7,00		18 septembre ...	11,75
5 juillet	6,00	7,50		7,50		10 octobre	11,50
2 août	6,50	8,00		8,00		21 octobre	11,25
4 octobre	7,00	8,50		8,50		29 octobre	11,00
29 novembre	7,75	8,50		8,50		30 octobre	10,75
1974 1 ^{er} février	8,75	9,50		9,50		4 novembre ...	10,50
						5 novembre ...	10,25
	5	5		6		1975 10 janvier	10,00
8 juillet	8,75	9,50		9,50		13 janvier	9,75
1975 30 janvier	8,25	9,00		9,00		30 janvier	9,25
13 mars	7,50	8,00		8,00		13 mars	8,25
24 avril	7,00	7,50		7,50		15 avril	8,00
29 mai	6,50	6,50		6,50		25 avril	7,75
21 août	6,00	6,00		6,00		16 mai	7,50
1976 18 mars	7,00	7,00		7,00		29 mai	7,00
23 juillet	8,00	8,00		8,00		17 juin	6,75
13 août	9,00	9,00		9,00		9 juillet	7,00
1 ^{er} octobre	9,00	9,00		12,50		21 août	6,50
20 octobre	9,00	9,00		12,00		1976 30 janvier	7,50
18 novembre	9,00	9,00		11,00		11 février	8,00
9 décembre	9,00	9,00		10,00		24 février	7,50
						15 mars	8,00
						17 mars	9,00
						19 mars	10,00
						21 avril	9,00
						19 mai	8,00
						23 juillet	9,50
						30 juillet	10,50
						13 août	11,50
						27 août	13,00
						6 septembre ...	13,50
						1 ^{er} octobre	15,00
						20 octobre	14,00
						26 octobre	13,00
						2 novembre ...	12,00
						9 décembre	11,00
						17 décembre	10,50

1 Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

2 La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

3 Quotité maximum : 95 p.c.

4 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Quotité maximum : 80 p.c.

5 Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, et

du 23 juillet au 19 décembre 1976, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).

6 Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la Banque leur a attribué.

7 Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹		Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		0 mois	9 mois	12 mois	
		(fin de période)									
1968	2,84										
1969	5,40										
1970	6,25										
1971	3,70	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1972	2,48	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1973	4,81	1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1974	9,25	1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1975	4,63	1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
		1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1974 3 ^e trimestre	9,86	1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1973 11 déc.	*	*	8,10
1974 4 ^e trimestre	9,25	1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1974 11 juin	*	*	*
		1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	10 sept.	12,00	11,75	9,00
1975 1 ^{er} trimestre	5,15	1974 3 ^e trim.	11,50	11,75	11,75	12,00	11,96	10 déc.	*	*	*
1975 2 ^e trimestre	4,55	1974 4 ^e trim.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,60	1975 11 mars	8,00	*	*
1975 3 ^e trimestre	4,79	1975 1 ^{er} trim.	6,90	7,15	7,30	7,40	9,46	10 juin	6,50	6,75	*
1975 4 ^e trimestre	4,11	1975 2 ^e trim.	5,25	5,50	6,00	6,25	7,03	9 sept.	6,75	7,00	*
1976 1 ^{er} trimestre	5,48	1975 3 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,32	9 déc.	6,75	*	*
1976 2 ^e trimestre	7,10	1975 4 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	1976 13 janv.	6,75	6,90	*
1976 3 ^e trimestre	10,41	1976 1 ^{er} trim.	9,00	9,00	9,00	9,25	6,87	10 févr.	7,10	*	*
1975 Novembre	3,88	1976 2 ^e trim.	8,50	8,75	9,00	9,50	9,80	9 mars	7,10	*	*
1975 Décembre	3,94	1976 3 ^e trim.	13,00	13,00	13,00	13,25	10,91	13 avril	*	*	*
		1975 Nov. ...	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	11 mai	*	*	*
1976 Janvier	3,99	1975 Déc. ...	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	8 juin	10,00	*	*
1976 Février	5,41	1976 Janv. ...	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	13 juillet	9,75	*	*
1976 Mars	7,56	1976 Févr. ...	6,00	6,20	6,40	6,55	6,54	10 août	10,50	*	*
1976 Avril	7,74	1976 Mars ...	9,00	9,00	9,00	9,25	7,62	14 sept.	*	*	*
1976 Mai	6,52	1976 Avr. ...	9,25	9,25	9,25	9,50	9,44	12 oct.	10,50	*	*
1976 Juin	7,16	1976 Mai	9,00	9,25	9,50	10,00	10,00	9 nov.	12,50	*	*
1976 Juillet	7,14	1976 Juin ..	8,50	8,75	9,00	9,50	9,84	14 déc.	10,75	*	10,50
1976 Août	10,28	1976 Juillet ..	10,00	10,00	10,00	9,50	9,50				
1976 Septembre	12,18	1976 Août ...	11,00	11,25	11,50	11,75	11,62				
1976 Octobre	15,52	1976 Sept. ...	13,00	13,00	13,00	13,25	13,15				
1976 Novembre	8,86	1976 Oct. ...	13,50	13,50	13,50	13,75	13,74				
		1976 Nov. ...	11,00	11,25	11,50	11,50	12,64				

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles).

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes par des institutions du secteur public, des banques et des caisses d'épargne privées. Ces deux

types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudicés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 2-11-1971	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre au 31 décembre 1974 ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1 ^{er} janvier au 15 mars 1975	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars au 30 avril 1975	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai au 15 juin 1975	4,50	1,25	3,50	1,25
A partir du 16 juin 1975	4,25	1,25	3,25	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1974 Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,93
Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95	9,32
1975 Janvier	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05
Octobre	8,28	8,39	8,50	8,61	10,38	8,53
Décembre	8,12	8,33	8,53	8,66	10,24	8,52
1976 Janvier	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
Février	8,38	8,43	8,80	8,96	10,32	8,75
Mars	8,42	8,80	8,96	9,03	10,57	8,91
Avril	8,34	8,89	9,00	9,01	11,21	8,94
Mai	8,52	9,13	9,19	9,28	11,47	9,15
Juin	9,32	9,25	9,35	9,52	11,77	9,39
Juillet	8,97	9,16	8,94	9,41	11,65	9,10
Août	9,00	8,93	8,81	9,00	11,57	8,93
Septembre	9,43	9,21	9,21	9,41	11,98	9,32
Octobre	9,31	9,25	9,11	9,36	11,99	9,24
Novembre	9,43	9,35	9,17	9,50	12,07	9,34
Décembre	9,45	9,40	9,30	9,61	11,88	9,42

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égale cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ..	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre ..	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1973 .		7,00		7,50		11,00		13,00		9,50		8,00		7,25		4,50
1974 Janvier ...							4	12,75							21	5,50
Février ...							1	12,50								
Mars									20	12,00						
Avril							5	12,25								
Avril			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai							24	11,75					13	8,75		
Juin					20	13,00										
Juillet ...														24	9,25	
Septembre .							20	11,50								
Octobre ..	25	6,50									28	7,00				
Novembre .													18	8,75		
Décembre ..	20	6,00	9	7,75						27	11,00					
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25						13	8,25	
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75			7	10,75								
Février ...					27	11,00	14	10,50								
Mars	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00
Mars							21	10,00								
Avril					10	10,00	18	9,75								
Mai	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					20	4,50
Juin					5	9,50										
Juillet ...							25	11,00								
Août	15	4,00									15	5,50			25	4,00
Septembre .	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50	3	9,00	29	3,50
Octobre ..							3	12,00							29	3,00
Novembre .							14	11,75								
Novembre .							28	11,50								
Décembre ..							24	11,25								
1976 Janvier ...			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ...							16	10,75								
Janvier ...							23	10,50								
Janvier ...							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00				
Février ...							27	9,25	25	11,00						
Mars							5	9,00	18	15,00			8	9,50		
Avril							23	10,50								
Mai							21	11,50								
Juin											1	4,50			8	2,00
Juin											18	5,00				
Juillet ...					22	9,50										
Août												2	5,50			
Août												16	6,50			
Août												20	7,00			
Septembre .					23	10,50	10	13,00								
Octobre ...							7	15,00	4	18,00						
Novembre ..			22	5,25			19	14,75			29	6,00 ⁶	22	9,00		
Décembre ..							17	14,50					22	8,50		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 En principe, la Bank of England annonce chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 7,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 9 octobre	1976 7 octobre	1975 6 novembre	1976 4 novembre
ACTIF						
Or et créances sur l'étranger	42.896	100.098	99.998	89.419	102.237	88.997
Or	} 35.230	63.168	69.183	60.327	69.183	60.327
Disponibilités à vue à l'étranger		31.898	23.665	19.454	25.646	19.095
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ^{1 2}		4.856	6.959	9.555	7.250	9.533
Annuités de prêt de la B.I.R.D.		342	176	191	83	158	42
Créances sur le Trésor	6.944	10.697	26.624	20.775	21.083	19.356
Monnaies divisionnaires	110	71	201	267	142	243
Comptes courants postaux	134	43	245	282	106	307
Concours au Trésor Public ^{3 4}	6.700	9.650	25.347	19.065	19.974	17.679
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ⁵	—	933	831	1.161	861	1.127
Créances provenant d'opérations de refinancement	111.710	68.745	43.260	60.376	47.566	69.032
Effets escomptés ⁶	14.032	18.262	16.799	23.230	17.474	24.553
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁶	81.785	38.035	22.235	31.520	24.053	35.161
Avances sur titres	58	40	43	45	47	43
Effets en cours de recouvrement	15.835	12.408	4.183	5.581	5.992	9.275
Divers	2.600	3.304	2.901	3.639	3.142	2.862
Total ...	164.150	182.844	172.783	174.209	174.028	180.247

PASSIF

Billets en circulation	96.955	106.742	103.357	113.643	104.351	113.887
Comptes créditeurs extérieurs	5.270	6.814	6.382	7.307	6.732	7.234
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1.195	922	1.171	642	1.321	569
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.694	2.540	2.411	2.634	2.411	2.634
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères	1.381	3.352	2.800	4.031	3.000	4.031
Compte courant du Trésor public	3.022	4.719	1	1	1	1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	47.720	12.767	8.261	7.166	7.414	11.377
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves	44.801	10.175	6.488	5.273	5.642	9.354
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.919	2.592	1.773	1.893	1.772	2.023
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	43.553	49.568	40.663	49.568	40.664
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.243	1.368	1.243	1.368
Divers	10.162	7.006	3.971	4.061	4.719	5.716
Total ...	164.150	182.844	172.783	174.209	174.028	180.247

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

² Concours au Fonds Monétaire

Acquisition de droits de tirage spéciaux	2.487	3.348	2.820	4.402	2.821	4.547
Autres opérations	1.123	1.280	1.224	1.241	1.224	1.241
	3.714	228	2.915	3.852	3.205	3.745

³ Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

⁴ Montant maximum des concours au Trésor public : 23,08 milliards de F, dont 13,08 milliards de F non rémunérés.

⁵ Loi du 27 décembre 1974.

⁶ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	2.682	20.828	9.170	23.976	11.519	29.029
Obligations	21	15	17	14	17	14
Bons à moyen terme	5.087	699	327	1.086	717	1.787
Crédits à moyen terme	24.957	22.208	21.820	26.269	22.231	23.882
— Prêts spéciaux à la construction	90	26	74	69	26	69
— Crédits à l'exportation	14.033	18.262	16.799	23.230	17.474	24.553
— Autres crédits	10.834	3.920	4.947	2.970	4.731	4.260
Crédits à court terme	63.120	13.047	7.700	3.405	7.043	2
— Crédits à l'exportation	11.401	4.005	2.820	1.966	2.375	—
— Autres crédits	51.719	9.042	4.880	1.439	4.668	2

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1972 February 28	1973 February 28	1974 February 28	1975 February 28	1975 October 8	1976 October 6	1976 November 5	1976 November 10
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	--------------------	---------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.217	3.486	3.513	4.625	5.285	6.038	5.237	5.961
Other Securities	497	703	1.076	739	579	601	652	678
Total ...	3.725	4.200	4.600	5.375	5.875	6.650	5.900	6.650

Notes Issued :

In Circulation	3.698	4.187	4.573	5.355	5.846	6.647	5.861	6.646
In Banking Department	27	13	27	20	29	3	39	4
Total ...	3.725	4.200	4.600	5.375	5.875	6.650	5.900	6.650

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	419	1.096	1.645	949	1.253	1.913	1.257	2.062
Advances and Other Accounts	27	37	155	452	251	274	254	386
Premises, Equipment and Other Securities	94	88	188	200	85	85	85	84
Notes	27	14	27	20	29	3	39	4
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.618	2.275	1.635	2.536

Capital	15	14	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	56	60	82	64	21	23	20	20
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	714	1.368	936	980	1.390	977	1.764
Bankers Deposits	199	177	250	217	185	315	271	304
Reserves and Other Accounts	297	270	300	389	417	532	352	433
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.618	2.275	1.635	2.536

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1975 December 31	1975 October 8	1976 October 6	1975 November 5	1976 November 10
ASSETS								
Gold certificate account	10.303	11.460	11.652	11.599	11.599	11.598	11.599	11.598
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	500	500	800	500	1.200
Cash	313	271	240	347	414	365	384	361
Discounts and advances	1.981	1.258	298	229	155	55	52	137
Acceptances :								
Bought outright	70	68	579	741	703	199	747	198
Held under repurchase agreement	36	...	420	385	...	181	229	248
Federal agency obligations :								
Bought outright	1.311	1.937	4.702	6.072	5.789	6.757	6.072	6.757
Held under repurchase agreement	13	42	511	118	...	83	40	34
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	29.664	36.897	36.765	37.207	32.857	32.102	30.446	36.668
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	36.681	38.412	40.009	43.989	43.400	46.897	43.400	46.897
Bonds	3.463	3.149	3.284	5.521	5.104	6.506	5.104	6.506
Total bought outright ...	69.808	78.458	80.058	86.717	81.361	85.505	78.950	90.071
Held under repurchase agreement	98	58	443	1.217	...	1.807	614	2.702
Total U.S. Government securities ...	69.906	78.516	80.501	87.934	81.361	87.312	79.564	92.773
Total loans and securities	73.317	81.821	87.011	95.479	88.008	94.587	86.704	100.147
Cash items in process of collection	9.172	7.954	8.312	9.210	7.562	9.483	8.108	7.734
Bank premises	194	223	263	319	307	356	313	360
Operating equipment	—	—	—	13	4	27	11	26
Other assets	1.066	929	2.932	2.980	3.075	3.491	3.399	3.457
Total assets ...	94.765	103.058	110.810	120.447	111.469	120.707	111.018	124.883
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	58.757	64.262	70.916	77.159	73.355	80.509	73.895	82.140
Deposits :								
Member bank reserves	25.647	27.060	25.825	26.097	25.506	22.908	24.701	27.035
U.S. Treasurer - general account	1.855	2.542	3.113	7.285	3.691	7.496	3.066	6.472
Foreign	325	251	418	353	234	252	355	199
Other	840	1.419	1.275	1.090	568	898	692	933
Total deposits :	28.667	31.272	30.631	34.825	29.999	31.554	28.814	34.639
Deferred availability cash items	5.198	4.855	6.328	5.495	5.069	5.608	5.246	4.938
Other liabilities and accrued dividends ...	557	981	1.141	1.110	1.081	990	1.145	1.038
Total liabilities ...	93.179	101.370	109.016	118.589	109.504	118.661	109.100	122.764
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	793	844	897	929	914	966	918	973
Surplus	793	844	897	929	897	929	897	929
Other capital accounts .....	...	...	...	...	154	151	103	217
Total liabilities and capital accounts ...	94.765	103.058	110.810	120.447	111.469	120.707	111.018	124.883
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	179	581	981	...	...	...	...	...

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1972 31 december	1973 31 december	1974 31 december	1975 31 december	1975 6 oktober	1976 4 oktober	1976 10 november	1976 8 november
ACTIVA								
Goud	6.829	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	4.557	9.339	8.782	9.160	8.859	6.922	9.320	7.844
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	1	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F. Reservepositie in het I.M.F.	2.352	1.595	1.630	1.638	1.648	1.573	1.623	1.547
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	—	1.038	1.482	2.350	2.093	2.623	2.056	2.627
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	171	134	62	456	45	78	306	52
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	673	1.256	1.258	1.812	1.452	3.039	713	3.132
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	37	19	13	12	13	14	16	17
Belegging van kapitaal en reserves	382	424	462	515	515	599	515	599
Gebouwen en inventaris	195	195	235	235	235	260	235	260
Diverse rekeningen	104	140	870	82	86	574	85	710
Totaal ...	15.300	20.989	21.643	23.109	21.795	22.531	21.719	23.637
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	11.251	11.873	12.827	14.560	14.072	15.655	13.945	15.421
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.944	3.757	4.971	3.964	3.241	2.982	3.535	4.632
's Rijks schatkist	1.858	3.694	4.890	3.828	3.188	2.940	3.468	4.591
Banken in Nederland	47	26	34	99	17	3	12	4
Andere ingezetenen	39	37	47	37	36	39	55	37
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	358	388	159	184	154	119	149	86
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	224	282	84	93	99	37	97	31
Andere niet-ingezetenen	134	106	75	91	55	82	52	55
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400
Krediet aan het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	52	1.574	1	5	4	321	6	34
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	856	793	793	744	749	700	737	689
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	404	404	442	495	495	579	495	579
Diverse rekeningen	415	780	1.030	1.737	1.660	755	1.432	776
Totaal ...	15.300	20.989	21.643	23.109	21.795	22.531	21.719	23.637
N. B. - Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	14	14	13	13	13	13	13	13

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1975 31. Dez.	1975 7. Oktober	1976 7. Oktober	1975 7. Nov.	1976 7. Nov.
AKTIVA								
Währungsreserven	72.908	88.179	71.805	74.614	70.445	86.147	71.303	85.360
Gold	13.971	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	6.712	8.354	8.055	9.309	8.939	11.730	8.921	11.786
Devisen und Sorten	52.225	65.824	49.748	51.303	47.504	60.415	48.381	59.572
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.480	4.279	11.636	11.804	11.083	12.901	11.083	12.901
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	20.178	11.216	15.516	8.521	7.173	14.736	5.731	11.370
Inlandswechsel	17.847	10.435	12.305	5.910	5.273	13.655	4.703	10.397
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	...	457	...
Auslandswechsel	1.185	460	877	903	533	1.014	558	955
Lombardforderungen	1.146	321	2.334	1.708	17	67	13	18
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9.123	11.535	9.915	9.044	8.683	8.683	8.683	8.701
Kassenkredite (Buchkredite)	440	2.852	1.232	361	...	...	...	18
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Kassenkredite (Buchkredite)	318	300	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	318	300	...	...	...	...	...	...
Wertpapiere	53	25	469	7.953	5.917	4.958	7.957	3.060
Deutsche Scheidemünzen	344	584	423	946	999	699	1.067	755
Postcheckguthaben	525	466	647	358	261	252	179	196
Sonstige Aktiva	4.686	4.882	7.115	8.139	4.536	4.505	4.212	4.729
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und ver- bindlichkeiten — Bilanzverlust	3.101	10.279	14.004	8.931	8.931	—	8.931	—
Ingesamt ...	115.716	131.745	131.530	130.310	118.028	132.881	119.146	127.072

PASSIVA

Banknotenumlauf	44.504	46.247	50.273	55.143	52.166	56.868	51.951	56.964
Einlagen von Kreditinstituten	46.388	51.913	46.504	44.591	38.665	47.650	37.421	47.572
auf Girokonten	46.364	51.892	46.483	44.563	38.642	47.618	37.401	47.539
sonstige	24	21	21	28	23	32	20	33
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	7.083	11.298	11.742	8.256	12.600	11.740	15.001	5.920
Bund	97	204	139	2.291	2.323	4.574	6.267	1.404
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	197	174	163	358	486	232	454	261
Länder	2.543	2.403	643	2.106	4.854	6.903	4.213	3.766
Andere öffentliche Einleger	58	51	44	46	32	31	33	29
Sondereinlagen	4.188	8.466	10.753	3.455	4.905	792	4.034	460
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	3.214	2.932	2.739	2.502	2.230	2.589	2.107	1.954
Bundesbahn	5	16	5	5	6	5	3	3
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	2.703	2.455	2.227	1.962	1.871	2.087	1.683	1.389
Sonstige Einleger	506	461	507	535	353	497	421	562
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	1.336	244	127	256	256	627	230	696
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	916	918	1.284	840	439	664	727	711
Einlagen ausländischer Einleger	898	735	1.263	828	435	588	630	670
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Sonstige	18	183	16	12	4	76	47	41
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	1.855	1.747	1.600	1.665	1.600	1.665	1.600	1.665
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobili- sierungs- und Liquiditätspapieren	4.465	9.860	8.867	4.173	4.573	4.301	4.701	5.354
Rückstellungen	1.296	1.296	1.485	1.670	1.670	1.835	1.670	1.835
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	929	929	929	929	1.100	929	1.100
Sonstige Passiva	3.289	4.071	5.690	9.995	2.610	2.760	2.519	3.011
Ingesamt ...	115.716	131.745	131.530	130.310	118.028	132.881	119.146	127.072

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 7 octobre	1976 7 octobre	1975 7 novembre	1976 5 novembre
ACTIF								
Encaisse or	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.904	11.893	11.904
Devises	12.323	12.520	11.571	14.706	10.078	13.487	9.747	13.310
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.278	4.613	5.403	5.403	5.403	5.403	5.403	5.403
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	784	898	2.210	1.712	229	280	226	281
Bons du Trésor de la Confédération ...	152	200	484	227	...	...	...	...
Avances sur nantissement	419	558	700	200	16	32	6	33
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	—	—	...	...	...	...	...	...
autres	—	—	92	3	...	62	...	62
Correspondants en Suisse	142	282	167	136	37	10	10	52
Correspondants à l'étranger	27	—	—	—	—	—	—	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.244	1.243	622	622	622	622	622	622
Autres postes de l'actif	89	66	94	64	112	98	98	92
Total ...	31.338	32.273	33.236	34.966	28.390	31.898	28.005	31.759

PASSIF

Fonds propres	64	65	66	67	67	68	67	68
Billets en circulation	16.635	18.296	19.436	19.128	17.308	17.905	17.338	17.897
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	9.313	8.235	9.505	11.479	5.998	5.421	5.641	5.442
Autres engagements à vue	1.708	801	862	1.817	1.526	4.203	1.424	4.024
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	1.449	1.600	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	580	1.272	348	165	185	222	172	193
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	73	121	247	380	916	1.580	915	1.580
Comptes spéciaux	2	83	986	...	14	...	5	...
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	26	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	1.514	1.774	1.786	1.930	2.376	2.499	2.443	2.555
Total ...	31.338	32.273	33.236	34.966	28.390	31.898	28.005	31.759

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 31 octobre	1976 31 octobre	1975 30 novembre	1976 30 novembre
I. Or	4.136	3.917	3.972	3.998	3.957	3.885
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	143	83	58	55	54	48
III. Bons du Trésor	515	363	438	95	361	97
IV. Dépôts à terme et avances	30.034	32.432	31.317	34.150	31.208	35.119
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	2	76	69	62	76	45
b) à plus de 3 mois	69	...	...	35	...	35
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	22.578	25.291	23.520	26.436	23.844	26.662
b) à plus de 3 mois	7.385	7.065	7.728	7.617	7.288	8.377
V. Titres à terme	8.253	5.761	4.484	3.670	4.663	4.806
a) à 3 mois au maximum	7.838	4.991	3.918	3.379	4.005	4.327
b) à plus de 3 mois	415	770	566	291	658	479
VI. Divers	80	159	200	230	206	59
<i>Total de l'actif</i> ...	43.161	42.715	40.469	42.198	40.449	44.014

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 31 octobre	1976 31 octobre	1975 30 novembre	1976 30 novembre
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	666	821	821	952	821	952
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	309	371	371	424	371	424
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	252	345	345	423	345	423
III. Dépôts (or)	3.572	3.370	3.391	3.400	3.376	3.419
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.134	2.993	2.954	3.041	3.004	3.068
b) à 3 mois au maximum	199	345	404	317	339	292
c) à plus de 3 mois	206	—	—	9	—	26
2. Autres déposants :						
à vue	33	33	33	33	33	33
IV. Dépôts (monnaies)	37.479	37.064	34.837	37.013	34.831	38.772
1. Banques centrales :						
a) à vue	193	266	320	567	405	452
b) à 3 mois au maximum	29.092	31.807	29.316	30.522	29.510	32.344
c) à plus de 3 mois	7.173	3.298	4.204	3.991	3.522	4.164
2. Autres déposants :						
a) à vue	22	24	31	32	27	64
b) à 3 mois au maximum	877	1.515	825	1.754	1.127	1.448
c) à plus de 3 mois	122	154	141	147	240	300
V. Effets	667	641	639	—	629	—
a) à 3 mois au maximum	667	641	639	—	629	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Divers	379	451	409	480	424	521
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet 1976	—	—	—	—	—	—
VIII. Provisions	97	67	71	52	67	49
<i>Total du passif ...</i>	43.161	42.715	40.469	42.198	40.449	44.014

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 18 novembre 1976

d'exécution de l'article 21 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (Moniteur du 30 novembre 1976, p. 15151). (Voir aussi rubrique 6.)

Prorogation jusqu'au 31 décembre 1977 des dispositions relatives au « Stage des jeunes ».

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté ministériel du 14 juillet 1976

modifiant les articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1959, modifié par l'arrêté ministériel du 6 janvier 1966, déterminant les montants et les modalités de perception de la contribution à verser au Fonds en exécution des dispositions de l'article 13,

§§ 1^{er} à 4, de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes (Moniteur du 11 novembre 1976, p. 14474).

Article 1^{er}. — L'article 3 de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1959, modifié par l'arrêté ministériel du 6 janvier 1966, déterminant les montants et les modalités de perception de la contribution à verser au Fonds en exécution de l'article 13, §§ 1^{er} à 4, de la loi du 24 mai 1959, est remplacé par la disposition suivante :

« Les sociétés locales de crédit à l'outillage artisanal et les sociétés de cautionnement mutuel agréées par la Caisse nationale de Crédit professionnel paient une commission sur le montant de leurs crédits couvert par le Fonds de garantie, conformément à l'article 10 de la loi du 24 mai 1959.

» Lorsque les avances sont consenties par une société locale de crédit à l'outillage artisanal, le montant de cette contribution est de 0,10 p.c. du montant en principal garanti par le Fonds.

» Lorsque la garantie du Fonds porte sur des échéances se situant à plus d'un an, le taux de 0,10 p.c. est majoré de 0,05 p.c. par année supplémentaire.

» Lorsque les avances sont avalisées par une société de cautionnement mutuel, le montant de cette contribution est égal à 15 p.c. de la contribution payée à ces sociétés par les bénéficiaires et les organismes de crédit.

» La contribution à payer par ces bénéficiaires et ces organismes aux susdites sociétés est la même que celle qu'ils paieraient au Fonds de garantie s'ils faisaient directement appel au Fonds.

» Pour les crédits en compte courant, crédits d'escompte, crédits sur nantissement de factures, crédits sur warrantage et autres crédits commerciaux à court terme ou à terme indéterminé, la contribution est due chaque année anticipativement sur la partie du crédit ouvert garantie par le Fonds, quel que soit le montant effectivement prélevé. »

Art. 2. — L'article 4 de l'arrêté ministériel tel que visé à l'article 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le calcul des contributions prévues dans les articles précédents la durée des avances à terme déterminé est celle mentionnée dans le contrat initial et sur laquelle le Fonds a marqué son accord; les parties d'année sont négligées si elles sont inférieures à six mois; elles sont comptées pour une année entière dans le cas contraire. Les prorogations de durée intervenues ultérieurement ne donnent pas lieu au paiement d'une contribution complémentaire si la prorogation est inférieure à six mois. Dans le cas contraire, une contribution complémentaire de 0,25 p.c., de 0,50 p.c., de 0,10 p.c. ou de 15 p.c. suivant le cas est due par année de prorogation; les parties d'année de six mois et plus étant comptées pour une année entière.

» Aucune contribution complémentaire ne sera due si le montant cumulé à charge de l'établissement de crédit et du bénéficiaire ne dépasse pas 100 francs. »

.....

Arrêté ministériel du 14 juillet 1976

modifiant l'arrêté ministériel du 23 septembre 1959, modifié par les arrêtés ministériels du 21 février 1969 et du 10 juillet 1975, approuvant le règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds, pris en application des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959 (Moniteur du 11 novembre 1976, p. 14475).

Article 1^{er}. — Le règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds, pris en application des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959, est complété par un article 13 dont le texte est approuvé et figure en annexe.

.....

Annexe

Article 13 du règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds, pris en application des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959 :

« Article 13. Les associations de crédit agréées par la Caisse nationale de Crédit professionnel peuvent décider directement de l'octroi de la garantie du Fonds, à condition :

- » 1^o qu'il s'agisse d'un nouveau crédit dont le montant ne dépasse pas 400.000 francs;
- » 2^o que le crédit soit consenti sous forme d'un crédit à terme déterminé, dont la durée ne dépasse pas cinq ans;
- » 3^o que la garantie du Fonds ne dépasse pas 80 p.c. du montant du crédit;
- » 4^o que le crédit soit remboursable par mensualités constantes. »

Arrêté royal du 25 août 1976

modifiant le § 1 de l'article 2 de l'arrêté royal du 12 septembre 1959, modifié par l'arrêté royal du 6 janvier 1966, portant exécution de l'article 11 de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes (Moniteur du 11 novembre 1976, p. 14476).

Article 1^{er}. — Le premier paragraphe de l'article 2 de l'arrêté royal du 12 septembre 1959, modifié par l'arrêté royal du 6 janvier 1966, portant exécution de l'article 11 de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, est remplacé par le texte suivant :

« Le Fonds garantit d'office les sociétés de cautionnement mutuel à concurrence de la moitié des pertes définitives qu'elles subissent sur tout aval :

» a) ne dépassant pas 250.000 francs accordé à partir du 22 février 1966, date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 6 janvier 1966;

» b) de 250.001 francs à 2.000.000 de francs accordé à partir du jour de la mise en vigueur du présent arrêté pour autant :

» 1. que les dispositions de la loi du 24 mai 1959, de l'arrêté royal du 15 juin 1959, de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1959 et des articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 11 et 12 du règlement approuvé par les arrêtés ministériels des 23 septembre 1959 et 21 février 1969, soient respectés;

» 2. que la commission prévue par les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1976 soit payée dans le mois suivant l'expiration de chaque trimestre pour les contributions devenues exigibles au cours de ce trimestre, et ce en vertu de l'article 5, § 2, de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1959.

» En cas d'avals successifs pour une même personne, le montant total des avals garantis par le Fonds de garantie ne peut dépasser 2.000.000 de francs.

» Le Fonds n'intervient pas dans les pertes subies par les sociétés de cautionnement mutuel dans les opérations qui ne répondent pas aux conditions ci-dessus, ni pour celles dont la contribution, due par les dites sociétés au Fonds de garantie, n'a pas été versée.

» Le Ministre des Classes moyennes, le Comité du Fonds ou leurs délégués peuvent procéder en tout temps à l'examen et au contrôle, tant chez les demandeurs de crédit, qu'auprès des établissements de crédit et des sociétés de cautionnement mutuel.

» c) ne dépassant pas 320.000 francs accordé à partir du jour de la mise en vigueur du présent arrêté pour autant :

» 1. qu'il s'agisse d'un nouveau crédit dont le montant ne dépasse pas 400.000 francs;

» 2. que le crédit soit consenti sous forme d'un crédit à terme déterminé, dont la durée ne dépasse pas cinq ans;

» 3. que le crédit soit remboursable par mensualités constantes. »

.....

Arrêté ministériel du 3 septembre 1976

approuvant les décisions du Conseil d'administration de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite des 30 juin 1976 et 1^{er} septembre 1976 fixant certaines dispositions statutaires du personnel de l'organisme (Moniteur du 9 novembre 1976, p. 14382.)

Arrêté royal du 24 septembre 1976

modifiant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1939 relatif à l'Office National du Ducroire (Moniteur du 9 novembre 1976, p. 14290). (Voir aussi rubrique 8.)

Article 1^{er}. — Le troisième alinéa de l'article 6 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1939, pris en exécution de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939, modifié par l'article 3, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 8 février 1971 et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 juillet 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour ce qui concerne la prise en charge de nouveaux risques en exécution de l'article 3, § 2, 1^o, et les opérations de financement prévues à l'article 3, § 2, 3^o, de l'arrêté organique, les décisions du conseil sont soumises au Ministre des Affaires économiques. Sauf opposition de celui-ci dans les deux jours francs de leur notification, les décisions deviennent exécutoires sous réserve de ce qui est défini à l'article 9. Pour ce qui concerne la prise en charge de nouveaux risques afférents aux opérations garanties en exécution de l'article 3, § 2, 2^o, de l'arrêté organique, les décisions du conseil sont soumises au Ministre des Finances. Moyennant approbation de celui-ci, elles deviennent exécutoires sous réserve de ce qui est défini à l'article 9. »

.....

Arrêté royal du 27 octobre 1976

modifiant l'arrêté royal du 16 mars 1976 relatif à la frappe de pièces de 250 francs en argent commémoratives du XXV^e anniversaire de la prestation de serment de S.M. le Roi Baudouin (Moniteur du 23 novembre 1976, p. 14832).

Article 1^{er}. — Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 mars 1976, relatif à la frappe de pièces de 250 francs en argent, commémoratives du XXV^e anniversaire de la prestation de serment de S.M. le Roi Baudouin, le nombre « 200.000 » est remplacé par le mot « des ».

Art. 2. — Dans l'article 6 du même arrêté royal, les mots « de ces monnaies » sont remplacés par les mots « des monnaies visées à l'article 4 du présent arrêté ».

.....

Arrêté ministériel du 28 octobre 1976

fixant les modalités de la mise en circulation d'une pièce spéciale de 250 francs en argent commémorative du XXV^e anniversaire de la prestation de serment de S.M. le Roi Baudouin (Moniteur du 23 novembre 1976, p. 14833).

Article 1^{er}. — Les pièces frappées en exécution de l'article 5 de l'arrêté royal du 16 mars 1976, modifié par l'arrêté royal du 27 octobre 1976, relatif à la frappe de pièces de 250 francs en argent, commémoratives du XXV^e anniversaire de la prestation de serment de S.M. le Roi Baudouin, seront mises en circulation, par souscription publique, à l'intervention de la Régie des Postes, au prix de 500 francs l'exemplaire.

Art. 2. — La souscription sera ouverte, le 6 décembre 1976, dans tous les bureaux de poste du Royaume. Elle sera clôturée le soir du jour pendant lequel le nombre de 200.000 pièces aura été atteint.

Art. 3. — Les souscriptions seront introduites à l'appui de bulletins de souscription qui seront tenus à la disposition du public dans lesdits bureaux de poste.

Il sera délivré un accusé de réception de chaque souscription.

Art. 4. — La souscription sera limitée à une pièce avec légende en langue française et une pièce avec légende en langue néerlandaise, par souscripteur.

Art. 5. — La Régie des Postes, Service numismatique, avisera personnellement chaque souscripteur des modalités de paiement des pièces souscrites. L'envoi des pièces aura lieu après réception de ce paiement.

Art. 6. — Pour ces pièces, l'interdiction qui concerne la vente et l'achat des monnaies métalliques, ainsi que toute annonce ou offre relative à ces opérations, formulée par l'article 1^{er} de la loi du 8 mai 1924 relative au trafic et à la refonte de telles monnaies est levée.

.....

Arrêté ministériel du 12 novembre 1976

portant dispositions en matière d'octroi d'une subvention-intérêt sur des crédits de soudure et d'indemnités aux agriculteurs, éleveurs de bovins, sinistrés par la sécheresse de 1976 (Moniteur du 19 novembre 1976, p. 14676). (Voir aussi rubrique 4.)

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 21 juin 1976

ajustant le budget de l'Education nationale, régime français, de l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 9 novembre 1976, p. 14271).

Loi du 21 juin 1976

contenant le budget de l'Education nationale, régime français, pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 10 novembre 1976, p. 14335).

Article 1^{er}. — § 1. Il est ouvert, pour les dépenses de l'Education nationale — régime français — afférentes à l'année budgétaire 1976 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	62.386,5	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	1.159,1	605,0	482,0
Total ...	63.545,6	605,0	482,0

.....

4. — AGRICULTURE

Arrêté ministériel du 12 novembre 1976

portant dispositions en matière d'octroi d'une subvention-intérêt sur des crédits de soudure et d'indemnités aux agriculteurs, éleveurs de bovins, sinistrés par la sécheresse de 1976 (Moniteur du 19 novembre 1976, p. 14676). (Voir aussi rubrique 2.)

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 18 novembre 1976

d'exécution de l'article 21 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (Moniteur du 30 novembre 1976, p. 15151). (Voir aussi rubrique 1.)

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 24 septembre 1976

modifiant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1939 relatif à l'Office National du Ducroire (Moniteur du 9 novembre 1976, p. 14290). (Voir texte rubrique 2.)

9. — TRANSPORTS

Loi du 19 juin 1976

portant approbation des statuts de l'Organisation mondiale du Tourisme, et Annexe, faits à Mexico le 27 septembre 1970 (Moniteur du 24 novembre 1976, p. 14878).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 29 octobre 1976

modifiant l'arrêté ministériel du 9 juillet 1974 réglementant les prix de vente des pâtes alimentaires (Moniteur du 5 novembre 1976, p. 14191).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Règlement du Conseil du 20 septembre 1976 (76/2300/CEE)

portant conclusion de l'accord-cadre de coopération commerciale et économique entre les Communautés européennes et le Canada (et autres dispositions à cet égard)
(Journal officiel du 24 septembre 1976, n° L 260, p. 1).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de novembre 1976. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

MOFFAT, D.W.

Economics Dictionary.

New York, Elsevier, 1976, XIII+301 p.

Le nouvel indice boursier Kredietbank.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 41, 29 octobre 1976, pp. 1-6).

BELG. 33

306.111.

307.331. - 333.602. - 333.633.0

Le nouvel index.

(In : *Fondation André Renard, Liège*, n° 71, septembre-octobre 1976, pp. 9-15).

BELG. 17

Comportement statistique des actions belges 1961-1974 (III).

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles*, n° 159, octobre 1976, pp. 1-7).

BELG. 27 C

306.111.

330.00 - 339.325.0

QUINTENS, L.

Het nieuwe indexcijfer der consumptieprijzen.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel*, n° 10, oktober 1976, blz. 813-860).

BELG. 71

SCITOVSKY, T.

The Joyless Economy; an Inquiry into Human Satisfaction and Consumer Dissatisfaction.

New York, Oxford University Press, 1976, XV+310 p.

306.114. - 380.3 - 333.482.

330.2 - 330.3

CUDDY, J.D.A.

International Price Indexation.

Westmead, Saxon House, 1976, VIII+144 p.

Economics in the Future.

London, Macmillan, 1976, 123 p.

330.40

330.541. - 338.048.

ROUTH, G.

The Origin of Economic Ideas.
London, Macmillan, 1975, X+321 p.

LACIHA, F. en MAERZ, E.

De gemeenschapseconomie en de multinationale ondernemingen.

(*In : Annalen der Gemeenschapseconomie, Luik, n° 1, januari-maart 1976, blz. 1-12*).

GEN. 1 B

330.47

331.162.22

FROYEN, R.T.

The Aggregative Structure of Keynes' General Theory.

(*In : The Quarterly Journal of Economics, Cambridge, No. 3, August 1976, pp. 369-387*).

USA. 38

JANSSENS, W.

De grote constanten in het bankwezen historisch belicht.

(*In : Tijdschrift voor het Bankwezen, Brussel, n° 6, september 1976, blz. 453-462*).

BELG. 134

330.47 - 332.630.

331.30

HENNEBERRY, B. and WITTE, J.G.

Keynes' Employment Function Reexamined.

(*In : History of Political Economy, Durham, No. 3, 1976, pp. 428-434*).

USA. 26 A

Conjoncture indécise.

(*In : Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 42, 5 novembre 1976, pp. 1-8*).

BELG. 33

330.540.

331.30 - 336.60

BRELAZ, M.

Henri de Man et le néo-socialisme belge.

(*In : Res Publica, Bruxelles, n° 2, 1976, pp. 251-266*).

BELG. 131

DE CLERCQ, W.

De economische en financiële situatie in België.

(*In : Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7, juillet 1976, pp. 113-124*).

BELG. 99

331.30 - 382.51 - 333.841.
333.451.1

332.630.

DE CLOSSET, B. e.a.

Le passage de la reprise à l'expansion : une phase critique.

(In : *Service de Conjoncture de Louvain, Louvain-la-Neuve, octobre 1976, div. pp.*)

BELG. 87

DE BRUYN, U.

Een nieuwe oriëntatie voor het tewerkstellingsbeleid.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 10, oktober 1976, blz. 407-417.*)

BELG. 48

331.30 - 382.242.4

332.811.

MUHLEN, E.

Conjoncture internationale et marchés européens des capitaux.

(In : *Banque Internationale à Luxembourg - Cahiers Economiques, Luxembourg, n° 3, 1976, pp. 3-14.*)

LUX. 5

BEYAERT, A.

Influence de la réduction de la durée du travail dans les industries manufacturières belges.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 71, septembre 1976, pp. 387-410.*)

BELG. 44 E

331.31 - 338.041. - 332.221.

333.101. - 333.50 - 333.401.
333.820. - 333.403.0

BAETEN, J.

De sociaal-rechtelijke aspecten van de wet van 30 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen : Sluiting van ondernemingen - Stage van jongeren - Brugpensioen - Indexering van lonen - Nieuwe voordelen - Sociale zekerheid.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 5, oktober 1976, blz. 747-773.*)

BELG. 64 B

LUCKETT, D.G.

Money and Banking.

New York, McGraw-Hill, 1976, XV + 585 p.

332.630. - 339.21 - 338.8

333.101. - 333.110. - 333.111.0
333.139.2 - 333.480.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

L'emploi, la croissance et les besoins essentiels : problème mondial.

(Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition du revenu, le progrès social et la division internationale du travail; rapport du Directeur général du B.I.T.)

Genève, B.I.T., 1976, 202 p.

MEIER, U.

La structure du système bancaire au Grand-Duché de Luxembourg.

(In : *Banque, Paris, n° 355, octobre 1976, pp. 955-968.*)

FR. 6

333.101.

333.403.0

SMETS, F.A.

L'autonomie et la stabilité des banques.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 6, septembre 1976, pp. 415-433.*)

BELG. 134

FRIEDMAN, M. a.o.

Milton Friedman's Monetary Framework; a Debate with his Critics.

Chicago, University of Chicago Press, 1974, XII + 192 p.

333.103. - 333.102.

333.403.1 - 330.47

MONIEZ, J.-Cl.

Un exemple de coopération interbancaire internationale. Création d'un réseau de télécommunications interbancaire international.

(In : *Banque, Paris, n° 355, octobre 1976, pp. 1003-1017.*)

FR. 6

PATINKIN, D.

Keynes' Monetary Thought; a Study of its Development.

Durham, North Carolina, Duke University Press, 1976, 163 p.

333.103.

333.432.0

NIBLACK, W.C.

Development of Electronic Funds Transfer Systems.

(In : *Federal Reserve Bank of St. Louis Review, St. Louis, No. 9, September 1976, pp. 10-18.*)

USA. 31 F

DE WILDE, S.

Monetaire implicaties van het Europese wisselkoers arrangement.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 10, oktober 1976, blz. 389-393.*)

NED. 3 A

333.131.32. - 333.735.

333.432.7

ANGERHAUSEN, D.

Credit Scoring at Société Générale de Banque.

(In : *Monte Dei Paschi di Siena - Economic Notes, Siena, N. 2-3, Maggio-Dicembre 1975, pp. 73-79.*)

ITAL. 13 C

KOJIMA, K.

A Competitive Bipolar Key Currency System.

(In : *Hitotsubashi Journal of Economics, Tokyo, No. 1 June 1976, pp. 1-8.*)

JAP. 14

333.432.8 - 382.240. - 382.257.
347.720.1

333.451.0

BLAKE, D.H. and WALTERS, R. S.

The Politics of Global Economic Relations.

Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1976, XIII + 240 p.

STOKES, H.H. and NEUBURGER, H.

The Dynamics of Adjustment in the Foreign Exchange Market : A Disaggregated Analysis.

(In : Monte Dei Paschi di Siena - Economic Notes, Siena, No. 2-3, Maggio-Dicembre 1975, pp. 41-60.)

ITAL. 13 C

333.432.8

333.451.1 - 334.151.22

COLPAERT, T.

Het I.M.F. als ontwikkelingsfonds.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 5, oktober 1976, blz. 673-692.)

BELG. 64 B

VAUBEL, R.

Real Exchange-Rate Changes in the European Community : The Empirical Evidence and its Implications for European Currency Unification.

(In : Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen, Nr 3, September 1976, S. 429-470.)

DEUTSCHL. 29

333.432.8

333.451.6 - 382.257. - 333.451.7
333.844.

SINKAMN.

Les différents systèmes de tirage sur le Fonds Monétaire International (F.M.I.).

(In : Etudes et Statistiques - Bulletin Mensuel de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, Paris, n° 34, août-septembre 1976, pp. 522-527.)

A.C. 1

BRENNER, M.J.

The Politics of International Monetary Reform - The Exchange Crisis.

Cambridge (Mass.), Ballinger Publishing Company, 1976, XIII + 144 p.

333.432.8 - 333.481. - 382.242.4
333.453.

333.451.6 - 333.844.

TRAN-MINH TIET, H.C.

La relève de l'or; vers un nouveau système monétaire international basé sur le capital humain plus équitable que le système de Bretton Woods.

Paris, Nouvelles Editions Latines, 1976, 221 p.

RIJNVOS, C.J.

Floating Exchange Rates as a Stimulus to Stabilization-Policy.

(In : Netherlands Banking Digest, Amsterdam, No. 1, April 1976, pp. 4-10.)

NED. 31

L'unité de compte après les récentes modifications de parités au sein du « serpent » monétaire.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 41, 29 octobre 1976, p. 8.)

BELG. 33

PONLOT, D.

Le Fonds de Garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles*, n° 6, septembre 1976, pp. 435-450.)

BELG. 134.

333.481.

333.820. - 333.110. - 333.401.

333.428.

DIERICK, A.M.

Vijf jaar « hervorming » van het internationale geldstelsel.

(In : *Maandschrift Economie, Tilburg*, n° 11, augustus 1976, blz. 559-586.)

NED. 5

VOLCKER, P.A.

The Contributions and Limitations of « Monetary » Analysis.

(In : *Monthly Review — Federal Reserve Bank of New York, New York*, No. 10, October 1976, pp. 251-256.)

USA 32

333.712.1 - 336.834.

333.833. - 333.131.41

LE PORS, A.

Les transferts Etat — industrie en France et dans les pays occidentaux.

(In : *Notes et Etudes Documentaires, Paris*, n° 4303-4304-4305, 12 juillet 1976, 79 p.)

FR. 51 F

MULLINS, D.W.

Restrictions on the Rate of Interest on Demand Deposits and a Theory of Compensating Balances.

(In : *The Journal of Finance, New York*, No. 2, May 1976, pp. 233-252.)

USA. 48

333.712.3

333.841.

ESCHER, H.

Aspects fondamentaux du financement des exportations.

(In : *Crédit Suisse — Bulletin, Zurich*, octobre 1976, pp. 13-16.)

SUISSE 8

BERNARD, R.

Les théories actuelles sur l'inflation et leurs insuffisances.

(In : *Problèmes Economiques, Paris*, n° 1492, 13 octobre 1976, pp. 3-12.)

FR. 51 A

Inflation in Open Economics.

Manchester, Manchester University Press, 1976,
XIII+298 p.

CORNELSEN, D. u.a.

Perspektiven und Probleme wirtschaftlicher Zusammen-
arbeit zwischen Ost- und Westeuropa.
(Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Sonder-
heft 114.)

Berlin, Duncker und Humblot, 1976, 204 S.

333.841. - 333.401. - 333.831.0

334.150.0

NOLD, F.C. a.o.

Essays on Monetary Aspects of Inflation.

Ottawa, Information Canada, 1973, VII+163 p.

NORRENBURG, D.

Un modèle institutionnel déficient : la communauté
européenne.

(In : *Res Publica*, Bruxelles, n° 2, 1976, pp. 203-214.)

BELG. 131

333.841.

334.151.0

SOLOW, R.M.

Learning the Lessons of Inflation.

(In : *Economic Impact*, Washington, No. 15, 3d quarter
1976, pp. 49-58.)

USA. 19

SIMONET, H.

Intermittente Europe... incertaine Belgique ?

Bruxelles, Imprimerie IMIFI, 1976, 11/11 p.

333.844. - 333.451.1

334.151.20

The Wild Devaluation of the Lira : A Bundle of Hypo-
theses.

(In : *Monte Dei Paschi di Siena — Economic Notes*, Siena,
No. 2-3, Maggio-Dicembre 1975, p. 139-146.)

ITAL. 13 C

DENNIS, G.E.J.

European Monetary Union : in the Snake-Pit.

(In : *The Banker*, London, October 1976, pp. 1109-1112.)

G.B. 3

334.151.26

336.020. - 336.030. - 336.451.

336.61 - 333.44

La libéralisation des transactions sur titres dans la Communauté européenne.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 40, 22 octobre 1976, pp. 1-6.*)

BELG. 33

Rapports du Groupe de travail technique chargé de formuler des suggestions en vue de freiner, dans l'immédiat, le déficit de financement de l'Etat; 6 mai et 19 juillet 1976.

Bruxelles, Imprimerie de la Banque Nationale de Belgique, 1976, 126 p.

334.154.1

336.203. - 339.312.3

SOH, K.

The Legal System of the Free Movement of Workers and Migration Trends in the European Economic Community.

(In : *Kobe Economic and Business Review, Kobe, 22nd Annual Report 1976, pp. 85-97.*)

JAP. 1

BRIMMER, A.F. and SINAI, A.

The Effects of Tax Policy on Capital Formation, Corporate Liquidity and the Availability of Investible Funds : A Simulation Study.

(In : *The Journal of Finance, New York, No. 2, May 1976, pp. 287-308.*)

USA 48

336.01 - 336.201.

336.208.

BULUTOGLU, K.

Fiscal Decentralization : A Survey of Normative and Positive Contributions.

(In : *Finanzarchiv, Tübingen, Nr 1, 1976, S. 1-34.*)

DEUTSCHL. 14

FRANK, M.

La fraude fiscale réduit l'efficacité de l'impôt en tant qu'instrument de redistribution des revenus.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 71, septembre 1976, pp. 305-315.*)

BELG. 44 E

336.020. - 339.312.4 - 339.312.7

336.211. - 336.208.

GLEYSER, H.

Calcul du taux d'actualisation applicable aux dépenses publiques en Belgique.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 71, septembre 1976, pp. 293-303.*)

BELG. 44 E

GROSCLAUDE, J.

L'impôt sur la fortune.

Paris, Berger-Levrault, 1976, 225 p.

336.212.1

336.401. - 382.24 - 330.3

VAN WOLVELAER, J.

Negatieve inkomensbelastingen, te mooi om waar te zijn ?

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 10, oktober 1976, blz. 801-811.*)

BELG. 71

BRANSON, W.H.

The Dual Roles of the Government Budget and the Balance of Payments in the Movement from Short-Run to Long-Run Equilibrium.

(In : *The Quarterly Journal of Economics, Cambridge, No. 3, August 1976, pp. 345-367.*)

USA. 38

336.214. - 657.33

336.41 - 338.43

COUTURIER, J.J.

Notre fiscalité des sociétés à l'heure brésilienne ?

(In : *Revue Générale de Fiscalité, Bruxelles, n° 8, octobre 1976, pp. 226-240.*)

BELG. 158 F bis

HEBETTE, F.

La régionalisation et le budget.

(In : *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7, juillet 1976, pp. 125-152.*)

BELG. 99

336.214.

336.451.

Incidences fiscales de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

(In : *La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 9, septembre 1976, pp. 531-532.*)

BELG. 183 A

Le budget de l'Etat 1976.

(In : *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7, juillet 1976, pp. 3-110.*)

BELG. 99

336.222

336.452.

VAN ACOLEYEN, O.

Successierecht.

Brussel, Fiscale Hogeschool, 1976, 3 dln, blz. 515-997-370.

Evolution de la situation de trésorerie du pouvoir central au cours des années 1952 à 1975.

(In : *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7, juillet 1976, pp. 189-204.*)

BELG. 99

336.61 - 339.4

338.022. - 338.023. - 306.12
332.20

GORDON, M.J.

A Portfolio Theory of the Social Discount Rate and the Public Debt.

(In : *The Journal of Finance, New York, No. 2, May 1976, pp. 199-214.*)

USA 48

SMIT, J.-P.

La productivité dans l'industrie des fabrications métalliques depuis 1960.

(In : *Fabrimétal, Bruxelles, n° 8, octobre 1976, pp. 13-20.*)

BELG. 69

337.10

338.013.

MINISTERE DES FINANCES.

Premiers contacts avec l'administration belge des douanes et accises; vademecum.

Bruxelles, Ministère des Finances, 1976, III+62 p.

RAY, G.F.

Conjoncture des matières premières à l'automne 1976.

(In : *SEDEIS-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 19, 15 octobre 1976, pp. 644-657.*)

FR. 10 B

338.012. - 338.731.1 - 333.841.
382.11

338.046.1

GASTEYGER, C. a.o.

Energy, Inflation, and International Economic Relations.

New York, Praeger, 1976, XIV+239 p.

COENJAERTS, T.

Les 500 premières entreprises de Belgique.

(In : *Belgian Business, Bruxelles, n° 98, octobre 1976, pp. 7-93.*)

BELG. 14 B

338.012. - 338.754.233.

338.047. - 380.22

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

L'Agence Internationale de l'Energie et les économies d'énergie; examen 1976.

Paris, O.C.D.E., 1976, 63 p.

VAN HELDEN, G.J.

Openbare nutsbedrijven : grondslagen en hun implicaties voor de prijszetting.

(In : *Maandblad voor Accountancy en Bedrijfshuishoudkunde, Purmerend, n° 9/10, oktober-november 1976, blz. 528-546.*)

NED. 21

MARTOU, F.

La politique industrielle en Belgique.

(In : Annales de Sciences Economiques Appliquées, Louvain-la-Neuve, n° 1, 1976-1977, pp. 31-47.)

BELG. 10

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.L'agriculture face aux politiques d'utilisation du sol.
Paris, O.C.D.E., 1976, 94 p.

338.43 - 338.70

338.751.1

PIERARD, R.

Morphologie industrielle du Hainaut (I).

(In : Bulletin Economique du Hainaut, Mons, n° 25, 1976, pp. 5-10.)

BELG. 74 B

DEBENEY, Y.

Points de repères sur la sidérurgie mondiale.

(In : SEDEIS-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 20, 31 octobre 1976, pp. 739-750.)

FR. 10 B

338.43

338.751.1

VAES, E.

Propos sur l'économie du Hainaut.

(In : L'Entreprise et L'Homme, Bruxelles, n° 8, août-septembre 1976, pp. 285-290.)

BELG. 39

GHYMERS, C.

Structure de la sidérurgie belge.

(In : Bulletin de l'IRES, Louvain-la-Neuve, n° 32, février 1976, 45 p.)

BELG. 33 Z

338.6 - 338.043.

338.755.53

COUSIN, M.-E.

Les initiatives des communautés européennes en matière de recherche scientifique et de développement technologique.

(In : Mondes en Développement, Paris, n° 15, 1976, pp. 641-652.)

FR. 42

Mutations dans la presse belge (1975-1976).

(In : Courrier Hebdomadaire du CRISP, Bruxelles, n° 739, 22 octobre 1976, 33 p.)

BELG. 28 E

338.755.53 - 336.830.

339.312.3 - 330.3

ROBERTI, J.-M.

L'aide de l'Etat à la presse.

(In : *Fondation André Renard, Liège, n° 71, septembre-octobre 1976, pp. 27-36.*)

BELG. 17

BITROS, G.C.

A Statistical Theory of Expenditures in Capital Maintenance and Repair.

(In : *Journal of Political Economy, Chicago, No. 5, October 1976, pp. 917-936.*)

USA. 30

338.8 - 333.841. - 333.600.

339.312.4 - 336.52 - 333.12

Money and Finance in Economic Growth and Development. Essays in honor of E.S. Shaw.

New York, Marcel Dekker Inc., 1976, X+339 p.

THEUNISSE, H.

De financiering van de gemeentelijke investeringen.

(In : *Annalen der Gemeenschapseconomie, Luik, n° 1, januari-maart 1976, blz. 13-31.*)

GEN 1 B

339.21 - 305.4

339.4 - 347.728.1

METCALF, Ch. E.

An Econometric Model of the Income Distribution.

Chicago, Markham Publishing Company, 1972, XIX+176 p.

GONEDES, N.J.

The Capital Market, the Market for Information, and External Accounting.

(In : *The Journal of Finance, New York, No. 2, May 1976, pp. 611-630.*)

USA 48

339.311.0 - 339.21

347.5

STEINDL, J.

Sparen und Einkommensverteilung.

(In : *Empirica, Wien, n° 1, 1976, S. 55-76.*)

OEST. 2

FAGNART, J.-L.

La responsabilité civile (1968-1975).

(In : *Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 4969, 23 octobre 1976, pp. 569-633.*)

347.720.1

368.43 - 350.2 - 332.832.

CRACCO, E. et VAN CAMPENHOUDT, J.-M.

L'internationalisation des entreprises européennes : cas de la Belgique.

(In : *Annales de Sciences Economiques Appliquées, Louvain-la-Neuve, n° 1, 1976-1977, pp. 61-83.*)

BELG. 10

WILMART, A.

Esquisse de la législation sur les pensions des services publics.

Bruxelles, Bruylant, 1976, 120 p.

347.720.1

380.6

SCHMEDER, G.

Firmes multinationales et transfert de technologie vers les pays en voie de développement.

(In : *Mondes en Développement, Paris, n° 15, 1976, pp. 559-575.*)

FR. 42

LEMAITRE, J.

Planologie de la distribution à la recherche d'un nouvel équilibre.

(In : *Bulletin Economique du Hainaut, Mons, n° 25, 1976, pp. 11-17.*)

BELG. 74 B

347.771. - 343.533.

382.22 - 330.3

PLASSERAUD, Y.

Brevets et transfert de technologie dans le Tiers Monde, comptabilité ou autonomie ?

(In : *Mondes en Développement, Paris, n° 15, 1976, pp. 529-543.*)

FR. 42

ISHIYAMA, Y.

A General-Equilibrium Flow Analysis of an Open Economy.

(In : *Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen, Nr. 3, September 1976, S. 471-506.*)

DEUTSCHL. 29

347.771. - 343.533.

382.242.0

VAITSOS, C.V.

La révision du système international des brevets — Considérations juridiques en vue de la prise de conscience de la position du Tiers Monde.

(In : *Mondes en Développement, Paris, n° 15, 1976, pp. 453-479.*)

FR. 42

IGAWA, K.

International Capital Movements and Real Capital Accumulation.

(In : *Kobe Economic and Business Review, Kobe, 22nd annual report, 1976, pp. 75-84.*)

JAP. 1

Le financement officiel des balances des paiements dans le monde industrialisé.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 39, 15 octobre 1976, pp. 1-4 + 9-11.)

BELG. 33

SADAMICHI, H.

A New Type of Data Banking System.

(In : *Kobe Economic and Business Review, Kobe*, 22nd annual report 1976, pp. 47-55.)

JAP.1

385.42

657.02 - 657.03

CLAESSENS, E.

Bedrijfseconomie aspecten van de spoorwegplanning.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen*, n° 5, oktober 1976, blz. 723-745.)

BELG. 64 B

BONNEAU, P.

Les mathématiques financières et leurs applications.

Paris, Dunod, 1976, 152 p.

382.51

657.1 - 657.40

Le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1975.

(In : *Informations du Commerce Extérieur, Bruxelles*, supplément série B, octobre 1976, 149 p.)

BELG. 27

OLDHAM, K. M.

Accounting systems and practice in Europe.

Gower Press, Epping (Essex), 1976, XI+183 p.

385.61

657.2 - 657.30

VILAIN, S.

Localisation optimale des aéroports en Belgique.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles*, n° 7, juillet 1976, pp. 411-425.)

BELG. 44 E

Projet d'arrêté royal relatif aux comptes annuels des entreprises.

(In : *La Vie au Bureau, Bruxelles*, n° 9, septembre 1976, pp. 489-517).

BELG. 183 A

BASTABLE, C.W.

Depreciation in an Inflationary Environment.

(In : *Journal of Accountancy*, New York, August 1976, pp. 58-66.)

USA. 28

MUSIN, H.

Les bilans consolidés dans la C.E.E.

(In : *Revue Belge des Sciences Commerciales*, Bruxelles, n° 8-9, 1976, pp. 291-297.)

BELG. 140

657.33

658.43 - 333.841.

MAYER, R.

L'indexation des bilans ou la comptabilité d'inflation.

(In : *La Vie au Bureau*, Bruxelles, n° 9, septembre 1976, pp. 477-485.)

BELG. 183 A

NELSON, C.R.

Inflation and Capital Budgeting.

(In : *The Journal of Finance*, New York, No. 3, June 1976, pp. 923-931.)

USA. 48

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Païement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

PUBLICATION MENSUELLE

TABLE DES MATIERES

LI^e Année — Tome II — Juillet-décembre 1976

BELGIQUE

Numéro
du Bulletin

La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1975	1-2
Monnaies utilisées dans les règlements d'importations et d'exportations de marchandises de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	1-2
Mesures de politique monétaire	1-2-4-5
Le franc belge et la politique monétaire	3
Les opérations avec l'étranger de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise au premier semestre de 1976	4
Une nouvelle statistique : Exportations et importations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — Paiements, transactions et variations de créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger (Tableau IX-5)	4
Le Bulletin de la Banque Nationale de Belgique a un demi-siècle	5
Variations des disparités de prix et de coûts et variations des cours de change	5
Evolution structurelle et conjoncturelle du chômage en Belgique	6
Résultats des enquêtes de la Banque Nationale de Belgique sur la conjoncture dans l'industrie	6
Communiqué du 8 décembre 1976	6

LEGISLATION

IX

VI - 4b

DES

Numéros
des tableaux

X. — Marché des changes.

- 1. Cours officiels arrêtés par les banques
compensation à Bruxelles
- 2. —

Numéros
des tableaux

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

- 1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières XVII - 1
- 2. Rendement des sociétés par actions : chiffres annuels XVII - 2
- 3. Rendement des sociétés par actions : chiffres cumulés
- 4. Emissions des sociétés : chiffres annuels
- 5. Emissions des sociétés : chiffres mensuels
- 6. Engagements des entreprises
médianes financières
- 7. Inscripti-



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

PUBLICATION MENSUELLE

TABLE DES MATIERES

LI^e Année — Tome II — Juillet-décembre 1976

BELGIQUE

*Numéro
du Bulletin*

La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1975	1-2
Monnaies utilisées dans les règlements d'importations et d'exportations de marchandises de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	1-2
Mesures de politique monétaire	1-2-4-5
Le franc belge et la politique monétaire	3
Les opérations avec l'étranger de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise au premier semestre de 1976	4
Une nouvelle statistique : Exportations et importations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — Paiements, transactions et variations de créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger (Tableau IX-5)	4
Le Bulletin de la Banque Nationale de Belgique a un demi-siècle	5
Variations des disparités de prix et de coûts et variations des cours de change	5
Evolution structurelle et conjoncturelle du chômage en Belgique	6
Résultats des enquêtes de la Banque Nationale de Belgique sur la conjoncture dans l'industrie	6
Communiqué du 8 décembre 1976	6

La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1975	1-2
Monnaies utilisées dans les règlements d'importations et d'exportations de marchandises de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	1-2
Les opérations avec l'étranger de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise au premier semestre de 1976	4
Une nouvelle statistique : Exportations et importations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — Paiements, transactions et variations de créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger (Tableau IX-5)	4

Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale	1 à 6
--	-------

STATISTIQUES

Numéros
des tableaux.

Principales abréviations utilisées.

Signes conventionnels.

I. — Population et comptes nationaux.

1. Population	I - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3
4. Affectation du produit national :	
a) Estimations à prix courants	I - 4a
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b

II. — Emploi et chômage.

Demandes et offres d'emploi	II
-----------------------------------	----

III. — Agriculture et pêche.

1. Production agricole	III - 1
2. Pêche maritime	III - 2

IV. — Industrie.

0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture ¹	IV - 0
1. Indices de la production industrielle	IV - 1
2. Indices de la production manufacturière industrielle par secteur	IV - 2
3. Energie	IV - 3
4. Métallurgie	IV - 4
5. Construction	IV - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6

¹ Depuis le numéro de décembre.

V. — Services.

1. Transports :	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a
b) Navigation maritime	V - 1b
c) Navigation intérieure	V - 1c
2. Tourisme	V - 2
3. Commerce intérieur :	
a) Indices des ventes	V - 3a
b) Ventes à tempérament	V - 3b
4. Activités des Chambres de compensation	V - 4

VI. — Revenus.

1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3

VII. — Indices de prix.

1. Indices des prix mondiaux	VII - 1
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :	
a) Base 1971 = 100	VII - 4a
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100	VII - 4b-c

VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

1. Tableau général	VIII - 1
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
b) Indices du volume	VIII - 4b
5. Orientation géographique	VIII - 5

IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.

1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
5. Exportations et importations de l'U.E.B.L. ¹	IX - 5

¹ Depuis le numéro d'octobre.

X. — Marché des changes.

- | | |
|--|--------------|
| 1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles | X - 1 |
| 3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges | X - 3 |
| 4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles | X - 4 |

XI. — Finances publiques.

- | | |
|--|---------------|
| 1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires | XI - 1 |
| 2. Résultats de caisse du Trésor et son financement | XI - 2 |
| 3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture ... | XI - 3 |
| 4. Recettes fiscales (par année civile) | XI - 4 |
| 5. Détail des recettes fiscales | XI - 5 |

XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.

- | | |
|--|-----------------|
| 1. Encours des créances et des dettes : | |
| a) au 31 décembre 1972 | XII - 1a |
| b) au 31 décembre 1973 | XII - 1b |
| 2. Mouvements des créances et des dettes en 1973 | XII - 2 |
| 3. Encours des créances et des dettes (totaux sectoriels) : | |
| a) au 31 décembre 1972 | XII - 3a |
| b) au 31 décembre 1973 | XII - 3b |
| 4. Mouvements des créances et des dettes en 1973 (totaux sectoriels) | XII - 4 |

XIII. — Organismes monétaires.

- | | |
|---|------------------|
| 1. Bilans intégrés des organismes monétaires | XIII - 1 |
| 2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts : | |
| a) Banque Nationale de Belgique | XIII - 2a |
| b) Organismes publics monétaires | XIII - 2b |
| c) Banques de dépôts | XIII - 2c |
| d) Ensemble des organismes monétaires | XIII - 2d |
| 3. Origines des variations du stock monétaire | XIII - 3 |
| 4. Stock monétaire | XIII - 4 |
| 5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires | XIII - 5 |
| 6. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger (destination économique apparente) | XIII - 6 |

7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger (forme et localisation) ...	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne (opérations des ménages)	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne ...	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite ...	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions : chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions : chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés : chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés : chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les inter-médiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

Produit national brut calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b-c
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Fréquence d'utilisation	XIII - 13
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite — Caisse d'épargne (opérations des ménages)	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

LEGISLATION ECONOMIQUE

1. Economie générale.
2. Monnaie, crédit et banque.
3. Finances publiques.
4. Agriculture.
5. Industrie.
6. Travail.
7. Commerce intérieur.
8. Commerce extérieur.
9. Transports.
10. Prix et salaires.
11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers.
12. Communauté Economique Européenne.

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES
ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE**
